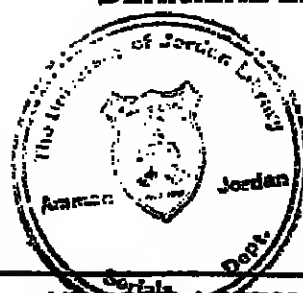


هناك اننا اصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12653 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VEN 18 OCTOBRE 1985

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN DIPLOMATE

L'URSS semble impuissante à sauver ses otages au Liban

«Au nom de Dieu...»

Par une sinistre ironie, c'est « au nom de Dieu très miséricordieux » et « en exécutant la sentence divine » que les ravisseurs des quatre Soviétiques de Beyrouth viennent d'annoncer l'un d'eux. Visé pour la première fois, FURSS fait les frais d'une innovation dans ce genre d'affaires : contrairement à des centaines de Libanais, les étrangers enlevés ne sont pas tués — sauf rares exceptions « bavardes » de droit commun — mais libérés au terme d'une détention plus ou moins longue.

On conçoit que l'agence Tass s'indigne d'un « crime impardonnable » et menace non seulement ses auteurs mais « ceux qui n'ont pas fait tout leur possible pour l'éviter » de subir « des effets très négatifs sur l'attitude de FURSS à leur égard ». De Washington à Jérusalem, les condamnations du meurtre — qui pourrait vendredi, à l'expiration d'un nouvel ultimatum, être suivi d'un ou plusieurs autres — sont unanimes. Elles viennent des États les plus hostiles à la politique soviétique dans la région.

Que peut faire le Kremlin au-delà de son communiqué vengeur ? On le voit mal, étant au chômage, freiner la Syrie dans son hostilité aux milices qui sont en train d'écraser les extrémistes libanais de Tripoli et leurs alliés arabistes. Moscou a pris contact avec « ses amis » de Damas et, selon M. Zassiatine, porte-parole de M. Gorbatchev, avec « toute une série de groupes libanais ». Exercer de véritables pressions est une autre affaire. La Syrie n'est guère portée pour sa part aux concessions envers des intégristes sunnites. Elle a naguère réprimé violemment sur son territoire les menées des Frères musulmans, qui appartiennent à la même confession. Ses « hôtes » soviétiques ont été souvent victimes d'attentats qui coûtèrent la vie, en mai 1980, à une dizaine de coopérants. Par ailleurs, les cellules peu structurées et de dévouements changeants qui, au nom du Dhimah islamique, ont mené l'opération sont par nature aussi rétives aux pressions qu'aux arguments d'ordre humanitaire.

L'URSS, en toute hypothèse, ne compromettra pas le moins du monde des relations récemment « réchauffées » avec Damas, où elle catéchise des milliers de conseillers, pour tenter un bien hypothétique sauvetage de ses ressortissants. La consolidation de l'hégémonie syrienne sur le Liban, atout important de Moscou au Proche-Orient, passe évidemment avant la vie de quelques-uns de ces hommes où Julia Staline aimait voir « le capital le plus précieux ».

Amertume et impuissance. Comme les Occidentaux, dont elle a longtemps regardé d'un oeil sec les sanglantes mésaventures dans l'imbroglio libanais, FURSS voit jusqu'à la fin une coupe où, en dix ans de guerre, elle avait réussi à ne pas tremper les lèvres. Prompte à se féliciter des exploits des « combattants anti-impérialistes », elle lors qu'ils s'en prennent à l'autre camp, elle doit faire face — en tant que « puissance athée » — à des forces hostiles que le communisme de Moscou nomme « des musulmans extrémistes ». Du moins est-ce dans une situation où, le cyclisme rejoignant le bon sens, l'accord des nations peut se faire aisément sur ce principe. Grand ou petit Satan, capitalistes ou communistes ne peuvent ni ne doivent céder à un chantage et, le revolver sur la tempe, modifier leur politique et caresser leurs intérêts. Il serait bien surprenant que Moscou crée ce précédent en succombant soudain à la sensiblerie.

Après l'assassinat de l'un des quatre otages soviétiques à Beyrouth, la reprise des combats de Tripoli accroît la menace sur la vie des trois autres. L'ultimatum les concernant expire vendredi. Les extrémistes musulmans responsables du rapt ont revendiqué ce mercredi l'« exécution », la veille, d'un dirigeant du PC libanais, M. Yamout.

De notre correspondant

Beyrouth. — Après avoir assassiné l'attaché consulaire Arkadi Katokov, l'un de ses quatre otages, l'Organisation islamique de libération-forces de Khaleel Ibn Walid, secteur de Beyrouth, a fixé un délai expirant vendredi 4 octobre avant d'en tirer un deuxième si sa revendication — « l'arrêt de l'assaut des incroyants et des athées (c'est-à-dire des forces prosyriennes) contre la ville musulmane de Tripoli » — n'était pas satisfaite.

Dans le même ultimatum, les ravisseurs affirment qu'ils feront « sauter l'ambassade d'URSS ».

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 2.)

DEUX RAPPORTS CONFIDENTIELS

Des polices municipales mises en accusation

Le récent développement des polices municipales inquiète policiers et magistrats. Selon eux, de nombreux maires n'hésitent pas à bafouer ainsi la loi. Deux documents jusqu'ici confidentiels font état de ces inquiétudes. Le plus important est le « rapport d'enquête sur les polices municipales » remis avant l'été, après cinq mois d'investigations sur le terrain, par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) au ministre de l'Intérieur. Le second est un rapport de synthèse établi en juin par M. Georges Beljean, procureur général à la cour d'appel d'Albi-en-Provence, sur les polices municipales des quatre départements de son ressort (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes).

Ces deux rapports sonnent comme de véritables réquisitoires contre ces polices des maires, dont ils dénoncent le « dévoiement », bien loin des simples tâches de « gardes champêtres » des villes qui leur sont théoriquement dévolues.

Policiers et magistrats sont ici d'accord : les polices municipales doivent « rentrer dans le rang », ne plus prétendre concurrencer la police d'Etat, ne pas se livrer à des interpellations en flagrant délit au mépris de la loi. Cependant, les rapports ne mettent pas toutes les polices des maires dans le même sac. Ils reconnaissent que dans plusieurs villes les policiers municipaux se comportent comme des suppléants effectifs de la police nationale, sans empiéter sur sa responsabilité et ses missions.

La Fédération nationale de la police municipale s'est par avance inquiétée des conséquences que pourraient avoir ces rapports. Récemment reçue par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, elle a eu l'assurance que rien ne se ferait sans consultation des représentants des personnels municipaux concernés.

En fait, la réflexion gouvernementale, inspirée par le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), ne vise pas à la disparition des polices municipales mais à une définition plus rigoureuse de leurs missions, qui relèvent toujours d'une loi datant du... 5 avril 1884.

(Lire page 12 l'article d'EDWY FLENNEL.)

Le socialiste et le soldat

par JEAN PLANCHAIS

Les socialistes et les militaires ont un point commun : ils « marchent au sentiment ». Les premiers parce que leur vision de l'avenir implique le gémissement ; les seconds parce qu'on ne risque pas institutionnellement sa vie si le cœur n'y est pas.

Mais, de part et d'autre, on s'accroche à des images tenaces. Pour la gauche, la répression de la Commune par les soldats de Versailles, la condamnation du capitaine Dreyfus, Weygand exigeant que le pouvoir politique demande l'armistice pour que l'armée échappe au déshonneur de la capitulation, les généraux appelés de Gaulle au pouvoir en 1958, d'autres — ou les mêmes — se dressant contre le pouvoir légal lors du putsch d'avril 1961.

Pour une partie de l'armée, le socialisme, c'est l'héritage marxiste, si usé soit-il, l'antimilitarisme, le Front populaire...

Lorsque le suffrage universel amène au pouvoir un ministre socialiste, ou tout au moins à la défense un ministre socialiste, chacun des partenaires s'efforce à la séduction. Les civils par crainte des

militaires, les militaires pour se concilier, pour le plus grand bien de l'armée, la politique dont ils dépendent.

Du côté gauche, on met en avant la levée en masse, Valmy, on brandit le Jour de l'Armée nouvelle — un livre où le leader socialiste proposait une armée républicaine et démocratique. On fait taire dans les rangs les « provocateurs » qui veulent dresser une statue à Dreyfus dans la cour de l'École militaire.

Si autoritaire, si compétent qu'il soit, si profondes que soient ses convictions, l'homme politique socialiste éprouve une satisfaction profonde au garde-à-vous des généraux, aux prises d'armes qu'il propose, aux satisfactions d'amour-propre que lui offre un corps hautement hiérarchisé qui sait que les émotions engendrent la fureur militaire.

La « haute armée » a presque toujours eu, exception faite de Paul Ramadier et de Jules Moch, mené les hommes politiques socialistes. Elle sait mettre en avant ceux de ses membres qui passent pour « républicains ». L'étiquette a été d'ailleurs longtemps un atout pour l'avancement : les généraux sont promus en conseil des ministres. Elle sait aussi se présenter en déléguée de la nation, paternaliste-

ment attentive au sort du soldat. Jaurès ? Elle l'adopte. Pourquoi pas ? Et on a vu, jadis, tel général cavalier jusqu'au bout des bottes troquer, pour séduire un ministre peu commode, le dolman ajusté pour le veste de velours, le foulard et la bouffarde du militaire de gauche d'alors. Comédie ? Pas forcément.

Si rentable en tout cas... Les états-majors ont de tout temps préféré les présidents du conseil et les ministres socialistes aux hommes de droite ou du centre droit qui n'ont rien à se faire pardonner : patriotes de principe et à ce titre insoupçonnables, ils peuvent se montrer beaucoup moins malléables.

Arrivé au pouvoir ou à la responsabilité ministérielle avec l'idée qu'il lui faut se concilier les bonnes grâces des militaires, l'homme de gouvernement socialiste est prêt, quoi qu'il en dise, à bien des concessions. Guy Mollet, président du conseil en 1956, Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, de crainte d'irriter le soldat, lui confèrent progressivement des responsabilités et un pouvoir de fait, avec les résultats que l'on sait.

(Lire la suite page 8.)

Des listes Rocard en mars 86 renforceront la gauche

Un sondage BVA pour « l'Événement du jeudi » montre que des candidats rocardiens permettraient à la gauche de réduire en mars 1986 l'écart en voix et en sièges qui la sépare de la droite majoritaire.

PAGE 32

Tension entre Tunis et Washington après le raid israélien contre l'OLP

Le président Bourguiba demande aux États-Unis de reconsidérer leur « position négative ».

PAGE 2

« Raspoutine », d'Elem Klimov

Le moine diabolique mène la danse macabre du tsarisme finissant. Un film qui a attendu dix ans en URSS.

PAGE 22

Le rapport du Sénat sur les nationalisations

M. Maurice Blin constate que les résultats des entreprises nationalisées en 1982 se sont améliorés... grâce à la reprise économique mondiale.

PAGE 28

M. Gorbatchev à Paris



Programme chargé, ce jeudi 3 octobre, pour la deuxième journée à Paris de M. Gorbatchev, de l'Arc de triomphe à l'Assemblée nationale, en passant par la Mairie de Paris — où M. Chirac a évoqué le non-respect par l'URSS des accords d'Helsinki (lire page 32) — avant un déjeuner offert par M. Fabius au Quai d'Orsay. Les discussions politiques devaient reprendre dans l'après-midi à l'Élysée. Divertissement musical et dîner à Versailles. Une conférence de presse commune est prévue vendredi après un dernier entretien avec M. Mitterrand.

PAGES 4 à 6

Le Monde

LIVRES

- La rentrée romanesque : Alain Nédard ou la passion des origines ; Pierre Bourgeade réinvente Judas.
- Essai : le « modèle démocratique » de Jean Baechler.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Le savoir-vivre intellectuel », de François de Negroni.

(Pages 13 à 20)

Etranger (2 à 6) • Politique (7 à 9) • Société (12) • Culture (22) • Communication (22) • Économie (28 à 31) • Supplément : formation permanente (10 et 11) • Programmes des spectacles (23 et 24) • Radio télévision (24) • Carnet (26) • Informations Services (26 et 27) • Annonces classées (27)

Que lisent les jeunes ?

Les 15-20 ans continuent de lire. Ils sont plus curieux que leurs aînés. Camus et Vian font toujours recette. Kundera et Mishima ont leurs fidèles. Mais les idéologies sont délaissées et les « gourous » ont disparu.

Savants et docteurs n'ignorent plus rien aujourd'hui de ce que lisent les enfants. La littérature destinée aux moins de quinze ans — c'est la limite que la pensée collective attribue de nos jours à l'enfance — abonde ; et les études consacrées à la lecture enfantine convoquent un bourdonnant aréopage de sociologues, de pédagogues, de psychologues, d'idéalistes passionnés et d'avisés marchands. Les enfants ont leurs collections, souvent excellentes, chez la plupart des grands éditeurs ; ils ont à leur disposition des bibliothèques spécialisées ; des livres séduisants, des conseils attentifs. Mais cette vigilance semble brusquement cesser

lorsqu'ils franchissent le seuil de l'adolescence.

Ils sont alors assaillis par les mille sollicitations de la société marchande. Ils subissent à marche forcée toutes les épreuves destinées à faire d'eux de parfaits consommateurs. Vêtements, disques, films, boissons, produits de beauté ou invitations au voyage, il n'y a rien qui ne soit conçu, calibré et présenté en vue de les séduire ; rien, sauf le livre. Comme si, dans ce domaine, on s'était déjà résigné à la défaite : « Les jeunes ne lisent pas », entonne le chœur des fatalistes.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

Un événement dans l'édition du cinéma :

L'autobiographie de

Kurosawa

La vie du grand cinéaste japonais depuis son enfance, ses années de formation jusqu'à « Rashomon ». Filmographie complète.

224 pages 89 F.

Seuil/Cahiers du cinéma



étranger

LE RAID ISRAËLIEN CONTRE LE QG DE L'OLP EN TUNISIE

Réuni à la demande de la Tunisie, le Conseil de sécurité de l'ONU a examiné, mercredi 2 octobre, l'affaire du raid israélien contre le QG de l'OLP près de Tunis. La Tunisie a ouvert les débats, averti les États-Unis qu'elle saurait « tirer les conclusions » de l'approbation donnée par la Maison Blanche au raid israélien.

Devant la vague d'indignation soulevée par ce raid, le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a reçu dès mardi les ministres des pays du Golfe. Il affirme que les États-Unis déplorent tout recours à la violence, y compris celui-ci. Mercredi, la Maison Blanche a tenu, elle aussi, à tempérer ses commentaires en déclarant

que l'attaque israélienne après le meurtre de trois Israéliens il y a quelques jours, à Chypre, était « compréhensible », au lieu d'utiliser comme la veille le mot « légitime ».

Devant le Conseil de sécurité, le chef de la diplomatie tunisienne, M. Beji Caid Essebel, a cependant réitéré une condamnation « rigoureuse de l'agresseur et de l'acte d'agression », et

a souligné que « toute prétendue justification de ce raid, toute complaisance à l'égard de ses auteurs, sous quelque prétexte que ce soit, ne seront que l'expression d'un encouragement à l'agression et un satisfecit défilé à l'agresseur ».

M. Caid Essebel a-t-il poursuivi, « n'y a-t-il pas une alternative que de les considérer comme un geste barbare dont il faut tirer les conclusions ».

Le président Bourguiba demande aux États-Unis de reconsidérer leur « position négative »

De notre correspondant

Tunis. — Malgré la demande pressante du président Bourguiba à Washington de reconsidérer sa « position négative et inattendue » sur le raid israélien contre le quartier général de l'OLP, les Tunisiens demeurent sans grandes illusions.

Encore sous le coup de la déclaration du président Reagan, approuvant sans réserve l'opération israélienne, le président Bourguiba a convoqué, mercredi 2 octobre à Carthage, l'ambassadeur américain, M. Peter Sebastian, pour lui faire part de « [ses] regrets et de [son] mécontentement ». Selon les membres du gouvernement, qui assistaient à l'entretien, le président était amer et peiné, et, s'il a su se montrer énergique, c'est cependant la tristesse qui dominait.

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Mahommed Metirri, a précisé à la presse que le chef de l'État a exprimé aux diplomates « son inquiétude et sa préoccupation face au rôle qu'auraient joué les États-Unis dans l'opération entreprise par l'aviation israélienne ». Il a souligné aussi « avec force et insistance la nécessité, pour les États-Unis, de reconsidérer leur position négative et inattendue, qui est en contradiction avec la loi et la morale internationales, et avec les relations existant entre les deux pays ». Au cours de cette audience,

l'ambassadeur a remis un message du président Reagan niant toute participation de son pays à l'attaque du quartier général palestinien et affirmant qu'il n'avait été ni consulté ni informé. Les milieux politiques de Tunis reconnaissent que la démarche du président Bourguiba n'a que bien peu de chances d'induire véritablement Washington et considèrent que c'est toute la philosophie des relations tuniso-américaines, depuis toujours basées sur l'amitié, la confiance, les intérêts mutuels et les idéaux communs, qui risque d'être compromise.

Certes, les relations continueront, mais, ne serait-ce que pour répondre à l'attente d'une opinion déjà peu encline à la sympathie envers les États-Unis et aujourd'hui en colère, les dirigeants tunisiens devront non pas procéder à des révisions déclinantes, que certains attendent, mais prendre nettement leurs distances.

L'opposition s'est déjà empressée de réagir. Après le Mouvement des démocrates socialistes (le Monde du 2 octobre), le Parti communiste a dénoncé « la connivence américaine » avec Israël et s'est déclaré convaincu que « le peuple n'acceptera plus la position officielle concernant l'amitié tuniso-américaine et les garanties américaines pour la sécurité du pays ». La centrale syndicale UGTT a estimé que « l'approbation, par le gouvernement américain, du raid israélien dénote son hostilité au peuple tunisien ». Et, dans les milieux proches du mouvement de la tendance islamiste, des voix s'élèvent pour demander une révision totale des relations avec Washington, allant jusqu'à la rupture diplomatique.

M. FABRUS : une grave atteinte au processus de paix

« La France est l'amie d'Israël. De ce fait, elle ne peut qu'exprimer avec plus de force sa réprobation et son inquiétude à la suite de l'opération meurtrière menée par l'aviation israélienne en territoire tunisien », a déclaré M. Laurent Fabrus, le mercredi 2 octobre, à l'Assemblée nationale, en répondant à une question de M. Claude Estier, député socialiste et président de la commission des affaires étrangères.

Le premier ministre a expliqué que : « P. odieux attentat, l'acte d'excuse en rien l'action de force commise contre la Tunisie, pays souverain, pays ami, pays pacifique, pays ouvert, qui, dans les affaires internationales, s'est toujours efforcé de faire entendre la voix de la raison ».

Il a ajouté que ce raid « risque de favoriser les menées de tous ceux qui, à quelque camp qu'ils appartiennent, s'opposent à la négociation et à la paix. Le processus de paix qui s'est récemment engagé n'a sans doute reçu là un coup grave ».

« Les condamnations de M. Mitterrand à M. Arafat... L'ambassadeur de France à Tunis, M. Eric Rouleau, a exprimé, mercredi 2 octobre, au président de l'OLP, les condamnations de M. François Mitterrand, du gouvernement et du peuple français à la suite du raid israélien, a annoncé l'agence palestinienne Wafa. Toujours selon Wafa, le diplomate a fait part à M. Arafat de « la sympathie de la France à l'égard de l'OLP et de la lutte du peuple palestinien » et l'a informé que le gouvernement français a condamné clairement l'attaque israélienne.

marcher en direction de l'ambassade des États-Unis et de se réunir face au centre américain d'information, dont les grilles avaient été baissées. A chaque fois, ils furent repoussés violemment mais sans violence par les forces de l'ordre. Le gouvernement a en effet décidé d'interdire toutes les manifestations et rassemblements de rue dans la crainte que celles-ci ne dégénèrent.

Dans la soirée, les bâtiments américains, et particulièrement l'ambassade, devant laquelle des véhicules blindés avaient pris place, continuaient d'être strictement gardés. La synagogue était, elle aussi, protégée, mais beaucoup plus discrètement. Dans la matinée, une délégation de la communauté juive, qui compte environ cinq mille personnes, s'est rendue au siège du gouvernement (préfecture) de Tunis pour « condamner le bombardement israélien et exprimer sa consternation devant pareille atrocité perpétrée contre la Tunisie, et Bourguiba, terre d'accueil et de tolérance », a annoncé l'agence Tanis Afrique Presse.

MICHEL DEURÉ.

(1) Selon les milieux gouvernementaux, le bilan du raid israélien était, mercredi, de soixante-trois morts, parmi lesquels des civils (gendarmes), deux hommes et deux femmes.

La lutte contre le terrorisme et la recherche de la paix sont distinctes estime M. Shimon Pérès

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Shimon Pérès a fourni, mercredi 2 octobre, quelques précisions sur les objectifs, le déroulement et les conséquences du raid lancé la veille par l'aviation israélienne contre le quartier général de l'OLP au sud de Tunis. Dans une longue interview télévisée, le premier ministre a déclaré que l'opération n'avait pas pour objectif de tuer le chef de l'OLP. « Je ne crois pas qu'Israël ait un intérêt spécial à la mort de Yasser Arafat. Nous luttons contre une organisation terroriste non contre tel ou tel individu ».

Selon M. Pérès, le raid a été décidé après que le gouvernement ait acquis la certitude que la Force 17 de l'OLP était bien responsable du meurtre des trois touristes israéliens à Larnaca. « Les auteurs de l'attentat », a-t-il déclaré, « ont été identifiés sans équivoque par des prisonniers appartenant à cette Force » (ces derniers furent capturés fin août lors de l'interception par la marine israélienne de deux commandos qui s'apprêtaient à débarquer au Liban du Sud). « Le terroriste britannique qui, selon nos informations, a personnellement tué les Israéliens appartient à la Force 17 depuis près de trois ans ». Le discours du roi Hussein à la tribune de l'ONU (où le souverain s'est prononcé en faveur de négociations directes avec Israël)

n'a pas convaincu le gouvernement de la nécessité d'annuler l'opération, parce que, a dit M. Pérès, « la lutte contre le terrorisme et la recherche de progrès diplomatiques sont distinctes et doivent le rester ».

M. Pérès a catégoriquement démenti les informations faisant état d'une complicité ou d'une quelconque assistance de Washington pendant le raid. « Pas un seul Américain n'était informé à l'avance de cette opération. Nous avons prévenu les États-Unis seulement après le retour de nos avions à leur base. Ceux-ci n'ont reçu aucune aide logistique américaine ».

Autosatisfaction

Le bombardement du QG de l'OLP, estime M. Pérès, ne compromettra pas les tentatives de relance du processus de paix. « Ni le roi Hussein ni le président Mubarak n'ont pris le contre, à poursuivre le premier ministre. La Jordanie, comme Israël, souffre du terrorisme. L'Égypte avait elle aussi condamné l'attentat de Larnaca. Je peux comprendre la réaction du Caire. Quand les choses se seront calmées, je pense que les Égyptiens reprendront les négociations sur le conflit frontalier de Tabà. Israël ne veut que la paix. J'espère que le gouvernement d'union nationale tout entier ne suivra le moment venu dans cette voie ».

Pour la première fois, M. Pérès n'a pas catégoriquement rejeté le principe d'une conférence de paix au Proche-Orient avec la participation d'une normalisation des relations diplomatiques entre Jérusalem et Moscou, rompues en 1967. « Nous n'avons pas avec les Russes avant qu'ils ne restaurent les relations ». Cette petite phrase — dont la presse de jeudi fait grand cas — ne signifie pas forcément que M. Pérès « brist avec eux » après une telle initiative diplomatique. Mais le premier ministre semble vouloir « appâter » l'URSS en lui rappelant que la normalisation diplomatique à laquelle Jérusalem tient beaucoup permettrait à Moscou de participer à un règlement négocié au Proche-Orient.

Un lendemain d'une opération militaire condamnée un peu partout dans le monde, l'heure est en Israël à l'autosatisfaction. Rares sont les responsables ou les commentateurs qui réagissent à contre-courant. Le conseil de cabinet prévoit à l'écoute du rapport de certains pilotes ayant participé au raid et les a complimenter.

La satisfaction est grande chez l'homme de la rue. Le raid est venu à point nommé « regonfler » le moral d'une population inquiète du regain de terrorisme en Israël et dans les territoires occupés.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

DANS SES RAIDS CONTRE L'ILE DE KHARG

L'Irak aurait utilisé des missiles ultramodernes à guidage laser fournis par la France

par KENNETH TIMMERMAN (*)

L'Irak a annoncé, ce jeudi 3 octobre, que son aviation a attaqué de nouveau le terminal pétrolier irakien de l'île de Kharg, pendant que sa marine bombardait le gisement pétrolier de Mowrouk, dans le nord du Golfe. Tous les avions et navires engagés ont regagné leurs bases indemnes, a déclaré un porte-parole.

L'intensification des attaques de l'aviation irakienne contre le terminal pétrolier de l'île de Kharg depuis le 15 août pourrait marquer un tournant majeur dans la guerre du Golfe. Elle révèle en outre la montée en puissance de l'armée de l'air irakienne face à un adversaire de plus en plus dénué d'armements perfectionnés.

Les récentes déclarations du général Hamid Cheabane, commandant de l'aviation et de la défense aérienne irakiennes, sur la nouvelle maîtrise des pilotes irakiens se trouvant pour la première fois confirmés par les industriels français qui, il n'y a que six mois, doutaient fort de l'efficacité de cette même armée de l'air, et surtout de sa capacité de maîtriser des armements ultramodernes fournis par la France.

La nouvelle vague de raids contre l'île de Kharg a débuté le 15 août, lorsque deux groupes de quatre Mirage F-1 lancèrent des missiles de haute précision contre la jetée T dominant sur la rive orientale de l'île après avoir neutralisé au préalable la défense aérienne constituée de batteries américaines Hawk et soviétiques Shilka.

Des photos aériennes prises lors de cette attaque montrent un tir au but d'une précision étonnante à la pointe de la jetée T, ce qui, d'après certains industriels, témoigne de l'utilisation de missiles AS-30 laser français.

Ces missiles, à guidage laser, sont lancés d'une distance d'une dizaine de kilomètres de sa cible — permettant ainsi à l'attaquant de se déguiser rapidement — et avec une déviation finale de moins de 1 mètre. Les missiles AS-30 furent livrés en Irak vers la fin de 1984, tandis que les pilotes irakiens s'entraînaient à l'emploi de cette arme en France. Les missiles eux-mêmes seraient arrivés en Irak dans les premiers mois de 1985, à la suite d'une importante livraison de missiles Exocet. Les deux missiles sont fabriqués par la société Aérospatiale, qui refuse de commenter l'information.

Lorsque, il y a un an, on évoquait la possibilité d'une attaque irakienne contre l'île de Kharg, les observateurs militaires en poste à Bagdad étaient unanimes à estimer

que les pertes irakiennes seraient « au moins de 25 %, sinon plus », par suite de la densité de la défense aérienne et de la présence de chasseurs F-4 et F-14 sur l'île de Kharg elle-même, et des F-5 à quelque 60 kilomètres de là, sur la base aérienne de Bushair.

Neutraliser les radars

Mais, jusqu'à présent, les irakiens ne déploient la partie d'aucun appareil. D'après un industriel français, « le fait que les irakiens aient pu attaquer Kharg sans perte ne nous surprend plus. En effet, l'armée de l'air irakienne a fait des progrès tout à fait exceptionnels ces six derniers mois, et a acquis ses capacités stratégiques de façon significative, grâce notamment à la mise en service de nouveaux armements français de haute technologie, tels les missiles AS-30 laser et Armat ».

Ce serait grâce au missile Armat que les Mirage irakiens ont neutra-

lisé les radars antiaériens de Kharg. Ca missile très cher et ultramoderne, qui « cherche » les radars adverses et peut les atteindre même après l'arrêt total des émissions, a été mis au point par la société Matra pour équiper les forces stratégiques françaises. Son utilisation avec succès par l'armée de l'air irakienne ne serait pas sans intérêt pour les militaires français, qui n'ont été dotés de l'Armat qu'à partir de 1982.

Ainsi, l'attaque du 15 août aurait emprunté une tactique bien française, à savoir un premier tir de missiles Armat pour neutraliser la défense antiaérienne, accompagné d'un tir de AS-30, contre des cibles, tels les postes de distribution au bout de la jetée T, avec en finale un passage à basse altitude pour amorcer à la roquette pétrolière (matériel également français, produit par la société Thomson-Brandt Armements) les réservoirs pétroliers et stations de pompage à l'intérieur de l'île.

Si les irakiens ont démontré, en octobre 1984, qu'ils maîtrisent désormais la technique qui consiste à « aveugler » la défense adverse lors de l'offensive irakienne à Soud, l'attaque contre Kharg est le premier exemple de l'emploi de toute la panoplie de haute technologie française avec succès contre une cible hautement stratégique. Il y a un an, une telle attaque n'aurait que très peu de chance de réussir, du fait des caractéristiques techniques de l'armée de l'air irakienne (le Monde du 17-18 mars). Depuis, un effort sérieux a été entrepris pour parer à ces carences, surtout au niveau de la formation des pilotes, à un point tel que, d'après certains observateurs, on peut parler désormais de « deux armées de l'air irakiennes » : une volant sur équipements soviétiques, et l'autre, de loin la force d'élite, volant sur Mirage ». On commence même à repartir de combats aériens depuis la mise en service des Mirage F-1 qui seraient abattus une dizaine de F-14 irakiens en utilisant des missiles Magic français.

L'URSS semble impuissante à sauver ses otages au Liban

(Suite de la première page.)

L'ambassade étant plus que protégée, c'est une menace qu'il serait malaisé de mettre à exécution. Les cent cinquante Soviétiques de Beyrouth-Ouest sont tous regroupés, depuis la prise d'otages, à l'ambassade et dans un bâtiment annexé. L'ambassadeur, M. Soldatov, est en vacances en URSS.

De toutes parts, y compris dans leur propre camp, les ravisés ont fait l'objet de condamnations énergiques. La Ligue des Nations sunnites elle-même, tout en déplorant les événements de Tripoli à l'origine de cette affaire, leur demande instantanément d'épargner les trois survivants. De nombreuses personnalités politiques sunnites ont fait de même. Amal (chiite), le PSP (druze), le PSNS, le PC et l'Association d'amitié libano-soviétique sont encore plus sévères et exigent le châtiment des ravisseurs.

Le corps de l'attaché consulaire assassiné — qui était âgé de trente-deux ans, marié et père d'un enfant — se trouve toujours à la morgue de l'hôpital américain de Beyrouth. Aucune disposition n'avait encore été prise ce jeudi matin pour son rapatriement, pas

plus que pour l'éventuelle évacuation des autres ressortissants soviétiques. Ou estime ici que l'URSS réduira son personnel diplomatique à Beyrouth et le concentrera dans les locaux de l'ambassade. L'Aéroflot, une des trois compagnies d'Europe de l'Est qui continuent à desservir le Liban, a annulé son vol hebdomadaire de mercredi pour Beyrouth.

Arkadi Katokov est sans doute l'otage qui avait résisté à ses ravisseurs puisque l'une des balles dont son corps est criblé avait provoqué une blessure au pied remontant à quarante-huit heures et qui avait été soigneusement soignée.

La vie des autres otages est d'autant plus menacée que les combats reprennent graduellement de l'ampleur à Tripoli. Mardi soir, une trêve avait pour-tant tenu plus que les six heures prévues, sans jamais cependant être complétée. Le bombardement de la ville à partir des positions d'artillerie syriennes — ou pro-syriennes — la dominant, a recommencé. Il est moins violent que durant les journées démentielles du début de l'assaut. Parallèlement, les milices pro-syriennes — PSNS, PC et PAD, auxquelles

s'est jointe celle du Baas — ont repris leur lente progression. On estime leurs effectifs globaux à 4 000 hommes environ. Ils font face à 4 000 combattants intégristes musulmans, soutenus par un millier de déserteurs syriens, eux-mêmes intégristes sunnites, quelques centaines de volontaires Frères musulmans venus de pays du Golfe et d'Égypte et 1 000 à 1 500 Palestiniens revenant peu à peu à Tripoli par voie de mer.

Les milices pro-syriennes — et donc Damas — posent trois conditions pour arrêter leur offensive à Tripoli : la « liberté politique » pour tous les partis, c'est-à-dire leur retour dans la ville d'où ils avaient été évincés par le Mouvement d'unification islamique (MUI) ; le ramassage des armes, donc le désarmement des intégristes ; et l'entrée de l'armée syrienne dans la ville. Ce sont ces exigences qui, à coup sûr, ont été formulées à Cheikh Saïd Chabane, émir du MUI, à Damas depuis mercredi, suite à une médiation irakienne. Il y a été reçu par le vice-président syrien, M. Khaddam. Rien d'indique que les négociations soient en bonne voie.

LUCIEN GEORGE.

EDWY PLENEL

La République inachevée

L'Etat et l'école en France

PAYOT

الجمهورية العربية السورية

هنا امان الى اصل

EUROPE

Grande-Bretagne

LE CONGRÈS DE BOURNEMOUTH

La victoire morale remportée par M. Kinnoch sur la gauche « dure » annonce un renouveau du Parti travailliste

De notre envoyé spécial

Bournemouth. — Encore un congrès travailliste qui s'achève dans la division. Mais, pour une fois, un grand nombre de délégués n'en conçoivent aucune amertume et jugent salubre l'étalage de passions contradictoires auquel on vient d'assister à Bournemouth. Cet affrontement entre la gauche et les modérés pourrait se traduire dans un proche avenir par un véritable renouveau du parti, qui, ces derniers mois, n'a guère profité du recul des conservateurs et a souffert de la nouvelle concurrence de la coalition des formations centristes (Parti libéral et Parti social-démocrate).

Ce très relatif et paradoxal réconfort tient essentiellement à la prestation spectaculaire de M. Neil Kinnoch, à sa fermeté face aux assauts de l'aile gauche et de l'extrême gauche. Il a pris l'initiative et, dans son discours très agressif du 1^{er} octobre, a affirmé avec force ses priorités : réalisme et électoralisme. Il s'est adressé au bon sens de la base et de l'opinion publique, contre les représentants d'une gauche dure qui exercent au sein de l'appareil du parti une influence disproportionnée au regard de leur importance numérique. Rarement un leader travailliste a tenté ainsi de s'affranchir des contingences du jeu politique interne au parti pour se réclamer d'une autre légitimité.

Comme il s'y attendait lui-même depuis plusieurs jours, M. Kinnoch a perdu « arithmétiquement » le débat auquel l'avait entraîné le président du syndicat des mineurs (NUM), M. Arthur Scargill, mais il a conservé l'avantage d'une victoire morale. De plus, M. Scargill n'a pas eu le succès escompté : sa motion n'a recueilli que 54 % des voix, loin de la majorité des deux tiers, qui, d'après les statuts du parti, aurait pu lui permettre d'être inscrit au programme travailliste lors de la prochaine campagne électorale.

M. Kinnoch a redit son opposition à ce texte, qui demande qu'un futur gouvernement travailliste s'engage à rembourser le syndicat des pertes financières enregistrées durant le conflit dans les houillères. Actuellement, en effet, des sanctions judiciaires frappent un syndicat lorsqu'il refuse de consulter ses membres avant de lancer le mot d'ordre de grève.

M. Kinnoch a qualifié cette exigence d'« absolument malhonorable ».

Il s'est étonné que le syndicat n'ait pas préféré présenter une motion pour tenter d'atténuer la « détresse matérielle » dans laquelle se trouvent aujourd'hui certaines familles de mineurs en raison de la grève et de son échec. Il a présenté cette grève comme aventureuse, et les promesses de « victoire » faites par la direction du syndicat comme illusoires. M. Kinnoch a rappelé à demi-mots qu'une grande partie des mineurs avaient désavoué leurs dirigeants.

Un coup d'arrêt

Le président du syndicat des mineurs a brièvement contre-attaqué à propos de la politique générale du parti. « On nous a dit hier, a déclaré M. Scargill, que le respect des principes sans le pouvoir est stérile ; en tant que socialiste de longue date, je dis que le pouvoir sans principes est impensable. » M. Scargill ne pouvait mieux exprimer le dilemme fondamental du Parti travailliste.

Les dirigeants de la municipalité de Liverpool ont d'autre part obtenu le vote d'une motion promettant elle aussi la révision de leur cas si le Labour revient au pouvoir. Mais plusieurs syndicats ont dénoncé l'extrémisme des conseillers de Liverpool. Ils ont réclamé avec succès une « enquête » du parti sur le comportement de cette municipalité au bord de la faillite et qui en est arrivée à menacer de licencier ses propres employés.

La majorité des congressistes reconnaissent qu'une grave lutte de tendances vient de commencer à Bournemouth au sein du Labour, et les partisans de M. Kinnoch savent que la gauche « dure » n'a pas dit, tant s'en faut, son dernier mot. Mais ils estiment que M. Kinnoch a porté un « coup d'arrêt » aux menées d'une minorité « trop agressive » qui fait tort à l'image du Labour dans l'électorat. Pour de nombreux éditorialistes, M. Kinnoch a au moins reconquis beaucoup de terrain perdu en montrant, pour la première fois depuis longtemps, qu'il était possible de « neutraliser » voire d'isoler l'extrême gauche et de détourner d'elle ses sympathisants.

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

APRÈS LA PROPOSITION AMÉRICAINE DE SOMMET A SEPT

La Belgique et les Pays-Bas demandent qu'un conseil des ministres de l'OTAN soit organisé à New-York le 24 octobre

La Belgique et les Pays-Bas ont demandé qu'une réunion ministérielle extraordinaire des pays membres de l'OTAN soit organisée à New-York le 24 octobre prochain, en marge de la session de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au quarantième anniversaire de l'organisation, s'il est possible de la convoquer à Bruxelles. Le porte-parole du ministère belge des relations extérieures, qui a donné cette information, a ajouté : « La Belgique se réjouit que l'URSS ait consacré au président Reagan de nouvelles propositions relatives aux négociations sur le désarmement à Genève. Si elle reste intéressée à se concerter avec le Japon, le cadre approprié pour examiner les relations Est-Ouest reste l'OTAN. » Le ministre des relations extérieures, M. Tindemans, a complété à ce sujet son collègue néerlandais, M. Van Don Broek, et a formulé cette demande à M. Shultz par lettre.

Cette double démarche traduit, même si une telle explication n'a pas été officiellement avancée, l'irritation de la Belgique et des Pays-Bas devant la proposition faite dimanche par M. Reagan d'organiser un sommet occidental le 24 octobre à New-York, sans avoir consulté ses alliés au préalable, et selon un critère de choix — les sept premières puissances industrielles de l'Occident (1) — qui exclut bon nombre de pays de

l'OTAN, dont la Belgique et les Pays-Bas. On avait, en outre, remarqué que si, pour les sommets annuels des Sept, le président de la Commission européenne se trouve traditionnellement associé aux réflexions des chefs d'Etat et de gouvernement, en revanche il n'était pas question de lui dans les invitations lancées par la Maison-Blanche.

Il était d'autant moins opportun, pour Washington, de froisser ainsi certains de ses alliés européens, en particulier les Pays-Bas, que ces derniers doivent statuer définitivement le 1^{er} novembre prochain sur le déploiement de 48 euro-missiles de l'OTAN sur leur territoire.

On a d'ailleurs appris que le conseiller de la Maison-Blanche pour la sécurité, M. Robert Mac Farlane, s'était rendu à Paris et à Londres dimanche pour faire part et rendre compte de l'entretien que le président Reagan avait eu l'avant-veille avec M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères soviétique, information que l'on confirme à l'Elysée. Cet entretien avait déjà fait l'objet d'une lettre du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, à ses collègues de l'OTAN.

(1) Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France et Italie.

PRÉSENTÉ AUX NATIONS UNIES

Le plan de paix du groupe de Contadora prévoit la suppression des bases étrangères en Amérique centrale

De violents affrontements opposent depuis le début de la semaine l'armée nicaraguayenne à des insurgés antisandinistes près de la frontière entre le Nicaragua et le Costa-Rica, s'il est possible de la convoquer à Bruxelles. Le porte-parole du ministère belge des relations extérieures, qui a donné cette information, a ajouté : « La Belgique se réjouit que l'URSS ait consacré au président Reagan de nouvelles propositions relatives aux négociations sur le désarmement à Genève. Si elle reste intéressée à se concerter avec le Japon, le cadre approprié pour examiner les relations Est-Ouest reste l'OTAN. » Le ministre des relations extérieures, M. Tindemans, a complété à ce sujet son collègue néerlandais, M. Van Don Broek, et a formulé cette demande à M. Shultz par lettre.

Cette double démarche traduit, même si une telle explication n'a pas été officiellement avancée, l'irritation de la Belgique et des Pays-Bas devant la proposition faite dimanche par M. Reagan d'organiser un sommet occidental le 24 octobre à New-York, sans avoir consulté ses alliés au préalable, et selon un critère de choix — les sept premières puissances industrielles de l'Occident (1) — qui exclut bon nombre de pays de

Nations unies (New-York) (AFP). — L'Acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale rendu public, jeudi 26 septembre, prévoit la suppression des bases, camps d'entraînement ou installations militaires étrangères au Nicaragua, au Costa-Rica, au Salvador, au Honduras et au Guatemala, dans un délai de cent quatre-vingt jours à partir de sa signature.

Cet « Acte de paix », négocié par ces cinq pays avec la médiation du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela), a été présenté au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Il prévoit que, dans le même délai, les conseillers militaires et autres personnes étrangères susceptibles de participer à des activités militaires, paramilitaires et de maintien de la sécurité, devront quitter ces pays qui devront désarmer et éloigner des frontières tout groupe ou force irrégulière ayant été identifiée comme responsable d'actions militaires contre un Etat voisin.

Ces pays s'engagent également à réduire les manœuvres militaires impliquant la participation de forces armées étrangères « en vue de leur suppression ».

Une commission de vérification et de contrôle en matière de sécurité et un comité qui surveillera les engagements pris sur le plan politique seront créés. La commission sera composée de quatre membres, représentant chacun un pays jugé impartial, et d'un secrétaire exécutif latino-américain nommé sur proposition du groupe de Contadora. Elle disposera d'un corps international d'inspecteurs nommés par les Etats membres de cette commission. Le comité sera composé de cinq personnalités jugées compétentes et impartiales nommées sur proposition du groupe de Contadora et acceptées par les parties prenantes de l'Acte.

RFA

LA DURÉE DU SERVICE MILITAIRE SERA PORTÉE A DIX-HUIT MOIS A PARTIR DE JUILLET 1989

Bonn. — Le conseil des ministres a définitivement approuvé, mercredi 3 octobre à Bonn, le principe du retour à un service militaire de dix-huit mois à partir du 1^{er} juillet 1989 ; il était de quinze mois depuis 1973.

Cet allongement du service militaire s'inscrit dans une série de mesures proposées en octobre par le ministre de la défense pour maintenir dans les années 90 les effectifs de la Bundeswehr à leur niveau actuel de 495 000 hommes. La baisse de la natalité à partir des années 60 va en effet réduire le nombre de recrues disponibles à partir de la fin de la décennie en cours.

Il va également devenir beaucoup plus difficile d'échapper au service militaire. Quant aux objectifs de conscience, qui effectuent actuellement un service civil de dix-huit mois, soit un tiers de plus que la durée du service armé, ils devront également servir plus longtemps, entre vingt-trois et vingt-quatre mois.

H. de B.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

LES VENTES D'ARMEMENT A LA CHINE. — Le gouvernement américain a fait savoir le 30 septembre qu'il avait proposé à la Chine de lui vendre le savoir-faire technique et les équipements nécessaires pour la construction d'une usine moderne d'obus d'artillerie. Si le Congrès ne s'oppose pas, dans un délai de trente jours, à ce marché de 98 millions de dollars, et si les Chinois acceptent la proposition, ce sera la première vente importante de matériel militaire américain à Pékin. — (Reuters.)

Italie

ARRESTATIONS APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LE RAPIDE NAPLES-MILAN. — Une vaste opération de police a été déclenchée, mercredi 2 octobre, contre les auteurs présumés de l'attentat à la bombe contre le rapide Naples-Milan, attentat qui avait fait quinze morts et cent quatre-vingt blessés le 24 décembre 1984. Les recherches sont dirigées contre les milieux d'extrême droite liés au crime organisé. Un train a été arrêté à Rome et deux autres personnes l'ont été à Naples. — (AFP.)

Nigéria

LE GÉNÉRAL BABANGIDA DÉCRÈTE UN « ETAT D'URGENCE ECONOMIQUE ». — Le chef de l'Etat nigérian, qui a pris le pouvoir le 27 août dernier, a déclaré, mardi 1^{er} octobre, que cet « état d'urgence économique », valable pour les quinze mois à venir, passera par un « tour de vis » comparable à celui donné pendant la guerre civile (guerre du Biafra, de 1967 à 1970) et à l'indigence que le Nigéria allait mettre un terme aux « accords de troc » (pétrole nigérian contre produits manufacturés) pratiqués par son prédécesseur, le général Buhari. Faisant, d'autre part, allusion à un éventuel retour à un régime civil, il a indiqué qu'il rendra public en 1986 un programme pour l'avenir du pays. — (Reuters.)

Ouganda

MASSACRE DE CIVILS PAR LES FORCES GOUVERNEMENTALES. — Selon l'envoyé spécial de l'AFP en Ouganda, des soldats de l'armée régulière ougandaise ont tué vingt-quatre civils à la fin du mois de septembre, dans la ville de Mityana, à environ 60 kilomètres à l'ouest de Kampala, avant d'abandonner la localité aux maquisards de l'Armée nationale de résistance (NRA), qui ont progressé jusqu'à Jeza, à moins de 30 kilomètres de la capitale ougandaise. Le correspondant de l'AFP, qui a vu lui-même les corps des victimes, rapporte que la ville a été mise à sac par les soldats gouvernementaux.

Pérou

LE GÉNÉRAL GIL RESPON-SABLE POLITICO-MILITAIRE DES DÉPARTEMENTS EN ETAT D'URGENCE. — Le général Juan Gil vient d'être nommé comme nouveau chef politico-militaire des départements andins d'Ayacucho, de Huancavelica et d'Apurimac (en état d'urgence) à la place du général Mori, destitué par le gouvernement, le 17 septembre, à la suite du massacre de civils par des militaires près d'Ayacucho. — (AFP.)

Pologne

DES ARRESTATIONS, UNE LIBÉRATION. — M^{me} Antoniewicz, arrêtée avec deux autres personnes, début septembre, pour avoir imprimé des publications « illégales », a été relâchée à H-bert, mercredi 2 octobre, pour des « raisons humanitaires ». a annoncé l'agence officielle PAP. En même temps, on apprenait l'arrestation de quatre opposants

parmi lesquels figure M. Andrzej Michalowski, présenté comme un « dirigeant de la commission clandestine de Solidarité (RKK) de Gdansk ». Trois arrestations ont eu lieu à Cracovie, celles de MM. Stanislaw Handzik, ancien membre de la direction régionale de Solidarité, et Edward Nowak et Czeslaw Talaga, qui sont signataires de l'appel de cent responsables de Solidarité au boycott des élections législatives du 13 octobre prochain. — (AFP.)

Sri-Lanka

DESTRUCTION DE TROIS BASES TAMOULES. — Les forces de sécurité sri-lankaises ont détruit trois bases de séparatistes tamouls dans le nord de l'île, faisant vingt morts parmi les militants tamouls, a déclaré, jeudi 3 octobre, le général Ram-nange, responsable de l'opération. Il a ajouté qu'aucun soldat n'avait été blessé et que l'opération a permis la saisie de 5 morts, 255 grenades, 104 obus de mortier, 1 300 munitions de différents calibres, 525 détonateurs, des uniformes, différents véhicules et du matériel médical. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 636572 F
Télécopieur : (1) 523-04-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1934.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Woutet
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
RP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux ou magazines d'abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Litschensbourg, 30 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; République Fédérale, 336 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 ud.

A l'occasion de la sortie du film de Kurosawa :

RAN

Ce « Livre de Ran », en suivant le film d'Akira Kurosawa à chaque étape de sa réalisation, est un « regard » à l'intérieur du film. Les principaux collaborateurs, les comédiens et Kurosawa lui-même racontent mille détails de cette grande aventure cinématographique. Avec un entretien inédit de Akira Kurosawa.

160 pages, 250 photos couleurs.
149 F jusqu'au 31 décembre 1985.
A partir du 1^{er} janvier 1986 : 165 F.

Seuil/Cahiers du cinéma

LA VISITE EN FRANCE

Le secrétaire général du PC soviétique a commencé, jeudi 3 octobre, la seconde journée de sa visite en France par la traditionnelle cérémonie du dépôt d'une gerbe à l'Arc de Triomphe. Un léger incident s'est produit lorsque le porte-drapeau des fils et filles de déportés juifs de France a voulu remettre une lettre au dirigeant soviétique, mais en a été empêché par les services de sécurité.

M. Gorbatchev a ensuite été reçu à la mairie de Paris par M. Jacques Chirac (voir page 1) avant de se rendre à l'hôtel Matignon pour un entretien avec le premier ministre, M. Laurent Fabius, qu'il devait ultérieurement retrouver à l'occasion du déjeuner offert en son honneur au Quai d'Orsay. Entre-temps, le secrétaire général du PCUS avait été l'hôte du président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, à l'hôtel de Lassay,

où des rencontres étaient prévues avec des parlementaires de l'opposition.

Des entretiens politiques élargis, au palais de l'Élysée, devaient occuper l'essentiel de l'après-midi, avant la soirée et le grand dîner au château de Versailles et au Grand Trianon. La matinée de vendredi sera également consacrée à de nouveaux entretiens à l'Élysée après lesquels MM. Gorbatchev et Mitterrand donneront une conférence de presse conjointe. C'est la première fois qu'un secrétaire général du PCUS accepte de se prêter à ce genre d'exercice.

Dès la cérémonie d'accueil, mercredi après-midi à l'aéroport d'Orly, M. François Mitterrand avait évoqué « les conflits, souffrances, atteintes à la dignité et aux droits qui frappent aujourd'hui les hommes ». Le président de la République, se réfé-

rant aux accords d'Helsinki, a repris ce thème dans l'allocution qu'il a prononcée dans la soirée au dîner d'État offert à l'Élysée. Il a également salué en son hôte le premier dirigeant de l'URSS à avoir reconnu « en l'Europe de la Communauté, une entité politique ». Le secrétaire général du PC soviétique a, de son côté, mis l'accent sur les dangers que ferait courir au monde une militarisation de l'espace, consécutive au projet américain de « guerre des étoiles ». Il avait déjà insisté sur ce point à son arrivée à Orly.

Le premier entretien politique entre MM. Mitterrand et Gorbatchev, en fin d'après-midi mercredi, avait eu lieu en tête à tête et s'était prolongé pendant près de deux heures et demie. La conversation a été dominée par les problèmes de sécurité et de l'équilibre des forces dans le monde et en Europe. Le porte-parole de l'Élysée, M. Vassallo, a

qualifié la rencontre de « cordiale » et indiqué qu'elle avait été marquée par « une volonté de mieux comprendre l'autre, de s'expliquer et de le faire avec franchise et sans ambiguïté ». Parlant pour sa part d'une atmosphère « constructive », le porte-parole de la délégation soviétique, M. Zaslavski, a déclaré que les deux parties s'étaient montrées « conscientes de leurs responsabilités dans le contexte actuel » et avaient manifesté « leur intention d'améliorer cette situation ».

Des entretiens économiques ont parallèlement eu lieu, mercredi, au ministère de l'Économie. Y participaient du côté français : M. Bérégovoy, ministre de l'Économie et des finances, et M. Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur ; du côté soviétique : MM. Ivan Arkhipov et Nikolai Kossarov, respectivement premier vice-président du conseil et vice-ministre du commerce extérieur de l'URSS.

M. Mitterrand : Pourquoi ne pas imaginer que nous pourrions progressivement aller vers une pratique européenne plus large ?

Prenant la parole au dîner qu'il offrait, mercredi 2 octobre, à l'Élysée en l'honneur de M. Gorbatchev, M. Mitterrand, après avoir affirmé que « la coopération franco-soviétique constitue un élément fondamental de notre politique étrangère » et avoir évoqué les noms du général de Gaulle, de Georges Pompidou et de M. Giscard d'Estaing, a notamment déclaré :

« Certes, le rythme s'est ralenti après 1981. Je retiendrais pour explication première l'accroissement des tensions en Europe autour de l'installation des forces nucléaires intermédiaires, reflet de la détérioration du climat entre les deux plus grandes puissances, dont vous êtes.

« Mais notre commune volonté d'instaurer entre nous, en dehors de toute distinction idéologique, un dialogue ouvert et constructif a prévalu sur des circonstances que j'estime transitoires. (...) »

« Je ne vous étonnerai pas si j'exprime d'abord mes réserves sur la politique des blocs désormais élargie à l'échelle planétaire et notre vœu d'en voir la fin. Vous savez que nous considérons comme la base du droit des nations la non-ingérence dans les affaires d'autrui. Nous sommes fidèles à notre, à nos alliances — que nous voulons fermement défensives et dans le champ d'action qui leur est dévolu. Nous privilégions les liens qui nous unissent à d'autres pays d'Europe, au sein de la Communauté des Dix, bien sûr, mais aussi, et nous saurons les renforcer, par-dessus tout, nous veillons au respect de notre indépendance nationale et nous nous en donnons les moyens, culturels, politiques, économiques et militaires.

« Nous respectons vos choix »

« Affirmer pour soi ces principes revient, assurément, à les accepter pour les autres. (...) Nous respectons vos alliances et vos choix. Nous ne nous mêlons pas des affaires qui relèvent de votre souveraineté. Et il ne s'agit pas là, pour moi, de simples clauses de style ou de langage diplomatique.

« Notre appartenance à des alliances militaires et à des systèmes économiques et politiques différents commande de part et d'autre une considération mutuelle, un parler net, une volonté de dialogue, afin que l'esprit d'ouverture l'emporte sur l'incompréhension. (...) »

« Nous avons parlé, on s'en doute, du désarmement. Je résumerai ici en peu de mots l'objectif de la France : que l'équilibre des forces, nucléaires et conventionnelles, équilibre indispensable au maintien de la paix, se situe au plus bas niveau possible et que les mesures prises à cet effet soient soumises à un contrôle sérieux. C'est autour de ces thèmes, croyez-moi, que s'organisera ou non la détente que j'appelle de mes vœux. C'est dire l'intérêt que nous portons à l'actuelle conférence

de Stockholm, dont j'attends, malgré ses lenteurs, qu'elle restaure peu à peu la confiance et qu'elle prépare pour l'an prochain l'accord des trente-cinq pays participants.

Les droits de l'homme

« C'est dire l'actualité que gardent à nos yeux les dispositions d'Helsinki sur les questions relatives à la sécurité en Europe et en Méditerranée, comme sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris — c'est écrit dans l'acte final — la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction.

« C'est dire l'importance que revêt la négociation de Genève, dont l'objet, selon le communiqué soviéto-américain de janvier dernier, est de mettre un terme à la course aux armements sur terre et de la prévenir dans l'espace.

« C'est dire avec quelle attention nous observons ce qui se passe dans l'espace. Il est normal que l'homme moderne veuille s'en assurer la maîtrise. Et qu'il cherche à connaître les secrets de la nature qui lui

échappent encore. Je n'ignore pas non plus qu'il existe déjà une certaine « militarisation de l'espace ». Mais la sagesse est que les traités sur les missiles antibalistiques ou ABM soient respectés et que, à Genève, les deux principales puissances trouvent les voies d'un compromis raisonnable pour tous. Quoi qu'il en soit, si la France peut, dans telle ou telle enceinte ou dans le dialogue qu'elle poursuit avec vous et les États-Unis d'Amérique, apporter sa contribution, ce sera dans l'esprit qui a toujours été le sien, qui est de développer les résultats de la science sur un plan pacifique. (...) »

Le projet Euréka

« La France, qui se réjouit de concourir avec dix-sept autres pays européens à un grand programme de recherche dans les technologies de pointe — le projet Euréka — et qui, avec certains d'entre eux, se place au premier rang de l'industrie spatiale — Ariane, notamment, n'entend pas disperser ses efforts au-delà. (...) »

« Monsieur le secrétaire général, j'ai été frappé par le message que le

présidium du Soviet suprême m'a adressé à l'occasion de notre fête nationale du 14 juillet, et qui se terminait par la constatation que, depuis quarante ans, l'Europe était en paix. Cette formule, dans laquelle nous nous reconnaissons, correspond à un sentiment profond chez les Européens membres de la communauté. Car un problème n'existe plus entre eux : celui de la menace militaire. C'est grâce à leur réconciliation que la France et l'Allemagne, qui, par trois fois en un siècle, se sont si violemment déchirées, ont su qu'un conflit qui les opposerait était inconcevable. Vous êtes le premier dirigeant de l'Union soviétique à avoir reconnu en cette Europe de la Communauté une entité politique. Pourquoi ne pas imaginer que nous pourrions progressivement, par des voies qu'il est trop tôt pour décrire, aller vers une pratique européenne plus large ? Vous connaissez l'attachement que la France éprouve non seulement pour ses relations avec l'URSS, mais aussi pour cette Europe centrale dont tant de liens historiques et culturels la rapprochent. L'histoire et la géographie se conjuguent pour nous y inviter. (...) »

M. Gorbatchev : la militarisation de l'espace annoncerait « des temps rudes » pour le monde

Dans sa réponse, M. Gorbatchev a d'abord évoqué la « tension accrue » qui caractérise la situation internationale. « Un bon écrivain français, Saint-Exupéry, a-t-il dit, a exprimé une vérité simple, mais très profonde : nous sommes tous passagers d'un bateau qui est la Terre.

« Au siècle nucléaire et spatial, une responsabilité infiniment plus grande que dans le passé incombe aux navigateurs de ce bateau, à ceux à qui se voit confier la tâche de diriger les États. Trouver et vérifier le cap sur l'avenir pacifique (...), c'est là, à notre conviction, le devoir primordial des hommes d'État. »

Soulignant que, dans les années 70, la France et l'URSS « se trouvaient aux origines de la détente », le secrétaire général du PC soviétique a abordé les problèmes du désarmement : « Si le désarmement général et complet est toujours un objectif noble, mais lointain, estimons-nous, il faut au moins s'entendre sur la suffisance raisonnable des armements, au premier chef des armements nucléaires, sur le main-

tien de la stabilité stratégique au niveau le plus bas. »

M. Gorbatchev a poursuivi : « Depuis un ou deux ans, un aspect qualitativement nouveau a fait son apparition. Il consiste dans le fait qu'une tentative est faite pour transférer la rivalité militaire dans l'espace extra-atmosphérique. (...) Au cas où les instigateurs de cette entreprise s'entêteraient à continuer dans la voie périlleuse qu'ils ont tracée, le monde devra effectivement faire face à des temps rudes.

« Quant à l'Union soviétique, elle fera tout en son pouvoir afin de ne pas laisser s'étendre la course aux armements à l'espace cosmique. (...) Nous nous félicitons que l'Union soviétique et la France se prononcent pour que l'espace soit une arène de coopération pacifique et non pas d'affrontement militaire. (...) »

« On sait que nous en appelons aussi à réunir les efforts de façon plus large encore pour aller jusqu'à l'institution d'une organisation spatiale universelle dans les conditions de la non-militarisation de l'espace. Cette proposition est à présent débattue aux Nations unies. »

S'agissant enfin des relations entre Français et Soviétiques, M. Gorbatchev a déclaré : « Il va de soi que l'échange de vues soviéto-français embrasse bon nombre des problèmes internationaux. Sur certains d'entre eux, nous avons la possibilité de rapprocher nos opinions et, parfois, de faire traduire la convergence dégagée en actions pratiques, parallèles, mais visant le même but. (...) A présent je ne soulignerai qu'une pensée : l'Union soviétique voudrait voir croître le rôle de l'Europe, qui est partie de l'acte final d'Helsinki et de la politique de détente, dans les activités visant à assainir le climat international. (...) Je dirai, en passant, que l'URSS est prête à participer à la conférence sur la corrélation entre le désarmement et le développement, qui se tiendra l'année prochaine à Paris.

« Il va sans dire que nous sommes disposés à continuer de développer amplement nos échanges économiques et commerciaux bilatéraux. (...) »

« La vie spirituelle des peuples est inconcevable sans les échanges de biens culturels. (...) Nous admirons que l'Union soviétique et la France donnent un bon exemple dans ce sens également. (...) »

« On peut escompter que nous parviendrons ensemble à faire rapprocher, tant soit peu, le jour où, selon la prophétie de Victor Hugo, les marchés ouverts pour le commerce et les esprits ouverts pour les idées resteront les seuls champs de bataille. »

LA SURPRISE DES TÉLÉSPECTATEURS SOVIÉTIQUES

Moscou (Reuter). — « Je n'en croyais pas mes oreilles... » La surprise était grande à Moscou après la diffusion par la télévision soviétique de l'interview de M. Mikhaïl Gorbatchev à TF 1. L'interview, qui était la première accordée par M. Gorbatchev à une télévision occidentale, a été diffusée mardi soir 1^{er} octobre, à la même heure qu'en France.

En voyant le secrétaire général du Parti communiste parler sans notes et aborder les sujets les plus délicats comme les droits de l'homme et la dissidence, les Soviétiques n'ont pu s'empêcher de faire des comparaisons avec leurs précédents dirigeants, Léonide Brejnev et Constantin Tchernomir notament, dont les apparitions brillaient par leur académisme.

La surprise a été particulièrement forte lorsque M. Gorbatchev a accepté de répondre à plusieurs reprises à des questions sur les droits de l'homme et les prisonniers politiques.



*Mein Gott les Français sont plus fidèles à Beethoven que nous.

PAS DE PROBLÈME POUR LE SOMMET... DES PAYS DE L'EST

Berlin (AFP). — Un sommet des pays du pacte de Varsovie, apparemment destiné à préparer la rencontre entre MM. Gorbatchev et Reagan à Genève en novembre, est prévu à Sofia du 21 au 23 octobre, a-t-on appris de sources diplomatiques occidentales à Berlin-Est.

Les chefs des partis communistes des sept pays membres du pacte (URSS, Bulgarie, Pologne, RDA, Roumanie, Hongrie et Tchécoslovaquie) devraient participer à cette réunion du comité politique consultatif du pacte de Varsovie.

Cette réunion interviendra donc à la veille de la date proposée par le président Reagan pour un sommet occidental à New-York.

M. François Mitterrand a déjà fait savoir qu'il déclinerait cette invitation (le Monde du 3 octobre).

C'est vrai. Au pays de Beethoven, les mélomanes sont exigeants. Grâce au film polyester Terphane® de Rhône-

Poulenc les fabricants de casettes audio ou vidéo disposent d'un film de base exceptionnel. Rhône-Poulenc, une des

grandes entreprises mondiales, nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communi-

quer. Rhône-Poulenc met à profit ses bénéfices pour investir sur l'avenir. C'est ainsi que se gagne la compétition.



LE M. GO
Edouard

POST-IT
N'EST
UNE P
D'AVANT-C

EDITIONS AN

27 Septembre au
FOIRE NATI
A LA BRO

LE DE CH

Accès direct à l'information

فكرات الأمل

هذا هو الامن الاصيل

DE M. GORBATCHEV

Edouard Chevardnadze : l'énigme de Tbilissi

« Il est évident que M. Chevardnadze n'est pas M. Gromyko. » Cette analogie toute britannique, lâchée en juillet dernier par Sir Geoffrey Howe, alors qu'il venait de rencontrer à Helsinki, pour la première fois, le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, est moins creuse qu'il n'y paraît.

Bien sûr, M. Chevardnadze n'est pas M. Gromyko ! On ne préside pas impunément pendant plus de vingt-cinq ans aux destinées de la diplomatie de l'Union soviétique sans accumuler l'expérience dans la négociation (voire l'arbitrage), la connaissance des dossiers, des interlocuteurs et des « ficelles » du métier. C'est d'ailleurs pour avoir contrôlé un tel fief si longtemps que M. Gromyko — qui n'a jamais rien dû à un « jeannot » comme M. Gorbatchev — a finalement été obligé de l'abandonner pour le poste essentiellement honorifique de président du présidium du Soviet suprême.

Est-ce à dire qu'en choisissant M. Chevardnadze M. Gorbatchev s'est rabattu sur une ombre insignifiante pour mieux mettre la main sur les relations étrangères ? Une telle conclusion serait hâtive. Même si les chancelleries occidentales n'avaient guère prêté attention à M. Chevardnadze depuis qu'il domine la scène géorgienne,

l'homme avait pourtant de quoi retenir l'attention et brillait d'un éclat particulier dans la si terne galerie des portraits du monde politique soviétique.

Les Géorgiens « libres penseurs » — il y en a beaucoup — sont divisés lorsqu'ils évoquent leur ancien numéro un, mais ils ne sont jamais indifférents. Pour les uns, Edouard Chevardnadze n'est qu'une créature de Moscou, autoritaire, brutal même, tentant à peine de donner le change. Pour les autres, l'homme est plus subtil et se serait réellement préoccupé de préserver, dans les limites autorisées par Moscou, ce qui pouvait être conservé de la spécificité géorgienne.

Des arguments existent en faveur des deux thèses. Si l'on veut saisir la première, il vaut mieux toutefois explorer le début de la carrière de M. Chevardnadze, tout entière accomplie en Géorgie. Si on veut, en revanche, donner quelque crédit à la seconde, il faut se pencher sur la période qui va de 1972 à 1985, celle pendant laquelle M. Chevardnadze a été premier secrétaire de la République.

Les premiers pas politiques de M. Chevardnadze ne nous apprennent pas grand-chose, sinon que ce fils d'instituteur choisit très jeune la

carrière d'apparechtchik, même s'il fait des études d'histoire à la faculté de Koutaïssi. Il émerge au niveau régional — après avoir occupé divers postes dans l'administration des Komsomols, puis à la tête d'organisations locales du parti — lorsqu'il est nommé en 1964 premier vice-ministre de l'intérieur avant d'obtenir, un an plus tard, le titre de ministre.

La Géorgie, à cette époque, avait à sa tête un premier secrétaire qui passera à la légende — avec sa femme, qui était manifestement encore plus avide et intrigante que lui — comme un prototype du communiste affairiste, corrompu et champion dans l'art du double langage : Vassili Mjavanadze. Pendant presque tout son passage au ministère de l'intérieur — qui dépend en fait de Moscou et non pas de Tbilissi — M. Chevardnadze va lutter contre le couple Mjavanadze et la corruption ambiante sans oublier le nationalisme géorgien, toujours vivace depuis les émeutes nationalistes de 1956, peu connues encore aujourd'hui hors de Géorgie, mais dont tout le monde se souvient à Tbilissi tant la répression avait fait de victimes.

C'est dans cette lutte contre le crime et le nationalisme géorgien que Edouard Chevardnadze a gagné sa « mauvaise réputation ». Certains témoignages dignes de foi l'accusent même d'avoir alors encouragé la torture dans les prisons, ce qui, à vrai dire, n'aurait rien d'étonnant, puisque de telles pratiques étaient monnaie courante sur tout le territoire soviétique. Au même moment, raconte-t-on également à Tbilissi, le « fils » Chevardnadze innovait réellement en faisant procéder à des enquêtes d'opinion publique — dont les résultats n'étaient, bien sûr, destinés qu'à sa propre consommation — pour prendre la température de ses ouailles.

« Pour nous Géorgiens... »

Nommé premier secrétaire de la République de Géorgie en 1972 pour nettoyer les écuries Mjavanadze, M. Chevardnadze se mit au travail et le fit sans ménagement. Ne disposait-il pas déjà de tous les dossiers nécessaires ? La corruption avait atteint un tel niveau dans cette République très « méditerranéenne » que la grande majorité de ses administrés ne paraissent pas lui en avoir trop voulu. Tout en ne faisant pas sur les gaites d'allégeance à Moscou — on se souviendra longtemps de son : « Pour nous Géorgiens, le soleil ne se lève pas à l'ouest, mais au nord », — M. Chevardnadze a l'adresse de multiplier les clin d'œil néo-nationalistes à ses congénères. Sous son « règne », la Géorgie devient non pas, certes, un centre de liberté intellectuelle, mais une oasis de relative tolérance. Ecrivains, cinéastes, gens de théâtre du cru, peuvent travailler dans des conditions qui font pâlir de jalousie leurs collègues des autres Républiques. Et le premier secrétaire monte même au créneau à Moscou lorsqu'il faut y défendre « ses » intellectuels taxés de nationalisme ou de défiance au marxisme-léninisme.

En 1978, M. Chevardnadze évite même que de nouvelles émeutes n'ensanglantent Tbilissi. La scène remonte au 14 avril : des milliers de jeunes sont descendus ce jour-là dans la rue pour protester contre une nouvelle mouture de la Constitution de la République, qui ne mentionne plus le géorgien comme langue officielle. Les affrontements menacent,



SHAKMAN

mais, plutôt que d'avoir recours à la force, le premier secrétaire joue son va-tout, ose s'adresser aux manifestants, leur promet de rétablir la mention du géorgien dans la Constitution et obtient quelques jours plus tard le feu vert de Moscou. Plus exceptionnel encore : l'affaire ne se solda pas, comme on aurait pu le craindre, par une vague d'arrestations vengeresses.

L'épisode ne signifie pas que M. Chevardnadze ait la moindre indulgence à l'égard des dissidents avérés. C'est lui, par exemple, qui dirige personnellement en novembre 1983 l'opération de police qui met fin, sur l'aéroport de Tbilissi, à une tentative de détournement d'avion. Cet incident, dont le bilan se montera à sept morts, a fait beaucoup de bruit en Géorgie, car le détournement avait été organisé par neuf jeunes gens, fils et filles de personnalités locales nullement contestataires. Quatre survivants devaient être condamnés à mort. On ignore encore aujourd'hui s'ils ont été ou non exécutés, bien que la quasi-totalité de l'élite artistique géorgienne ait signé une pétition pour demander leur grâce.

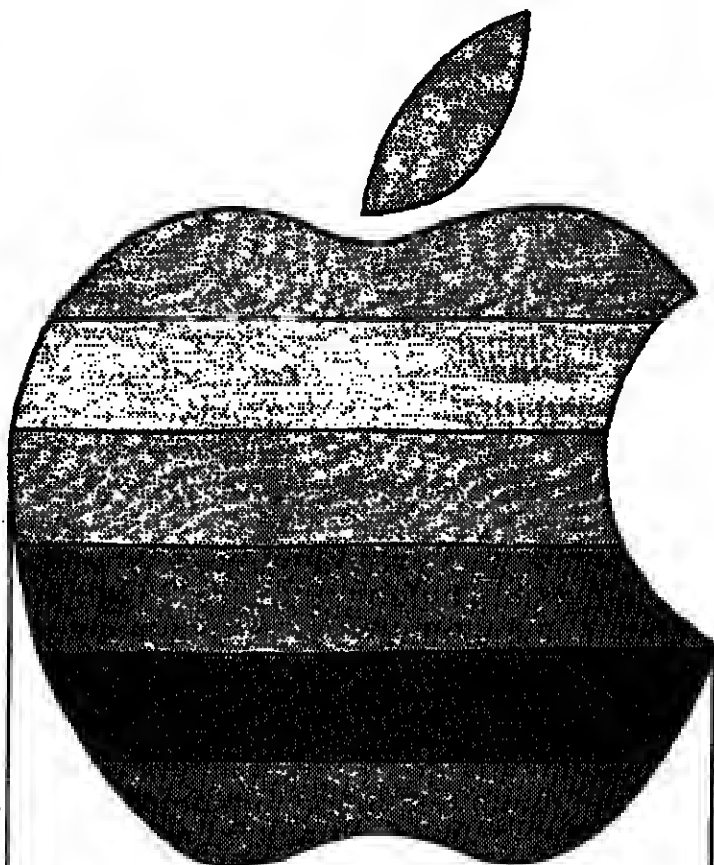
Dernière étonnante précision : bien que communiste, M. Chevardnadze n'a pas ruiné l'agriculture de sa République. Il est vrai qu'un paysan sommé dans chaque Géorgien, M. Chevardnadze a poussé ses audaces « hongroises » jusqu'à donner le droit à ceux qui ont quitté la terre de conserver le fameux lopin — une véritable mine d'or sous le ciel clément de la Géorgie. Lui-même a donné l'exemple. Ne reconnaissant-il pas en 1981, dans une interview accordée à la télévision hongroise, posséder son jardin ? « Je fais moi-même mon vin, expliquait-il. J'éleve aussi des abeilles, je fais un peu de miel. Et dans l'un des coins du jardin, il y a aussi un potager. Vous savez, dans un système socialiste, n'importe quel travail a une valeur. » M. Chevardnadze viticulteur à l'heure de la grande campagne contre l'alcoolisme ? C'est une question à poser à M. Mikhaïl Gorbatchev.

JACQUES AMALRIC.

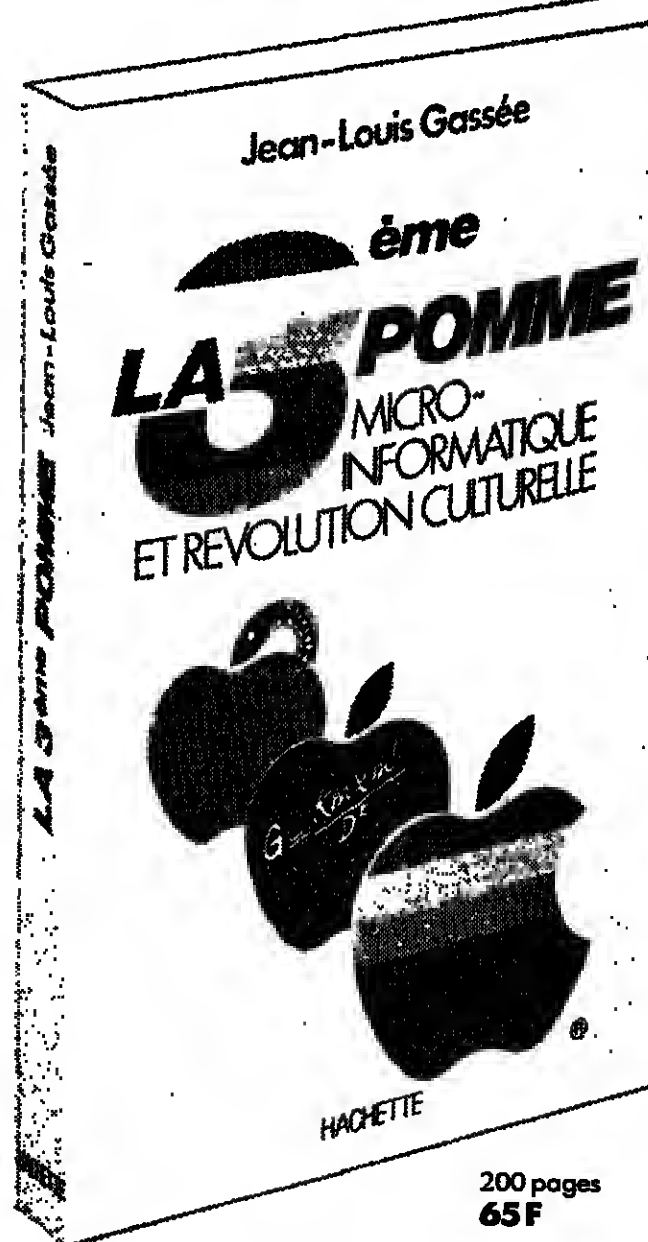
Berger-Levrault JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire Leçons de choses :

- LES GENS DU THEATRE
- L'EMPEREUR DE L'ANTARCTIQUE
- L'histoire et la vie (co-édition CNMHS)
- LE CANAL



J.L. GASSEE : LE MANAGER FRANÇAIS QUI A CONQUIS L'AMERIQUE



200 pages
65F

il était temps
qu'un capitaliste
fasse une
révolution...

HACHETTE

POST-IT NOTE N'EST PAS UNE PIECE D'AVANT-GARDE.

Collection « GUERRE ET PAIX »

Trois ouvrages

que l'Occident ne peut se permettre d'ignorer

R. Godson et R.H. Shultz

DEZINFORMATSIA

Préface de Annie KRIEGER

P.H. Vigor

THEORIE SOVIETIQUE DU BLITZKRIEG

Préface du Général E. COPEL

E.N. Lutwak

STRATEGIE DE L'IMPERIALISME SOVIETIQUE

Préface de Michel TATU

« Gigantesque appareil militaire et stratégie expansionniste, conséquences inéluctables de la faillite idéologique et économique d'un Régime condamné par l'Histoire. »

EDITIONS ANTHROPOS

15, rue Lacépède, 75005 Paris

Tél : 535 22 47

Du 27 Septembre au 6 Octobre 1985

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

et aux jambons

ILE DE CHATOU
près de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.
organisée par le Syndicat National du Commerce
de l'Antiquité et de l'Occasion. Tél. 770.88.78

POST-IT NOTE N'EST PAS UNE THEORIE ECONOMIQUE.

LA VISITE EN FRANCE DE M. GORBATCHEV

« Un homme normal »

« C'est un homme normal. » L'information du jour pour cette première soirée du chef du PC soviétique à Paris, ce n'est pas plus que cela, mais c'est déjà beaucoup. Fini les piteuses et pitoyables prestations des vieillards cacochymes, les diagnostics à distance, les conciliabules d'experts médicaux auxquels se ramenaient les précédents représentants de la délégation soviétique au Kremlin. Mikhaïl Gorbatchev marche comme tout le monde, il a une femme décente, il n'a pas de grosses médailles au revers de son veston, il parle sans problème un excellent russe, il entend, il comprend et il répond. Pour qui avait vu, à Paris, en 1977, un Brejnev presque moribond, puis ses deux successeurs qui ne valaient guère mieux, quel changement !

Il en aurait pourtant fallu un peu plus pour transformer en partie de plaisir le traditionnel banquet offert à l'Élysée. Les quelques deux cents invités français du président ont longtemps attendu dans une chaleur moite ; les Russes de la délégation, très minoritaires, sont arrivés au dernier moment et d'un seul bloc. La salle des fêtes ne s'anime un peu qu'au moment de l'arrivée des hôtes, après quoi chacun se plonge dans la lecture du discours que M. Mitterrand prononcera tout à l'heure : plus question de Sakharov cette fois, mais de notre tout de même peu fréquent dans ce genre d'exercice, comme Staline, Khrouchtchev, Tchemenko, de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing. M. Gorbatchev, lui, a beau citer Saint-Exupéry et Victor Hugo, il a plus de mal à échapper aux pièges de la langue de bois.

Il se rattrape tout à l'heure, avec la sortie dans le jardin, encore une audace impensable.

pendant plus de dix ans. Face à un premier groupe des « anciens » IMM, Couve de Murville, Chaban-Delmas, Mauroy, les deux Faure, il constate : « C'est toute une époque qui est rassemblée ici. » Reconnaissant au passage les époux Mourou, il oublie la question sur les « quatre millions de prisonniers politiques » et la « propagande de Goebbels ». Il s'inquiète seulement de savoir si madame n'a pas souffert de voir partir son mari si tôt après les noces. M. Mitterrand ajoute un peu mystérieusement : « De nous tous ici présents, c'est moi qui vous ai connu le premier. » M. Gorbatchev accorde un salut à sa « vieille connaissance », Jean-Baptiste Doumeng, mais ce sera tout pour les communistes français : MM. Marchais, Laro, Lajoie, ont fait l'effort d'applaudir la diatribe de M. Mitterrand, mais ils préfèrent maintenant se tenir à l'écart.

Au passage, le « numéro un » soviétique donne des précisions sur son premier séjour en France (le Monde du 3 octobre) : c'était en 1966, mais il a eu lieu à l'invitation du PCF, il a duré plusieurs semaines et s'est traduit par « une longue randonnée de 5500 kilomètres en Renault dans tout le pays ». Le regard s'allume. « Son Excellence Monsieur le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union des Républiques socialistes soviétiques », comme porte le carton d'invitation, Mikhaïl Gorbatchev en garde visiblement quelques souvenirs. Pour l'heure, il ne reste plus qu'à parcourir, en voiture blindée, les cent mètres qui séparent l'Élysée de l'hôtel Marigny. Le pouvoir et la gloire sont passés par là...

MICHEL TATU.

Trois à quatre mille policiers et cinq kilomètres de barrières métalliques

Il y avait juste assez de brise à Orly pour déployer en bon voisinage les drapeaux soviétique et français. L'accueil fut de bon aloi, les deux épouses furent parfaites, assises côte à côte, le même bouquet de fleurs blanches et orange entre les mains.

M. Gorbatchev avait en la déficence de ne pas forcer la note et de se retenir d'une excessive magnificence. Il était descendu du ciel non pas dans un appareil d'État mais, plus démocratiquement, dans un Illyouchine-62, de l'Aéroflot ; l'avion du peuple, en somme. Il s'empêchait l'atterrissage de Paris avant préparé le salon d'honneur pour une cérémonie « de type grand appareil ». Et M. Mitterrand a avoué qu'il accueillait le numéro un soviétique « avec toute la considération due à l'éminente fonction » de son hôte.

Et le peuple de Paris ?

Puis le secrétaire général du PC soviétique est entré dans Paris, assis à côté du président français, dans sa propre 604, pour mieux faire connaissance. Dans la cour de l'Élysée, les honneurs étaient ceux réservés aux chefs d'État. Signe distinctif : la présence de gardes républicains en culotte blanche et casque à crinière.

Décidément, il ne manquait que le peuple de Paris. Où étaient les vivats amusés des Parisiens de 1960 applaudissant Nikita Khrouchtchev, peut-être en nom d'une complicité reconnue dans la gaudille et la jovialité ? Là, presque personne, sinon quelque trois à quatre mille policiers, une circulation totalement interrompue d'Orly à l'Élysée, et 5 kilomètres de barrières métalliques, le long du parcours, de la porte d'Orléans à l'avenue Gabriel, où résident M. Gorbatchev et sa suite, dans l'ancien palais de la famille Rothschild, l'hôtel Marigny.

Mardi soir, après son premier entretien avec M. Mitterrand, M. Gorbatchev est remonté seul dans la 604 mise à sa disposition. Son visage apparaît tout à coup s'assombrir. Quelles pensées traversaient alors son esprit ? Le sentiment de la solitude du pouvoir ; ou celui, moins tragique mais tout aussi troublant, de sa fragilité ? A deux pas, sous le porche de la cour de l'Élysée, il avait peut-être pu apercevoir son interminable limousine noire ZIL, transportée tout spécialement de Moscou. Garde, tous rideaux tirés sur son salon ambulatoire équipé de téléphone et autres instruments de communication. Capot levé. En panne.

CHARLES VIAL.

Un vif contentieux maritime

Un vif contentieux oppose l'URSS et la France à propos des transports maritimes. « Il existe un accord depuis 1967 qui prévoit un partage équitable du fret entre les armateurs des deux pays, mais les Soviétiques le considèrent comme un chiffon de papier et ne nous laissent que la portion congrue », s'insurge le Comité central des armateurs de France (CCAF). La part du pavillon français dans l'ensemble du trafic a été réduite en 1984 à moins de 1 % à l'importation et à 20 % à l'exportation. Au total, les cargos français assurent 8 % en volume, du trafic et 20 % en valeur. On est loin d'un équilibre, même approximatif.

En outre, la moitié des marchandises qui seraient vocation à être transportées sur les navires de la Compagnie de la Méditerranée générale maritime à partir de Dunkerque ou du Havre, ceux de la Compagnie méditerranéenne de navigation à partir de Marseille) transitent par des ports étrangers et sont chargées sur des cargos soviétiques. A cet égard, le port d'Amers est une sorte de chenal de Troie utilisé par les armements soviétiques pour capter le plus possible de trafic non seulement français, mais européen en général. Les Soviétiques ont investi des sommes considérables à Amers dans la constitution d'un terminal portuaire privé, la Transworld Marine Agency.

Autres points de friction relevés par les armateurs français (appuyés, au demeurant, dans ce dossier, par les services du secrétariat d'État à la mer) :

— La quasi-totalité des biens d'équipement sont depuis quelques mois acheminés par des cargos soviétiques qui sont capables de remonter les rivières et les canaux dont l'accès est interdit aux navires français. A cela s'ajoutent des méthodes tarifaires qui tendent à contourner le transport de bout en bout (y compris sur la partie terrestre) ;

— L'URSS impose des tarifs particulièrement bas pour le transport des conteneurs, ce qui aboutit à exclure les armements français, qui ne veulent pas travailler à perte ;

— Dans les transports à la demande (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas organisés dans le cadre des lignes régulières dites « service combiné »), la France n'a pu obtenir que 20 % du transport des céréales qu'elle vend à l'URSS et 1 % du pétrole brut soviétique (alors que ce dernier produit « pèse », en valeur, pour plus de 85 % du total des importations en provenance de ce pays). Seules les expéditions de tubes pour les gazoducs sont équilibrées.

Paris note enfin qu'une quinzaine de ressortissants soviétiques travaillent en France directement pour le compte de la marine marchande soviétique contre... un citoyen français à Moscou représentant l'ensemble des armateurs. Là encore la balance n'est pas égale.

FRANÇOIS GROSHICARD.

LES SOUVENIRS DE JEAN-BAPTISTE DOUMENG

« C'est un type du Sud qui aime rire »

« En 1966 ? Tiens, dans ma tête, c'était l'été 1973. Mais des délégations soviétiques, j'en ai reçu tellement... » Jean-Baptiste Doumeng, le PDG d'Intertag, se souvient mal de la première visite en France de Mikhaïl Gorbatchev. « C'était sur mon invitation, avec une petite délégation de trois ou quatre personnes. Elles sont restées quelques jours chez moi, dans le Sud-Ouest. Je sais qu'on a visité le marché de Rabastens (Tarn). C'était peut-être en 1966. De toute façon, avec les visas, il ne faut pas savoir. »

Le patron communiste d'Intertag se souvient mieux de la suite, lorsque, ayant gravi les échelons au sein du parti, M. Mikhaïl Gorbatchev devint le spécialiste de l'agriculture au sein du comité central. Mais pourquoi l'avoir invité, il y a dix-neuf ans, lui précisément ? « Nous étions à l'époque en liaison avec les sovkhozes et les kolkhozes du territoire de Stavropol, comme aujourd'hui encore avec l'Ukraine et la Biélorussie. C'est le Piémont du Caucase, et le climat est proche du nôtre dans le Sud-Ouest. D'où une collaboration technique, en semences, génétique animale, drainage, etc. M. Gorbatchev était alors secrétaire du

parti pour le territoire et responsable de l'agriculture. » Il est vain de demander à M. Doumeng de préciser la fonction et le rang exacts de M. Gorbatchev à l'époque. Question subtile, l'important, c'est l'homme aujourd'hui vu par JBD, bien sûr : « Pas un ambitieux. Il est arrivé à ce poste par les accidents des autres ; mais surtout c'est un type du Sud qui aime rire et qui a en même temps, dans l'action, une rigueur absolue. Il appartient à un certain type de culture soviétique. Pour régler les problèmes intérieurs, il lui faut du temps. »

Se visite en France s'inscrit dans une perspective de confiance, je suis certain qu'il proposera quelque chose sur l'identité de l'Europe, car il croit que, dans cette Europe, la France peut être un interlocuteur de poids. Pour nous, c'est important, sinon on sera bouffé par les États-Unis et le Japon. Il faut, vis-à-vis de l'URSS, se dégager du doute, et je crois que Mitterrand — évidemment il est un peu affaibli par les derniers événements — fera le nécessaire pour donner à cette visite un certain éclat. »

J. G.

La délégation soviétique

Outre M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, la délégation qui accompagne M. Gorbatchev comprend notamment les personnalités suivantes :

M. Ivan Arkhipov, premier vice-président du conseil des ministres de l'URSS ;

M. Nikolai Komarov, premier vice-ministre du commerce extérieur de l'URSS ;

M. Evgeni Velikhov, vice-président de l'Académie des sciences de l'URSS ;

M. Leonid Zamiatine, chef du département d'information internationale au comité central du PCUS, ambassadeur ;

M. Vadim Zagladine, premier directeur adjoint du département international au comité central du PCUS.

M. Andreï Alexandrov, assistant du secrétaire général du comité central du PCUS, ambassadeur ;

M. Anatoli Korolev, vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS ;

M. Anatoli Adamchikine, membre du collège du ministère des affaires étrangères de l'URSS, directeur du premier département d'Europe au ministère des affaires étrangères de l'URSS ;

M. Dmitri Nikiforov, membre du collège du ministère des affaires étrangères de l'URSS, directeur du département des affaires étrangères de l'URSS, ambassadeur ;

M. Albert Tchernychev, membre du collège du ministère des affaires étrangères, assistant principal du ministre des affaires étrangères de l'URSS, ambassadeur ;

M. Yevgeni Krutinski, ambassadeur à Moscou.

André Bergeron, Daniel Jacoby, Fred Zeller
Pr. Claude Betourne, Philippe Robrieux
Emmanuel Le Roy Ladurie, Françoise Baluka
André Delelis, Christian Schmidt...

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS ET AUX PEUPLES D'UNION SOVIÉTIQUE ET DES PAYS D'EUROPE DE L'EST

ADRESSE à tous les travailleurs et peuples des Républiques soviétiques, aux travailleurs et peuples de tous les États liés par le pacte de Varsovie que dirige l'Union soviétique de Mikhaïl Gorbatchev.

Nous nous adressons à vous, travailleurs et combattants pour la liberté des peuples, les libertés civiles et les droits des travailleurs. Nous nous adressons à vous prisonniers politiques, gens des Goulags et des hôpitaux psychiatriques spéciaux, à vous, travailleurs, résistants d'Afghanistan, à vous tous qui, contrainsts à l'exil, avez perdu votre patrie.

... à vous travailleurs, et peuples opprimés de Russie et des Républiques D'Union soviétique, peuples de Lettonie, Lituanie, Estonie annexés, ... à vous, Tatars déportés, ... à vous, peuples d'Ukraine, d'Arménie, et de Géorgie opprimés, ... à vous, travailleurs et combattants, tel Vladimir Khlebnov, premier fondateur d'un syndicat libre en URSS, ouvriers du SMOIT (association interprofessionnelle libre des travailleurs), membres des groupes de surveillance des accords d'Helsinki, artistes et intellectuels, tels Helena Bonner et André Sakharov.

Nous nous adressons à vous, travailleurs et peuples

d'Allemagne de l'Est où luttent les membres des groupes indépendants, « pour la paix » et pour qui, justement, la paix c'est d'abord la reconnaissance des libertés individuelles, de Bulgarie, pour qui les mesures coercitives s'accroissent, de Hongrie, qui rédige ces multiples Samizdats, tels Beszelo, Himondo, vous qui participez aux groupes « d'aide aux pauvres »,

de Pologne, vous militants du syndicat Solidarnosc toujours vivant, dirigeants de la TKK (commission nationale provisoire) qui avez appelé à boycotter les élections à la Diète du 13 octobre prochain, de Roumanie, tel Vasile Parashiv et les militants du syndicat libre SLOMR, de Tchécoslovaquie, vous militants de l'opposition démocratique, de la Charte 77, du VONS.

Vous devez savoir, vous tous, nos amis, que le peuple de France, épris de justice et de liberté, dont les traditions sont celles de la solidarité internationale envers tous les opprimés — cette même solidarité qui nous fait condamner le régime de l'Apartheid d'Afrique du Sud où le régime du général Pinochet au Chili — est là, présent, à vos côtés.

Les souffrants ont l'honneur, par la présente, au nom des plus profondes traditions du mouvement syndical et de la démocratie en France, de l'affirmer, solennellement, le jour même de l'arrivée en Europe occidentale de Mikhaïl Gorbatchev.

Pour tout contact : M^{me} Büchler, 198, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. : 539-37-59.



Vienne ville de congrès

9 vols par semaine au départ d'Orly-Sud. En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de grande qualité. Et le confort de ses DC9. AUSTRIAN AIRLINES Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

- FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- MÉTHODOLOGIE DE LA DISSERTATION
- MISES À JOUR EN LANGUES VIVANTES
- PRÉPARATION SUR LE MONDE NOUVEAU (AMÉRIQUE, JAPON, CHINE, etc.)
- POLYTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

ENTRÉE EN AP

ANNÉE COMPLÉMENTAIRE À L'UNIVERSITÉ

SESSIONS D'ÉTÉ ET D'HIVER

ATELIER : 6 av. Léon-Henzy 75016 Paris
Tél. 234.10.72-73
TOLMAO : 53 av. d'Ivry 75013 Paris
Tél. 568.59.24-25

Monsieur G... et les chars russes en Tchécoslovaquie ?

Comité de coordination Entr'aide et Action, BP 422, 75025 Paris 1

مركز العمل

politique

L'AFFAIRE GREENPEACE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Fabius : « Nous devrions faire bloc »

Ils en ont parlé ! Comment auraient-ils pu faire autrement ? Le sabotage du Rainbow Warrior a trop occupé l'actualité de l'été pour que les députés, se retrouvant le mercredi 2 octobre pour l'ouverture de la session d'automne du Parlement, puissent ne pas l'évoquer. Le comble, pourtant, n'y était guère. Tout le monde est placé par cette affaire. La coalition — pour le moins insolite — du PS, du RPR et de l'UDF a empêché que la création d'une commission d'enquête parlementaire ne soit même débattue en séance publique.

Comment se débarrasser de la commission d'enquête parlementaire ? La question taraude de nombreux députés socialistes. Le projet n'était pas né dans leurs rangs, mais au CDS, notamment par la voix de son président, M. Pierre Méhaignerie, et au PCF. Le bureau exécutif du PS n'avait unanimement soutenu la constitution d'une telle commission que parce que le premier ministre lui avait publiquement donné son aval. Le RPR s'y était, lui, montré immédiatement hostile.

Restait à connaître la position définitive de l'UDF. Après d'amples discussions, elle fut mise au point au cours d'une réunion du groupe, le mercredi 2 octobre en fin de matinée. La confédération giscardienne ne voulait pas non plus la création de cette commission.

« Quand nos amis l'ont souhaitée, a expliqué M. Jean-Claude Gaudin, l'affaire était loin d'être élucidée. Aujourd'hui le pouvoir nous dit que la vérité est clairement établie. Elle ne sert donc plus à rien ; d'autant que la déclaration du général Imbot confirme que nous ne pourrions rien savoir du fonctionnement de la DGSE. De toute façon, cela ne nous intéresse pas. Ce que nous voulons, c'est mettre en cause la responsabilité politique. Or M. Fabius l'a fait supporter à M. Charles Hernu. La commission d'enquête n'aurait pas les moyens d'aller au-delà, bien que nous n'arrivions pas à penser que M. Mitterrand et M. Fabius ont découvert la réalité de ce dossier par la presse ».

Le prétexte était trouvé. Les socialistes, s'en souvenant, il avait été initialement prévu que la conférence des présidents, qui, mercredi en fin de matinée, fixait l'ordre du jour de l'assemblée, déciderait que la création de cette commission serait débattue en séance publique dans la soirée. Seulement, M. André Billardon, président du groupe socialiste, ayant eu la confirmation que ni le RPR ni l'UDF n'entendaient y participer, souhaitait que les groupes de l'opposition reviennent sur leur refus, et demanda qu'ils bénéficient d'un délai de réflexion. L'éventuelle création était renvoyée à un plus tard qui s'apparente aux calendes grecques.

Unis face à l'étranger

Le gouvernement n'a pas perdu de temps pour utiliser l'argument qui lui était obligatoirement fourni par la composition. M. Fabius et Quilès lui ont rétorqué : si vous doutez de la version des faits que nous avons présentée, participez à cette commission d'enquête chargée d'établir la vérité. Mais, à la sortie de l'hémicycle, le ministre de la défense expliquait qu'il n'était pas obligatoirement de lever le « secret-défense », même pour les membres d'une éventuelle commission d'enquête.

Mettre fin à l'utilité publique de ce dossier a semblé pourtant l'objectif principal du premier ministre. M. Debré lui a facilité la tâche. Critiquant surtout l'action des pays qui souhaitent chasser la France du Pacifique, se refusant à mettre en cause le président de la République, l'ancien ministre a simplement regretté le fait que le gouvernement avait fait face à cette affaire, laissant « couler tout l'est un faitilisme sans autre motif apparent que la volonté de fuir les responsabilités qui sont celles du pouvoir politique ». M. Debré s'est étonné que le chef du gouvernement n'ait pas été mis au courant de l'action entreprise par les services spéciaux, ajoutant : « Des erreurs

sont toujours possibles, mais il faut savoir les assumer ». Les députés socialistes ont écouté cette intervention dans un silence inquiet. M. Fabius lui-même parut crispé au début de sa réponse que, contrairement à son habitude, il lut avec application. Il ne s'exprima que quand il s'attaqua à l'opposition, soulignant que, si « l'on peut juger trop longues » les enquêtes menées, elles furent « extrêmement rapides si l'on songe à certains précédents ». Il s'étonna que ceux qui ont porté « les accusations les plus sévères » refusent de participer « à la commission d'enquête parlementaire envisagée » et ajouta : « L'Etat ne s'affaiblit pas en cherchant et en disant la vérité, c'est-à-dire en agissant exactement à l'inverse de ce qu'il a été plusieurs fois le cas sous les septennats précédents ».

Le chef du gouvernement s'est lui aussi longuement étendu sur l'action des pays étrangers, regrettant que leurs « pressions » puissent s'aliéner « de nos conflits internes » : « Est-ce alors que certains (...) attaquent la France (...) qu'il faut que leurs voix trouvent des échos ici ? »

« Nous devrions faire bloc » conclut le premier ministre. D'autres tâches, au moins aussi importantes que les suites de cette affaire, nous requièrent. Manifestement, à gauche comme à droite, nombreux sont ceux qui pensent comme lui. Mais certains rêvent certainement à une relance — plus tard — d'une affaire que, pour l'heure, ils ont acceptée — au moins publiquement — de voir enterrée.

THIERRY BRÉHER.

Vive l'armée !

Plus ils prennent du galon et plus les socialistes sont fascinés par l'uniforme. Jamais l'armée, jamais les généraux n'ont été tant glorifiés, mieux défendus. « Blessés » par les propos tenus par M. Michel Debré, mercredi à l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius appelle le général de Gaulle à la rescousse et illustre, citations à l'appui, toute l'adversaire hors de ses retranchements. Quant à ceux — qui donc ? — qui ont « cru pouvoir mettre en cause l'armée », ils n'ont qu'à bien se tenir. « Pas question », dépêche le premier ministre. M. Fabius, s'il le faut, les transparaît tout, pour peu que l'on touche à un seul bouton de guêtre.

M. Paul Quilès, lui, s'appuie sur le maréchal. Elle, « s'élève » la « révolte » armée. Greenpeace — s'il lui prend la fantaisie de « violer le souveraineté française », l'anti-France ne passera pas. Et, dans la foule, le ministre de la défense annonce la reconstitution du 11^e bataillon parachutiste des « chocs », naguère dissous et qui sera placé au service de la DGSE. Ainsi, les espions français prendront conscience qu'ils sont aussi des militaires et qu'ils doivent obéissance au pouvoir civil. « J'ai l'impression », ajoute M. Quilès, en confidence, que désormais il va y avoir des secrets dans les services secrets ». Le ministre de la défense a bricolé, afin de les renforcer, les « verrous » posés par le nouveau patron de la DGSE, le général Imbot, et, à défaut de titres, occupés les branches pourries.

Quant aux députés socialistes réjouis, ils tiennent leur général Imbot, directeur de la DGSE. On signale quelques cas de piratage pendant l'intervention de René Imbot vendredi dernier à la télévision. Sa mise autorité a renversé les plus coriaces, balayé les ultimes réserves de ceux qui, la tête dans les nuages, portaient encore au fond d'eux-mêmes un vieux reste de tradition armistérielle.

Il est « extraordinaire » et boursé « à talent » (M. André Billardon, président du groupe socialiste) : il a « fait un tabac » (M. Jean-Pierre Desbordes, porte-parole du PS) et « ce nous fait du bien » (M. Philippe Marchand, Charente-Maritime). M. Christian Nucci, ministre de la coopération, qui l'a bien connu au Tchad, avait une réunion de section socialiste, ce soir-là. Sixt terminées les informations télévisées : « 10 % des militants rigolaient et 90 % étaient enthousiastes. Si un socialiste leur avait dit la même chose que le général Imbot, ils ne l'auraient pas cru. Mais devant un général avec des étoiles, on se met au garde-à-vous ! ».

Un seul — M. François Patriat (Côte-d'Or), dit « Fanfan la rose » — avoue que ce jour-là il a « fait casser le poste », mais il ne dit pas s'il s'agissait ou non d'une manifestation d'amour passion.

En tout cas, on a vite oublié le cas Hernu, qui, pourtant, a fait « pleurer les militants » (M. Patriat). Ce « brave Hernu », comme dit un autre député, Marcel Bigeard, député UDF de Meurthe-et-Moselle. Le général Bigeard vous une admiration sans borne à René Imbot et à ses étoiles. « C'est un gars organisé », dit-il, et il approuve à la reconstitution du « 11^e choc » qui donnera un peu de corps aux services secrets : « Il y aura un patron, un drapier, un esprit. C'est autre chose que de larguer des gâteaux comme ça, à droite à gauche ».

La communauté de vues entre le général d'opposition et les socialistes s'arrête là. MM. Fabius et Mitterrand, ce ne sont que « chivis » et compagne. Or ces « chivis », fol de Bigeard, était certainement au courant de tout l'affaire Greenpeace. Aujourd'hui, ils « doivent avoir mauvaise conscience » et « ce ne trompe pas la peuple ». Au moins, les généraux, « ça va rouille, et terminés ». Les civils, français, ont encore tout à apprendre.

JEAN-YVES LHONEAU.

[La citation du général de Gaulle utilisée par M. Laurent Fabius mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale est extraite de la conférence de presse tenue par le chef de l'Etat le 21 février 1966. Au cours de cette intervention, le général de Gaulle avait accusé les milieux politiques d'opposition et une partie de la presse de l'époque d'avoir porté atteinte à l'honneur de l'armée à propos de l'affaire Ben Barka.

En s'en prenant à la « presse politicienne » et à la « faiblesse des ambitions d'écarts », le général de Gaulle visait à l'évidence les dirigeants de l'opposition de gauche, ainsi les MM. François Mitterrand. Le 24 février 1966, au cours d'un meeting à la Mutualité, M. Mitterrand s'en était pris directement au général de Gaulle à propos de l'affaire Ben Barka.

Ainsi, M. Fabius a extrait des propos tenus par le chef de l'Etat de l'époque une phrase qui peut être retournée contre le chef de l'Etat aujourd'hui et qui, replacée dans son contexte, n'est pas forcément la saine chose pour donner l'exemple d'une bonne conduite de pouvoir. Le général de Gaulle n'avait-il pas, le même jour, qualifié l'affaire Ben Barka de « scandale et scandale », dénoncé le rôle de la presse qui cherchait à établir la vérité sur l'enlèvement et la disparition de leader de l'opposition internationale et conclu ainsi son propos : « Que les bons citoyens se rassurent ! ». — J.-Y.L.]

JACQUES ATTALI



Une étude biographique et historique bourrée de faits, de dates, de jugements incisifs, de souvenirs bouleversants, de commentaires lumineux, d'anecdotes amusantes. Jacques Attali, dans un nouveau rôle de conteur, est tout simplement admirable.

Elie Wiesel, Le Matin

Cette coloration « subjective » de plus d'un demi-siècle de faits qui souvent prennent froid dans les manuels donne au lecteur le sentiment qu'il convient d'en savoir toujours un peu plus, si bien qu'il ne trouve jamais trop lourd « le pavé » qu'on lui propose... Le récit ronfle bien, grâce à une plume qui sait faire passer l'émotion quand il faut et éclairer élégamment les îles fortunées de l'Occident.

Pierre Drouin, Le Monde

Jacques Attali retrace avec brio les changements de l'ordre marchand et des équilibres financiers du monde au travers de la diaspora séculaire d'une grande famille de banquiers... Jamais saga familiale n'a été enrichie d'analyses techniques plus serrées et plus fines.

Alain Verney, Le Figaro

Un de ces livres aigus, dinglants d'intelligente dont on se dit qu'ils vont droit aux couches les plus secrètes de l'inconscient d'une époque.

Bernard Henry Lévy, Journal du Dimanche

Le roman vécu d'un Spinoza de la banque.

Alain Minc, Le Nouvel Observateur

Il faut lire cette biographie. Que l'on referme avec la nostalgie qu'inspirent les mondes finissants chers à Visconti.

Robert Lattès, L'Express

Tout amateur d'Histoire, tout curieux des relations de la politique et de la finance, tout homme de culture désireux d'approfondir ses connaissances du métier bancaire en général et de la haute banque en particulier y trouvera sa provende.

Jacques de Fouchier, Le Point

Excellente biographie à l'anglo-saxonne.

Stéphane Denis, Le Quotidien de Paris

J'ai lu avec un plaisir étonné ce que je ne sais s'il faut appeler la passionnante biographie d'un grand seigneur, ou le très beau roman de Jacques Attali.

Jean David, VSD

Passionnant.

Gilles Pudlowski, Paris-Match

Un ouvrage de réflexion sur l'étrange ambition des hommes et de leur solitude.

Frank de Bondt, Sud-Ouest

Un livre agréable, facile à lire, passionnant comme un roman à plusieurs vies.

Jean-Pierre Elkabbach, Europe 1

FAYARD

(Publicité)

SCIENCES DU JEU

D.E.S.S. consacré au jeu et aux jouets

Université PARIS-NORD
Département des Sciences du Jeu
Avenue J.-B. Clément
93430 Villetaneuse
Tél. : 821-61-70, poste 6061

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

3 gammes de assurances PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances.

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

POLITIQUE

L'AFFAIRE GREENPEACE ET SES CONSÉQUENCES

Les consignes de M. Quilès à la marine nationale et la réorganisation des services secrets

Interrogé par M. Louis Darinot, député socialiste et président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, sur la politique de la France dans le Pacifique, M. Quilès a notamment répondu : « Le gouvernement français ne saurait tolérer que la flotte de l'organisation Greenpeace tente de pénétrer de force, en violation du droit international et de la loi française, dans un domaine militaire où se déroulent des opérations secrètes. » Il a aussi affirmé que cette association « concentre son activité contre la France, la seule puissance nucléaire à avoir accepté qu'une mission internationale vienne mesurer sur place les retombées des expériences ».

Détailant les consignes qu'il a données aux armées, le ministre de la défense a expliqué : « Si un bâtiment de Greenpeace pénètre dans nos eaux territoriales, il sera saisi par la marine française, et les contrevenants sanctionnés par notre justice, dans le respect des lois de la République. Dans le cas où un navire détacherait, hors des eaux territoriales, une embarcation qui chercherait à atteindre le rivage, j'ai donné instruction à la marine nationale pour qu'elle arraisonne une embarcation, s'il est possible de la faire sans dommages corporels. »

« S'il apparaît qu'il y ait risques de dommages corporels, on laissera atteindre le rivage où ses occupants seront appréhendés, tandis que le navire escorteur sera saisi et ses responsables sanctionnés, conformément à la loi. »

Le ministre a annoncé que la France ne retarderait « pas d'une semaine, pas d'un jour, pas d'une heure, les prochains essais nucléaires, pas plus que les suivants ».

Il a indiqué qu'il se rendrait lui-même sur place, pour assister à l'un de ces essais et à souhaiter « des parlementaires de tous groupes » l'accompagnement afin d'affirmer le

consensus autour de la politique de dissuasion.

M. François d'Anbert (UDF, Mayenne) l'ayant interrogé sur les déclarations du général Imbot et lui ayant demandé s'il était prêt à donner instruction au « chef d'état-major des armées, le général Sami-nier, de ramper le troublement mutisme qu'il observe depuis le début de cette affaire », M. Quilès a répondu que le nouveau directeur général des services secrets avait parlé avec son autorisation.

« Qui peut douter ici, du constat du général Imbot, alors que les noms de nos agents, leurs grades, leurs fonctions, leurs activités, leurs missions, leurs photos mêmes sont jetés sur la place publique ? Le ministre a poursuivi : « Cette opération de destruction de nos services secrets est-elle antérieure ou postérieure au sabotage du Rainbow Warrior ? Je n'ai pas encore la réponse à cette question, mais je peux vous dire que le général Imbot a l'intention de tout mettre en œuvre pour en savoir plus sur cet aspect qui n'est pas le moins inquiétant de cette affaire. »

Le ministre de la défense a profité de l'occasion pour préciser comment interviendra la réorganisation de la DSGE : « Sur proposition du général Imbot et du général Schmitt, chef d'état-major de l'armée de terre, j'ai décidé de créer le 11^e bataillon de parachutiste de choc, qui mettra ses moyens à la disposition du service action de la DSGE et regroupera les moyens d'action terrestre et amphibie, actuellement dispersés entre le centre de nageurs de combat et le centre de parachutisme de Cercottes. » Cette réorganisation entraînera la dissolution du centre d'Aspretto. Meis M. Quilès a prévenu : « Aucune information supplémentaire ne sera donnée sur la nouvelle organisation de nos services secrets, ni sur les hommes qui en ont la charge, compte tenu du secret défense. »

Le socialiste et le soldat

(Suite de la première page.)

M. Charles Hernu, lui, a, par un travail de longue haleine, fondé son autorité sur la compétence. Une compétence indéniable, mais acquise par la fréquentation assidue des états-majors. Avant même de devenir ministre de la défense, il était déjà intellectuellement prisonnier d'une armée qu'il voulait séduire et qui l'avait séduit.

On peut aussi se demander si son analyse, qu'il avait imposée à M. Mitterrand, ne reposait pas sur une vision dépassée de la communauté militaire. L'armée de 1981, et encore moins celle de 1986, n'est plus l'armée de 1958 ou de 1961. La technicité constamment accrue des soldats de métier, dans l'armée de terre, par exemple, a estompé les phantasmes. Les colonels n'ont pas fait la guerre d'Indochine ni les capitaines celle d'Algérie. Les vieilles armées ne proviennent plus guère de blessures personnelles, elles sont un héritage.

Héritage cultivé, certes, par un petit nombre, mais estompé chez la plupart. Une partie de l'armée n'est plus exilée outre-mer. Le soldat de métier, passé les crises de la décolonisation, s'accoutume à l'idée qu'il est un citoyen total. Naguère, privé de droit de vote, il était un Français à part et s'enorgueillissait de sa différence. Elle le plaçait,

pensait-il, au-dessus de la politique. Alors que l'honneur militaire remonte au fond des âges, l'honneur de l'armée est né avec le 11^e République dans ce corps retranché et sacré, privé du droit d'expression. Le ghetto militaire n'est plus ce qu'il était.

Pourquoi donc brandir comme on l'a fait en long de l'affaire Greenpeace, à gauche comme à droite, cet honneur de l'armée, si redoutable au moment de l'affaire Dreyfus, si invoqué après les défaites ou les évacuations ? Pourquoi remettre sur pied l'épouvantail des blindés de Rambouillet et des divisions d'Allemagne ? Tout cela parce que les services spéciaux de défense, parce que — ce ne fut pas toujours le cas avec M. Jacques Saunelle, Pierre Saunelle, M. Alexandre de Marenches, M. Pierre Marion, — leur chef est un officier général, parce que les nageurs de combat sont des militaires ? C'est transformer abusivement les états d'âme de quelques-uns en crise de loyalisme d'un corps tout entier, donner à quelques grands chefs une représentativité abusive. C'est enfin donner une réalité à ce « pouvoir militaire » qu'aucune démocratie ne saurait accepter.

JEAN PLANCHAS.

Les responsables d'Aspretto avaient fait un mauvais « choix technique »

Le Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) de la base d'Aspretto, en Corse, aura été jusqu'à un bout un cœur de l'affaire Greenpeace. Cette unité, dont M. Paul Quilès a annoncé la dissolution et l'intégration dans un « 11^e choc » reconstitué, a en effet fourni l'armature humaine de l'opération montée sur ordre par la DSGE contre le Rainbow Warrior. Des acteurs de cette mission, seules les deux femmes — le lieutenant Christine Cabon, chargée de l'habilitation du mouvement écologiste en Nouvelle-Zélande, et la capitaine Dominique Priour, la fennec « M^e Turengue » — n'ont pas appartenu au CINC.

Tous les autres en provenaient, aussi bien les sous-officiers composant l'équipage du voilier *Ouvéa*, chargés de la logistique, les membres de la troisième équipe, chargés du sabotage proprement dit, que les coordinateurs de l'opération, le commandant Louis-Pierre Dillais (alias « Philippe Dubat », puis « Dormond ») et son ancien adjoint, le commandant Alain Mafart (alias « Alain Turengue »). La dissolution frappant leur unité, qui regroupe les nageurs de combat de l'armée de terre et au sein de laquelle la division Action de la DSGE avait son propre groupe, signifie-t-elle qu'on leur impute le « sabotage dans le sabotage » dont a parlé M. Fabius ?

Le nouveau ministre de la défense, M. Quilès, ne s'est pas risqué à un tel commentaire, mercredi. La décision de M. Quilès semble relever d'une sanction plus opérationnelle que disciplinaire. Ce que l'on reproche aux nageurs de combat, et plus largement au chef de la division Action, le colonel Jean-Claude Lesquer, qui commanda le CINC de 1975 à 1978, c'est d'avoir fait un mauvais choix technique, disproportionné par rapport à l'objectif visé. Bref, d'avoir mal mesuré, mal utilisé et mal coordonné leurs compétences. Car jusqu'à preuve du contraire, il n'est aucune trace d'acte d'indiscipline dans l'opération contre le Rainbow Warrior.

E. P.

L'Australie hausse le ton, la Nouvelle-Zélande baisse le sien

M. Bill Hayden, ministre des affaires étrangères australien, a profité mardi 3 octobre devant l'Assemblée générale des Nations unies d'une réquisitoire contre la France, dont la vigueur de ton a surpris. Non, certes, que les griefs formulés par le représentant de Canberra soient nouveaux : la mise en cause de Paris dans l'affaire Greenpeace, la condamnation des essais nucléaires français dans le Pacifique et la critique de la « lenteur » du processus de décolonisation « en Nouvelle-Calédonie, qui ne va pas à l'allure souhaitée par la communauté mondiale », sont banales de la part du gouvernement de l'Australie. Mais la tonalité des propos tenus jusqu'à présent à l'ONU à l'occasion de cette session anniversaire avait plutôt traduit une certaine baisse de pression, y compris de la part de M. Geoffrey Palmer, vice-premier ministre néo-zélandais. Le jeu joué par le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, n'était certainement pas étranger à cette modulation. Les contacts qu'il a eus durant sa semaine « annuelle », du 23 au 28 septembre, en particulier avec M. Palmer lui-même, le ton modéré qu'il a adopté tout en confirmant les grandes orientations de la politique française en matière de défense, avaient paru contribuer à assaïer certains délégués peu disposés à l'indulgence à l'égard de la France.

La vive attaque de M. Hayden, qui ne s'est ni manifestée ni particulièrement désagréable à l'égard de son collègue français, est donc pour Paris une mauvaise surprise. Comme avaient pu l'être, mercredi, certains propos tenus par l'hebdomadaire ouest-allemand *Stern* en présence du ministre néo-zélandais, M. David Lange, selon lesquels M. Mitterrand, s'il avait été informé de l'opération montée contre le Rainbow Warrior avant son exécution, en était « complice » et devait donc démissionner (le *Monde* du 3 octobre). Mais le chef du gouvernement de Wellington a assuré qu'il n'avait pas fait une telle déclaration. Et dans un entretien accordé à l'agence Reuter, il a au contraire souhaité, ce jeudi, que la France et la Nouvelle-Zélande entretenaient de meilleures relations après la « régression civile » de l'affaire Greenpeace.

L'Australie hausse donc le ton au moment où la Nouvelle-Zélande semble au contraire baisser un peu le sien. M. Dumas sera probablement testé de voir dans l'évolution de l'attitude de M. Lange (il est vrai parti aux brusques variations d'humeur, dans un sens ou dans l'autre) une retombée positive des efforts qu'il a déployés à New-York.

B. B.

Le « 11^e choc »

La dissolution du Centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto était une mesure de réorganisation inévitable. Une unité mise en vedette dans de telles circonstances, et où régnait, de ce fait, un mystère croissant, ne pouvait subsister sous sa forme actuelle.

La disparition décrite en 1962, du 11^e bataillon de choc, aujourd'hui ressuscité, avait au des motifs identiques. Cette unité hautement entraînée et spécialisée, destinée à fournir aux services spéciaux des hommes aptes aux missions dangereuses ou difficiles, avait été créée le 1^{er} septembre 1946. Sous le commandement du capitaine Paul Aussaresses, elle comprenait alors trente-cinq hommes. Pour symbole : Bagheera, le panthère noir du *Livre de la jungle*.

Officiers et soldats étaient issus en général des parachutistes de la France libre, dont beaucoup avaient combattu en France et en Hollande à l'arrière des lignes allemandes. Le 11^e bataillon fut stationné au fort de Montlouis, dans les Pyrénées-Orientales, où la montagne cédait parfois de larges possibilités d'entraînement. En 1948, un ancien chef du maquis, la capitaine Yves Godard, remplaça le capitaine Aussaresses. Après avoir, en 1957, joué un rôle important dans la bataille d'Alger, il devint d'un des piliers du *putsch des généraux* et d'un des dirigeants de l'OAS.

Le « 11^e choc » sera très vite utilisé pour quelques missions à l'Est — c'est le début de la guerre froide — mais surtout en Indochine. Agents secrets, mais d'abord soldats, ses hommes créèrent des groupes de combattants sur les arrières du Vietnam.

Lorsqu'à la guerre d'Indochine succéda le conflit algérien, les commandos du 11^e choc y sont aussitôt envoyés. Avec le 25^e division parachutiste et suivant leurs propres méthodes, ils mènent une guerre très dure. Les

techniques de la « guerre subversive » donnent au 11^e choc, qui compte alors huit cents hommes répartis en « compagnies », un rôle très important. Création de troupes anti-FN, liquidations de cadres, comme à Blidah celle de Si Mohammed, qui avait fait échouer, après une visite à l'Elysée, la tentative de paix des braves » du général de Gaulle.

Si, en 1958, le 11^e choc s'est tenu à l'écart des événements qui amèneront l'arrivée au pouvoir du général, il n'en fut pas de même par la suite. Certains de ses officiers suivirent leurs anciens, participèrent au *putsch* de 1961, d'autres démissionnèrent. Quelques-uns servirent comme « mercenaires » au Katanga, puis dans les divers conflits locaux qui suivirent.

Le pouvoir, au demeurant, préférait voir ces personnages dangereux au fond de l'Afrique. D'autant qu'ils gardaient personnellement des rapports avec les services spéciaux français.

Le 11^e choc, très traumatisé, refuse, comme l'ensemble du SDECE, de participer à la lutte contre l'OAS, mission à l'intérieur qui ne relevait pas des services de « documentation extérieure ». D'autant que ses cadres comptaient beaucoup de commandos et d'anciens de l'organisation subversive. Des officiers gaullistes, comme le colonel Margelin et le capitaine Dabiez, s'efforçaient de rétablir la discipline.

Cependant, le général de Gaulle et M. Pierre Messmer, ministre des armées, qui avaient déjà prononcé la dissolution du 11^e régiment étranger de parachutistes, far de lance du *putsch* de 1961, préférèrent, un an plus tard, faire discrètement disparaître le 11^e choc. Le 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine et le 13^e régiment de dragons parachutistes à Djibouti furent chargés de fournir aux services spéciaux les éléments dont ils pouvaient avoir besoin.

J. P.

LES ENTRAVES A LA LIBERTÉ DE LA PRESSE A BORD DU « GREENPEACE »

Un démenti des autorités françaises

De notre envoyé spécial

Papeete. — Le haut commissaire de la République au Polynésie, a catégoriquement affirmé « qu'il n'avait reçu aucune instruction pour mettre des bâtons dans les roues » à Gamma-Télévision. « Il n'y a aucune prévention à l'encontre de votre mission », a-t-il indiqué à des responsables de la société de télévision qu'il avait invités à sa résidence à Papeete. Après avoir expliqué que Gamma-Télévision s'était heurté aux Marquises à une population et à un maire de Hiva-Oa, M. Guy Raunzy, conseiller du territoire de tendance RPR, qui ne voulaient pas lui louer un bateau pour lui permettre de s'approcher du *Greenpeace*, M. Gérard a rappelé qu'il s'agissait en la circonstance de la non-exécution d'un contrat de droit privé qui ne concernait pas l'administration française. « Aux Marquises, on rencontre un état d'esprit très franchophile de Polynésiens français méfiants et hostiles à *Greenpeace* », a commenté le haut commissaire, en réaffirmant que si cet état d'esprit local pouvait être à l'origine des difficultés de Gamma-Télévision, il n'y avait, de la part de l'administration française, aucune attitude freinante ou perturbante à l'encontre de la presse.

avant son arrivée à Mururoa, attendu pour le samedi 5 octobre.

M. Bernard Gérard, haut commissaire de la République en Polynésie, a catégoriquement affirmé « qu'il n'avait reçu aucune instruction pour mettre des bâtons dans les roues » à Gamma-Télévision. « Il n'y a aucune prévention à l'encontre de votre mission », a-t-il indiqué à des responsables de la société de télévision qu'il avait invités à sa résidence à Papeete. Après avoir expliqué que Gamma-Télévision s'était heurté aux Marquises à une population et à un maire de Hiva-Oa, M. Guy Raunzy, conseiller du territoire de tendance RPR, qui ne voulaient pas lui louer un bateau pour lui permettre de s'approcher du *Greenpeace*, M. Gérard a rappelé qu'il s'agissait en la circonstance de la non-exécution d'un contrat de droit privé qui ne concernait pas l'administration française. « Aux Marquises, on rencontre un état d'esprit très franchophile de Polynésiens français méfiants et hostiles à *Greenpeace* », a commenté le haut commissaire, en réaffirmant que si cet état d'esprit local pouvait être à l'origine des difficultés de Gamma-Télévision, il n'y avait, de la part de l'administration française, aucune attitude freinante ou perturbante à l'encontre de la presse.

« J'applique la loi et rien que la loi », a ajouté M. Gérard. Du matériel de Gamma-Télévision avait été bloqué quelques heures par la douane, et je suis intervenu pour le débloquent. Ce qui prouve ma bonne foi. Gamma-Télévision a été obligé de recourir à des moyens privés de transport. Un avion a été loué. C'est normal, et je n'ai pas cherché à le contrôler du point de vue des services de l'Etat. Quand il s'est agi de louer un bateau aux Marquises, Gamma-Télévision n'a pu trouver de propriétaire privé disposé à faire cette opération. Je n'ai pas à faire pression sur un élu du territoire des Marquises. »

De son côté, le porte-parole de la marine nationale à Tahiti a déclaré que « ni de près ni de loin », le commandement de la marine n'est responsable du fait que Gamma-Télévision n'avait pas réussi à louer un bateau pour son rendez-vous avec *Greenpeace* au large des Marquises.

JACQUES ISNARD.

Toute l'information sur le Renseignement.

Le seul ouvrage en français traitant d'une façon claire et documentée du Renseignement et de l'espionnage sous tous ses aspects y compris la guerre électronique, l'espionnage aérien et maritime et la guerre dans l'espace.

LA GUERRE SECRÈTE MODERNE

Préface du Comte de Marenches, ancien Directeur Général du SDECE. 300 illustrations et 90 cartes et graphiques.



Bordas

PUBLICATION JUDICIAIRE

Un jugement rendu par la 3^e chambre, 1^{re} section du Tribunal de Grande Instance de Paris, en date du 7 novembre 1982 entre :

Monsieur Pierre François DIVIER, Représenté par M^e Dominique L. SUMMA, avocat, et :

La S.A.R.L. EDITIONS DENOËL.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, statuant contradictoirement

Dit que la désignation « ET VOUS » écrite en lettres rouges qui constitue une partie du titre du livre intitulé « Vous Argent et Vous » édité par la société DENOËL constitue la contrefaçon de la marque « ET VOUS » déposée par M. Pierre François DIVIER les 20 septembre et 8 octobre 1979 ;

Fait défense à la société DENOËL d'utiliser à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, la désignation « ET VOUS » seule ou en combinaison avec d'autres signes ;

La condamne à payer à M. DIVIER les sommes de DIX MILLE FRANCS (10 000) et QUATRE MILLE FRANCS (4 000).

Autorise en dernier à faire publier le présent dispositif dans trois journaux de son choix et aux frais de la Société des Editions DENOËL ; en cas de défaut de ces insertions ne pourra excéder DOUZE MILLE FRANCS (12 000).

Déboutte les parties de toute demande plus simple ou contraire ; dit qu'il y a lieu à exécution provisoire ;

Condamne la Société Editions DENOËL aux dépens ; dit que Maître Dominique L. SUMMA, avocat, pourra recouvrer directement ceux dont il a fait l'avance sans avoir reçu provision, conformément aux dispositions de l'article 699 du nouveau code de procédure civile.

Pour extrait.

POLITIQUE

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pons (RPR) : « Les indépendantistes ont une chance à saisir »

« Nous constatons que 60 % de la population s'est prononcée pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République. Nous constatons aussi que 80 % de Mélanésiens ont voté en faveur de l'indépendance. Sur ces deux faits fondamentaux, nous devons construire l'avenir », a déclaré M. Edgar Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions au gouvernement.

Il avait été interrogé par M. Gabriel Kasperet (RPR, Paris). Dans une intervention à son tour, celui-ci avait expliqué : « Nous n'avons pas assisté dimanche à de simples élections régionales, mais à un référendum pour ou contre l'appartenance à la France (...) ». Nous avons gagné ».

M. Kasperet avait aussi affirmé que le découpage électoral effectué par les socialistes était « à faire pâlir d'envie tous les régimes totalitaires présents ou passés ». Aussi, il avait demandé au gouvernement de changer de politique « en attendant une autre consultation par référendum, que nous organiserons dès que nous aurons repris le pouvoir ».

La violence de M. Kasperet ne fut pas partagée par tous les membres de l'opposition. Ainsi M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR, déclara-t-il : « Les indépendantistes, après avoir pendant des mois exercé la terreur, ont une

chance à saisir : la République leur reconnaît la responsabilité de ces trois régions, et nous-mêmes la reconnaissons loyalement. Mais ils sont responsables des minorités qui se sont exprimées. Si par hasard la loi républicaine n'y était pas appliquée, si des personnes étaient menacées, si des attaques étaient portées aux biens, nous, les loyalistes, ne jouerions pas le jeu, et boycotterions les institutions ».

Pour sa part, dans un communiqué, M. Jean-Pierre Soisson, député de l'UDF pour les DOM-TOM, avait expliqué que son mouvement « jouerait le jeu des institutions nouvelles et participerait à la mise en place de la République », « cela dans un esprit de modération, avec la volonté d'un accord entre les deux communautés ».

Il avait toutefois émis des conditions, en demandant au gouvernement que, dans le régime financier qui va être mis en place par ordonnance, « il y ait équilibre entre les territoires et les nouvelles régions ». « Le risque majeur est celui d'une partition, à laquelle nous ne saurions nous associer », avait-il ajouté.

M. Pisani avait, en réponse à une question de M. Robert Le Fol (PS, Seine-et-Marne), répondu par avance en déclarant : « Autant il était nécessaire de souligner la diversité des régions, autant il reste impératif de maintenir l'unité du territoire ».

La rentrée au Sénat

La première séance de la session d'automne aura été courte, mercredi 2 octobre, au Sénat. Elle a duré juste le temps nécessaire aux « communications diverses » et à l'adoption de deux textes.

Le premier concerne une proposition de loi due à l'initiative de M. Jean-Pierre Michel, député socialiste de la Haute-Saône, qui tend à limiter les effets de la « clause pénale » dans les contrats et à laquelle le gouvernement avait attaché une disposition interdisant les organismes de gestion de dettes. Le Monde des 3, 26 et 29 juin). L'ensemble du dispositif, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1986, a été approuvé à l'unanimité, de même qu'un amendement « interprétatif » du gouvernement. Les députés devaient voter définitivement cette proposition ce jeudi.

Le second texte, tirant les conséquences de la décentralisation, prévoit que l'Etat devra assurer les frais de fonctionnement des préfectures et sous-préfectures jusqu'à la fin de la décentralisation (le Monde des 4 et 15 juin). Ce projet avait fait l'objet d'un accord en juillet en commission mixte paritaire. Toutefois, la majorité sénatoriale suivant l'avis « personnel » de son rapporteur, M. André Georges Voina (app. RPR), président du conseil général d'Indre-et-Loire, s'est abstenue ainsi que le groupe communiste. Les socialistes ont été les seuls à voter le texte de compromis modifié à la demande de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, pour faire entrer en vigueur la loi le 1^{er} janvier prochain, et que les députés venaient d'adopter.

Restait ce qui n'avait pas été évoqué dans l'hémicycle, mais qui nourrait les conversations des sénateurs : d'abord, l'affaire

Grosmont. En commission des affaires étrangères et de la défense, son président, M. Jean Lecanuet, a maintenu sa demande d'audition du premier ministre. Le président de l'UDF a informé les commissaires de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Paul Quilès pour que le nouveau ministre de la défense évoque « dans les meilleurs délais » cette affaire ou que, à défaut, il autorise le général Imbot à apporter « les éléments nécessaires à l'information » de la commission. La majorité de cette dernière, favorable à l'opposition, estime que la procédure d'audition est préférable à celle de la désignation d'une commission d'enquête « qui se verrait, selon elle, inévitablement opposer le secret d'Etat que le gouvernement peut invoquer à son gré ».

Les sénateurs parlaient aussi du budget et des responsabilités des groupes de la majorité sénatoriale, qui ont arrêté un programme de réunions pour définir l'attitude qui sera adoptée pour la discussion budgétaire.

A. Ch.

● Le comité central du PCF se réunira le 8 octobre. — M. Roland Leroy, membre du bureau politique du Parti communiste, a indiqué, le mercredi 2 octobre, au cours d'un « point de presse », que le comité central du parti se réunira le 8 octobre pour préparer la conférence nationale des 12 et 13 octobre consacrée aux élections législatives. M. André Lajoie, membre du secrétariat du comité central, présentera le rapport introduisant à cette conférence.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Favoriser la concurrence commerciale ? Chiche !

Les lois du marché sont devenues pour les socialistes des règles de base. « Intéressant, mais insuffisant », répliquait l'opposition. La démonstration en a été donnée une nouvelle fois mercredi 2 octobre, à l'Assemblée, avec la discussion, en première lecture, du projet de loi sur l'amélioration de la concurrence. Le vote n'est conforme à ce qui devient une habitude : les socialistes ont été les seuls à approuver le texte du gouvernement ; RPR, UDF et PC se retrouvent unis dans l'opposition.

Ce projet supprime les contraintes, jugées inutiles, en matière de concurrence, tout en renforçant les conditions de contrôle et de sanctions. Il s'agit, en fait, de déléguer les négociations commerciales : assouplissement de l'interdiction du refus de vente, jugé insuffisant par le RPR et l'UDF ; suppression de l'interdiction des pratiques discriminatoires prévues par la « loi Royer » ; desserrement du contrôle des concentrations (le Monde du 14 juin 1985).

But avoué de ce dispositif : favoriser la concurrence. Contrainte de se battre sur son propre terrain, celui de la délégalisation, l'opposition a dit « chiche », mais a mis la majorité au défi d'aller jusqu'au bout de sa démarche. M. Michel Crépeau, ministre du Commerce et de l'Artisanat, veut simplement moderniser l'ordonnance de 1945 sur les prix, car « elle permet d'éviter que la loi de la liberté ne devienne la loi de la jungle ». Il a beau jeu de rappeler que celle-ci n'a pas été supprimée avant 1981, et même que « le gouvernement de M. Raymond Barre a pris en quatre ans quatre cent soixante et un arrêtés fixant des prix, contre trois cent soixante et un sur la même période pour les gouvernements Mauroy et Fabius ».

« On ne fait pas le grand coup de balai nécessaire », a regretté M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine) en justifiant la question préalable qu'il a déposée pour demander qu'on ne discute pas de ce projet. Une fois encore il a qualifié de « sclérotique » l'ordonnance de 1945 sur les prix. Son « abrogation est un préalable », car, a expliqué le député UDF, elle permet l'intervention de l'Etat dans l'économie, « véritable entrave à la concurrence ». Ce sera là l'essentiel de l'argumentation des orateurs de l'opposition. Pour M. Jean-Paul

Charré (RPR, Loiret), « il faut alléger les charges des entreprises, abroger les ordonnances de 1945, libéraliser les conditions d'embauche ».

La gauche insiste sur le rôle de la concurrence dans la lutte contre l'inflation. « La concurrence est le contrepoids indispensable de la liberté des prix », a caressé M. Crépau, qui a promis la libération des prix industriels « avant la fin de la législature » ; dans les autres secteurs, la disparition du contrôle administratif dépendra de l'état de la concurrence.

Les communistes ont bien compris l'enjeu du débat : ils refusent, par la bouche de M. Paul Mercieca (PC, Val-de-Marne), des mesures qui vont « dans le sens de la dérégulation ». L'Etat « se désaisissant de son pouvoir d'action économique ».

L'Assemblée a adapté de deux amendements qui renforcent les pouvoirs de la commission de la concurrence : le gouvernement aurait préférait que ne figure pas dans un texte législatif son statut d'« autorité administrative indépendante » ; il aurait aussi souhaité n'être pas lié par l'avis de la commission de la concurrence lorsqu'il fixe par arrêté les règles que devront observer les accords de distribution sélective et de distribution exclusive, ce que lui a finalement imposé la majorité de l'Assemblée.

La publicité comparative ne pouvait pas être absente de ce débat, d'autant que, au sein du gouvernement comme au sein du groupe socialiste, on a quelque mal à se faire une opinion définitive sur le sujet. Le projet en discussion ne l'autorise pas. Mais M. Robert Malgras (PS, Moselle), rapporteur de la commission de la production, s'y est montré personnellement favorable, comme M. Pierre Bérégovoy. Le RPR, lui, est « réservé sur la publicité comparative portant sur la qualité des produits et hostile à celle sur les prix ». M. Malgras aimerait autoriser en la réglementant plutôt que de laisser se développer « les campagnes sauvages actuelles ». Bien que le rapporteur ait souligné que la publicité comparative était « inéluctable », les pouvoirs publics ne sont pas encore prêts à trancher le débat.

C. C.

LA PRÉPARATION DE LA PLATE-FORME COMMUNE DE L'OPPOSITION

L'UDF : il faudra dénationaliser et délégaliser

La rencontre RPR-UDF de préparation des élections législatives qui devait avoir lieu mercredi 2 octobre a été reportée à la semaine prochaine à la demande de l'UDF, qui a invoqué le fait qu'elle n'avait pu organiser de son côté une réunion préparatoire en raison de la rentrée parlementaire. L'ensemble des députés opposés ayant été examinés au cours des précédentes rencontres, les négociations entre le RPR et l'UDF devraient véritablement s'engager le 9 octobre et aboutir à la publication des listes et chefs de file au plus tard avant le comité central du RPR du 19 octobre.

Les délégations du RPR et de l'UDF chargées de préparer la plateforme commune de gouvernement devraient, de leur côté, se retrouver pour la troisième fois ce jeudi 3 octobre. Après avoir distingué les thèmes qui allaient être traités dans la plateforme (défense nationale, sécurité, audiovisuel et communication, immigration, éducation, culture, redressement économique et social, famille, logement, politique étrangère, décentralisation, institutions, Etat et libertés), les deux délégations sont convenues de travailler en « binômes » pour arriver sur chaque sujet à une synthèse de quelques pages. Une première rédaction commune devrait être adoptée ce jeudi, et l'ensemble de la plateforme être prêt pour la fin du mois.

L'UDF, par la voix de M. Paul Mentré, vice-président des Clubs Perspectives et Réalités, a présenté le 1^{er} octobre son propre rapport sur « les conditions du redressement économique ». Elle présentera vendredi ses propositions en matière d'éducation.

Dans son rapport économique, les thèmes libéraux à la mode trouvent leur compte : « Il s'agit de désengorger l'Etat des activités de production au profit de l'initiative privée, de rendre à l'entreprise sa pleine autonomie, de renforcer la liberté de choix des consommateurs, de récompenser l'effort, de favoriser l'épanouissement de l'autonomie individuelle ».

Dénationalisation et délégalisation seront donc mises en œuvre si l'UDF vient au pouvoir. La dénationalisation s'appliquera « à l'ensem-

ble du secteur de l'information et des moyens de communications à l'ensemble du secteur des banques et des assurances et aux entreprises industrielles du secteur concurrentiel ». Même si M. Mentré reconnaît que, une fois le principe acquis, les opérations devront s'étaler dans le temps et admet que Renault ne sera pas en cause lors de la prochaine législature.

Quant à la délégalisation, elle touchera tous les secteurs : les prix, par l'abrogation des ordonnances de 1945, les changes, par une « première étape » de démantèlement du contrôle sur les actions courantes et les entreprises, l'emploi, pour plus de flexibilité par le jeu des seuils et des travaux d'utilité privée mais sans remise en cause fondamentale du SMIC).

Dans le même temps seront supprimés les monopoles dans les secteurs de l'énergie (loi de 1928, Association technique de l'importation charbonnière), des télécommunications, des transports (dans ce dernier cas, par mise en concurrence du rail, de la route et de l'air). Enfin, la loi Quillier sera abolie.

A noter aussi que le projet prévoit au sein du gouvernement le crédit mais de rendre autonome la Banque de France.

Enfin, en matière budgétaire et fiscale, l'UDF, qui se veut « flexible », se situe à mi-chemin entre M. Barre et le RPR, cherchant à consacrer les économies de dépenses pour partie à l'allègement fiscal et pour partie à la réduction des déficits publics.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin, 2 octobre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX

(Lire le Monde du 3 octobre.)

REFORME DE LA PROCEDURE D'INSTRUCTION

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant réforme de la procédure d'instruction.

A l'heure actuelle, le juge d'instruction assure simultanément une fonction d'investigation, dans la mesure où il lui appartient de rechercher la vérité, et une fonction de jugement, puisqu'il n'a le pouvoir de rendre des décisions essentielles pour les libertés individuelles. Il exerce seul ces deux grandes fonctions.

Ce système est, à l'expérience, source de difficultés, et il est apparu qu'une réforme profonde était nécessaire. Le projet propose d'instituer une chambre d'instruction composée de trois magistrats du siège, dont au moins deux juges d'instruction.

Au sein de cette chambre, toute affaire sera instruite par un juge délégué qui conduira l'information et tiendra ses collègues informés de son déroulement. Pour les affaires les plus difficiles, le dossier pourra être confié à plusieurs juges d'instruction. La procédure y gagnera en rapidité et en efficacité.

Les décisions essentielles seront prises par la chambre d'instruction statuant en collégialité. Il en ira notamment ainsi pour les ordonnances refusant d'ouvrir une instruction ou d'effectuer une constitution de partie civile, ainsi que pour les ordonnances de non-lieu ou de renvoi devant le tribunal correctionnel. De même, toutes les décisions concernant la détention provisoire bénéficieront de la garantie de la collégialité.

Le débat contradictoire de placement en détention, instauré devant le juge par la loi du 9 juillet 1984, est maintenu dans son principe et sera transposé devant la chambre d'instruction.

Indépendamment de ses attributions juridictionnelles, la chambre sera chargée de veiller au bon déroulement des informations. Elle pourra être saisie de toute difficulté par le juge d'instruction, et les avocats bénéficieront, à certains moments de la procédure, du droit de la saisir de leurs observations.

Ce projet améliorera le fonctionnement de l'instruction en même temps qu'il accroîtra les garanties des justiciables. Il s'accompagnera de la suppression de la procédure d'instruction existant dans les tribunaux de première instance, qui est en cours d'élaboration.

SIMPLIFICATIONS EN MATIERE D'URBANISME

Le ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant simplifications administratives en matière d'urbanisme dont le gouvernement avait adopté le principe le 28 août dernier. Ce projet prévoit d'apporter à la législation existante trois séries de modifications :

1. — Les travaux d'importance limitée, dont la liste sera fixée par décret en Conseil d'Etat, seront désormais soumis à un simple régime de déclaration, qui remplacera le permis de construire. Un mois après sa déclaration, ou deux mois dans un espace protégé, l'usage pourra réaliser ses travaux si l'autorité publique (mairie ou commissaire de la République selon les cas) ne s'y est pas opposée.

2. — Les règles d'urbanisme des lotissements de plus de dix ans seront remplacées par les règles du plan d'occupation des sols approuvé. Ce remplacement sera automatique et permettra d'éviter qu'un même terrain reste assés à deux réglementations différentes.

3. — Les garanties offertes aux propriétaires des terrains réservés pour des équipements publics dans les plans d'occupation des sols seront améliorées. Le propriétaire pourra exiger l'acquisition de la totalité du terrain lorsqu'une réservation partielle le rendrait inutilisable.

CESSATION D'ACTIVITE DES FONCTIONNAIRES

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives a présenté au conseil des ministres un projet de loi visant à prager jusqu'au 31 décembre 1986 le dispositif de cessation progressive d'activité créé par les ordonnances du 31 mars 1982 et déjà prorogé par les lois des 3 janvier et 30 novembre 1984.

Cette mesure concerne les fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, ainsi que les agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, dès lors qu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans. Elle leur permet d'exercer leur activité à mi-temps, tout en percevant, entre les rémunérations allouées aux agents de même grade travaillant à temps partiel, une indemnité égale à 30 % du traitement indiciaire à temps plein correspondant.

Environ vingt mille fonctionnaires de l'Etat ont déjà bénéficié de cette mesure. En prolongeant sa durée d'application, le gouvernement marque sa volonté d'encourager les formules souples d'aménagement du temps de travail.

TELEVISIONS LOCALES PRIVEES

(Voir page 22.)

ENSEIGNANTS ASSOCIES REFUGIES

Le secrétaire d'Etat chargé des universités a présenté au conseil des

ministres un projet de loi relatif aux enseignants associés réfugiés.

Conformément à la tradition d'accueil de notre pays, ces enseignants qui ne peuvent regagner sans risques leur pays d'origine, seront admis à poursuivre l'exercice de l'activité qui permet leur présence dans la communauté universitaire française.

La règle limitant à deux ans, renouvelable une fois par an, la durée des fonctions d'enseignant associé ne leur sera donc pas applicable.

POLITIQUE DE COOPERATION

Le ministre délégué chargé de la coopération et du développement a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant simplifications en matière de la politique française de coopération et de développement.

1) Depuis 1981, l'engagement en faveur du tiers-monde est une priorité de la France, qui, dans ce domaine, se situe désormais, de façon nette, au premier rang des grands pays industrialisés. Il s'est traduit par un effort d'aide publique au développement (hors DOM-TOM), qui est passé de 10 milliards de francs en 1980 à plus de 23 milliards en 1984, soit de 0,36 % à 0,52 % du produit national brut.

Dans le cadre de cet effort global, l'aide aux pays les moins avancés a fortement augmenté, passant de 0,09 % du PNB, en 1980, à 0,15 %, en 1984, soit avec une année d'avance par rapport aux engagements souscrits à la conférence de Paris de septembre 1981.

Pour les deux tiers de notre aide bilatérale sont concernés au continent africain, l'Angola et le Mozambique bénéficient désormais des crédits du fonds d'aide et de coopération.

Un effort particulier a été réalisé afin de répondre plus efficacement aux besoins des pays bénéficiaires, notamment les pays africains confrontés à une sécheresse et à une famine sans précédent.

Cette action bilatérale s'est accompagnée d'un renforcement de notre engagement dans le système multilatéral. La France a joué un rôle moteur dans la négociation de la troisième convention de Lomé et la constitution du fonds spécial Afrique de la Banque mondiale.

2) Déterminé à maintenir l'engagement de la France en faveur des pays en voie de développement, le gouvernement a retenu les orientations suivantes :

— notre effort d'aide au développement sera poursuivi. En 1985, il devrait atteindre 0,55 % du PNB. Il continuera de s'accroître en 1986 et au-delà ;

— une attention particulière sera portée à la qualité de notre aide autant qu'à son volume. La rénovation de notre politique de sélection, d'accueil et de formation des étudiants et stagiaires étrangers en France sera poursuivie ;

— l'effort dans le domaine de la recherche sera poursuivi et intensifié afin de trouver des réponses aux nouveaux défis du développement ;

— la mobilisation de nouveaux acteurs en faveur de la coopération par projets. En particulier, une association accrue de la jeunesse sera recherchée en diversifiant les possibilités, de départ en coopération, notamment pour les volontaires féminins du service actif national, les agriculteurs, les jeunes volontaires participant à des projets de coopération décentralisée et, en liaison avec la RFA, les volontaires européens du développement.

Une semaine du développement sera organisée à compter du 15 octobre. Elle comprendra la Journée mondiale de l'alimentation, la rencontre nationale d'action pour le développement et la sensibilisation décentralisée à l'UNESCO et se prolongera jusqu'à la journée du tiers-monde à l'école.

MESURES

D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Serge Berthelmy est nommé président du conseil d'administration des sociétés du groupe d'assurances générales françaises.

[Né le 25 mars 1929 à Villeneuve (Seine-Saint-Denis), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, administrateur civil au ministère des finances, M. Serge Berthelmy a fait toute sa carrière de chef de bureau à chef de service, avant d'être nommé trésorier-payeur général de Val-de-Marne, en janvier 1978. Sympathisant socialiste, il remplace, en juillet 1982, M. Bernard Barre, ancien collaborateur de M. Giscard d'Estaing, comme directeur des assurances pour laisser sa place, au printemps 1983, à M. Benoit Jolivet, chef de service au Trésor. On retrouvera M. Berthelmy sous la signature d'un établissement sur lequel il avait précédemment exercé la fonction de directeur de la fonction publique. Son prédécesseur à la Mutuelle générale française était M. Robert Berta, ancien directeur général des impôts, touché par la limite d'âge. — F.R.]

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Dominique Le Vert, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat.

Sur proposition du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, M. Rodolphe Greff, ingénieur en chef des mines, est nommé président du directeur de l'Entreprise minière et chimique.

Sur proposition du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, M. Serge Vallemont, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé directeur du personnel du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports.

Sur proposition du ministre délégué à la jeunesse et aux sports, M. Michel Astary, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé délégué interministériel pour les candidatures françaises aux Jeux olympiques de 1992.

ENDETTEMENT ET DEMOCRATIE EN AMERIQUE LATINE

LE MONDE diplomatique

NUMERO D'OCTOBRE EN VENTE PARTOUT

GESTIONNAIRE D'ENTREPRISE
(avec apport d'information)

Stage rémunéré de 8 mois se déroulant selon le principe de l'alternance à :

— RUNGIS (94) du 18 octobre 1985 au 25 juin 1986

Conditions d'admission : 21 ans minimum, diplôme O.M. niveau BAC, 1 année d'expérience professionnelle exigée. Sanction des études : Titre homologué par l'Etat (TOGE), niveau III (équivalent BAC + 2).

Pour recrutement immédiat, téléphonez à M. LE DEZ
687.24.05
3, rue du Caducée, BP 368,
94154 RUNGIS CEDEX

IFOCO
PREPARE VOTRE AVENIR

ECOLE NORMALE DE YOGA
Formation de professeurs diplômés
L'inscription peut avoir lieu à tout moment de l'année

Formation Continue Déclarée
sous le n° 11.92.00.52.792

Renseignements : 2, rue Gambetta 92100 Boulogne
Tél. : 605-07-25

Conservatoire National des Arts et Métiers
Formation continue

Quel que soit votre niveau, le CNAM vous propose dans le cadre de la formation continue :

— STAGES DE REMISE A NIVEAU ET D'ACQUISITION DES CONNAISSANCES

- mathématiques, physique, chimie
- expression écrite et orale, anglais

— SEMINAIRES D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES

- étude des matériaux industriels - contrôle et qualité
- énergétique - informatique - métrologie - instrumentation - droit

— DIPLOMES DU CNAM

- comptabilité et gestion des entreprises - psychologie du travail
- formation de formateurs - ergonomie - organisation

— NOUVEAUX STAGES

- sciences nucléaires - administration et gestion du personnel
- formation des représentants aux CHSCT

Des stages sur mesure peuvent être organisés à la demande des entreprises.

Pour recevoir notre documentation, contactez :

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
Service de la Formation Continue
292 rue Saint-Martin 75141 Paris Cedex 03
Tél. : 274.40.50

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES

Débutants à élèves avancés. Cours longs et courts
Nous nous occupons de l'hébergement

Sels College
Londres

Agréé par le British Council

64-65 Long Acre, London WC2E 9JH (Angleterre)
Tél. : (44) 1-240 2581, Téléc. : 268312 Westcom Selscol

6 A 9 ETUDIANTS PAR CLASSE COURS INDIVIDUELS

Le bac, c'est dans la poche. Et maintenant, quelle direction choisir ?

Pensez à une spécialisation de Technicien de Maintenance en bureautique, informatique, robotique, qui répond à un besoin pressant du monde industriel.

Un métier d'avenir demandant :

- des connaissances techniques très pointues,
- une aptitude à la négociation,
- des capacités d'analyse dans les nouvelles technologies électroniques (micro-informatique, bureautique, robotique).

Comment acquérir cette triple compétence ?

Par une formation Pigier en étroite collaboration avec Sirtes-Renault Automation.

Formation assurée par :

- des ingénieurs de Sirtes-Renault Automation pour la partie électronique et robotique,
- des professeurs de Pigier pour la partie informatique, bureautique et technique de vente.

Les travaux pratiques, partie intégrante des cours théoriques, s'appuient sur un matériel conçu par Sirtes-Renault Automation.

Une formation complète pour une spécialisation qui débouche sur l'emploi.

PIGIER informatique
53, rue de Rivoli - 75001 PARIS - Tél. : (1) 233.44.88

SE FORMER POUR CRÉER

Est-il nécessaire, pour créer son entreprise, de suivre une formation adaptée ? A l'évidence, les avis sont partagés alors que ce marché, pour les organismes de formation, se développe aussi vite que la mode de la création d'entreprise se répand. Y sont opposés ceux qui ne jugent pas indispensable de céder à l'esprit de l'époque.

Pour eux, les individus possèdent, ou non, les qualités innées qui font le chef d'entreprise sans qu'il soit nécessaire d'apprendre. Ils auraient même tendance à affirmer que les bons dossiers et tous les documents possibles existent, sans qu'il soit besoin de perdre son temps dans un stage. Quand on crée, observent-ils, on a autre chose à faire que de suivre des cours et,

LE PARI DES FORMATEURS

Amener le candidat à évaluer ses chances

L'ENVIRONNEMENT économique et social a modifié l'attitude de tous à l'égard de la création d'entreprise. « Il est certain, rappelle M. Patrick Sibille, un pionnier de la formation pour les futurs créateurs, que nous touchons une autre population, différente de celle qui était traditionnellement portée à monter sa propre affaire. » En quelques années, on a assisté à une évolution, de ce point de vue. « L'effet de mode, l'air du temps, la nécessité aussi ont amené certaines personnes à percevoir différemment la création d'entreprise », observe ce spécialiste, qui partage son temps entre le CESI (Centre d'études supérieures industrielles), à Lyon, et l'ANCE (Agence nationale pour les créations d'entreprises), à Paris. « On constate une modification de l'image culturelle de l'entreprise », affirme-t-il, les créateurs d'aujourd'hui se souciant d'avoir « une démarche d'entreprise » autant que de réaliser du profit.

A public nouveau, méthodes nouvelles, a très vite répondu le CESI de Lyon, qui, dès 1977, réalisait ses premiers stages pour la formation des créateurs et déjà avec quelques réussites. 700 créateurs sont passés par ces stages et ont depuis embauché 2 800 personnes ; 200 stagiaires par an, désormais, suivent leur exemple. Rapidement, aussi, l'organisme paritaire de formation s'est forgé une conviction : pour créer des emplois, aider la production nationale et ouvrir de nouveaux créneaux, il ne suffit pas d'attendre bêtement la venue naturelle d'une génération spontanée de chefs d'entreprise. Il faut dynamiser le courant, aller au-devant, souvent innover, et par conséquent, admettre que le mouvement, pour prendre corps, doit être accompagné d'actions spécifiques.

« Mais, attention, préviennent encore les responsables lyonnais du CESI, et en particulier M. Jean-Marc Libois qui a succédé aux pionniers, il n'est pas question pour nous de nous placer en censeur de leur projet et encore moins de nous comporter en juré. » A ce stade, le formateur ne se départe pas de sa réserve. Il laisse le créateur découvrir par lui-même, se contentant de lui donner les moyens. « L'idéal serait que chacun parvienne à une auto-évaluation », commente M. Sibille, seahant d'expérience que « nul ne peut transmettre le vécu, la subtilité de l'entrepreneur, l'agressivité du banquier, tout cet apprentissage du

comportement qui est le plus difficile à faire passer... »

Vu de l'ANCE, 10 % seulement des créateurs ont suivi une formation adaptée et on y estime que, dès lors qu'il y a changement dans l'attitude des futurs créateurs, il y a nécessité de favoriser l'apprentissage pour cet acte essentiel. « Il y a d'ailleurs peu de mauvaises formations sur le marché », affirme M. Sibille.

Reproduire un modèle

De fait, les futurs créateurs présentent toujours les mêmes profils, on presque, et souffrent des mêmes défauts. En général, il s'agit de professionnels, spécialisés dans un métier où ils exercent des fonctions techniques. Pour la plupart, ils n'ont aucune idée d'un prix de revient, et n'ont pas de compétences en matière commerciale. Grands techniciens, ils ont tendance à vouloir se doter d'un outil de production avec la volonté de reproduire un modèle qu'ils maîtrisent parfaitement. Les études de marché, la stratégie de marketing et les comptes prévisionnels, par exemple, ils ne connaissent pas. Tout l'art consiste à leur en faire prendre conscience sans les brusquer alors qu'ils ont tendance à se réfugier dans les détails sécurisants, comme les aspects juridiques de la constitution d'une société, la définition d'un statut, la chasse aux aides ou l'apprentissage de la comptabilité vue à travers des obligations fiscales.

Toutefois, et malgré toute leur prudence, justifiée, les formateurs de créateurs sont tentés par l'intrusion dans un dernier domaine qui ressemblerait au troisième étage de la fusée, celui du suivi et de l'accompagnement. Avec toutes les réserves nécessaires, ils aimeraient pouvoir aider ou soutenir les créateurs dans leurs premiers pas, comme si l'obligation de neutralité les empêchait d'être des acteurs complets. Ainsi, dans la micro-région de la Mathey-sine, près de La Mure (Isère), où il conduit un projet ambitieux de développement local, M. Patrick Sibille s'est-il accepté de prendre des risques inhabituels. La formation intégrée dans des actions successives d'une durée relativement longue (un an) l'a amené à développer un programme qui assure une plus grande continuité entre l'idée et sa réalisation. Il y entre maintenant une forme de tutorat mais, avoue-t-il, comme pour s'excuser de son intervention, « il s'agit là de créations d'entreprises pour la survie économique d'une zone donnée ». Par ailleurs, et en Lorraine cette fois, M. Bernard Seguin se fait l'ardent défenseur d'un programme en trois étapes où le formateur s'appuie sur une convention d'entreprises, appelée « chartreuse », dans laquelle les calculs en mètres carrés/an stagiaires remplacent les actuelles annuaires d'heures/an stagiaires. Ce qui revient à dire que, au contact d'une réalité difficile, pour la création d'entreprises, les organismes de formation sont à leur tour amenés à instaurer d'autres règles plus efficaces et moins orthodoxes.

ALAIN LEBEAUCHE

« Difficile de transmettre le vécu »

D'emblée, la formation figure parmi ces moyens. Mais, souligne-t-on au CESI, encore convient-il de s'entourer de précautions. Ainsi, un premier stage d'une semaine (quarante heures), dit d'orientation à la création d'entreprise, mis sur pied en 1982 à la demande des ASSÉD-IC, ne vise, edmet aisément M. Bernard Seguin, devenu responsable du CESI de Nancy, qu'à « éveiller les velléités » par son caractère dissuasif. « La formation peut jouer un rôle éclairant », assure, plus conciliant, M. Sibille, pour qui cette session courte, soit permet « un déglacage de l'idée », soit fonctionne comme « un crible ». Un tiers des candidats à la création abandonne, à cette occasion, découvrant qu'ils ne disposent pas

Les créateurs visent le haut

RÉUNIS le temps d'un repas chez l'un d'entre eux, le chef cuisinier Jean-Claude Poquet, installé depuis un an dans un quartier populaire de Lyon, les créateurs d'entreprise formés par le CESI de Lyon présentent quelques caractéristiques communes, malgré la diversité des métiers exercés.

Par exemple, quatre sur cinq tablent ouvertement sur le « créneau » du luxe ou du haut-de-gamme, seul capable d'asseoir rapidement leur notoriété et de leur permettre de gagner leur pari à moindre risque.

Passé encore qu'un jeune chef joue cette carte, traditionnelle pour qui veut gagner des étoiles dans la galaxie de la gastronomie lyonnaise. Après tout, avec ou sans le stage qui a permis à sa gestionnaire de femme de « maîtriser tous les indicateurs du tableau de bord », Jean-Claude Poquet possède déjà beaucoup d'étouts. Comme les plus doués, il a appris son métier auprès des plus grands, dans tous ces endroits où les bonnes cartes comptent. Un jour ou l'autre, il aurait sauté le pas. Mais les autres convives, revis de leurs réalisations antérieures, toutes récentes, pouvaient-ils nourrir d'aussi beaux espoirs ?

Divorcée, douloureusement accidentée, Marie-Odile de Dreville, qui a créé, la trentaine à peine passée, sa propre marque de produits de luxe, Marie D'y, n'avait assurément pas les mêmes chances. A force de confiance en soi, elle s'est lancée. Depuis la fin de 1983, elle commercialise une sélection d'articles gastronomiques de haut de gamme vendus à domicile - c'était là l'originalité de son projet - par sa propre société de distribution, Style et raffinement. Inépuisable, Marie-Odile de Dreville ne cesse de se battre pour imposer son image. « Je savais que j'avais une âme de patron », proclame-t-elle pour expliquer son culte que la formation reçue n'a fait que développer. A présent, les rêves deviennent réalité, elle se fixe de nouveaux objectifs, comme de créer une nou-

velle société pour fournir des repas à thème. Elle s'apprête à passer à la fabrication de certains de ses produits et imagine déjà de conquérir l'Amérique.

Antillais, bordelais, Joël Biron, trente-deux ans, peintre décorateur et architecte d'intérieur, avait, lui, une démonstration à faire quand il est arrivé à Lyon et qu'il a découvert le CESI. A Abidjan, où il s'était installé pendant dix ans, il n'avait plus rien à prouver. Il travaillait et pour un microcosme et avait l'impression de tourner en rond. S'attaquer au marché lyonnais, où il n'était pas connu, constituait un défi. Il voulait se mesurer, voir s'il était capable de s'intégrer dans un nouvel univers professionnel, et, pour cela, la formation était indispensable.

« Si je veux y arriver... »

Dix-huit mois plus tard, Joël Biron a le sentiment d'avoir trouvé sa place, là encore en visant le haut-de-gamme. Spécialiste de la peinture laquée, il a trouvé des chantiers dans le clientèle la plus fortunée, et il aborde maintenant la deuxième phase, la décoration avec des réalisations coûteuses. « Si je veux y arriver, confie-t-il, je ne dois pas accepter de petites commandes. »

Le même stratagème semble devoir résulter à un troisième ancien stagiaire, Yves Jaeger, vingt-sept ans, dans des conditions encore plus étonnantes. Originaire de Lille, dans la banlieue lyonnaise, ce garçon est parvenu à faire un métier de sa passion, les moteurs d'automobile. En parcourant devant « les belles italiennes » il est devenu, il y a près de quatre mois, le quatrième « électro-carburateur » de l'agglomération, entendez mettre au point. Son marché ? « Le marché des véhicules consommant 30 % de trop », et l'AFME lui a accordé une subvention pour effectuer des réglages permettant des économies d'énergie. Bientôt, il espère pouvoir travailler sur les voitures de luxe, et, déjà, il remet en état les installations électriques de véhicules de collection.

A. Le.

LA NOUVELLE ÉCOLE PRIMAIRE

Les nouveaux programmes au banc d'essai. L'opinion des instituteurs

L'Éducation

Le Monde

NUMÉRO D'OCTOBRE

EN VENTE PARTOUT

إعدادات الأمل

هناك انا الى صلا

PERMANENTE

SON ENTREPRISE

d'ailleurs, la passivité serait en elle-même un mauvais signe. Une autre école prétend, elle, que la formation correspond au type d'entreprise qui se crée maintenant, ainsi qu'à la population nouvelle qui est tentée par cette aventure. Ces nouveaux créateurs ne déclarent pas seuls les pièges. Ils auraient besoin d'appui, de connaissances supplémentaires. Malgré leur diver-

gence, les deux jugements coïncident pour estimer que le formateur ne doit pas outrepasser sa fonction. Il doit faciliter l'auto-évaluation du candidat. Il ne peut en aucun cas se substituer à lui pour le conseiller. Pourtant, cette tentation-là est également forte, et les formateurs, à l'occasion de telle ou telle opération, assurent un suivi. Bref, deviennent partie prenante.

LA PRUDENCE DE L'APEC

Laisser les cadres maîtres de leurs choix

ETRE cadre demandeur d'emploi et vouloir créer son entreprise ? Contrairement à ce que pourraient laisser croire les chiffres absolus, qui comptabilisent les aides aux chômeurs créateurs d'entreprise, le cas est fréquent, proportionnellement. Mais encore faut-il se méfier des approximations : ceux qui sont tentés par l'aventure viennent le plus souvent de la production, ou, mieux encore, connaissent bien la fonction commerciale. Quant à ceux qui ont exercé leurs talents dans la comptabilité ou détiennent des responsabilités financières, ils sont pour le moins réservés. S'il faut établir un portrait-robot des candidats à cette expérience généralement redoutée, on trouverait une population plus jeune que la moyenne et pas en situation de réelle difficulté dans sa recherche d'un emploi. La plupart du temps, les futurs cadres créateurs d'entreprise sont encore en préavis ou au début de leur période d'indemnisation. Plutôt de formation supérieure, ils possèdent un bagage plus important que la moyenne, ont un salaire plus élevé, et sont issus de postes de direction.

A l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), où on les connaît bien, on a tendance à affirmer que ces futurs chefs d'entreprise ne succombent pas à l'effet d'une mode. « Il y a encore dix ans, explique M. Jean-Paul Meire, responsable de la cellule création d'entreprise, on aurait dit des mêmes qu'ils se mettaient à leur compte ou qu'ils montaient leur propre affaire. » Au-delà des discussions sur une terminologie discutable à bien des égards, il y a la certitude que ces cadres-là, de toute manière, auraient pris leur envol et ne ressembleraient en rien aux créateurs d'entreprise dont on parle tellement aujourd'hui.

Un solitaire

Pour la même raison, très certainement, on juge avec sévérité, à l'APEC, les stages de formation concoctés pour les « créateurs » par opposition aux décideurs, capables, naturellement, de prendre seuls des risques. « Rien ne se substitue à la vraie motivation », dit-on, et si, même pas les séances prévues pour ceux qui ne sont pas encore assurés de leurs choix.

Les reproches visent en priorité les stages dits de sensibilisation, organisés sur une dizaine de jours, qui s'adressent à des gens qui n'ont « qu'une vague idée » de ce qu'ils veulent faire. « On a vérifié même pas la validité du projet, regrette M. Meire, on ne fournit ni moyens ni aides. » La formation, dépense d'effort, « aucun coup de main », et, pourtant, déplore-t-il, « ça se vend bien », « ça se développe ». « Les quatre cinquièmes de ces stages existent depuis six ou sept ans », observe M. Meire, inquiet d'avoir à constater qu'ils ne servent à rien, même s'il détecte depuis peu un déplacement « vers le suivi du pro-

jet lui-même avec un crédit d'heures » et une tentative afin de « désigner les terrains pour passer de l'idée à sa réalisation ».

Plus sérieux et plus efficaces, aux yeux de l'APEC, sont les stages dits « de suivi et d'accompagnement », justement. D'une durée plus longue, ils sont destinés à ceux qui « ont déjà un projet prêt à décoller » et garantissent « une assistance pour

leurs « produits » sont ainsi proposés.

Il s'agit, pour commencer, d'une demi-journée d'information sur le dispositif d'aide d'Etat, à destination des cadres volontaires. Ensuite, à l'occasion d'une séance d'une journée, il est proposé aux postulants de réfléchir sur leur projet en leur livrant un inventaire des questions que tout créateur doit se poser. « On

cent candidats qui, chaque mois, ont recours à l'ensemble de ces trois formules, auxquelles il convient désormais d'ajouter une quatrième proposition encore expérimentale.

« Nous nous sommes aperçus que des cadres recherchent des opportunités, pour reprendre une entreprise par exemple, et que des sociétés, dans le même temps, souhaitent être mises en rapport avec de tels postulants », raconte M. Meire pour justifier l'existence, toute récente, d'une bourse pour la mise en relation de ces offres et demandes. « Au début, nous ne voulions pas faire cela », reconnaît-il, mais la pression était trop forte pour qu'il soit possible de s'y opposer, et d'ailleurs l'APEC a vite compris que son statut l'amenait à accompagner un mouvement irrésistible. « Chaque année, deux mille entreprises sont à reprendre, rappelle M. Meire, et les perspectives sont bonnes pour les cadres. »

« Convaincus mais dépassés »

La encore, l'APEC s'est entourée de toutes les précautions. De part et d'autre, par le biais de l'information, les diffuseurs d'une annonce restent responsables de leur choix, et il n'est pas question pour l'APEC de faire connaître ses préférences. « A 40 %, l'homme détermine la valeur d'un projet, ajoute-t-on, et, passé le moment de prise de conscience de ce facteur essentiel, nous nous refusons à intervenir en aval, au contraire de certains organismes. »

Toutefois, surpris par le succès et l'intensité de l'opération à laquelle l'APEC s'est prêtée, les responsables de la formule, « convaincus mais dépassés », « submergés » même, ont dû aller de plus en plus loin. Actuellement, ils traitent avec Esso pour fournir à la société d'exploitation d'une centaine de grosses stations-service les gérants qui seront capables d'y intégrer des supérettes pour le commerce d'alimentation. Ce sont là des possibilités qui ne se refusent pas, même si, toujours avec prudence, on tient à rappeler que l'organisme ne fait que jouer le rôle d'entremetteur.

A. Le.



guider les premiers pas ». Leur prototype serait le stage réalisé par le CFC-CESA de Jouy-en-Josas, qui, à raison de trois journées par mois, s'étend sur dix ou onze mois. On y obtiendrait de très bons résultats, démontre par « la faisabilité des entreprises créées », égale à 80 %, et par le nombre d'emplois générés. Un handicap, cependant : la sélection des stagiaires y est très sévère, compensée il est vrai par les encouragements prodigués aux heureux élus, regroupés dans les clubs Faire, car, note-t-on à l'APEC, « le créateur est aussi un solitaire qui vit mal sa solitude ».

Entre ces deux extrêmes, le stage court et le stage long, il n'existe rien ou presque à part une troisième voie qui amène les futurs créateurs à suivre des « stages de contenu », où ils pourront recevoir une formation complémentaire, indispensable à la conduite de leur projet. « Il faudrait imaginer des formations modulaires », estime M. Meire, en notant que les futurs créateurs expriment le besoin d'autres connaissances, hors de leurs points d'appui. Mais, là encore, on se heurte à l'attitude du candidat, poussé par un besoin d'autonomie, qui ne résiste pas au désir de passer à l'acte rapidement. Tenu qu'il est par une fringale, il ne craint pas de brûler les étapes, quitte à faire l'impasse sur des manques que, pourtant, il devine.

Que faire dans ces conditions pour aider réellement le cadre ? Après avoir beaucoup hésité, l'APEC a accepté de créer un environnement favorable à la création d'entreprise par génération spontanée. Ainsi M. Jean-Paul Meire a-t-il admis qu'il était temps de trouver une autre voie, expérimentée en Ile-de-France actuellement. Trois nou-

leur demande de pratiquer une auto-évaluation », explique M. Meire. « Ensuite, on leur fournit la méthodologie pour présenter leur idée, sachant qu'ils auront besoin de communiquer leur projet dans ce qu'ils vont entreprendre », souligne-t-il, en comparant cette démarche avec les recommandations valables pour une recherche d'emploi. Après, seulement, il est possible pour l'APEC d'offrir les conseils individualisés sur des problèmes plus particuliers, lors d'un rendez-vous. Mais, tient à préciser M. Meire, « nous n'intervenons qu'en amont. Nous aidons à la prise de décision ou nous tentons un rappel aux réalités sans jamais nous immiscer, dans les choix ou vouloir modifier les objectifs d'orientation ».

C'est peut-être là une difficulté au soutien apporté au cadre, mais il ne peut être question de se substituer au créateur dans ses décisions, ne serait-ce que pour ne pas porter la responsabilité d'un échec ou d'un regret. Malgré tout, l'APEC compte

Formation Professionnelle d'Analyse-Programmeur en 7 mois = 1000 h.

sur : Olivetti M 24, Biscan PC, Micral BM PC et Bull Micral - sans système IBM et Sperry Univac

Niveau requis : Bac et assimilé Assistance ou placement (propositions d'embauche permanente sous réserve de réussite et de mobilité géographique)

CRÉDIT ÉTUDIANT 100 %

CENTRE AGRÉÉ PAR ERICSSON

Centre International d'Études et de Formation Professionnelle en Informatique

11, rue de la Gare, 94230 CACHAN

Métro : Arcueil-Cochin - 10' des Halles

Tél. : (1) 740.12.22

IF.A.C.

Association nationale au service des collectivités locales, propose :

- Une FORMATION PROFESSIONNELLE de techniciens de l'animation socio-éducative et culturelle ;

- Durée : 10 mois. Cette formation est gratuite et rémunérée par la F.P.A. ;

- Profil souhaité : B.A.C. + expérience.

Pour tous renseignements :

IF.A.C.

97, avenue de Verdun

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

(1) 736-94-88

4 vidéos

• LOIS AUROUX

• PLANIFICATION

• DÉCENTRALISATION

Polynôme

27, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

Tél. : 221-47-67

508-88-30

5 VISIONS MEXICAINES

FRÉDÉRIC LIZARD - ROM - SIBIANI - TILLOU

25 septembre - 26 octobre 1985

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

28, bd Raspail - 75007 Paris

Tél. : 549-16-26

Entrée libre



Décollez en anglais allemand espagnol italien.

EUROCENTRES

FORMATION DANS BUT LINGUISTIQUE

13 G. PASSAGE DAUPHINE 75008 PARIS

TELEPHONE 325.81.40.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

292, rue Saint-Martin - 75141 Paris

INSTITUT FRANCAIS D'INGENIERIE

Cycle de formation continue de CHARGÉ D'AFFAIRES A L'EXPORTATION

Documentation à adresser à :

Nom :

Adresse :

E.P.E.C. FORMATION
organise de nombreux stages en
13, rue d'Hauteville 75010 Paris
(1) 246.59.14
COMPTA/GESTION INFORMATIQUE
Secrétariat - Langues

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CEDIME CEREL
au service de la formation continue
GESTION • INFORMATIQUE • LANGUES
Stages standard, intensifs ou discontinus
Stages intra-entreprises
3, rue Armand-Moisant, 75015 PARIS (Montparnasse)
Tél. : 320-08-82

OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council
81, rue Théophraste Renaudot
75005 PARIS Tél. (1) 533.13.02
Ann. 1984 - 100 % A. V. 1984

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants

I.U.T. CACHAN électronique

I - D.U.T. FORMATION INITIALE
En deux ans avec baccalauréat C, D, E, F2
En 1 an avec DEUG A ou MATHÉMATIQUES SPÉCIALES

II - D.U.T. PROMOTION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL
Cours du soir, durée 4 ans avec baccalauréat C, D, E, F2, F3 ré- cent (2 fins d'après-midi plus samedi matin).

III - SESSIONS DE FORMATION CONTINUE
Selon contrats avec entreprises : 1 à 10 semaines
Logique, semi-conducteurs et transistors, amplificateur opérationnel et circuits intégrés, initiation à la programmation, initiation à l'informatique destinée au personnel administratif, lire l'anglais scientifique et technique, hyperfréquences.
Contrats avec entreprises pour préparation d'un D.U.T. en 3 ans
Par module de 2 semaines + cours par correspondance + stage final de 6 semaines.

IV - ANTENNE C.N.A.M.

Renseignements :
BRIGITTE LECLERC - Tél. : 664-10-32 (poste 221)
9, avenue de la Division-Leclerc - 94230 CACHAN

FORMATION MICRO-INFORMATIQUE/BUREAUTIQUE

AVEC BULL, GEREZ VOUS-MEME VOTRE TEMPS FORMATION

BULL vous propose son centre de formation individuel en micro-informatique et bureautique. Pour permettre à chaque acteur de l'entreprise de maîtriser la micro-informatique, la bureautique et son traitement sans contrainte d'emploi du temps. En mettant à la disposition de chacun son savoir-faire et ses services, BULL donne la possibilité d'établir son propre planning et de se fixer des objectifs précis. BULL, une formation micro-informatique et bureautique à la carte performante et non contraignante. Pour tous renseignements, contactez le Centre de Formation BULL, Françoise Front, 47 bis, rue des Vinaigriers, 75010 Paris. Tél. : 43.56.91.91.

Bull

LA FORMATION EST FINIE ?... LA FORMATION CONTINUE !

ANGLAIS/ALLEMAND/ESPAGNOL/ITALIEN/RUSSE/GREC

Vous avez étudié une langue, suivi un stage, effectué un séjour à l'étranger, dans le passé ou plus récemment. Pour ne pas perdre le bénéfice de cet acquis, vous devez entretenir et développer vos connaissances, préparer un examen valorisant :

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES, UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, BTS TRADUCTEUR COMMERCIAL - INTERPRÈTE D'ENTREPRISE...

Avec Langues & Affaires, la formation... continue à votre rythme, quels que soient votre lieu de résidence ou vos occupations. Par des enseignements à distance vous recevrez, l'appoint de casernes, des cours oraux individualisés, des conditions nouvelles à tous.

Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, service 4396, 35, rue Collège 92383 Paris-Laurels. Tél. : (1) 270-81-48 ou 276-73-43 (répondant privé).

Le C.F.E.I Centre de Formation à la Gestion et à l'Informatique

- Stages intensifs de comptabilité sur informatique
- Stages intensifs de bureautique
- Stages personnalisés sur tous types de logiciels : compt., traitement de texte, gestion, tableur, base de données
- Ecole de comptabilité sur informatique
- Formations longues, diversif. fin d'études (BEP, CAP, BAC) agréées, début des cours septembre.

Renseignements et inscriptions : C.F.E.I, 18, rue Valentin, 94000 Nanterre. Tél. : (1) 40-28-00-13

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE, FONDÉ EN 1983

12, Villa Saint-Pierre B. 3 - Dépt. LM 94220 CHARENTON

Tél. (1) 376-72-01 puis (1) 49-78-72-01

Préparation à la profession de graphologue Conférences de formation permettant inscriptions reçues toute l'année

Documentation gratuite

Analyses et sélections par professeurs

4 vidéos

- LOIS AUROUX
- PLANIFICATION
- DÉCENTRALISATION

Polynôme

27, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

Tél. : 221-47-67

508-88-30

5 VISIONS MEXICAINES

FRÉDÉRIC LIZARD - ROM - SIBIANI - TILLOU

25 septembre - 26 octobre 1985

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

28, bd Raspail - 75007 Paris

Tél. : 549-16-26

Entrée libre

société

Polices municipales, polices parallèles ?

ÉDUCATION

8 500 postes au CAPES et à l'agrégation

M. Chevènement a indiqué, au cours de l'émission « Face au public », mercredi 2 octobre sur Antenne 2, que près de 8 500 postes seraient mis aux concours de recrutement des professeurs de second degré (CAPES et agrégation) en 1986. Ce chiffre sera légèrement supérieur à celui de cette année (8 280), qui a elle-même été marquée par une progression record de plus de 3 000 postes par rapport à 1984 (5 050).

Cet effort du gouvernement est rendu nécessaire par l'augmentation du nombre des lycéens (+ 4,57 % à cette rentrée) et par l'accroissement des effectifs par classe dans le second cycle (plus de la moitié des classes ont plus de trente et un élèves).

RELIGION

Mgr Vilnet : pas de « retour en arrière »

Dans une longue interview à la Croix du 3 octobre, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale, fait un bilan de l'Eglise de France, vingt ans après le concile. Si « l'identité chrétienne a été mise à l'épreuve », dit-il, par le contexte de « sécularisation profonde » de la société, les impasses actuelles n'appellent pas de « retour en arrière ». Elles rendent, au contraire, « plus urgente la contribution de l'Eglise aux débats de société », et il cite notamment les progrès biotechniques. Reconnaisant les « malheurs » passés, il estime qu'« il reste beaucoup à faire dans la mise en œuvre de la réforme liturgique ». Mgr Vilnet représentera l'Eglise de France au prochain synode de Rome. Se félicitant du rôle de concertation joué par les conférences épiscopales, il n'en regrette pas moins « les difficultés de fonctionnement ressenties entre les évêques et la Curie romaine ».

SCIENCES

Atlantis s'envole en douce

Pour son vol inaugural, la quatrième navette spatiale américaine, Atlantis, devait quitter le centre spatial Kennedy, jeudi 3 octobre, chargée d'une mission exclusivement militaire. Dernière-née de la flotte des navettes, Atlantis ressemble comme une sœur aux autres cargos de l'espace, Columbia, Challenger et Discovery, à ceci près que sa conception a fait l'objet de quelques améliorations — son bouclier thermique a notamment été renforcé et son poids diminué.

A bord d'Atlantis devaient monter cinq astronautes, tous américains. Pour le reste, la NASA a entouré cette vingt et unième mission de mystère, se bornant à préciser que l'envoi aurait lieu entre 15 h 20 et 18 h 20 (heures françaises), mais n'indiquant ni la durée, ni l'objectif exact du vol. Selon certaines sources américaines citées par l'AFP, l'équipage devait cependant déployer deux satellites militaires destinés à l'ensemble des forces armées américaines et permettant notamment la transmission de messages présidentiels d'urgence aux forces stratégiques.

D'autre part, le satellite soviétique Cosmos-1686 s'est amarré, mercredi 2 octobre, au train spatial Salout-7-Soyouz-T-14, apportant du matériel aux trois cosmonautes vivant à bord de la station orbitale.

Danger, urgence ! Les huit inspecteurs généraux, contrôleurs généraux et commissaires divisionnaires autour de l'enquête de l'IGPN sur les polices municipales, qui, dans leur diversité, ne peuvent guère être soupçonnés de soucis politiques, ne s'embarrassent pas de précautions. « Il faudrait que le désordre et l'anarchie ne s'installent pas dans les villes de France dotées d'une police municipale. Si, à l'heure actuelle, la situation résultant du développement continu des polices municipales n'est pas encore très grave, elle peut le devenir dans un délai rapproché si rien n'est entrepris pour mettre bon ordre dans certaines villes dont les forces de police municipale se signalent déjà par un particularisme de mauvais aloi. (...) Ici et là, les lois ne sont plus respectées : des ateliers aux libertés sont commises par des agents municipaux emportés par un zèle excessif. (...) Il y a de l'autoritarisme de l'Etat, qui est déjà bafoué dans certaines communes (...) par des maires plus soucieux de leur popularité que de la légalité qu'ils devraient imposer ».

On pourrait craindre, chez ces hauts fonctionnaires de la police nationale, un réflexe corporatiste excessif, mais les autorités judiciaires abondent dans leur sens. Citant, à la fin de son rapport, une déclaration de M. François Léotard, maire de Fréjus et secrétaire général du Parti républicain, le procureur général près le tribunal d'Aix-en-Provence, M. Georges Beljean a des mots encore plus sévères. Annonçant, en mai dernier, le renforcement de la police municipale de Fréjus, M. Léotard avait confié à *Nice-Matin* : le responsable de la police municipale — un commissaire de police en retraite — « devra organiser très rapidement des opérations de police de nuit ». Le procureur général ajoute le procureur général : « Il faut l'illégalité que l'insécurité », ce nouvel adage des maires qui préparent activement les listes de 1986 appelle de la part du gouvernement d'énergiques et urgentes réactions. « Une seule certitude » devrait les inspirer, selon M. Beljean : « La police municipale doit impérativement rentrer dans le rang ».

Le ton alarmiste de ces deux rapports s'explique par l'extension récente des polices municipales, au cœur des zones de police étatisée, donc dans les villes où les tâches de police sont théoriquement du ressort de la police nationale. Selon la Fédération nationale de la police municipale, il y aurait aujourd'hui dix-huit mille agents de ce type en France. L'IGPN, pour sa part, a dénombré cinq cent trente polices municipales.

Cent sept communes

En admettant qu'au-dessous d'un effectif de huit la modicité du nombre oblige les polices municipales à se confiner dans leurs missions traditionnelles de « garde champêtre » des villes, l'IGPN retient cent sept communes où existent de véritables polices des maires concurrentes de celle de l'Etat.

Parmi ces cent sept villes, onze reçoivent particulièrement l'attention, l'effectif dépassant cinquante agents de police municipale : Saint-Maur-des-Fossés (50), Toulouse (51), Marseille (52), Strasbourg (53), Nîmes (60), Tours (68), Grenoble (85), Lyon (87), Lille (89), Cannes (70), Nice (177). Les huit départements de la façade méditerranéenne emploient à eux seuls 40 % de l'effectif national de ces polices municipales. L'accroissement récent est mis en évidence par le rapport de M. Beljean : dans le ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, entre le 30 juin 1984 et le 1^{er} janvier 1985, en six mois, le nombre de policiers municipaux a augmenté de 54,06 %.

● **Suicide d'un dévot d'Bayonne.** — Thierry Dueassou, vingt-cinq ans, détenu à la maison d'arrêt de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), s'est pendu mardi 1^{er} octobre dans sa cellule avec un ceinturon. Thierry Dueassou était incarcéré pour infraction à la législation sur les stupéfiants, dans l'attente de son jugement.

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le *Monde* du 29 septembre, Lucien Martel, auteur présumé de l'assassinat de quatre réfugiés basques à Bayonne, n'a pas été libéré de prison le 14 juillet dernier, mais en novembre 1984, selon la procédure de remise de peine habituelle, après avoir passé seize ans en prison suite à une condamnation à vingt ans pour vol qualifié.

Cependant toutes ces polices municipales ne prétendent pas concurrencer illégalement la police nationale. L'IGPN les classe en trois catégories, dont seule la dernière dévotie, en effet, des pratiques inéquitables.

● La première groupe les communes où les policiers municipaux se comportent comme des suppléants de « la police nationale dans l'exécution des missions qui n'impliquent pas la contrainte ». Ici l'on s'en tient donc à la police des foires et des marchés, aux sorties d'écoles, au contrôle des stationnements, aux ports de pla, etc. Tel serait le cas notamment de La-Seyne-sur-Mer, Marseille, Dunkerque, Lille, Vanves, Aubrey-sous-Bois.

Deux rapports confidentiels mettent gravement en cause les polices municipales. Policiers et magistrats demandent qu'elles « rentrent dans le rang ».

● Dans la seconde catégorie, on en fait un peu plus, mais « sans empiéter sur les responsabilités de la police nationale ». Il s'agit de polices municipales effectuant des patrouilles, tout en veillant à faire appel au service public policier en cas de délits, conflits ou difficultés. L'IGPN donne pour exemple Saint-Quentin, Aix-en-Provence, Saint-Raphaël.

● Toute autre est la troisième catégorie, dans laquelle l'IGPN classe les villes de Levallois-Perret, Rueil-Malmaison, Nice, Cannes, Fréjus, Hyères et Nîmes. Il s'agit de « polices municipales maximalistes, où existe une évidente volonté de se substituer à la police nationale et de recourir, de façon systématique, à des méthodes drastiques. Ici les policiers municipaux excèdent largement leurs compétences en procédant à des contrôles d'identité, des interpellations de suspects, des fouilles à corps, des conduites au poste, sans se soucier d'excès de pouvoir ou de légalité imposés à la police nationale ».

« Dévolement »

De ce mélange des genres — ce « dévolement », écrit M. Beljean — facilité par un flou juridique sur la doctrine d'emploi des polices municipales, les exemples abondent. A Nice, le bilan d'activité de 1984 de la police municipale comporte des rubriques surprenantes : « Individus présentés au service des stupéfiants, suite découverte de stupéfiants » : 50. Individus contrôlés au fichier : 2615. Evacuation chochards : 1449. Opérations « coups de poing » : 619.

L'un des responsables de la police municipale de Rueil-Malmaison défend la pratique des « interpellations » en ces termes, selon l'IGPN, « si extensifs qu'ils ne peuvent que faire naître de fortes inquiétudes ». Elles ont lieu, explique-t-il, « d'un côté, à l'égard des suspects, soit par leur nature (escalade, fuite), soit suivant le temps (heures de nuit), ou les lieux de commission, considérés comme criminogènes ».

De même, à Levallois-Perret, l'accent est mis sur les activités à caractère judiciaire (arrestations en flagrant délit) ainsi que sur les « services d'ordre musclés ». L'IGPN souligne au passage que le « directeur », jusqu'à sa démission toute récente, de la police municipale de cette ville, M. Didier Gandossi, n'a pas été agréé par le parquet ni par conséquent assermenté.

Plus discutable encore est l'armement de ces polices municipales. Si à Lille, Roubaix, Tourcoing, Marseille, villes pourtant réputées comme criminelles, ou dans la plupart des communes de la « petite couronne » parisienne, les polices municipales ne sont pas armées, tel n'est pas le cas de celles du pourtour méditerranéen. A Fréjus, Hyères, Toulon, Cannes, Nice, Aix-en-Provence, Nîmes, etc., leur armement est même bien plus performant que celui de la police nationale, mêlant 357 Magnum, 38 Spécial, 11,43, fusils à pompe.

« Cow-boys »

Cet armement « excessif », écrit le procureur général Beljean, a conduit à plusieurs reprises des policiers municipaux manquant d'expérience et ayant tendance à se prendre pour des « cow-boys » à faire usage de leurs armes dans des conditions irrégulières ». Il cite notamment le cas d'un policier municipal de Carqueiranne ayant fait usage de son arme à feu contre un « individu » en fuite, après avoir volé, à l'extérieur d'un magasin... un casot de tomates !

A ce tableau déjà chargé, l'IGPN ajoute un constat sévère sur le recrutement des policiers municipaux. Effet pervers de la décentralisation : la loi du 2 mars 1982 a supprimé un titre verrou, l'agrément obligatoire des préfets au recrutement de policiers municipaux. Il n'y a plus désormais qu'un agrément judiciaire, accordé « avec bonapart de liberté », selon l'IGPN par les procureurs de la République. La conséquence est que les policiers municipaux sont souvent recrutés au simple choix ou par transfert de poste à poste d'autres employés communaux.

L'encadrement enfin laisserait souvent à désirer. Quand il est composé d'anciens fonctionnaires de police ou de gendarmes, les polices municipales font certes preuve de « plus de sérieux », selon l'IGPN, mais aussi de plus de zèle : « Les choses se passent comme si ces anciens policiers, et plus encore ces anciens gendarmes, disposaient enfin d'un instrument qui leur permet d'évacuer les frustrations accumulées au cours de leur carrière ».

Evidemment, les organisations syndicales de policiers municipaux récusent ce procès, par trop univoque selon elles. Reçus récemment par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, elles savent que ces rapports entraînent une réflexion gouvernementale sur le statut des polices municipales. Les questions de l'armement, des uniformes, des doctrines d'emploi devraient enfin être précisées. Mais « dans la concertation », leur a assuré M. Pierre Joxe, personne ne proposant la dissolution de ces polices des maires. Il s'agit simplement qu'elles restent à leur place.

EDWY PLENEL

SPORTS

FOOTBALL

Quatre clubs français sur cinq échouent au premier tour des Coupes d'Europe

Catastrophique. Il n'y a pas d'autre mot pour qualifier la contre-performance des clubs français au premier tour des Coupes d'Europe. Une seule équipe sur cinq participera au deuxième tour. Le résultat est pire qu'en 1976 (1 sur 4) et en 1981 (2 sur 5). Un manque d'efficacité inquiétant pour le football national avant les dernières matches de qualification pour la Coupe du monde 1986 alors que l'équipe de France avait gagné le championnat d'Europe des nations en 1984.

Sout le FC Nantes est parvenu à arracher le droit de poursuivre sa route en coupe de l'UEFA en remportant 3-0 — buts d'Amis (20' et 63') et de Touré (54') — sur les amateurs islandais de Valur Reykjavik qui avaient emporté le match aller 1-2. En revanche, Auxerre, qui a en un but refusé en première période, a été malmené par Milan qui s'est imposé 3-0 — buts de Viridis (30' et 84') et Hateley (37') — refaisant son handicap du match aller (3-1). Le FC

Metz n'a pas réussi l'exploit de Barcelone l'an passé. Il lui fallait quatre buts pour éliminer Split. Il a mené 2-0 grâce à Karkov (53') et Zappia (64') avant d'être rejoint à la marque sur deux contre de Vujovic (72' et 90').

L'AS Monaco, qui avait un avantage de deux buts sur les Roumains de Cluj, a été éliminé au premier tour de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. C'est la cinquième fois en six participations aux Coupes d'Europe que la même mésaventure lui arrive. Des erreurs défensives ont permis aux joueurs de Cluj de trouver trois fois le chemin des buts monégasques par Geogian (18' et 81') et Stefanescu (penalty à la 78').

Enfin au coupe des champions, Bordeaux, qui avait été demi-finaliste la saison dernière, n'a pas été capable de marquer le moindre but aux Turcs d'Istanbul qui l'avaient emporté au match aller (2-3).

Les klaxons de Taksim

De notre envoyé spécial

Istanbul. — Le miracle n'a pas eu lieu dans la cité des sultans : Bordeaux, fort handicapé par sa défaite à domicile (2-3), face à l'équipe de Fenerbahce d'Istanbul, il y a deux semaines, a perdu tout espoir de qualification pour le deuxième tour de la Coupe européenne des clubs champions, mercredi 1^{er} octobre, sur la pelouse, très médiocre, du stade d'Anadolou, construit tout près des eaux bleues du Bosphore.

Les Girondins Thouvenel, Girard, Lacombe, grands absents du match aller, ont bien joué, mais ce n'était pas suffisant pour gagner ce match. Fenerbahce devait de son côté connaître des moments difficiles en

deuxième mi-temps, notamment lors de deux occasions ratées par Pascal et Tiguan. Mais, encouragés par quelque trente-cinq mille supporters, les Turcs se sont surmontés pour casser le jeu de l'adversaire. Et ils ont réussi : aucun but n'a été marqué (0-0).

La pelouse impraticable, — « la plus mauvaise de toute sa carrière de professionnel », d'après Girard, et la manière un peu brutale des supporters turcs auront été des facteurs importants empêchant les Girondins de racheter leur défaite à domicile. Leur maîtrise technique n'était pas suffisante face à l'énergie des joueurs de Fenerbahce.

Les supporters turcs avaient fait la queue devant les portes du stade dès le mardi soir. « Ils sont fantastiques ces supporters », devait dire

Girard. La foie s'est ensuite dispersée pour suivre à la télévision le deuxième match Galatasaray-Lodz, qui s'acheva par la victoire de l'équipe turque, qui s'est ainsi qualifiée pour le deuxième tour. Ce fut le délire sur la place Taksim : concert de klaxons, voitures et camions bondés de supporters qui pouvaient. C'était presque une manifestation nationaliste. Fenerbahce est la deuxième équipe turque qui a réussi à passer un premier tour dans la Coupe européenne des clubs champions ces dix dernières années. La Turquie, lanterne rouge du football européen, avait bien besoin de ce doping moral. Le premier ministre, M. Ozal, a adressé un télégramme de félicitations aux dirigeants turcs.

ARTUR UNIAL

AUGUSTIN BARBARA

Mariages sans frontières

Une analyse lucide et rigoureuse de ce « scandale majeur » le couple mixte. Albert Jacquard

le Centurion

Richard C. LEVONIN, Steven ROSE, Leon J. KAMIN

NOUS NE SOMMES PAS PROGRAMMÉS

Genétique, hérédité, éducation

Genétique hérédité et idéologie

Un essai magnifiquement écrit qui met en perspective historique et analyse en détail le rôle de l'idéologie dans la science.

F. Jacob, prix Nobel de médecine

115 francs

Editeur La Découverte

17. Essai : le « modèle démocratique » de Jean Baechler
19. Lettres étrangères : rencontre avec Martin Walser

Le Monde
DES LIVRES

Alain Nadaud
ou la passion des origines

L'Envers du temps est le deuxième « roman d'aventures métaphysique » d'Alain Nadaud. On y retrouve la fascination de ce romancier pour les origines. Il nous a parlé des sources de sa propre écriture.

« **L**E désir d'écriture naquit en moi, non pas d'une admiration excessive pour les livres - sentiment qui, sans doute, au contraire, aurait impliqué une paralysie presque immédiate - ni de la volonté d'en imiter à tout prix la perfection, mais de leur mise en question. Par chance, l'un d'eux, par sa nullité, avait trahi ses semblables, révéla ses mécanismes et suscita mon audace : je me précipitai dans la brèche », écrit Alain Nadaud dans *L'Armoire de bibliothèque*, un court texte illustré d'aquarelles qui vient de paraître aux éditions Grande Nature (1).

« C'est vrai, dit-il, j'ai passé toute mon enfance en pension, et

un jour de bibliothèque, un jeudi... de n'avoir pu trouver le livre que j'aurais voulu lire, et après en avoir tant lu qui ne me convenaient pas, j'ai pris la décision d'écrire. » Il avait treize ou quatorze ans et cet air d'enfance qu'il a su garder, cet enthousiasme souriant, cette avidité de découverte, ce don pour l'aventure et le bonheur. Dès qu'il eut pris cette décision, il commença de composer des petits textes, « dont un sur Attila, se souvient-il, puis un roman en vers libres ».

Avoir vingt ans en 1968 à Nanterre lui a donné le goût des chemins de traverse. Il ne passa pas les concours qui lui auraient permis d'être titulaire d'un poste dans l'enseignement secondaire, mais il mêla, au cours des années 70, les études de philosophie, de lettres, fut son doctorat de troisième cycle en linguistique et occupa divers postes à l'étranger, de l'Inde au Nigeria en passant par l'Irak.

(1) *L'Armoire de bibliothèque*, d'Alain Nadaud, avec des aquarelles de Daniel Nadaud. Éditions Grande Nature, Bibliothèque de Verchery, 26340 Sallans. Exemplaires enrichis d'une aquarelle originale signée, 1 650 F. Exemplaires de tête, 450 F. Exemplaires ordinaires, 130 F.



BERENICE CLEEVE.

Ces vagabondages intellectuels et physiques ne l'empêchèrent nullement d'écrire. « J'envoyais un manuscrit à un éditeur. Je recevais une lettre de refus. Cela me suffisait. Je travaillais déjà à autre chose. Cela m'a évité de publier un premier roman autobiographique. Il faut débloquer les scores avant que l'écriture n'ar-

rive pour elle-même. » C'est en 1977 que tout s'est vraiment mis en place, en Irak, où Alain Nadaud allait « sur des sites mésopotamiens, là où est apparue l'écriture. Après la pluie on retrouvait des tablettes d'argile, l'écriture surgissait du sol ». JOSYANE SAVIGNEAU. (Lire la suite page 16.)

Pierre Bourgeade
réinvente Judas

Une fable sur la mort de Dieu qui mêle le monde biblique et le monde moderne.

EST-CE un effet des distances que nous prenons avec la foi ? De la sombre image que dégage notre siècle ? De notre mauvaise conscience devant un antisémitisme toujours à abattre ? Judas est en passe de devenir, en notre temps, une figure aussi active que les Faust ou les don Juan légendaires. On le réincarne en lui-même ou sous divers masques, on le transpose, on l'interprète et, le plus souvent, on le sauve. Jacques Chessex, Jean Farniot, s'en sont récemment emparés (1). Avant eux, Marcel Pagnol l'avait porté au théâtre. Borges lui-même y a touché dans ses fictions.

Pierre Bourgeade, qui s'en saisit aujourd'hui, le traite d'une bien troublante manière. Car il est à la fois fidèle à la tradition et complètement libéré d'elle. Il remplit le récit évangélique, mais c'est un conte fantastique qu'il compose. Il nous égare dans le temps, il nous projette à travers le monde. De courtes scènes - dialogues ou monologues - se succèdent, interprétées par des acteurs multiples souvent inattendus. Leurs sujets varient : idylles, suppliques, copulations, réalité familière. Leurs tons s'opposent : comique, tragique, érotique, fantastique. Les références à la peinture, les allusions à l'histoire de toutes les occupations étrangères et des lâchetés qu'elles suscitent, sont aussi nombreuses que les emprunts aux textes sacrés.

vingt ans, aide ses parents à tenir une station-service sur la route de Jérusalem à Jéricho. Un agitateur juif tente de recruter le jeune garagiste, qui ne le suit pas. Mais la mère quitte le foyer conjugal, le père se pend et Judas rejoint Jésus.

Telles sont les « enfances » que Pierre Bourgeade donne à son héros. Entre elles se sont insérées des scènes évangéliques : multiplication des pains, mort de saint Jean-Baptiste. Salmé a dansé nue devant Hérode « au visage de porc ». En quel temps sommes-nous ? Nous avons un pied dans le monde biblique, avec ses miracles, un autre dans le monde contemporain que zèbrent téléphone, radio, télévision, satellites.

En auto-stop vers l'Égypte

Le double cheminement se poursuit. Tandis que les Romains costumés en Anglais et Ponc-Pilate en Sir Ponce, homosexuel à la Wilde, oillent blanc à la boutonnière, partenaire au golf de Sir Hérode, ténor de Galilée, se voient désagréablement mêlés à une affaire intérieure juive, la tragédie de la Passion se déroule, telle que Pierre Bourgeade l'imagine vécue par Judas. La trahison, pourquoi ? Pour servir Jésus, l'aider à remplir le rôle unique que lui assignent les Écritures.

Nous n'assistons pas à la crucifixion. La description du supplice sera faite par un soldat de l'armée des Indes qui a assisté à Lahore à une exécution semblable. Du Vendredi saint, nous ne connaissons que le déchaînement des phénomènes atmosphériques : nuages noirs, ouragan, tonnerre, foudre. Et les phares des voitures s'allument pour lutter contre les ténébreux.

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 16.)

★ MÉMOIRES DE JUDAS, de Pierre Bourgeade, Gallimard - Le Chénais, 216 p., 79 F.

(1) *Judas le Transparent*, de Jacques Chessex, Grasset, 1982. *Saint Judas*, de Jean Farniot, Grasset, 1983.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le savoir-vivre intellectuel, de François de Negroni

Du pur esprit au modèle de plaisir

PÉRIODIQUEMENT, les intellectuels parlent d'eux-mêmes. Ils sont à la fois bien placés pour le faire, étant de la boutique ; et mal, pour les mêmes raisons. D'ordinaire, ils tournent la difficulté en mêlant thèse et libelle. L'essai quasi annuel sur l'intelligence relève, cet automne, de la même sociologie « amusante », comme on le disait naguère de la physique. François de Negroni avait déjà exercé son ironie documentée sur des sujets connus de lui par la dehors et la dedans : la France noble (Seuil, 1974), les Colonies de vacances (Hachette, 1977). Il raconte aujourd'hui comment, depuis cent ans, les universitaires français ont libéré leurs modes de vie, puis les ont donnés en spectacle et en exemple, éclipant, dans ce rôle de modèles, leurs rivaux de toujours, les artistes.

A la fin du siècle dernier, l'homme de pensée reste un être séparé du monde, sans corps. La réalité et l'actualité ne le distraient pas plus qu'au temps de Descartes, qui comparait le bruit de la ville à celui d'un ruisseau. Il se conforme aux images et aux fonctions que la bourgeoisie assigne aux producteurs de l'esprit : aux artistes la vie sensible, l'irresponsabilité, l'exaltation ravageuse ; aux intellectuels l'intelligible, le sérieux, la poussière des cabinets.

Les maîtres de la Sorbonne qui succèdent au petit enseignant, à la fin du dix-neuvième siècle, comme cibles de l'anti-intellectualisme, en rajoutent, dirait-on, sur les préjugés dont on les accable. « Tout jeune, j'aimais la vie sage, j'étais né intellectuel », explique Benda. Bergson fait figure de modèle accompli. « Il était littéralement incorporel », dit de lui Jules Isaac. « Il n'aime pas être trôlé ou côtoyé », remarque Jean Guilton, qui ajoute : « Il économisait son sentiment, dans la mesure où le sentiment dissipe. »

ENNEMI des émotions qui troublent l'esprit, d'une naïveté inoffensive, d'un réalisme touchant, le clerc des années 1880-1930 a la sévérité d'un pur esprit. Il tient d'instinct ; ou, selon ses détracteurs, du prêtre manqué, du bodeau souffreteux, reconnu. Les témoins insistent sur les mains diaphanes de Bergson, les ceintures de flanelle de Renouvier, les cache-naz de Faguet, les robes de chambre moletonnées de Durkheim, Lagneau couchant avec ses chaussons... La solidité alsacienne de Lucien Herr et la rusticité perchennaise d'Alain sont remarquées comme des exceptions confirmant la règle du « dispensé de gymnastique » materné par son épouse. « La Durkheim », plaisante Maurras. « Ce sont des femmes excitées », se plaint Barrès. « Des filles », ricane Céline.

Boursiers - autant dire : bourgeois stagiaires, - peu soucieux de scandale, les professeurs de haut rang ne font pas le

poids, dans les salons et premiers colloques où s'ourdissent les réputations, face aux artistes châtellains ou tapageurs. De l'affaire Dreyfus au comité antifasciste en passant par Pontigny, il se trouve toujours un Zola, un Gide ou un Malraux pour dépasser les Monod et les Langevin d'une ruse, d'une audace.

UN changement à vue s'opère peu avant la dernière guerre. Dans le sillage du surréalisme et du freudisme, face aux périls montants, la génération de Sartre entend ouvrir le monde, donner à son existence le sens d'une expérience exemplaire, et disputer aux artistes le monopole de la création, des grandes audiences. Pour un Aron qui reste fidèle à la rigueur et à la pudeur de leur maître Brunschvicg, des dizaines de professeurs entrent en littérature par l'autobiographie plus ou moins romanesque. Céline voit poindre la concurrence. « Ils ont tous un petit Goncourt qui marne », rétorque-t-il.

Sartre incarne le cumul convoité. A la fois reconnu comme philosophe et fêté comme artiste, il conjugue le discours d'autorité et l'exemple permissif. Il passe pour avoir réconcilié le sensible et l'intelligible, la réflexion et l'action, l'étude et la vie, même si celle-ci se limite à la promiscuité des cafés et des bouges aperçus lors de reportages hâtifs. Des mœurs réputées affranchies attestent ces noces avec la réel. Sartre aime la cuisine, l'alcool, les « fiestas », les boîtes de jazz, les femmes. Il troque la redingote pour la blouson et le polo des milieux populaires ou artistes. Même s'il n'évite pas les compromis de la jalousie amoureuse ou les médias, il refuse en gros l'héritage et le capital ; il devient, sinon l'idiot de la famille, au moins sa honte.

SUR la lancée, les années 1960-1975 voient conférer aux actes le rôle souverain autrefois attribué à la seule spéculation, puis partagé avec elle. Comment prétendre libérer le monde si on ne s'est pas libéré soi-même ? Le désir fait la loi. Le petit chantier narcissique quotidien devient, de préférence à tous les systèmes, le laboratoire du salut de l'humanité...

C'est l'époque où « s'éclatent » des universitaires comme Chatelet, Duvignaud, Lapsède, Morin. François de Negroni puise sans mal (ni charité) dans les confidences ingénument diomyssiques des miraculés de « 68 » sur leurs diverses « défiances ». En mêlant au plaisir l'angoisse d'un nihilisme orphelin des idéologies, en comptant des suicidés et des asilaires, cette génération festive dispute aux artistes la privauté de la souffrance, en même temps que leur emprise sur les salons et les journaux.

(Lire la suite page 20.)

“Le retour en littérature de Michel Breitman est assez fracassant.”
Roger Vignery

MICHEL BREITMAN
Le témoin
de poussière

LE JARDIN DES DÉLICES DE CARLO GESUALDO

“Un très beau roman italieniste dans la veine de Porporino et une méditation camusienne sur le mal et sur la beauté.”
Pierre Lepape/LE MONDE

ROBERT LAFFONT

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN
CORRESPONDANCE DE RODIN
 Tome I, 1980-1989, broché, 155 x 240, 56 illustrations, 252 pages, prix : 150 F.
 En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) 705-01-34

Nagai Kafu
Interminablement la pluie...
 et deux autres récits traduits et commentés par Pierre Faure

Bibliothèque de l'Institut des Hautes Etudes Japonaises : 60 francs.

En vente chez les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
 15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 354 32 70

DERVY LIVRES

Collection "Les Guides de la Tradition"
JACQUES D'ARÈS et les collaborateurs d'Atlantis
VÉZELAY et Saint Bernard
 Le message symbolique et initiatique de la basilique enfin découvert et la double personnalité insolite du moine de Clairvaux mise en lumière.
 1 vol. 125 F
 Catalogue sur demande - 26, rue Vanquelin 75005 Paris

ANNIE FITOUSSI
Le roman le plus gai de de la rentrée

Annette Colin-Simart
 le Journal du dimanche

Un beau roman sensible et populaire au meilleur sens du terme, où le rire s'étrangle dans la gorge de l'auteur

Guy Le Clec'h, l'Arche

Des personnages hauts en couleur, une langue savoureuse

le Quotidien de Paris

ANNIE FITOUSSI
La mémoire folle de Mouchi Rabinovitch
 Premier Prix 1985 décerné par un jury de bibliothécaires
MAZARINE
 214 pages 69 F

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

MOTS

Ce que l'attente

a de moussu

Depuis Degrès, Michel Butor étend et diversifie les procédés qui ont fait la fortune de la Modification, de l'Emploi du temps et de Passage de Milan. Parmi ces procédés : la répétition de quelques motifs qui s'enroulent comme les boucles d'une partition de musique cyclique, le recours au dessin (ici, des encres de Jacques Hérold), le « dynamitage » de la chronologie et de la narration.

On reconnaît ces combinaisons dans Hors d'œuvre, pièce au demeurant plus musicale que gastronomique, composée de cinq « tournées », ou « salves », ou « services », eux-mêmes divisés en plusieurs rubriques : « Nymphée de l'horizon », « Dialogues des peintres », « Buffon rêve », « Dialogues de la plume et du pinceau », etc. A l'intérieur de chaque pièce, « tournement » un certain nombre d'images et de mots-clés, que l'on retrouve insensiblement parmutés et déplacés d'un texte à l'autre.

Ainsi :
 Le thé / de l'aube infuse dans les crues des âges
 le sang des foules perle dans les reins des fûtes le vin des ombres coule dans les verres des dunes l'alcool des angoisses monte par les escaliers des torrents

Devient :
 La vin de l'aube coule dans les crues des dunes l'alcool des foules monte dans les reins des torrents la liqueur des ombres s'étale dans les verres des fûtes le sang des angoisses gicle dans les reins des dunes

L'humour est présent, il se taille même la part du lion dans des séquences de verbiage où « les post succèdent aux néo, les hyper aux sur », et dans ce « projet d'un livre sur le papier épais » (le livre aura six pages / une pour le titre / quatre pour le texte / une pour la justification).

Débarrassés de la gangue tyrannique du sens, les mots deviennent un fil d'Ariane à la structure moléculaire d'autant, et peut-être bien sectionnée. Pas de sortie au bout du labyrinthe, mais d'infinites curiosités qui nous entraînent ce que le vin doit à l'angoisse, le sucre aux glaciers, la pluie aux regrets, et ce que l'attente a de moussu. En guise de Minotaur, il y a, dans des niches, un pivot-colibri, un rossignol-martin et un paradisier-faucon, rêvés par le naturaliste Buffon.

Le faisan-godé est une espèce très rare, qui retient l'attention par sa coiffe d'un noir velouté. « Lorsque l'oiseau d'une balade agreste lui parvient, fût-ce du plus lointain des océans, il part rejoindre ses congénères en grands nuages pour l'achever et déposer ses œufs ».

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

● Bernard Lewis : *Le Retour de l'Islam*. Anglais, spécialiste du Moyen-Orient classique et contemporain, B. Lewis est professeur à l'Institut for Advanced Study de Princeton. Les essais réunis dans ce volume traitent des différentes questions liées à la compréhension de l'Islam actuel : renouveau religieux, conflit israélo-arabe, révolutions nationales... (Gallimard, traduit de l'anglais par T. Jolas et D. Paulme, 424 p., 155 F, jusqu'au 28-2-86, 180 F ensuite.)

● Marie Daraki : *Dionysos*. Dans l'univers mené de la Grèce antique, Dionysos apparaît comme une figure complexe, non réductible à une signification unique. M. Daraki, maître de conférences d'histoire ancienne à l'université Paris-VIII, étudie l'histoire et le destin de ce mythe dans l'Antiquité grecque. (Arthaud, 281 p., 118 F.)

● Paul Faure : *Alexandre*. Enquête plus que biographique, ce livre tente de cerner la figure d'Alexandre le Grand dont l'histoire autant que le mythe continuent à nourrir notre imagination. (Fayard, 575 p., 158 F.)

● Peter Schörrer : *Naissance des bourses du travail*. Dans cette contribution à l'histoire du syndicalisme français, l'auteur analyse la naissance des bourses du travail, depuis la création de celle de Paris en 1887 jusqu'à leur fusion avec la CGT en 1902. (PUF, traduit de l'allemand par J.-P. Lefebvre et l'auteur, 294 p., 185 F.)

● Bernard Leblond : *Les Gitans d'Espagne*. Professeur de langue, littérature et civilisations his-

EN POCHÉ

● John Cowper Powys publie la *Fosse aux chiens* (*The Inmates*) en 1952. Un groupe d'aliénés vit dans un asile perdu dans la campagne anglaise et dirigé par un médecin fou, passionné de vivisection... (Points-Seuil, n° 215).

● Dans la même collection (n° 213) paraissent cinq nouvelles d'Henry James, dont la célèbre *Image dans le tapis*, sous le titre *Le Lapon du maître* (traduit de l'anglais par J. Lee, B. Peeters et M. Gauthier).

● Enfin, toujours au Points-Seuil (n° 212), le roman de Julien Green, *Épaves*, fait l'objet d'une réédition. Sombre tableau d'une vie bourgeoise pétrie d'égoïsme et de lâcheté, ce livre fut publié en 1932.

● L'espace *Du domaine*, Guillevic le nomme en quelques mots, poèmes éphémères, solitaires : « Il n'a pas d'ailleurs / Où guérir d'ici ». Dans la même volume : *Eudémones* (collection Poésie/Gallimard).

● La collection Biblio-essais réédite deux ouvrages d'André Glucksmann (*Libre de Poche*, n° 4030 et 4024) : *Dans Le Discours de la guerre* (1987), l'auteur analyse les règles, la syntaxe et les figures rhétoriques des discours qui ont imposé au monde leurs logiques de mort et de terreur ; *La Force du vertige* (1983) aborde l'autre versant des logiques guerrières, celui des discours pacifistes. A. Glucksmann plaide pour le maintien de la dissuasion, seul système apte à contenir les désirs d'hégémonie des pays expansionnistes.

● La *Libre de Poche* a également pris l'heureuse initiative de rééditer dans la même collection l'essentiel de deux Cahiers de l'Hermès : le premier sur Mircea Eliade (n° 4033), dirigé par Constantin Tacu ; le second sur Samuel Beckett (n° 4034), élaboré par Tom Bishop et Raymond Federman. Ces riches ensembles permettent d'aborder sous différents éclairages l'œuvre de ces deux auteurs.

sur son cadavre. C'est hélas une espèce « en voie de rapide extinction ». — V.L.

★ **HORS D'ŒUVRE**, de Michel Butor. Encres de Jacques Hérold. L'Instant perpétuel, 100 p., 120 F.

ROMANS

Marche et souffre

Quand il marche, Jacques Lanzmann souffre. Pourtant, il continue de marcher, encore et toujours. Seule explication : cette activité lui procure de mystérieuses satisfactions.

Attentif aux moindres alertes de son organisme aux plus petits soubresauts, il sillonne les marais méditerranéens, « lève le poing » au sommet du Kilimandjaro, « se bat contre la nuit qui crie » de la pampa. Toutes ces douleurs, ces malaises, ces « crampes généralisées » et autres douleurs se muent cependant en une sorte de jouissance : « doux plaisir d'avancer, trempé jusqu'à la moelle, par quarante degrés et plus au-dessus de zéro ». Le Fou de la marche n'a rien d'un masochiste puisque ses mille et mille pas lui procurent un bonheur sans égal, « un coup de jeunesse au moral ».

Thérapeutique miracle, la marche n'est pas seulement la panacée des corps brisés par la société industrielle. Le marcheur crapahute parfois vers d'autres sommets, mystérieux, coulés à la belle étoile, l'auteur tire un certain émoi de se sentir « infiniment petit devant l'infiniment grand ». Le livre

se prend à ressembler à un traité d'hygiène (« ne pas... ne pas... ») et le lecteur de se demander si cette longue section n'a pas, finalement, un petit goût d'expiation... — R.R.

★ **LE FOU DE MARCHÉ**, de Jacques Lanzmann, Robert Lafont, 237 p., 85 F.

Une funèbre

chronique

Une famille se dépeuple. Avec lenteur ou brusquement, le plus vieux s'en va, quittant leurs proches. Un à un, les portraits de famille s'ornent de petits crêpes noires. La mort est au travail.

Le premier roman de Claude Bourgey, *Coups de foudre* (1), a toutes les apparences d'un récit autobiographique ; une autobiographie, mais non dénuée de tendresse. Il ne se propose pas de livrer ses réflexions sur la mort ou le sens de la vie. Son projet est plus modeste : « Surtout ne pas s'interroger. Écrire simplement pour raconter. Pour dire. »

Le mourant n'est déjà plus des nôtres. De famille qu'il était, il devient en peu de temps l'inquiet étranger qui nous intimide.

« Raconter », pour C. Bourgey, c'est d'abord regarder, ne pas détourner les yeux. Avec humour, il s'attache à décrire les peurs, les pudeurs incontrôlées qui entourent les derniers moments de l'existence. Il épingle les rites conjuratoires destinés à maintenir une

proximité, à s'approcher la mort. Avançant de mort en mort, sa chronique n'en déborde pas moins de vitalité. A tant côtoyer la mort, il s'installe plus solidement de ce côté-ci du grand fleuve... Le livre s'ouvre sur un décès et un enterrement et se termine sur une naissance. Cette construction un peu appâtée constitue la seule faiblesse de ce livre. — P. Ké.

★ **COUPS DE FOUDRE DE CLAUDE BOURGEY**, 64. Bel-fond, 166 p., 89 F.

(1) C. Bourgey avait publié l'an dernier au Castor Astral un recueil de courts textes à l'humour très noir, *Les Petits Outrages* (Le Monde du 5 février).

HISTOIRE

Pourquoi

plusieurs dieux ?

A l'aube des origines, la première humanité fut-elle polythéiste ou monothéiste ? Et qu'en est-il du monothéisme biblique ? Est-ce Abraham, Moïse ou les prophètes qui ont dessiné les contours du monothéisme hébraïque ? A moins de le dériver d'essence divine, il faut bien reconnaître à l'idée d'un Dieu unique une histoire, et donc des transformations.

Quant au polythéisme, depuis que Philon d'Alexandrie a inventé cette notion, on n'a jamais cessé de le comprendre dans les catégories du monothéisme. Aussi est-il urgent d'essayer de penser le polythéisme grec, indien ou chinois en des termes historiques qui ne soient plus ceux des Églises d'Occident. Tel est l'objet d'un volume passionnant réunissant des textes de M. Detienne, Ch. Malamoud, F. de Polignac, J. Scheid, K. Schipper, F. Schmidt et F. Smyth-Florentin.

Au cours de son récent voyage, le pape a pu voir à quel point le paganisme était florissant au cœur même de la chrétienté d'Afrique. Le dossier des Archives apporte des éléments nouveaux pour penser ces questions, dont les enjeux ont l'âge de la mémoire de l'Occident. — M. O.

★ **ARCHIVES DES SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS**, n° 59, 1, Éditions du CNRS, 22, rue d'Athènes, 75709 Paris.

EN BREF

● Le Comité culturel « Rencontres-Lesoirs » organise le 19 octobre, pour la sixième année consécutive, LA JOURNÉE DES ÉCRIVAINS RÉGIONNAUX à Lens (Pas-de-Calais). De nombreux auteurs participeront à un débat et dédicaceront leurs livres.

● Le traditionnel PÈLERINAGE LITTÉRAIRE DE MÉDAN aura lieu le 6 octobre. L'imagination d'un musée Emile Zola, dans la maison de l'écrivain, marquera cette manifestation qui coïncide cette année avec la célébration du centenaire de Germain.

● Le premier FESTIVAL DU LIVRE D'ESBLY (Seine-et-Marne) se tiendra les 5 et 6 octobre en présence de nombreux écrivains. Deux tables rondes seront organisées, l'une sur la littérature féminine, animée par notre collaborateur Roland Jaccard, l'autre sur le roman historique, animée par Anne de Lesclapart.

● L'Association française des femmes diplômées des universités et l'Association des amis de la Fondation LOUISE WEISS, organisent une exposition consacrée à cette femme d'exception, journaliste, écrivain, militante féministe et européenne, décédée en 1983. Placée sous le haut patronage d'Alain Poirer, président du Sénat, cette exposition se tient au palais de Luxembourg, salle René-Coty, du 5 au 13 octobre.

● LA GALERIE BASTILLE, 20, rue de Lappe, dans le onzième arrondissement de Paris, présente jusqu'au 2 novembre une exposition, « Albert Memmi, écrivain ». A cette occasion sera mis en vente le *Mirail de cet auteur* d'A. Memmi, illustré par Albert Memmi.

Ont collaboré à ces pages : Tahar Ben Jelloun, Patrick Kéchichian, Vincent Landel, Stéphane Mosès, Maurice Olender, Raphaële Rérolle, Christian Zommer.

Michel Bagay
pour l'ancêtre
 Editions de La T...

فانكوت الامل

كتاب الالف

LA VIE LITTÉRAIRE



CAGNAT.

Les tournants de la philosophie allemande

Il est vrai que la génération des philosophes allemands nés entre 1880 et le début du siècle montre un intérêt particulier pour l'objet esthétique (Bloch et Adorno pour la musique, Walter Benjamin pour la photographie, Kracauer pour la cinéma), on peut aussi se demander si cet intérêt ne présente pas, à la réflexion, des aspects bien paradoxaux. C'est de ceux-ci, et de celui-là, qu'il a été question pendant dix jours, à Corfou.

Tous ces paradoxes, du reste, se résument, quoique grossièrement, à un seul : ces théoriciens de l'art furent en même temps des penseurs engagés. A tel point que l'une des communications proposait en somme de substituer au thème du « tournant esthétique de la philosophie » — titre général du colloque — celui du « tournant politique de l'esthétique ».

Rien ne ressemble moins en effet à l'approche de l'art chez Kant ou Hegel que celle que nous trouvons chez Benjamin ou Adorno. L'œuvre artistique y recouvre pleinement son caractère d'épore, d'antonomie irréductible : fait social et phénomène autonome, historique (c'est-à-dire créant sa propre histoire) autant qu'historique, dévoilement de la vérité (comme chez Heidegger) et expression de la pluralité sensible, fausse objectivité et fausse totalité, elle peut être envisagée comme une pratique — et apparaît même, par suite, comme un mode privilégié de rapport à l'histoire, comme fondement du politique — et, en même temps, comme un modèle substitutif de connaissance, une rationalité de remplacement.

On ne saurait donc adresser à cet « esthétocritisme » le reproche qu'est susceptible d'encourir la philosophie de la post-modernité (Derrida, Deleuze, Lyotard) : celui de camoufler l'abandon, ou l'impossibilité, de toute praxis sous la quête esthétique-langagière.

La crise actuelle n'est au demeurant comparable qu'en apparence à celle qui se reflète dans les premiers écrits de Bloch ou Benjamin : si toutes deux naissent de la ruine des espoirs révolutionnaires, de l'effondrement de la raison et du soupçon engendré par la mort de l'ego transcendantal, il y a loin du désenchantement radical de la pensée post-moderne, avec son idéologie catastrophiste d'un « après » de l'histoire et sa fuite en avant dans la technologie, à la théorie de l'utopie chez Ernst Bloch ou aux analyses des mutations esthétiques dans la société industrielle chez Walter Benjamin.

Ch. Z.

★ LE Tournant Esthétique de la Philosophie : LA PHILOSOPHIE ALLEMANDE DES ANNÉES 1920-1930, sous la direction de Joseph Finkels et Gérard Raulet.

Walter Benjamin et le drame baroque

La parution d'une traduction de l'*Origine du drame baroque allemand* s'inscrit dans le mouvement de redécouverte en France de l'œuvre de Walter Benjamin. Après les deux volumes d'œuvres choisies traduits dès 1971 par Maurice de Gandillac, la Correspondance traduite par Guy Petitdemange, la *Baudelaire et Sens unique* de Jean Lacoste, les *Essais sur Brecht* traduits par Jean Laveau et le volume *Allemande* traduit par

Georges-Arthur Goldschmidt, l'*Origine du drame baroque allemand* nous permet de découvrir l'œuvre centrale de Benjamin, celle qui, peut-être parce qu'elle se situe, chronologiquement, juste au milieu de son œuvre, forme comme le carrefour où mènent et d'où partent tous les chemins de sa pensée.

L'ironie des choses a voulu qu'en son temps, comme Irving Wohlfarth le rappelle fort opportunément dans son introduction, cette œuvre majeure (écrite entre 1923 et 1926, publiée en 1929), que Benjamin avait voulu présenter comme thèse de doctorat, avait été refusée par l'université de Francfort, où la nouveauté des idées et l'éclat d'une écriture flamboyante avaient fait scandale. Une grande idée domine ce livre : la réhabilitation du drame baroque du dix-septième siècle allemand et, plus généralement, de l'esthétique du baroque européen. Par opposition au tragique grec, le drame baroque incarne la tragédie moderne, celui où le destin de l'homme se joue sur l'horizon du christianisme ; mais celui-ci est alors en pleine crise : tant le protestantisme allemand que le catholicisme de la Contre-Réforme proposent dans l'esthétique baroque l'image d'un monde déserté par la grâce, où le foisonnement des formes et le défilé de l'ornementation témoignent d'une coupure radicale avec l'évidence de la vérité révélée. Figure de style exemplaire, l'allégorie baroque résume l'esprit d'une époque marquée par l'inflation des signes. Si le baroque est, pour Benjamin, à l'origine de la modernité, c'est parce qu'au-delà d'une esthétique du paroxysme et de l'excès il exprime l'incroyable mélancolie d'une culture qui n'a pas fait son deuil d'un ordre du monde réglé par le divin.

S. M.

★ ORIGINE DU DRAME BAROQUE ALLEMAND, de Walter Benjamin, trad. par Sibylle Müller et André Hirt, préf. de Irving Wohlfarth, Flammarion, 264 p., 150 F.

La poésie

dans les palaces

Réunis du 28 septembre au 4 octobre à Corfou, les deux cent vingt participants au huitième congrès mondial des poètes ne sont pas tous des poètes, même si nombreux sont ceux qui vous présentent une plaquette en guise de carte de visite. L'ennui avec ce genre de réunion, c'est qu'on y côtoie aussi bien Rafael Alberti que Shin Tong-Choon, une jeune femme venue de Séoul se faire confirmer son statut de poète.

La pire ici a été le parasite, voire l'imposteur. Mais qu'y faire ? Un congrès est ouvert à qui veut, pourvu qu'il paye son voyage et sa participation. A côté des amateurs, il y a les délégations officielles envoyées aux frais de leur gouvernement pour représenter la poésie de l'ordre et de la discipline. Passe encore pour les universitaires envoyés par leur faculté. Mais ce mélange mit les uns mai à l'aise, les autres dans une situation ambiguë. A cela Mimmo Morina, le secrétaire général, poète italien, traduit par Guillelmo, répond : « L'Organisation mondiale des poètes refuse de devenir une chapelle. Elle est ouverte aussi bien aux grands poètes qu'aux amateurs. C'est une occasion d'échange et de communication. »

On a retrouvé dans ce congrès à peu près les mêmes figures que celles qui avaient participé aux réunions de Marrakech (1984) ou de Séoul (1979) : les Français Guillelmo et Clancier, le Suédois Ozeren Sjögstrand, le Belge Arthur Houdot, les Italiens Mario Luzi et Giorgio Bassani, la Portugaise E. Da Andrade, les Sénégalais Carrère et Senghor, le Chilien Diaz Casanueva, les Grecs Patrikios et Cavanatos et le Haïtien René Depastre, venu représenter non pas ses nombreuses patries (Cuba, la Brésil, la France) mais l'UNESCO. En poésie il a fait une remarquable communication où il a dit que « chaque poète devrait conduire la parole lyrique vers de nouvelles aventures ; l'ordinateur est condamné, sans les poètes, à mourir de froid et d'ennui ».

La poésie arabe n'était pas réellement représentée. Ce fut à plus qu'une lacune, une erreur. Le président Senghor, qui présidait ce congrès, a reçu des lettres de protestation d'intellectuels arabes.

Mimmo Morina évalue le coût de l'opération à quelque 150 000 quantes mille dollars. Le congrès a été « sponsorisé » par la Commission des Communautés européennes ainsi que par des Fondations comme la portugaise Gulbenkian. La Grèce a pris en charge une cinquantaine d'invités. Une façon de rappeler qu'Athènes est la capitale culturelle de l'Europe. L'an prochain, tout ce beau monde se retrouvera, égal à lui-même, à Florence ou à Lisbonne. La poésie qui voyage ainsi de palais en palais se réfugie dans l'humour ou le cynisme. On frise le genre « Club Méditerranée de la haute culture ». Ritsos, que tout le monde attendait, ne s'est pas déplacé. Quant à Melina Mercouri, elle n'est pas venue non plus « pour une raison indépendante de sa volonté... ».

T. B. J.

Herculine Barbin

dite

Alexina B

présenté par
Michel Foucault

au cinéma
Mystère Alexina

GALLIMARD *ur*

Jeanne Champion

Le Bunker

roman



«Le Bunker prouve que Jeanne Champion est l'un des tous premiers écrivains de notre temps»
JEAN-JACQUES BROCHIER
LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

(Almann-Lévy)

MIGUEL TORGA

La création du monde

Le grand roman autobiographique de Torga, «chronique, roman, mémorial et testament mêlés», son chef-d'œuvre.

«Un immense écrivain» L'ANE

Traduction de Claire Cayron

Aubier

Achille Talon réinvente la banque



DARGAUD

Michel Déon

de l'Académie française

Bagages pour Vancouver



Michel Déon
Bagages pour Vancouver

La Table Ronde

Les Editions de La Table Ronde

André Halimi

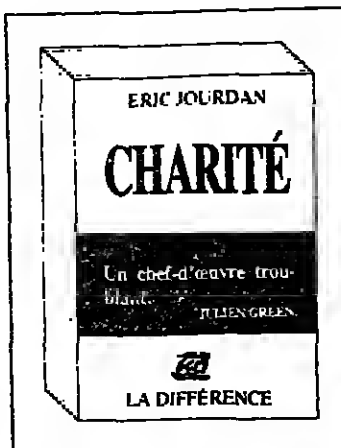
Touche pas à l'Amérique

cinéma, télévision, musique

«Et si l'impérialisme du cinéma américain était tout simplement celui de la qualité ?»

JACQUES SICLIER «LE MONDE»

Plon Tribune LIBRE



14^e FOIRE NATIONALE
du Livre de Poche

PRIVILLON BALTAZARD
ROBERT MARIE

Dimanche 6 OCTOBRE 85, 14h à 19h
à la médiathèque de la ville de Paris

magazine littéraire

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement d'idées

SEPTEMBRE 1985 - N° 223

Spécial: Lévi-Strauss

La morale. L'ethnologie. La
structuralisme. La parenté.
L'histoire. L'esthétique.
Lévi-Strauss lu à l'étranger.
Un entretien, un inédit.

Sacha Guitry
par Michel Tournier

Inédit:
La Provence,
Gide et l'écriture:
Jean Giono raconte

En vente chez votre
marchand de journaux: 20 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros: 72 F
Cocherz sur la liste ci-après
les numéros que vous choisissez:

- ☐ Berlin 1920-1980
- ☐ Georges Perec
- ☐ Spécial polar
- ☐ Raymond Aron
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Sciences humaines: la crise (numéro double)
- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Diderot
- ☐ Vienne, l'aube du XX^e siècle
- ☐ Annonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ La littérature et la mal
- ☐ Proust, autour de la Recherche
- ☐ Raymond Chendler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains

Nom:

Adresse:

Réglement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris Tél.: 544-14-51



**LA RENTRÉE
ROMANESQUE**

Une enfance d'après-guerre

Aussi éloigné de l'autobiographie que de la chronique familiale, l'enfant en paysan dévasté, sixième roman de Jean-Claude Montel, est une partition musicale dont les principaux thèmes seraient la mélancolie et la nostalgie. L'auteur, qui regarde par-dessus son épaule pour retrouver le petit garçon qu'il fut, ne cherche pas vraiment à démentir le vrai du rêve, mais seulement à éclaircir le brouillard qui pèse sur sa mémoire.

Le narrateur eût aimé, et cela se comprend, vivre une époque exaltante dans une famille haute en couleur. Il dur, malheureusement, se contenter d'une mère qui tenait un petit magasin de couture, d'un père aux emplois aussi divers qu'ennuyeux, et de la France des années 1945-1950. Alors, point d'aventures, mais des éternités qui, progressivement, arrondissent les épaules et resserrent les lèvres.

Jean-Claude Montel ne connaît pas la pauvreté, mais la gêne, cette impression de ne manquer de rien, sauf du superflu. De cette grisaille tempérée émerge la figure du grand-père maternel, breton et républicain. « Vive la République ! », répétait le vieil homme chaque fois qu'on lui demandait: « Comment ça va aujourd'hui ? » Une secrète blessure habitait le vieillard, qui, faute de savoir écrire, avait dû refuser toutes les promotions que lui proposait la SNCF, le seul employeur qu'il eût eu.

Ce double qui le fuyait

Le report à l'écrit, à l'orthographe même, divisait la famille. Car, si du côté du père on se flattait d'avoir fréquenté l'école publique depuis deux générations, du côté de la mère l'enseignement avait été dispensé par les « sœurs de Sainte-Anne d'Aurey », qui enseignaient que le jardinage et le catéchisme suffisaient aux enfants de paysans pauvres.

L'auteur, qui aime que son père ressemblât aux photographies d'un vieil album, verra progressivement celui-ci s'enfermer dans ses ressentiments et s'adonner à l'alcool. Quelques fois, pourtant, l'homme paraît se reprendre et son visage laisse entrevoir à l'enfant « une autre vie. Son double qui le fuyait » mesura que les années passaient. Pour rompre l'ennui, les enfants d'ailleurs s'inventaient un Far-West et se traitaient volontiers de « colobos ». Le soir, la radio ayant remplacé les veillées d'antan, les adultes se consolaient en écoutant les inépuables du jour. Et, lorsqu'un combat du « dieu » Cerdan était retransmis sur les ondes, la famille, pour une fois unie, communiait.

Jean-Claude Montel exprime tout avec retenue, comme s'il désirait s'éloigner d'ombres par trop familières: « 1950: des bribes, des mots, des noms qui reviennent et font images, qui cristallisent et s'échangent inversement entre joie et tristesse, haine et amour. »

L'enfance se brise lorsque la mort s'octroie un visage aimé. Quelques heures après de s'être éteint, le grand-père de l'auteur commentera brièvement le voyage qu'il savait devoir interrompre: « Ce n'était donc que cela. »

PIERRE DRACHLINE.
* L'ENFANT AU PAYSAN DÉVASTÉ, de Jean-Claude Montel, collection « Textes », Flammarion, 135 p., 70 F.

Le coup d'éclat de Frédéric Lasaygues

Un jeune écrivain de la banlieue parisienne se précipite dans un roman. Plusieurs morts au carrefour de la Vache-Noire, l'auteur du drame est sain et sauf.

LA Vache-Noire, c'est un quartier sud, à deux pas du périphérique, dans les imbrications de Montrouge. C'est la banlieue basse, avec ses mobylettes, ses pompes à essence, ses maisons d'un ou deux étages où éblouissent les placards de néons fluorescents. Ça fait un mélange avec les ZUP d'enfer qui se montent la tête dans la grisaille. Un coqueté des genres, des gens, des pays, des ethnies: un melting-pot dans le cambouis, où ça dérape dur. « Salut, Vache-Noire ! Vache sacrée aux mamelles suintant le gros rouge et la bière... » Pour une jeunesse plombée à la drogue, ça dérape dès les premiers tours de bécane sur des réseaux délinquants qui ouvrent sur les places fortes de la capitale, de Convention à Barbès, pour le deal et pour la fourgue. « Bref et Paic citron, résume Titi Coolos, le narrateur, voilà le décor planté. »

La seconde chose que j'aime, c'est le regard de tendresse qui est porté sur les personnages de cette folle histoire, les petits portraits au crayon acide, tout au long. « Sylvette, elle peut pas s'empêcher de jouer les nounous. Elle s'envoie des mecs plus petits qu'elle, du genre à prendre froid dans les courants d'air. Elle les appelle « Doudou », sans se rancarder si ça les branche un sat-briquet pareil. Elle leur tricote des chaussettes et des cache-nez pour qu'ils aient pas mal en allant peindre au chomdu. » C'était la sœur de Titi. Voici venir son père: « Avec son ciré breton et ses bottes en caoutchouc vert il arrive à me tirer un peu de joie au cœur... C'est un prince dans son genre, man vieux. »

Jonglerie verbale

Le récit fuse et palpite, avec des scènes en galère, une aventure toujours à deux doigts du sordide ou de pleine tragédie. Titi, justement, avertit par ces mots sa nouvelle copine, Cécile, son futur grand amour: « Si tu rentres dans ma vie, j'y dis, faut prendre une laine. Y a des cailloux d'air. J'suis un mec speed. »

Ce que j'aime d'abord dans ce premier roman de Frédéric Lasaygues — un jeune homme qui a vu de près les baffes dont il nous entretient — c'est, naturellement, une écriture qui oscille entre le

noir et le rose footé. Il use d'un langage tout à fait authentique, bien que passablement inédit, dans une coulée alerte qui va d'inventions drôlatiques en jonglerie verbale, demeurant constamment d'une grande précision et exactitude dans l'emploi de la langue verte, version 1985. Une écriture d'une violence efficace, avec l'humour toujours en décalage, une veine de haute tradition, et un pur plaisir.

Il y eut pourtant quelques refus, avant plusieurs avis favorables. « Lorsque sont arrivées les premières lettres de rejet, j'écrivais le livre qui vient de paraître, l'Envers du temps (4). J'ai voulu y tracer l'histoire d'une régression, faire passer dans la fiction ce qui me tirait moi-même en arrière, ce refus de mon travail. » Non seulement Archéologie du zéro a été publié, mais il a obtenu un beau succès de premier roman avec quelque dix mille exemplaires vendus. Et aujourd'hui, grâce à cela, Alain Nadaud fait exactement ce qu'il aime: écrire et lire. Il écrit tous les matins, il lit des manuscrits les après-midi. Une vie en apparence tranquille, dont il ne dévoile rien d'autre et qui, en tout cas, lui offre le temps de courir l'aventure métaphysique, la seule qui, au fond, le fascine vraiment. Il écrit sans précipitation, « mais sur un rythme régulier, comme je l'ai toujours fait, avec un livre en train et un livre prêt. Le prochain à paraître est un recueil de nouvelles. C'est décidément une forme qui me plaît. Cela permet de changer très rapidement d'angle d'attaque, de surprendre l'écriture à la source comme on prend le renard au terrier. Et c'est ça qui m'intéresse. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

(2) Editions françaises réunies, 1980.
(3) Denoël, 1984.
(4) Denoël, 1985. Voir notre critique ci-dessous.

Alain Nadaud

(Suite de la page 13.)

En Irak, Alain Nadaud a fait la connaissance d'un auteur indien « qui pratiquait surtout la nouvelle. C'est une forme que j'ai immédiatement adaptée ». Avant même la parution d'un recueil, la Tache aveugle (2), les textes de Nadaud ont été publiés dans des revues, et, dès ce moment-là, il a décidé de revenir en France. Il a enseigné la philosophie de 1978 à 1985, avant d'entrer chez Denoël, son éditeur, comme conseiller littéraire.

Jouer avec Pythagore

Être professeur de philosophie lui a « beaucoup plu » et « beaucoup servi ». « A force de rabâcher Pythagore, Copernic, etc., on a envie de jouer avec. J'ai utilisé la philosophie comme matériau romanesque. » Ainsi est « née » Archéologie du zéro, premier roman publié par Alain Nadaud, au début de l'année dernière (3), « roman d'aventures métaphysiques » selon son auteur, recherche de l'origine du zéro, certes, mais aussi de l'écriture: « Pour ce texte, une allégorie de l'écriture telle que je la conçois. Je ne pouvais plus transiger. Il fallait qu'un éditeur l'accepte. »

Il y eut pourtant quelques refus, avant plusieurs avis favorables. « Lorsque sont arrivées les

Une histoire à reculons

Le narrateur de l'Envers du temps, Julius Marcellus, a reté sa vocation. Il n'aurait pas dû être légionnaire gaulois — au premier siècle après Jésus-Christ ? — mais journaliste (on n'est pas à un anachronisme près dans cette histoire). Alors qu'il est bêtement chargé de surveiller les côtes proches de l'embouchure de la Séquana, puis de diriger un convoi — de chariots bourrés de... manuscrits — il perçoit la réalité, découvre des vestiges insolites: le lecteur identifiera notamment un reste de pont suspendu métallique et un parking souterrain. Julius Marcellus veut alors trouver la source de ces décalages, remonter la filière, avancer une explication; bref, enquêter et témoigner.

D'Autun à Rome et en Palestine, de sa rencontre avec le druide Diviacos, dont la bibliothèque renferme de curieux ouvrages, à son emprisonnement à Rome avec l'apôtre Pierre, précédant son voyage en Palestine au cours duquel il assiste à la crucifixion de Jésus, Julius Marcellus tente de rattraper... le temps qui sans cesse lui échappe, qui ressemble à l'un des documents de Diviacos « en fort mauvais état et... à ce point incomplet et déparillé que les pages se succèdent sans ordre ni suite logique ».

Le temps, qui est le véritable héros du roman, est non seulement à l'envers, mais sans dessus dessous, dans une confusion où Julius Marcellus, pourtant, pressent une terrible certitude: le temps n'avance pas, mais va du futur vers le passé, vers le chaos. « La mort

de Diviacos et la destruction de sa bibliothèque me confrontaient brutalement à cette réalité d'une histoire où malgré tous nos efforts le temps nous paraît toujours de vitesse et où d'ailleurs inscrite à l'avance notre défaite », constate Julius Marcellus à son retour à Autun. La régression du savoir et de l'histoire est inéluctable, nul n'est capable d'arrêter cette « hémorragie de l'esprit ».

L'Envers du temps n'est pas pour autant, comme l'ont dit certains, un essai déguisé en fiction. C'est un « vrai » roman d'aventures, avec ses péripéties et le style rapide qui leur convient: de l'attaque de l'expédition de Marcellus par les chauves-souris dans le tunnel du Mont-Blanc, à sa nuit d'amour avec Maria-Madeleine en Palestine, en passant par son évocation d'une prison romaine. Et puis, l'aventure d'un temps à l'envers, n'est-elle pas la plus folle de toutes, la plus angoissante, la plus grande roman à suspense de... de tous les temps ?

Certes, il n'est pas interdit de réfléchir à ces « aventures métaphysiques ». Le désir d'écrire de la fiction ne dispense pas nécessairement de penser, Italo Calvino et Umberto Eco l'ont largement prouvé. Alain Nadaud, qui ne désavoue sans doute pas leur patrimoine, a bien l'intention d'en faire autant, et il a magnifiquement commencé.

Jo. S.
* L'ENVERS DU TEMPS, de Alain Nadaud, Denoël, 269 p., 89 F.

Pierre Bourgeade

(Suite de la page 13.)

Judas ne s'est pas pendu. Il a fui en auto-stop vers l'Égypte. Sur sa route, il rencontra Jésus ressuscité. Pierre Bourgeade en fait l'un des piliers de l'Évangile.

La troisième partie, la plus saisissante, nous ramène dans le presbytère du village où le narrateur non pas principal, mais princeps puisqu'il recueille le récit de Judas, a reçu l'hospitalité. Un verre de cognac à la main, il discute avec son bête. Nous croyons rejoindre la terre ferme. D'autres ébènes s'ouvrent qui révèlent l'agonie de l'Église, sa vieille phobie du sexe, la vanité de toute théologie.

Nous pénétrons dans une nef romane en ruine, vide de fidèles, où grouillent taupes et serpents et où s'insinuent les âmes du purgatoire. Nous descendons dans une bibliothèque souterraine et borgnesque, où le rire moqueur de Yahvé résonne à travers les livres. Dans la rue du village, les deux acolytes, remontés de leur descente aux Enfers, voient passer une macabre et ridicule procession. De vieilles femmes ébantes

uo cantique populaire qui se termine sur une note impie: la résurrection de Jésus, ou à raison d'y croire, meilleur compte encore de n'y pas croire. L'édifice est par terre.

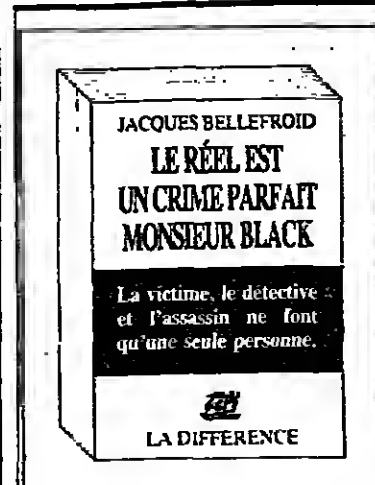
La fiole est violente. A coups de crucifix, le cueilleur de champignons tue le desservant. Dernière contradiction ironique: peut-on tuer un personnage dont on s'est si bien évertué à faire un mythe? Mais le meurtre de Judas, geste d'amour et de pardon, s'accomplit au moment où, démesurément grandi par les épisodes précédents, celui-ci se confond avec le Christ. Ce conte fantastique est une fable sur la mort de Dieu.

Une esthétique de la dissonance

Depuis l'Armature, le Camp, la Ville grise, les Serpents, la Fin du monde, les romans de Pierre Bourgeade, dénués à l'extrême, cernent, comme des apologues, les maux politiques ou moraux de nos sociétés. Jusque-là, l'auteur créait ses fables où l'histoire contemporaine, nos maux se reflétaient. En reprenant dans Mémoires de Judas un grand texte religieux, il fait la part moins belle à l'imagination, mais son ambition grandit et il touche à la métaphysique. Ses dons d'artiste, de visionnaire, son acuité satirique ne s'y manifestent que mieux.

Le livre séduit d'abord par sa forme: une esthétique de la dissonance s'y déploie avec un art consommé. Puis sa portée se révèle, la vibration intime qui le relie à son créateur est perçue. On entre alors dans son vrai drame: celui de l'homme moderne qui a tué Dieu mais en garde la nostalgie.

JACQUELINE PIATIER.



— LA VIE DU LIVRE —

Librairie / Bibliothèque / Exposition / Conférence / Cours / Séminaire / Stages / offres et demandes d'emploi

TOUS LES LIVRES
disponibles en France
dans les meilleurs délais
uniquement par
CORRESPONDANCE
Lettre périodique d'information
gratuite sur demande
Librairie N. HUBMANN
B.P. 43
78392 BOIS-D'ARCY CEDEX

LA LIBRAIRIE TROPICALES
Galerie des Princes, Bruxelles, 812-88-82
organise le mardi 8 octobre à 20 h 30
un débat avec
NICOLE MALINCOLI
pour la parution de
HOPITAL SILENCE
par la parution de
JEAN-PHILIPPE TOUSSAINT
publié aux Éditions de Minuit

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à LA LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS
Tél. 326-90-72 (à compter du 25/10/1985: 43-36-90-72)

كتاب الاموال

● ESSAI

Le « modèle démocratique » de Jean Baechler

L'homme est naturellement démocrate : c'est la thèse, optimiste et paradoxale, que soutient ce philosophe en observant l'histoire de l'humanité depuis trente-cinq mille ans...

SOCIOLOGUE, Jean Baechler ? Administrativement parlant, c'est incontestable, comme l'atteste son poste de directeur de recherche au CNRS, où il est entré en 1966, et son rattachement au GEMAS (Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique).

Pourtant, agrégé d'histoire, féru de philosophie, il dit lui-même s'être assigné un but plus conforme aux aspirations de cette dernière discipline. « Mon problème intellectuel a toujours été le suivant : pourquoi y a-t-il de l'histoire et pourquoi est-elle ainsi et pas autrement ? Mon but ultime pourrait être la construction d'un modèle ou d'une série de modèles permettant de générer l'histoire ou de la reproduire. »

Un but très lointain. Jean Baechler, qui vient de publier *Démocraties*, en convient avec le sourire. Pour le moment, de *Politique de Trotski* (1968), à *Démocraties*, en passant par *Qu'est-ce que l'idéologie ?* (1976), *Le Pouvoir pur* (1978) et trois autres ouvrages, il s'efforce d'accumuler « dans une solitude totale », précise-t-il, les éléments d'un projet par définition interminable. Dans cette bibliographie, les *Suicides* (1975), constitue, selon l'auteur, « un accident universitaire ».

Prochaine étape : un livre sur le régime des castes. En attendant, il a bien voulu s'expliquer sur la théorie qu'il défend dans son dernier ouvrage.

« La thèse centrale de *Démocraties* se résume ainsi : « Les hommes peuvent être tenus pour naturellement démocrates. » Cette affirmation ne souffre-t-elle pas d'une confrontation avec l'histoire non occidentale, la contemplation du monde qui nous entoure ou tout simplement le sens commun ? »

« Votre objection est évidente si l'on considère les faits. Je me la serais adressée moi-même si j'avais voulu dire, par la proposition « l'homme est naturellement démocrate » : il vit constamment en démocratie. Ma thèse est en fait un peu plus subtile. Je crois pouvoir la résumer de la manière suivante. L'homme aspire spontanément à la démocratie, parce que c'est le régime qui lui garantit la liberté, la prospérité et la sécurité. Pour des raisons de bon sens et de psychisme profond, l'homme aspire à ces trois biens. »



CAGNAT.

« Deuxième proposition : pour qu'un régime démocratique puisse s'établir, il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Lorsqu'elles ne sont pas réunies, il n'y a pas de démocratie, mais d'autres régimes parce que l'homme ne peut pas vivre en dehors du politique. Il y a dans la nature humaine de quoi soutenir n'importe quel autre régime. Les hommes s'adaptent même à la tyrannie la plus effroyable, même aux camps de concentration qui peuvent être tenus pour le type quasiment idéal, si j'ose dire, de ce que j'appelle un régime autocratique. »

« Troisième proposition : les conditions nécessaires à l'établissement d'un régime démocratique peuvent être ramenées à quatre : l'existence de sociétés politiques stables à travers le temps — c'est-à-dire à l'échelle des siècles — ce que j'appelle des « politiques » ; qu'il y ait plusieurs politiques réunies au sein d'un même système international ; qu'il y ait à l'intérieur de chaque politique des centres

autonomes de décision suffisamment forts pour bloquer la marche naturelle du pouvoir politique vers l'autocratie ; enfin, que les citoyens présentent certaines qualités que je me plais à appeler des « vertus ». Aucune de ces conditions ne peut résulter d'une délibération de la part des individus ou des groupes. C'est l'histoire qui propose ces conditions. »

Quelque chose de miraculeux

« Lorsque l'on prend l'histoire humaine dans son ensemble, c'est-à-dire depuis trente-cinq mille ans, depuis l'apparition de l'*homo sapiens*, on constate que les hommes ont vécu dans des régimes démocratiques pendant au moins vingt-cinq mille ans. J'ai été le premier surpris de le constater. Une bonne partie de la planète, en dehors des zones impérialisées (l'Europe), a continué de vivre jusqu'aux colonisations du dix-neuvième siècle dans des régimes, sinon démocratiques, du moins à forte tendance démocratique. »

« Statistiquement, je crois que ces régimes sont les plus nombreux au cours de ces trente-cinq derniers millénaires. Mais, pour tempérer aussitôt cet excès d'optimisme, il convient d'ajouter que, depuis le grand tournant de l'histoire humaine, le néolithique, les chances que les conditions de la démocratie soient réunies ne cessent de diminuer. »

« Pour être parfaitement franc, j'étais parti de cette hypothèse : les démocrates ont quelque chose de miraculeux. Pourquoi ? Tout simplement parce que ma

culture est historique et se cantonne dans le champ postnéolithique.

« Vous insistez sur la délégation de pouvoir consenti par l'*Homo democraticus* à certains. Mais vous n'avez pas de mots assez sévères pour qualifier le système représentatif dans lequel nous baignons pourtant. « Un représentant, dites-vous, est une escroquerie antidémocratique. » Est-ce à dire que nous ne vivons pas en démocratie véritable ? »

« Nous ne vivons pas en démocratie véritable et personne n'y a jamais vécu. Le modèle comme tel ne peut pas être parfaitement réalisé. Même dans les bandes, que je crois asymptotiques à la démocratie pure et parfaite, il en est ainsi. Chez les chasseurs, par exemple, les femmes ne vivent pas en démocratie ; elles subissent la puissance des mâles. »

« Il y a une différence conceptuelle essentielle entre la délégation et la représentation. Par délégation, j'entends le fait, de la part des citoyens, de consentir à obéir à quelqu'un ou à quelques-uns qu'ils jugent assez compétent(s) pour les mener à la réalisation d'objectifs, de buts qu'ils s'assignent à eux-mêmes. Cette délégation ne peut reposer que sur le critère de la compétence qui est par nature circonscrite, temporaire et réversible. »

« Le concept de représentation est radicalement différent. Il consiste dans la fiction d'une délégation de la souveraineté elle-même, de la part des citoyens, à certains d'entre eux qui décideront en tant que souverains. C'est l'interprétation qui a été malheureusement adoptée en France dès avant la Révolution. »

« Pour vous, « la liberté produit nécessairement l'inégalité » et « domine l'égalité », que le démocrate doit « négliger ». Vous récusez donc la trinité républicaine liberté-égalité-fraternité ? »

« Je ne la récuse pas. J'ai consacré tout un développement à l'amitié et la concorde pour essayer de démontrer qu'il ne pouvait y avoir de démocratie si la fraternité entre les citoyens n'y régnait pas. »

« Liberté et égalité : c'est une nouvelle contradiction, l'une des plus essentielles. On ne peut pas maximiser simultanément la liberté et l'égalité. Plus il y a de liberté, plus l'inégalité tend vers des limites qui ne sont pas corrigées spontanément. Réciproquement, si vous essayez de pousser l'égalité, vous êtes obligés d'empêcher sur les libertés des acteurs, parce que vous allez redistribuer du pouvoir, des richesses et du prestige. »

« Cette contradiction très profonde est sans solution. »

Propos recueillis par
MICHEL KAJMAN

★ *DÉMOCRATIES*, de Jean Baechler, Calmann-Lévy, 730 p., 169 F.

FRANÇOISE LEFÈVRE

Un homme qui veut savoir comment aime, souffre, parle une femme, doit absolument lire le roman de Françoise Lefèvre, cette histoire d'une femme traversée par le désir. C'est fascinant, terrifiant... La beauté gît dans ce livre.

Serge Koster, *le Monde*

Françoise Lefèvre MORTEL AZUR

roman

156 p.
59 F



Photo J.C. HOROT

Jean-Jacques Pauvert chez
MAZARINE

Catherine
LÉPRONT



Le retour de Julie Farnèse
roman

« Une écriture d'une puissante magie »
Une Bragance - Le Monde

GALLIMARD *nrf*

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

● HISTOIRE

Le roi et les anges

L'historienne Colette Beaune montre comment naquit la nation française, entre 1300 et 1500

La naissance de l'idée nationale en France est un grand sujet qui n'a pas fini de susciter des recherches. Avec sa *Naissance de la nation France*, Colette Beaune nous apporte un travail parfaitement délimité : la France telle qu'on la voit, ou qu'on la rêve, à l'intérieur de ses frontières au cours de cette période, considérée (ici) comme « fondamentale », qui va de 1300 à 1500.

Qu'il soit bien entendu tout de suite, et Colette Beaune a raison de le souligner, que le mot « patriotisme » n'apparaît pas avant 1762 dans le *Dictionnaire de l'Académie*, et que l'expression « sentiment national » n'est pas antérieure au dix-huitième siècle. Il y a, au Moyen Âge, des mythes en circulation, totalement oubliés aujourd'hui, dont l'évocation nous étonne ou nous amuse, mais qui revêtaient, chez les clercs (ou prétendus tels), une autorité imposante : les Français étaient d'origine troyenne — comme les Romains. Vers 1350, on redécouvre les *Gaules*, et ce sont eux, alors, qui viennent de Troie...

Mais l'idée France est bien là, au treizième siècle : suffit à l'attester l'existence des *Grandes Chroniques de France*, que Primit, moine de Saint-Denis, achève vers 1274, sur l'ordre du roi. La France est désormais individualisée et se confond dans les esprits, pour une large part, avec la fidélité religieuse. Les Troyens s'effacent au profit d'un personnage qui, innocemment remodelé, deviendra « saint Clovis », premier héros de cette race privilégiée et supérieure à toutes les autres, la race française, chérie du Tout-Puissant.

Les chers bienfaiteurs de l'Eglise

Colette Beaune a des pages excellentes sur la transmutation idéale d'un « barbare féroce et violent » peu à peu promu au rang de « fondateur de la monarchie française, identique en fonction à saint Olaf pour le Norvège ou à saint Etienne en Hongrie ». Dix siècles d'écart permettent les plus heureuses manipulations qui occultent ce qui aurait pu contrarier la sanctification de Clovis, sensible dès la fin du quatorzième siècle, et qui apparaît doté de son auréole jusque dans des documents officiels. Au quinzième siècle, il est devenu « non pas seule-

ment le premier roi de France chrétien, historiquement parlant, mais le type même du roi de France ; il en a tous les attributs (...). Comme ses successeurs, il fut oint avec la Sainte Ampoule », réceptacle d'une « huile spéciale venue du Ciel, gardée à Reims et qui sert à tous les sacres ».

Ce qui frappe particulièrement dans l'analyse si bien conduite, si minutieuse, de Colette Beaune, c'est l'étroite alliance, la profonde parenté de la vénération (crainctive) du Roi des Cieux et de celle qui s'adresse au roi de France. « S'il est loin d'exister, écrit très bien notre historienne, un représentant de l'Etat par village, il y a là [en permanence] un représentant de Dieu, et le sermon hebdomadaire est le véhicule de nombreuses nouvelles politiques. » Encore une formule à retenir : « La France du Moyen Âge est un espace religieux homogène où la réflexion théologique époussole le pouvoir politique ». Constatation, si l'on n'y prend garde, redoutable, et d'où sortira, entre autres catastrophes, la révolution de l'édit de Nantes.

Si les rois de France sont dits « très chrétiens » — et la chancellerie pontificale elle-même les honore de ce titre, — c'est que Pépin le Bref, père de Charlemagne, dota le pape d'un territoire ; il est le créateur des Etats de l'Eglise. (Eh oui, c'est lui le responsable de cette calamité : le pape qui devient un souverain temporel) et les rois de France se trouvent être ainsi les chers bienfaiteurs de l'Eglise et les défenseurs naturels de la papauté. Une difficulté surgira quand Philippe le Bel se heurtera à Boniface VIII : qu'importe, on « courtoisera » provisoirement l'Eglise, et le lien sera simplement direct qui unit le roi au Ciel.

Saint Denis fut le premier patron et protecteur céleste de nos rois, qui, dès Louis V, se firent enterrer dans son abbaye. Quand celle-ci, au quinzième siècle, passa aux Anglais, saint Denis ne convint plus au roi de Bourges, lequel lui substitua saint Michel, « le plus haut en dignité des anges ne pouvant qu'être lié ou plus haut en dignité des monarques ».

J'avoue à ma honte apprendre par Colette Beaune que saint Thomas d'Aquin en personne tient sa place dans le culte des souverains ; il enseigne que qu-

conque prie quotidiennement pour le roi gagne dix jours d'indulgence, « en tout temps et en tout lieu ». Quand les papes choisissent Avignon pour résider, on pense bien qu'ils n'ont rien à refuser à un prince dont ils dépendent. Clément V, qui régnait à partir de 1305, se montra le plus généreux, octroyant l'indulgence plénière (une merveille ! le temps de Purgatoire aboli) pour tous ceux qui poussent leur dévotion au souverain jusqu'à prier pour les défunts de la famille royale. Au douzième siècle, ceux qui méditent du roi sont taxés de blasphème, et Colette Beaune note avec pertinence : « Ne faut-il pas considérer l'énorme législation qui, de Philippe Auguste à Saint Louis et Louis XI, réprime le blasphème comme un acte politique quant que religieux, témoin du lent et souverain développement de l'idée de lèse-majesté ? »

Le nouveau peuple élu

Sachons aussi que les monarques et leurs serviteurs ont soin d'attribuer à la France, sans complexe et sans la moindre argumentation démonstrative, une exceptionnelle bicoeurveillance divine, jusqu'à faire des Français le nouveau peuple élu. Le messianisme survivra à la monarchie et les Girondins s'en feront les héros en 1792. On le retrouve en pleine ébullition chez Michelet, et Péguy en fit un de ses thèmes préférés.

Colette Beaune a le grand mérite de distinguer, au cours de notre histoire, des cooptions très diverses de l'idée nationale, et de ne point cacher la « rupture », en ce domaine, qu'opéra la Révolution. Ce qu'elle décrit dans son livre, c'est un sentiment collectif fondé sur la race, la religion, les hiérarchies, une France « très différente des France postérieures ». Dois-je prendre le risque de confesser que je demeure un peu sceptique et me défends mal d'un attendrissement quand je lis, dans l'ouvrage que j'admire, cette candide assertion finale : la France des temps médiévaux, si peu semblable à la nôtre, n'en fut pas moins, « pour chacun de ses fils, du roi ou plus humble, la mère qui console et maintient l'espérance » ? Vraiment ?

HENRI GUILLEMIN.

★ NAISSANCE DE LA NATION FRANCE, de Colette Beaune, Gallimard, 431 p., 145 F.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

L'ironie et la logorrhée, de Palinure

L'érudition grotesque, macabre et dyonisiaque du Mexicain Fernando del Paso, prix Romulo-Gallegos

EN juillet 1982, à Caracas, le très important prix littéraire Romulo-Gallegos, qui avait été précédemment décerné à Mario Vargas Llosa, Gabriel Garcia Marquez et Carlos Fuentes, était attribué à un écrivain inconnu de la plupart des journalistes et critiques, le Mexicain Fernando del Paso, pour *Palinure de Mexico*, un énorme roman de plus de 600 pages, dont on publie aujourd'hui une excellente traduction.

Le lauréat fut invité à venir recevoir son prix à Caracas ; là encore, une surprise attendait les commentateurs : on découvrit que, depuis plusieurs années, et après un séjour aux États-Unis (1969-1970), Fernando del Paso vivait à Londres, où il travaillait, entre autres, pour la BBC et où, en 1974, il avait exposé des dessins (d'ailleurs, il habite toujours la capitale anglaise, mais il s'approprie à s'établir à Paris, où il doit entrer à Radio-France internationale). On apprend également qu'en dehors d'un recueil de poèmes Fernando del Paso n'avait publié, jusque-là, qu'un autre roman, *José Trigo* (1966), qui, lui aussi, avait obtenu une récompense notable, le prix mexicain Xavier Villaurrutia. L'ouvrage avait désarçonné la critique par son érudition mythologique, par la multiplicité des niveaux de lecture et par le travail à la fois prodigieux et déroutant accompli sur le langage.

On retrouve certaines caractéristiques de José Trigo dans cette somme qu'est *Palinure de Mexico*, et dont il faut d'abord éclairer le titre.

Le pilote d'Enée

sur la place des Trois-Cultures

Palinure est un personnage de l'*Enéide* : c'était le pilote d'Enée. Il s'endormit à la barre, il tomba à la mer, et les flots le portèrent dans son sommeil jusqu'à une plage de Sicile où les habitants le tuèrent pour le voler, laissant son corps sans sépulture.

Palinure de Mexico est l'histoire d'un étudiant en médecine qui trouve (peut-être) la mort en 1968, l'année du massacre de la place des Trois-Cultures. Le roman relate une partie de son enfance (il y a là une chronique familiale qui fait souvent penser à *Paradiso* de Lezama Lima), la mort de sa mère, ses aventures picaresques et son amour pour sa cousine Stéphanie. Comme dans José Trigo, les jeux sur le langage ont ici un rôle essentiel, mais Fernando del Paso tient à préciser que *Palinure* se veut avant tout « un long poème sur l'amour et la mort, et sur le corps humain ». Le Mexique est également présent, avec sa révolution, ses mythes, sa capitale tentaculaire. Mais, comme l'*Ulysse* de Joyce, les livres de Lewis Carroll ou les contes de Borges, *Palinure* tend à instaurer son propre univers.

A un premier niveau, le roman de Fernando del Paso peut apparaître comme une méditation poétique d'un humour corrosif, parfois aux limites du sarcasme ou de la scatologie, sur le sens de la vie et du trépas, sur la nature du réel, sur le rôle de la perception, sur le fonctionnement de la mémoire. Cette méditation s'appuie sur une

grande érudition, qui brasse les époques, les civilisations, les mythes, les croyances, les conquêtes et les aberrations de la médecine, l'infini des particularités anatomiques, physiologiques et pathologiques du corps humain. Mais tout ce matériel est repensé, rélabouré, transformé en une sorte de coulée poétique d'où émergent parfois les scories d'une réalité qui est celle du Mexique et du monde contemporain, « parce que le temps était venu ; le temps des étudiants, le temps des manifestations et des coups de crosse, le temps enfin où *Palinure*, comme le pilote d'Enée, ne saurait plus distinguer le jour de la nuit ».

Le sillage de Borges, Fernando del Paso professe une méfiance ironique à l'égard de tout ce qui pourrait conduire à une vision exclusive du monde : « C'est qu'avec chacun de nous naît et avec chacun de nous meurt un univers », nous rappelle Palinure.



SANTIAGO CASTELLON

L'univers mythique de la douleur

Le roman s'organise en une série de « récits » — à la charge de Palinure lui-même, qui se dédouble ainsi en acteur et en récitant.

La première épopée est une parodie des *Voyages de Gulliver*, qui permet à Palinure de « déployer les ressources de son imagination morbide, pornographique et épantée » et de donner libre cours à son « *trouille malsaine* ».

Insistons aussi sur la visite d'un hôpital délirant et imaginaire, véritable pèlerinage à travers l'univers mythique de la douleur, de la souffrance, de la « monstruosité » et de la mort. Le procédé de transposition est simple, même s'il se dissimule en partie sous les fastes macabres d'une érudition médicale parfois poussée « ad nauseam » : l'hôpital a été organisé — sur les conseils de Palinure — en une série de pavillons où sont regroupés des cas pathologiques qui n'ont souvent rien à voir entre eux, mais que l'on a réunis pour des raisons esthétiques (sonorité et musicalité des râles, chatouillement des expectorations et des sécrétions, marbrures et pigmentation des tissus, etc.). L'ensemble aboutit à un récit souvent difficile à supporter, mais doté d'un incontestable pouvoir démythificateur.

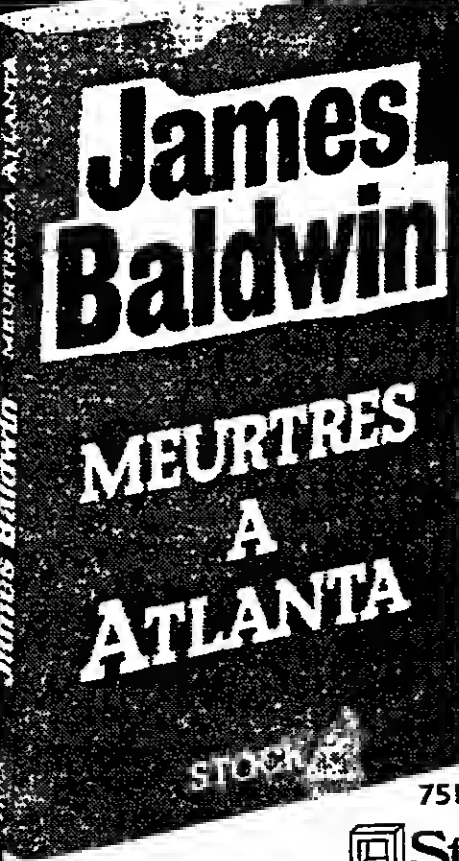
La même « folie pétillante » saisit les compagnons de Palinure ou son cousin Walter, avec lequel il se livre à de longues joutes érudites sur la médecine. Tous sont partagés entre la magie d'un univers nourri de références littéraires multiples, de « prodiges qui fascinent leur imagination », et la violence d'un présent peuplé de drames et de ruines, face à laquelle ils se sentent à la fois « impuissants et responsables ». C'est pourquoi Fernando del Paso présente Palinure comme « un personnage de notre époque ». Mais la prolifération de ce récit halluciné, le mélange savamment calculé de zones d'ombre et de lumière, le détournement parodique d'une érudition foisonnante, l'accumulation de métaphores parfois agressivement surprenantes et d'images insolites font aussi de del Paso un grand romancier « baroque ».

CLAUDE FELL.

★ PALINURE DE MEXICO, de Fernando del Paso, traduit de l'espagnol par Michel Bihard, Fayard, 525 p., 145 F.

JAMES BALDWIN

RACISME ET VIOLENCE AUX ETATS UNIS



75F

Stock

كتاب الموتى

كتاب الـ ١٠٠

RENCONTRE AVEC MARTIN WALSER

« Je n'arrive pas à accepter l'idée que Goethe et Nietzsche sont des écrivains de RDA »

Une réflexion sur la vie des consciences dans la société allemande contemporaine.

MARTIN WALSER est par excellence le romancier du quotidien allemand. Nul mieux que lui ne sait décrire la grisaille, le conformisme, les frustrations qui, contrairement à tous les clichés romantiques, caractérisent la réalité de la RFA. Un écrivain qui pourrait, selon les critères français, être taxé de provincial — tous ses livres se situent dans un espace étroitement délimité : la Souabe méridionale et les bords du lac de Constance, — mais il est vrai que l'Allemagne entière est une province.

Un Walser en chasse-t-il un autre ? Tandis qu'on redécouvre enfin l'écrivain suisse-allemand Robert Walser grâce à l'édition chez Gallimard des *Enfants Tanner*, Martin Walser, l'un des auteurs les plus importants de l'Allemagne de l'après-guerre, quitte la rue Sébastien-Bottin (1), et passe chez Laffont, qui vient de publier la *Lettre à lord Liszt*. A cette occasion, Jean-Louis de Rambures a rencontré Martin Walser.

« Mon titre, précise-t-il, est une allusion littéraire à la *Lettre de lord Chandos*. Comme Hofmannsthal, je suis parti du thème de la destruction du monde sensible. La différence, c'est qu'il ne s'agit pas, chez moi, de l'impuissance de la conscience face au monde, mais d'un constat sur la destruction des relations humaines dans certaines conditions économiques. Franz Horn et Liszt ont besoin, en réalité, l'un de l'autre. Mais leur amitié est paralysée par les conditions de concurrence dans lesquelles ils se trouvent.

« C'est là cette physique sociale dont Franz Horn, à la manière d'un jeu, énumère les sept lois, la dernière ayant pour énoncé : « L'échec d'un concurrent est le succès de l'homme sans succès. »

Un formidable règlement de comptes

CADRE d'une petite entreprise sur le point d'être absorbée, Franz Horn, le héros, ou plutôt l'anti-héros, de la *Lettre à lord Liszt*, fait partie de ces hommes mal dans leur peau que Walser se plaît à nous décrire. Enfermé dans sa chambre à la veille d'un week-end de Pentecôte, Franz Horn se met en devoir d'écrire au collègue — un certain Liszt — qui l'a supplanté dans les faveurs du patron et auquel le lie un rapport ambigu de fascination et d'aversion, d'envie et de mépris.

Tout au long de la nuit, tandis que se vident les bouteilles de vin blanc, les post-scriptum se succèdent (deux au total), faisant de cette lettre qui, bien entendu, ne sera jamais envoyée, un formidable règlement de comptes avec ce concurrent, si redoutable au départ et qui se dégonfle peu à peu, comme une baudouche. La véritable mal dont les deux hommes sont également victimes apparaît : la dépersonnalisation due à un système économique où l'individu n'est rien de plus qu'un rouage.

Martin Walser n'a pas son pareil pour déceler le mal de notre société à travers les petites choses apparemment anodines de la vie. C'est sa force, et parfois aussi sa faiblesse. Il arrive, dans cette *Lettre à lord Liszt*, que les arbres cachent la forêt.

J.-L. R.

— Les mêmes personnages apparaissent chez vous d'un roman à l'autre. S'agit-il d'un essai de « comédie humaine » ?

— Mon ambition n'est pas de représenter la société, mais, plus modestement, j'essaie, en inventant des personnages, de surmonter les difficultés dont je souffre. Chacun de mes livres naît d'une expérience personnelle. Mes premiers personnages s'exprimaient à la première personne. Plus tard, ayant éprouvé le besoin de saisir l'environnement humain de mes héros, il m'a fallu passer à la troisième.

— Dès les années 60, un certain Gottfried Zürn a commencé à s'imposer à moi. Curieusement, il m'était si proche que je n'avais pas le courage de l'aborder directement. Alors, j'ai longtemps tourné autour du pot. En 1976, le héros d'*Au-delà de l'annuaire* s'appelle Franz Horn, celui-là même qui écrit la *Lettre à lord Liszt*. En 1978, le héros du *Cheval qui fuit* s'appelle Halm, mais notez qu'il habite chez un certain Zürn, exerçant précisément la profession d'agent immobilier. Dans le livre suivant : *Travail d'âme*, vous avez cette fois un Zürn, mais son prénom est Franz Xaver. Horn, Halm, Zürn, vous noterez la consonance phonétique. Je m'approche à petits pas du but. Bientôt, j'arriverai, je crois, à donner une dimension historique à Gottfried Zürn.

— Mais, une fois encore, la critique de la société n'est pas mon but. Je qualifierais plutôt mes livres de labyrinthes intérieurs.

« Et le Vietnam, qu'en pensez-vous ? »

— Est-ce la critique sociale qui vous a amené, il y a quelques années, au communisme ?

— Entendons-nous. Je n'ai jamais été inscrit au parti. Comme beaucoup d'écrivains de mon pays, j'ai commencé par soutenir les sociaux-démocrates. C'est la réponse évasive de Willy Brandt à ma question : « Et le Vietnam, qu'en pensez-vous ? » qui a été à l'origine de la rupture. Cela se passait en 1965, au cours d'une réunion électorale. Je l'avoue, je n'ai jamais réussi à comprendre la fidélité inconditionnelle de la RFA à l'égard de Washington. J'ai créé alors, en utilisant des sources françaises et américaines, un bureau d'information sur la guerre du Vietnam. Lorsque le Parti communiste a été autorisé en RFA, j'y ai eu beaucoup d'amis. Il s'est trouvé que les communistes étaient ceux qui formulaient le plus clairement leur action. Cela ne m'empêchait pas d'être gêné par leur dépendance excessive à l'égard de Moscou et de Berlin-Est. Pendant deux ou trois ans, j'ai essayé de les amener à former un parti qui fût vraiment national. C'est ce qu'on a appelé depuis l'eurocommunisme. J'ai fini par me rendre compte que ces gens me mentaient ou se mentaient à eux-mêmes.

— L'expérience aura été, en tout cas, instructive. Espérez en tirer un jour un livre. Elle m'a permis de comprendre comment on traitait en Allemagne tous ceux qui ont le malheur de penser différemment.

— Et quelle est, aujourd'hui, votre profession de foi ?

— On m'a souvent fait observer combien j'étais plus engagé dans mes essais que dans mes romans. Cela tient au fait qu'il y a une grande différence entre une opinion et un sentiment, une sensation, une expérience... C'est un peu ce qui distingue, pour prendre une comparaison concrète, le che-

veau que quelqu'un pose sur sa tête et ce qu'il y a véritablement dans cette tête.

— Pour répondre à votre question, j'emploierais donc plutôt le mot blessure que profession de foi. Il s'agit de ces nostalgies qu'on éprouve parce qu'on se rend compte que les choses ne sont pas comme elles devraient être. Je pourrais vous en citer beaucoup : par exemple, la division de l'Allemagne. C'est vrai, je n'arrive pas, d'un point de vue sentimental, à accepter l'idée que Goethe et Nietzsche sont des écrivains de RDA, et je n'ai pas fini de m'étonner de la facilité avec laquelle on trouve tout naturel, à l'étranger, que nous nous accommodions de ce malheur. Il faut croire, d'ailleurs, que notre propre conscience de cet état de choses est bien éteinte. Sinon, les hommes politiques, ces opportunistes professionnels, ne pourraient se permettre de décrire en même temps l'anti-américain tout ce qui est pacifisme chez nous. On croirait,

à les entendre, que la coupure du monde en deux blocs est une loi naturelle, alors que c'est l'antagonisme américano-soviétique qui la rend nécessaire.

— Le jour où Maseou et Washington accepteront de faire la paix, l'Allemagne sera, du même coup, réunie. Et ils n'auront jamais la paix tant que l'Allemagne ne sera pas réunie.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

* LA LETTRE A LORD LISZT, de Martin Walser, traduit de l'allemand par Hélène Belletto, Laffont, collection « Pavillons », 168 p., 75 F.

(1) Onze ouvrages de Martin Walser ont été traduits chez Gallimard. Pour le théâtre : *Chènes et lapins angoras*, *Le Cygne noir*, *Un jeu d'enfant*. Pour le roman : *La Licorne*, *Fiction*, *Je ne sens pas bon*, *Au-delà de l'annuaire*, *Un cheval qui fuit*, *Travail d'âme*, *La Maison des cygnes*; et un recueil de nouvelles : *Histoires pour mentir*. *Quadrille à Philippsbourg*, son premier roman, est paru chez Plon en 1959.

FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU SÉBASTIEN DORÉ ROMAN

« Rousseau prend place avec ce roman au tout premier rang de sa génération. Bonheur de plume, acuité du regard, ampleur de l'ambition. Si on ajoute que le talent comique est le plus rare de tous, on mettra une dernière touche à l'éloge. »

DOMINIQUE FERNANDEZ
Le Nouvel Observateur

« SÉBASTIEN DORÉ n'est pas un livre charmant. Ici, il s'agit de tout autre chose. Osons le mot : de grandeur. »

PIERRE LÉPAGE
Le Monde

MERCURE DE FRANCE

CLARTÉS

L'Encyclopédie qui bouge !

Vous suivez l'évolution des idées, des courants de pensée, des équilibres économiques, des technologies...

Il vous faut une documentation branchée sur l'actualité qui sache vous proposer une synthèse et vous aider à faire le point.

CONTACT

Yannick Tréguy
EDITIONS TECHNIQUES
123, rue d'Alsée
75690 PARIS Cedex 14
Tél. : (1) 45.39.22.91

CLARTÉS
Une banque de données culturelles.
La seule encyclopédie actualisable,
20 dossiers par an.

Vous avez besoin de **CLARTÉS**
l'encyclopédie thématique de ceux qui construisent.

* non vendu en librairie

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Du pur esprit au modèle de plaisir

(Suite de la page 13.)

CETTE influence « mondaine », les universitaires promus depuis quelques années vedettes du discours l'ont définitivement assurée, sans les embarras de conscience de leurs aînés. Ils ont notamment fait admettre comme un « plus » la précocité et l'aisance que l'opinion réservait aux artistes non diplômés, et que l'Université jugeait suspectes. Militant du non-ralliement et du témoignage coup de poing en faveur des droits de l'homme, le nouvel intellectuel n'a plus à démontrer un épicurisme qu'il peut nuancer désormais de sport et d'ascèse.

Plébiscité comme séducteur, il ne dédaigne plus de plaire aux publics les plus éloignés des amphes, les femmes et les jeunes en particulier. C'est autour de lui que se négocient les coûts et profits de la distinction décrite par Bourdieu. Les charges de preuves sont inversées. Pour affirmer sa légitimité, l'artiste doit dorénavant s'approprier le discours universitaire.

AINS l'intellectuel français a mis trois générations et demie pour s'ouvrir au monde, succomber à ses tentations et y prendre la vedette à l'artiste, tout en niant son intégration.

Dans cette négation, Negroni voit le souci des nouveaux serviteurs de la bourgeoisie de ne pas avouer le rôle que leurs maîtres leur assignent dans la mutation des mentalités. Il faut que tout évolue pour que tout reste comme avant. La réputation des valeurs bourgeoises favorise leur reproduction, et le discours de la transgression fournit une caution indubitable au marché du désir souhaité par le néo-capitalisme.

La conclusion de Negroni est sévère. Selon lui, l'hégémonie mondaine des dernières stars intellectuelles correspond à la domestication maximale des couches moyennes. Elle leur donne la liberté de l'incertitude, le pouvoir de s'écarter du jour au lendemain les comportements et propos qui les ont mises là où elles sont.

Le clerc finirait dans la peau d'un libéral à gages, préposé à la promotion mercantile de la modernité dans la middle class. Il aurait sacrifié à l'arrivisme au point de se laisser détourner totalement de sa vocation : de producteur du progrès. Il serait passé simple « décideur des usages du progrès ». A moins que la crise, à toute chose malheur étant bon, ne mette fin aux bouffonneries de son savoir-vivre et ne le somme de démontrer à nouveau le sérieux d'un savoir-faire.

LA lecture de ce livre généralement limpide et pour tous publics laisse un léger regret : que l'auteur, surtout au début, n'ait pas débarbouillé sa prose de notions pataudes venues de la sociologie, telles que la « facticité d'un monde axiomatisé », la « scotomisation », la « contradiction matricielle » ou l'horrible « routinisation », sans parler de l'incontournable... « incontournable ».

Mais on y voit plus clair dans des jeux où la morale, plus que nulle part ailleurs, se distingue mal de l'hypocrisie. Et une question monte aux lèvres : après ces derniers chiens de garde perdus sans collier et faisant le beau, quels chlots robotisés demain, pour mener quel troupeau, et où ?

* LE SAVOIR-VIVRE INTELLECTUEL, de François de Negroni, Olivier Orban, 250 p., 89 F. A noter la réédition en « poche », aux éditions Complexe, des *Intellectuels de Hamon* et *Rotman*, parus chez Ramsay en 1981.

ENQUÊTE

Ce que lisent les jeunes

(Suite de la première page.)

Malgré l'indigence des enquêtes officielles — on ne sait rien du sujet au ministère de la jeunesse et des sports, et celui de la culture ne peut exhiber que quelques pages très générales extraites de son enquête sur « Les pratiques culturelles des Français », — il est déjà possible d'infirmer le pessimisme généralement admis : les jeunes, les 16-20 ans, lisent, et davantage que leurs aînés.

Repetons l'essentiel de l'enquête sur les pratiques de lecture chez les jeunes (1). 93 % des 15-19 ans ont lu au moins un livre au cours des douze derniers mois — contre 89 % des 19-24 ans et 70 % des plus de 25 ans. 26 % de ces 15-19 ans déclarent lire plus de vingt-cinq livres par an (ensemble des Français : 19 %).

La même tendance se retrouve dans la fréquentation des bibliothèques qui décroît régulièrement avec l'âge : 23 % des 15-17 ans, 21,5 % des 18-19 ans, 18 % des 20-22 ans, 13 % des 23-24 ans, moins de 10 % au-delà (1).

Encore faut-il moduler ces données globales : dans la pratique de la lecture, l'origine socioprofessionnelle, le niveau des études et la situation géographique comptent autant et davantage que l'âge. Pour lire beaucoup, ce n'est pas une surprise, il vaut mieux habiter une grande ville, être issu d'un milieu aisé et posséder un baccalauréat que vivre à la campagne, être fils d'agriculteur ou de manœuvre et ne posséder aucun diplôme. Pas plus dans ce domaine que dans un autre la jeunesse n'est une classe sociale.

La lecture captive

On peut aussi affirmer que c'est parce qu'ils sont davantage urbanisés que la génération précédente et qu'ils bénéficient d'une scolarité plus longue que les

jeunes de 1985 lisent davantage. Ce qui serait encourageant pour l'avenir si l'on n'observait pas en parallèle un autre phénomène : le rejet de la lecture dès qu'a cessé son obligation scolaire. Si les jeunes lisent plus que les adultes, ce n'est pas toujours par goût mais par devoir. L'étude menée l'an dernier par Nicole Robine sur « Les jeunes travailleurs et la lecture » montre même que chez les moins favorisés, l'apprentissage de la lecture, tel qu'on le pratique dans les classes, paraît le moyen le plus sûr de détourner du plaisir de lire (2). Un rapport sur les bibliothèques, établi en 1981 par un

directeur du ministère de l'éducation nationale recommandant la lecture d'un texte sur l'antisémitisme — a sorti Silbermann, un roman de Jacques de Lacretelle, du sommeil où il était plongé depuis de longues années.

Mais il arrive aussi que le succès scolaire d'un livre soit dû à des causes beaucoup plus prosaïques. Les responsables de « Folio » racontent qu'ils ont été étonnés pendant quelques semaines de la flamme de *Bulle*, un livre de René Fallet, qui faisait jusqu'alors une carrière discrète et qu'il leur fallut réimprimer une dizaine de fois. Ils découvrirent,

presque exclusif des garçons, qui sont également davantage intéressés par les livres d'actualité (3,4 % contre 2,1 %) et d'histoire (7,3 % contre 5,4 %). Mais il n'est pas possible de concrétiser ces tendances sur des titres précis.

Fouineurs et infidèles

Mme Gascnel, directrice de la bibliothèque centrale de prêt des Yvelines, le constate, avec la plupart de ses collègues : « Les jeunes sont plus fouineurs, plus curieux que la plupart des autres abonnés des bibliothèques. Ils essaient un peu tout, sans s'attacher vraiment ni à un type de livre ni à un auteur. » Une remarque qui rejoint le constat d'un responsable de Gallimard : autrefois, à l'occasion d'une fête ou d'un examen, les jeunes se faisaient volontiers offrir un ou deux volumes de la Pléiade ; aujourd'hui, ils ne le font plus guère. Trop gros, trop long : on préfère butiner dans une douzaine de « poche » d'auteurs différents que d'investir dans l'œuvre complète d'un écrivain. Dès que le lycée et l'Université ne rendent pas leur lecture obligatoire, les grands classiques ne font d'ailleurs plus recette, et le temps des maîtres à penser contemporains paraît révolu.

Ce sont les jeunes — ceux de la frange la plus instruite — qui ont fait, au début des années 70, le succès de Barthes ou de Foucault et assuré la domination des sciences humaines, notamment de ce qui tournait autour du marxisme et de la psychanalyse. Aujourd'hui, les éditeurs qui s'étaient lancés à corps perdu dans ces domaines ont réduit, voire supprimé leur production. Les jeunes lecteurs n'ont, semble-t-il, plus d'avant-garde à soutenir, plus d'idéologie sur le drapeau de laquelle se ranger. Ce qu'un dirigeant commercial d'Hachette traduit dans son langage : « Les jeunes sont toujours attirés par les produits nouveaux. Mais, depuis une dizaine d'années, il n'y a plus de produits nouveaux dans l'édition, mis à part les logiciels et les livres qui concernent la micro-informatique et qui « marchent » d'ailleurs fort bien. Le résultat, c'est, après des années de progression massive de la lecture due à l'élévation de l'âge de la scolarité — le volume de l'édition a été multiplié par trois en trente ans — une très légère tendance à la désaffection. Mais le besoin de lire existe toujours, comme le prouve le succès de mensuels, à haute dose de lecture, du genre Actuel. »

Des lecteurs désemparés

Plus de gourou intellectuel, pas de « produit nouveau » à travers lesquels ils pourraient marquer leur différence, une lecture scolaire qui manque par trop de dynamisme et d'imagination : les 15-20 ans sont des lecteurs désemparés. Ils recherchent des livres qui leur ressemblent : d'où la vague qui continue à porter Boris Vian, éternel adolescent, et l'écueil qu'ils ont fait à des écrivains de la difficulté d'être comme Kundera ou Mishima.

Mais dans les cours de récréation des lycées, le bouche à oreille murmure moins les noms de Sartre ou de Duras que d'écrivains, sans titre et probablement sans postérité, qui parlent de la détresse de l'adolescence : *Flash*, le récit d'un jeune drogué, Charles Duchaussois, *l'Année Caline*, de Chêne Lanzmann, romancière de dix-sept ans, *Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué*, d'Howard Buten. Et les jeunes communiquent avec les adultes autour de la *Bicyclette bleue*, de Régine Deforges : la guerre et l'Occupation à travers le regard d'une fille de dix-sept ans.

PIERRE LÉPAPE.

(1) *Pratiques culturelles des Français, 1973-1981*, Service des Études et recherches du ministère de la culture, Dalloz, 1982.

(2) Nicole Robine : *Les jeunes travailleurs et la lecture*, La Documentation française, 1984.

(3) *Les bibliothèques en France. Rapport au premier ministre*, Ministère de la culture, Dalloz, 1982.

Leurs choix de lectures comparés à ceux de l'ensemble de la population...

Type de livre	Ensemble des Français (en %)	15-19 ans (en %)
Roman classique	3,9	7,4
Roman contemporain	23,6	20,2
Roman sentimental	6,1	4,4
Actualité	2,7	1,8
Critique	0,3	1,2
Histoire	6,1	3,9
Poésie	4,2	3,8
Sciences humaines	3,5	5,8
Théâtre, poésie	1,5	4,5
Autobiographies	3,6	3,5
Bandes dessinées	5,4	6,5

...et suivant leur niveau d'instruction

Type de livre	Primaire (en %)	Primaire/Sup. (en %)	Secondaire (en %)	Supérieur (en %)
Roman classique	3,3	4	4,2	3,7
Roman contemporain	24,5	25,8	22,8	23,2
Roman sentimental	9,2	5,7	8,9	9,8
Actualité	2,8	2,5	2,5	2,9
Critique	0	0,3	0,3	0,6
Histoire, biographies	5,7	8,8	5,4	7,4
Poésie	5,7	3,5	4,1	3,8
Sciences humaines	1,7	3	3,8	5,4

Source : SOFRES.

groupe interministériel, aboutit au même constat : la lecture scolaire est plus orientée vers la maîtrise de l'expression écrite que vers l'éveil du goût de lire (3).

Si l'on tente de savoir ce que lisent les jeunes, il faut donc essayer de distinguer entre ce que le jargon des bibliothécaires nomme la « lecture captive », prescrite par les obligations scolaires ou para-scolaires, et la lecture libre déterminée par la seule attirance.

Pour les 16-20 ans, l'école, le lycée ou université, est un « prescripteur » de lectures omnipotent. Les éditeurs le savent bien qui réassortissent à chaque rentrée leurs piles des grands classiques que les instructions officielles ont remplacé l'étude de morceaux choisis par celle de livres complets.

Belle âme, belle langue

Chez Gallimard, pour la collection de poche « Folio », on sait, par exemple, qu'il y aura à chaque automne rucée sur les œuvres de Cemus (plus de 2 500 000 exemplaires de la Peste ont déjà été vendus) qui reste de loin — belle âme, belle langue — l'auteur-vedette des enseignants. Succès assuré également pour Saint-Exupéry, pour le *Lion de Kessel*, le Prévert de *Paroles*, *Elise ou la vraie vie*, de Claire Etcherelli — et pour le *Petit Nicolas* de Sempé et Goscinny, seul livre vraiment nouveau apparu ces dernières années dans le hit-parade des lycées.

Ce qui frappe, en effet, à la lecture de la liste des grands succès de la lecture scolaire, c'est son conservatisme. A de très rares exceptions près, les noms qu'on y retrouve sont ceux qui dominaient déjà il y a dix ans, il y a vingt ans.

En plus de ceux déjà cités : Sartre, Gide, Malraux, l'Hemingway du *Vieil homme et la mer*, Marcel Aymé, voire Hervé Bazin ou Barjavel ; ce qui manque plutôt de fraîcheur. Les enseignants paraissent préférer des valeurs mineures mais consolidées par le temps aux meilleurs écrivains vivants : Césaire plutôt que Modiano, et Pagnol de préférence à Le Clezio.

Il arrive parfois que l'actualité vienne décaler cette routine. La question de la drogue a propulsé *Mot Christiane F.* : 1984, le roman d'Orwell a été inscrit l'an dernier au programme de certaines classes, et l'attentat de la rue Copernic — suivi d'une

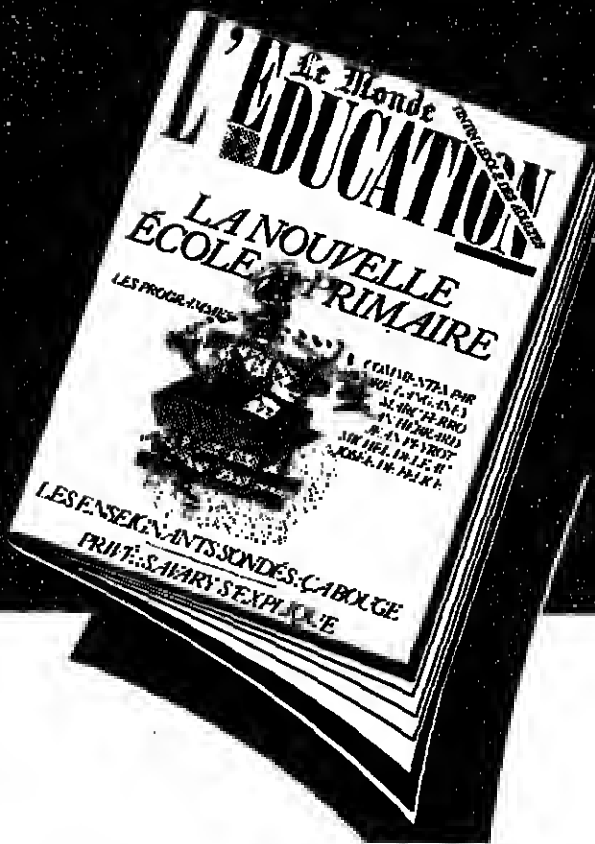
un peu plus tard, la raison de ce subit engouement : une fiche détaillée d'explication de textes, consacrée à *Bulle*, venait de paraître dans une revue professionnelle des enseignants.

Moins de romans, plus de poésie

Même si de nombreux jeunes déclarent lire deux livres à la fois, « un pour le prof, l'autre pour soi », l'appréciation du contenu de la « lecture libre » est plus difficile à cerner de façon précise. D'abord parce qu'elle dépend très fortement du milieu social et du parcours scolaire ; ensuite et surtout parce que — tous les professionnels de la lecture sont d'accord sur ce point — la lecture des jeunes est beaucoup moins typée qu'elle ne l'était il y a dix ans encore. Les 15-20 ans lisent, en gros, les mêmes livres que l'ensemble des Français. Avec des nuances. L'enquête permanente que mène la SOFRES sur la base d'un large panel d'acheteurs (tableau 1) montre, par exemple, qu'ils lisent moins de romans contemporains, moins d'ouvrages historiques et d'actualité, moins de romans à l'eau de rose, mais plus de poésie, d'essais critiques et de sciences humaines que l'ensemble de la population. Et s'ils achètent davantage de bandes dessinées que la moyenne, il apparaît que ce type de lecture est plus répandu encore dans la population des 25-35 ans (7,9 %). La BD ne vient, du reste, qu'en seconde position (20 %), loin derrière le roman (32 %), lorsqu'on demande aux jeunes d'indiquer leur type de lecture préférée (1). Le roman policier et d'espionnage vient en troisième rang (13 %). Il est en chute libre par rapport à 1973, où il avait la préférence de 28 % des jeunes interrogés.

Mais là encore il convient de nuancer. Le tableau 2, extrait du baromètre SOFRES montre des écarts sensibles dans les choix, selon les niveaux d'instruction. S'y ajoutent des distinctions entre la lecture des jeunes filles et celle des jeunes gens. Les premières assurent le succès du roman sentimental (8,2 % en lisent contre 1,7 % des garçons) et font les choux gras des éditions Harlequin (4,2 % des volumes vendus en 1984 : Gallimard : 4 %). Elles lisent, de manière générale, beaucoup plus de romans (27,8 % contre 19,5 %) et de biographies. En revanche, policiers et ouvrages de science-fiction sont l'apanage

LA NOUVELLE ECOLE PRIMAIRE



C'est le retour des disciplines à l'ancienne. Dans le primaire, les nouveaux programmes de J.-P. Chevènement ont mis en sommeil les activités d'éveil. Au profit d'une pédagogie plus traditionnelle. S'agit-il de développer chez nos enfants la seule mémoire passive ? Dans le *Monde de l'éducation*, experts et psychologues en évaluent le risque. Et les instituteurs commentent cette « restauration ».

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

● Ecole privée : Savary s'explique sur la querelle scolaire de 1984.

● Sondage IPSOS auprès des enseignants.

Les mutations du milieu, les changements de mentalités, commentés par Hervé Hamon.

● Tintin : l'idole des adultes. Né il y a près de soixante ans, il est encore l'objet d'un culte. Avec « fan-clubs » et « tintinologues »...

Numéro d'octobre chez votre marchand de journaux.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

كتاب الامتحان

Pierre Belfond

vous propose cette semaine

**Isaure
de Saint Pierre**

***"Monsieur
le Marquis"***

Il y a trente ans, Michel de Saint Pierre publiait *Les aristocrates* et dépeignait la génération des parents de "Monsieur le Marquis". Aujourd'hui, Isaure de Saint Pierre, répondant à son père, dresse le portrait des "nouveaux aristocrates 1985".

Et ce qui pourrait n'être que la description complice ou critique d'une classe en voie de disparition devient un constat plus amer, même s'il est parfois teinté d'humour, de tendresse et de mélancolie.

Isaure de Saint Pierre sera l'invitée de Bernard Pivot dans l'émission "APOSTROPHES" du 18 octobre 1985.

**Bernard
Ginestet**

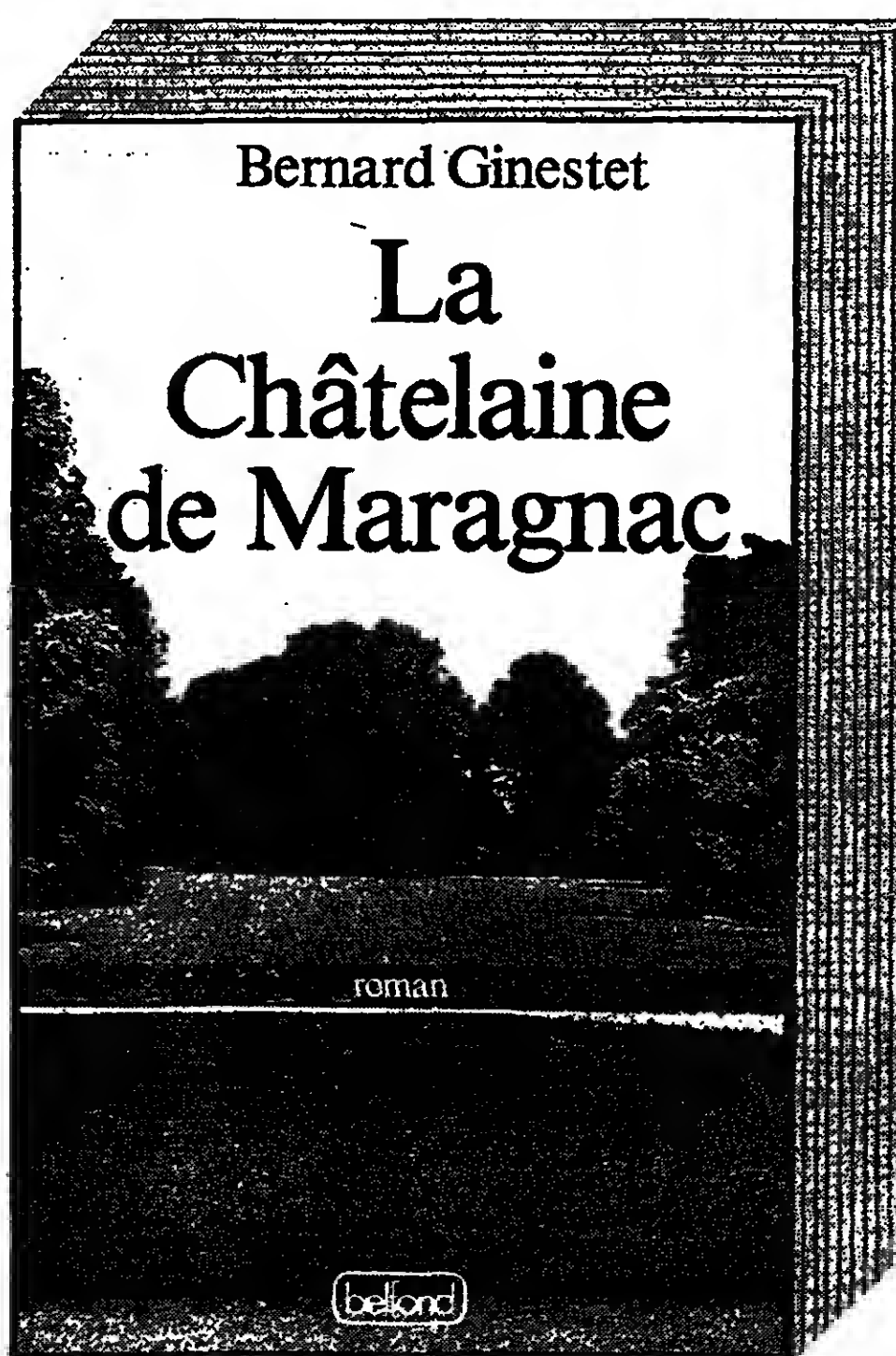
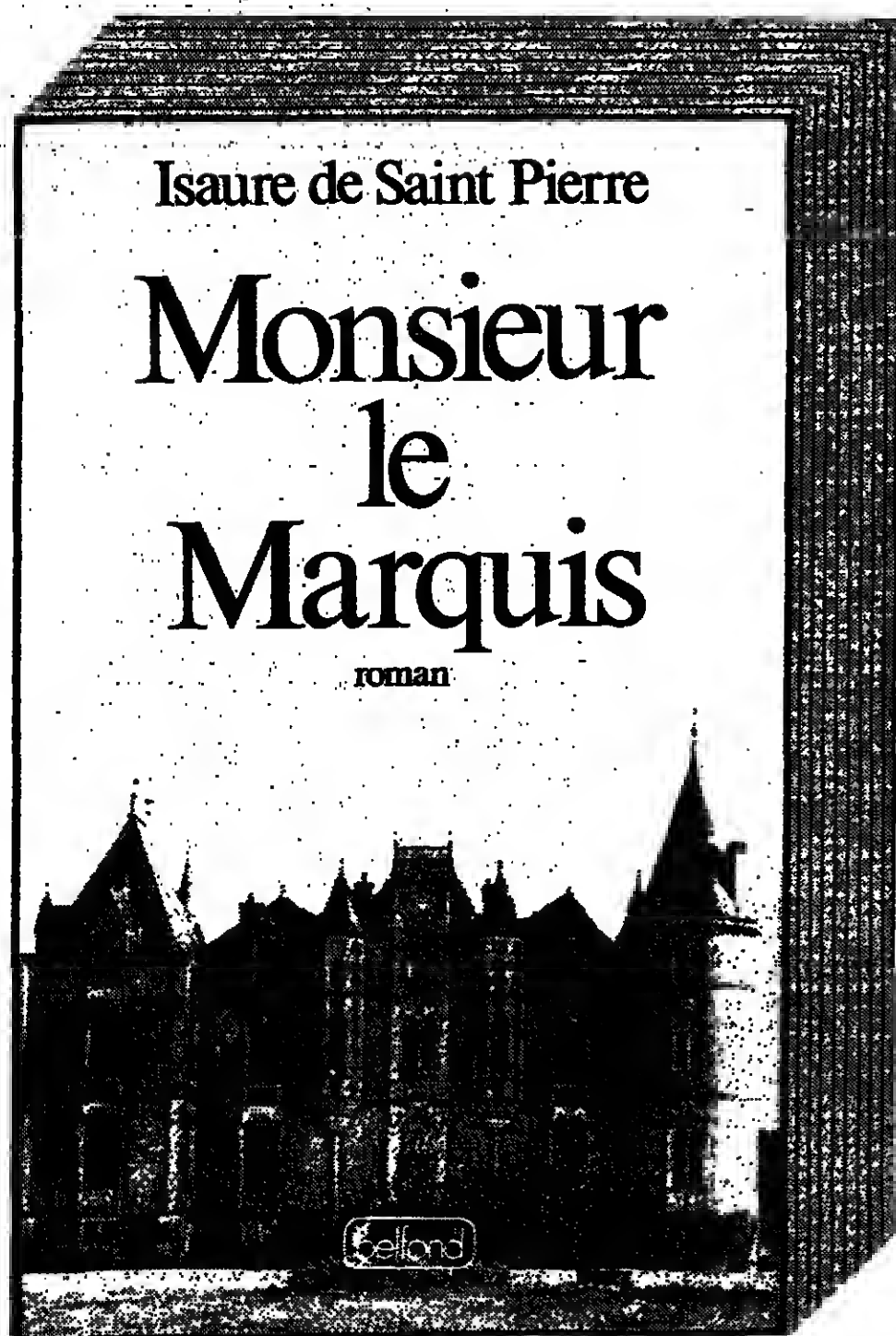
***"La Châtelaine
de Maragnac"***

Un grand cru classé, au cœur du vignoble bordelais...

Une vieille dame, pas du tout indigne, la châtelaine de Maragnac...

Une famille tendrement unie — enfants, petits-enfants, brus et gendres prêts à s'entre-déchirer...

Bordeaux, ce n'est pas Dallas, ni Châteauvallon. D'ailleurs, inutile de vouloir mettre des noms sur les personnages de ce roman, inutile d'ouvrir les serrures: il n'y a pas de clés, affirme Bernard Ginestet. Comment ne pas croire l'auteur de "La bouillie bordelaise" (Flammarion), un pamphlet qui fit quelque bruit...



belfond

culture

LA MORT DE ROCK HUDSON

L'aventurier romantique

L'acteur américain Rock Hudson est mort le 2 octobre à son domicile de Beverly Hills. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

De son vrai nom Roy Scherer junior, Rock Hudson naît le 17 novembre 1925 à Winnickia (Illinois). A sa sortie du lycée, il travaille comme facteur, puis sert pendant trois ans dans la marine américaine comme mécanicien d'avion. A son retour de la guerre, il est camionneur, accomplit toutes sortes de travaux avant, de réussir à percer dans le cinéma grâce à son physique avantageux. Il prend le nom de Roy Fitzgerald quand sa mère se remarie, avant de devenir Rock Hudson, nom merveilleusement adapté au personnage d'aventurier qu'il allait incarner très souvent à l'écran.

Il débute en 1948 dans *Les Géants du ciel*, de Raoul Walsh. Il apprend son métier sur le terrain, répète, assure-t-on, trente-huit fois une scène avant d'aboutir à la bonne prise. Après un entraînement intensif.

UN MESSAGE DE M. REAGAN

(De notre correspondant.)
Washington. — Il y a des domaines dans lesquels on excelle, et d'autres qui ne sont pas votre fort : le tout est de le savoir, surtout lorsqu'on est président. M. Reagan, par exemple, était au meilleur de lui-même — simple et chaleureux — lorsqu'il a fait dire par la Maison Blanche, mercredi 2 octobre, que « Nancy et moi » étaient « attristés par la mort de Rock Hudson [qui] restera dans nos mémoires pour son humanité [...] et sa réputation bien méritée de bonté ».

Quels qu'aient été la profonde popularité de cet acteur à la mâchoire carrée et l'élan de sympathie qu'il avait suscité, il y a deux mois, par la révélation du mal incurable dont il était frappé, absolument rien n'obligeait en effet le président des États-Unis à lui rendre cet hommage. L'angoisse diffuse que crée le SIDA, le malaise croissant dont la crainte de la contagion fatale entoure à nouveau l'homosexualité, tout ce dans quoi baigne donc la mort de Rock Hudson aurait, en outre, pu inciter M. Reagan à un silence de politicien prudent.

Or, si elles ne lui coûtent rien, ces quelques phrases qu'il a fait rapporter disent un refus d'être associé aux campagnes que ses propres amis de la droite religieuse essayent de lancer en faveur d'une mise en quarantaine, ou sous surveillance en tout cas, des « sujets à risque » — homosexuels et autres drogués. Tournant le dos à ces tentatives d'imposer un ordre moral par la peur et la loi, M. Reagan a laissé parler son bon sens, qui tempère son conservatisme et pleinement joué son rôle d'homme d'État en préchant d'exemple la raison.

B. G.

MORT DE L'ESSAYISTE AMÉRICAIN E.-B. WHITE

Plus connu en France pour ses romans à l'intention de la jeunesse que pour ses écrits sur l'usage de la langue anglaise — qui sont vendus à des millions d'exemplaires — l'essayiste américain E.-B. White est mort le mardi 1^{er} octobre dans la maison du Maine où il vivait depuis un demi-siècle. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

(Né à Mann-Vernon dans l'État de New-York le 11 juillet 1899, E.-B. White avait été l'un des piliers de la direction du mensuel *The New Yorker* pour lequel il collaborait depuis les années 20, apportant au fameux mensuel new-yorkais un humour sophistiqué et un respect candide notamment dans « The talk of the town ». Il écrivait également dans d'autres magazines comme *Harper's* et *Atlantic*.)

Surtout, c'est, comme spécialiste de la langue qu'il fut, sur plusieurs générations de lycéens et d'étudiants, une énorme influence grâce à *Eléments du style* (*The Elements of style*), aussi important pour la langue anglaise que le *Bon Usage* de Grevisse pour le français, mais d'un accès plus facile. Composé grâce à l'enseignement de son professeur de l'université Cornell, William Strunk Jr, publié en 1935, révisé plusieurs fois depuis, le manuel, obligatoire dans les lycées et collèges, a connu un succès sans précédent et un tirage de plusieurs millions d'exemplaires.

E.-B. White avait publié une vingtaine d'ouvrages — recueils d'articles, essais, poèmes, correspondance — mais il s'était aussi rendu célèbre auprès du (jeune) public avec des livres devenus des classiques, tant dans les pays anglo-saxons que chez nous : *la Toile de Charlotte* (*Charlotte's Web*) et *Petit Stuart* (*Little Stuart*) traduits depuis trois ans à l'École des loisirs.

On ne peut pas écrire décemment si on se méfie de l'intelligence du lecteur — aimait-il à dire afin d'expliquer que l'essentiel pour l'écrivain était le respect de son public, quel que soit son âge.

Il avait reçu le Prix Pulitzer en 1978 pour l'ensemble de son œuvre et avait été élu, en 1973, à l'Académie américaine des arts et lettres.

sif dans toutes les disciplines du spectacle — art dramatique, danse, mais aussi escrime, équitation, — il s'impose dès 1954 chez Universal avec le remake du *Secret magnifique*, de John Stahl, par Douglas Sirk. Il succède naturellement à Robert Taylor. Une série de films d'action et de mélodrames vont sceller cette rencontre Douglas Sirk-Rock Hudson, notamment *Copitaine Mystère* (1954), *Tout ce que le ciel permet* (1955), *Écrit sur du vent* (1956), peut-être le plus célèbre, *le Ronde de l'aube* (1957), d'après Faulkner.

Acteur courage

Rock Hudson n'est pas mort des suites d'une « longue maladie ». Il est mort des suites de la SIDA et il a voulu que cela soit su. Cette franchise a bouleversé l'Amérique. A la fin du mois de juillet dernier, Rock Hudson était hospitalisé à l'hôpital américain de Neuilly. Quelques jours après son admission, son attaché de presse révélait que l'acteur souffrait depuis un an du SIDA et qu'il était venu en France pour se faire traiter par du HPA 23.

Aussitôt, la nouvelle fit le tour de la planète. A la une des plus grands journaux, une photo : amaigri, le teint cirieux, il était méconnaissable. Lui, la star de Hollywood, le jeune premier qui avait fait craquer des générations d'adolescentes, il osait dire la vérité et se montrer tel qu'il était : malade du SIDA. Ronald Reagan lui téléphona à Paris pour prendre de ses nouvelles. La maladie de Rock Hudson servit de révélateur : elle décupla les uns et plongea les autres

Géant (1956) de George Stevens, aux côtés de James Dean et d'Elizabeth Taylor, puis *le Carnaval des diables* (1957), de Richard Brooks, et *El Peridito* (1961), de Robert Aldrich, confirmèrent sa stature de vedette romantique, capable également d'être le partenaire de Doris Day dans *Confidences sur l'oreiller* (1959). Sans avoir le magnétisme d'un Gary Cooper ou d'un Gregory Peck, Rock Hudson fut une des dernières incarnations du « grand brun » hollywoodien au sourire aussi impeccable que celui d'un Cary Grant.

L. M.

dans un océan de fantasmes teintés de frayeurs. Ce fut l'état du SIDA. Bo Derek ne voulut plus embrasser un partenaire qui au préalable n'avait pas fait de test de dépistage du SIDA. Linda Evans, la partenaire de Rock Hudson dans la feuilleton *« Dynastie »*, se vit déjà atteinte, elle aussi, par la terrible maladie. Liz Taylor prit le tête d'une croisée en faveur de la recherche et annonça la création d'une fondation sur le SIDA.

De son côté, le gouvernement américain débloqua 45,7 millions de dollars supplémentaires pour la recherche et la prévention de la maladie.

Par son geste courageux, Rock Hudson avait voulu aider les milliers d'anonymes qui souffraient de la même maladie. Il voulait les décupler, banaliser le SIDA, un peu comme il y a plusieurs années on avait voulu banaliser le cancer.

FRANCK NOUCHI.

CINÉMA

« RASPOUTINE, L'AGONIE », d'Elem Klimov

Le fossoyeur des Romanov

L'année 1916, où la guerre fait rage en Europe, est très mauvaise pour le régime tsariste. Pourtant, sur une terrasse du Palais d'hiver, Nicolas II peint une corbeille de fleurs en regardant ses filles et son fils jouer et rire dans la neige. L'empereur de toutes les Russies a l'air d'un homme accablé de la sensibilité court à fleur de peau.

Ce portrait inattendu d'un souverain absent du cinéma soviétique depuis 1917 et considéré comme un autocrate sanglant provoqua une polémique. Réalisé en 1974-1975, le film d'Elem Klimov fut longtemps « retenu ». Il fallut attendre 1981 pour voir une projection au Festival de Moscou. Cette année enfin, *Raspoutine, l'agonie* est sorti en URSS. Elem Klimov est rentré en grâce avec *Allez-y voir*, film sur la grande guerre patriotique en 1943, bien accueilli à Moscou et présenté au Festival de Venise (*le Monde* du 6 septembre). Cependant, *Adieu à Matiorio*, qu'il a tourné en 1981, reste au placard.

Si nous, nous connaissons bien, par les livres d'histoire et les films européens et américains sur le sujet, le rôle joué par Raspoutine — le « moine » guérisseur et magnétiseur — dans la chute des Romanov, en URSS, l'œuvre cinématographique de Klimov est, à tout le moins, anticonformiste. Le peuple russe opprimé, sauvagement massacré lors de grèves et de mouvements insurrectionnels, poussé de force à la boue de 1914, n'apparaît que dans les documents d'actualité insérés ici et là afin de rappeler ce que fut le règne de Nicolas II. Pour le reste, pour l'essentiel, le film est enfermé

dans l'univers clos de la cour impériale avec ses intrigues, et dans l'entourage de Raspoutine.

Pas plus que celle du dernier tsar, la figure du tsariste (Raspoutine) n'est caricaturée. La réalité était, d'ailleurs, largement suffisante.

Le moine diabolique mène la danse macabre du tsarisme finissant. Le film en Union soviétique a déplié.

Princesse d'origine allemande, la tsarine voyait en Raspoutine, qui guérissait le tsarévitch hémophile, un « envoyé de Dieu ». Cette femme bornée, mystique, détestait la vie en Russie. Son influence sur un mari au caractère faible, incapable de gouverner, de réformer, mit le ver dans le fruit disposé à pourrir. 1916, année fatale : grâce à son pouvoir sur la tsarine, qu'il appelle « maman », Raspoutine gouverne, fait et défait les ministres, pousse Nicolas II à des actes démagogiques (la visite à la douma).

Il se permet tout. Les femmes, même et surtout celles de la bonne société, se bousculent dans son antre, véritable porcherie où elles se complaisent aux travaux ménagers en attendant d'être élimés pour le lit. Lubrique, Raspoutine assouvit ses appétits en humiliant les femmes hystériques. Il n'avait pas à les forcer.

Le film d'Elem Klimov, c'est cela : le glissement de la cour impériale, de ses institutions, de ses nobles, vers l'abîme où la courie paysan peut-être illuminé, peut-être imposteur, attirant les superstitions, l'idée folle du miracle, menant la danse macabre de ce qui reste, alors, du régime dans les palais cailloteux.

Les images, parfois superbement composées comme chez Tarkovski, s'entrechoquent, se télescopent, dans les secousses d'un corps social dont l'or et les aromates dissimulent à peine l'odeur de cadavre. L'Eglise orthodoxe aura beau faire subir à Raspoutine le rituel d'exorcisme (scène véridique, étonnamment recréée), elle ne chassera pas les démons. Car le déterminisme historique est là... tout autant qu'il le fut, sur un sujet différent, dans *Senzo* de Visconti.

A trop critiquer la vision presque pitoyable d'un Nicolas vidé de son énergie et la composition très business d'Anatoli Romachine, à trop reprocher l'importance donnée à Raspoutine, dont Alexei Petrenko représente le formidable rôle de fossoyeur des Romanov, les censeurs soviétiques n'ont pas su, de prime abord, voir l'eau que cette analyse historique, mise en scène dans un climat de déliquescence, apportait au moulin de la révolution de 1917. Le complot du prince Youssoupski de ses amis apparaît justement dérisoire. Le « monstre » bourré de poison et criblé de balles n'était plus que l'apparence du tsarisme déjà mort.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

COMMUNICATION

Le projet de loi sur les télévisions privées

Le libéralisme et ses zones d'ombre

« C'est un projet de loi très libéral », a dit, pour tout commentaire, M. Georges Fillioud, à la sortie du conseil des ministres qui venait d'adopter, mercredi 2 octobre, le projet de loi sur les télévisions privées. On peut lui en donner acte, pour une grande partie. Les quatorze articles du texte simplifient la loi du 29 juillet 1982 en unifiant sous un même régime toutes les formes de communication locale. Ils alignent les nouvelles télévisions sur le régime juridique des entreprises de presse. Ils renforcent sensiblement les pouvoirs de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle en lui laissant le contrôle des processus de diversification multimédias et des équilibres politiques locaux.

On peut difficilement faire plus libéral, et les partis de l'opposition — qui s'apprêtent déjà à voter contre le projet — auront du mal à pousser la surenchère. Depuis les premières ouvertures de 1981, la politique du gouvernement en matière de communication n'a cessé d'assouplir, en intégrant progressivement les lois du marché et les contraintes économiques qui pèsent sur le secteur. Moins vite et moins radicalement, sans doute, que ne le souhaiteraient certains, mais pouvait-on sortir, sans paliers, de trente années de domination exclusive de la télévision publique ?

Il reste pourtant quelques zones d'ombre. Ainsi, le monopole absolu donné à Télédiffusion de France, s'il se justifie pour des raisons de cohérence technique, demeure aux yeux de certains critiquable d'un point de vue tant politique que commercial. Peut-on laisser l'établissement public décider, seul et sans recours, de l'existence des fréquences ou du tarif des réseaux ? Des députés socialistes songent déjà à amender le projet de loi, en donnant par exemple un contre-pouvoir au Conseil national de la communication audiovisuelle comme le recommandait le rapport Bredin.

D'autres incertitudes pèsent sur les cahiers des charges des futures stations, qui, fixés par décret, peuvent toujours réduire l'intention libérale du législateur. Néanmoins, M. Fillioud s'est engagé verbalement sur deux points essentiels : d'une part, la réglementation publicitaire évoluera en prenant en compte les revendications des principaux acteurs de la télévision privée et du milieu publicitaire lui-même. D'autre part, les réseaux de programmes, provisoirement interdits en radio, seront autorisés pour assurer la viabilité des stations locales de

télévision. La limitation à trois stations du contrôle de la programmation, inscrite dans le projet de loi, ne concernera ainsi que la part très réduite réservée au programme propre des télévisions locales.

Il faut bien remarquer cependant que l'Etat verrouille toujours le système audiovisuel français par le haut. Ne contrôle-t-il pas, directement ou par concession de service public, les chaînes nationales, les réseaux multivilles et même les réseaux d'offre de programmes en syndication (1) ? A cet égard, la circulaire du ministre des PTT limitant l'utilisation du satellite Télécom 1 (2) risque de porter un mauvais coup à l'image libérale que le gouvernement veut se donner. En tentant de s'opposer à la concentration galopante des radios locales, les PTT bloquent du même coup le développement des télévisions locales et des réseaux câblés. La chaîne STV de M. Jean-Marc Berger, qui devait lancer ses quatorze heures de programmes la semaine prochaine, se trouve ainsi interdite de satellite au moment même où Sky Channel alimente en toute liberté Télé-Monte-Carlo, grâce au satellite européen ECS 1...

Même s'il ne s'agit que d'une simple maladresse, la bête est grave. Les PTT doivent rester de simples « transporteurs » et ne peuvent se substituer à la décision politique, sous peine de faire peser une suspicion générale sur tout le monopole public de diffusion. Plus généralement, à l'heure où se multiplient les projets de satellites, il semble illusoire de vouloir réglementer en amont l'offre de programmes. Pourquoi ne pas pousser le libéralisme jusqu'à laisser librement s'organiser le marché entre distributeurs nationaux ou internationaux de programmes et exploitants locaux, en se contentant de définir les conditions d'une saine concurrence ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Distribution à des stations indépendantes d'un ensemble de programmes qu'elles peuvent incorporer dans leur grille.

(2) Le ministre des PTT a demandé à sa filiale France-câbles et radio de suspendre les contrats de location de canaux de Télécom 1 pour les services de radio et de télévision (*le Monde* du 3 octobre).

Des dispositions inspirées de la législation sur la presse

● *Le transfert de compétences.* — La télévision locale hertzienne ne relève plus de la concession de service public et donc du contrôle de l'Etat. C'est la Haute Autorité de la communication audiovisuelle qui accorde des autorisations pour tous les services de télévision dont la desserte n'excède pas 60 kilomètres dans sa plus grande dimension. Ces autorisations sont accordées pour dix ans.

● *Le monopole de diffusion.* — Télédiffusion de France (TDF) garde le contrôle du plan de fréquences, de la conception et de l'installation des émetteurs et des éventuels réseaux.

● *La transparence.* — Les nouvelles télévisions se voient appliquer la même législation que les entreprises de presse. Le projet de loi reprend les articles de la loi de 1981 et de celle de 1984 concernant la responsabilité du directeur de la publication, les débits de presse, le caractère nominatif des actions à partir de 20 % du capital. Les stations locales qui diffuseront des programmes d'information devront employer des équipes rédactionnelles propres, suffisantes pour assurer une autonomie de traitement.

● *Pluralisme et concentration.* — Le texte dépasse, ici, les seules télévisions locales pour esquissier une sorte de réglementation multimédias. Trois règles essentielles limitent la concentration horizontale. Une même personne ou un ensemble de collectivités ne peut pas être majoritaire dans le capital d'une station. Une même personne ne peut contrôler la gestion, le fonctionnement ou la programmation de plus de trois stations de télévision locale, trois radios locales et trois télévisions par câble. Enfin, la Haute Autorité peut refuser une autorisation si elle estime que se constituer un monopole des moyens de communication dans une région. Elle doit aussi veiller à l'expression pluraliste des opinions sur une télévision locale lorsqu'il n'existe qu'une seule fréquence dans la zone donnée.

● *Le cahier des charges.* — Un cahier des charges général, qui doit être élaboré par l'Etat dans les prochains semaines, précisera les règles applicables à la publicité et les différentes contraintes de programmation, notamment en ce qui concerne le cinéma. La Haute Autorité peut y ajouter un cahier des charges propre à chaque station.

« LE QUATRIÈME POUVOIR », de Serge Leroy

Deux façons d'être journaliste

Catherine Carré est, à la télévision, rédactrice en chef et présentatrice du journal. Très populaire, elle est devenue une vedette autant par son professionnalisme que par son charme. On pense, évidemment, à Christine Ockrent, mais Nicole Garcia récupère le personnage à son compte : force du métier, élégance, coquetterie, caractère combatif, choix à faire entre l'intégrité de l'information et le goût de la célébrité.

Yves Dorget, chroniqueur judiciaire d'un quotidien du matin (auquel on peut trouver plusieurs modèles), est un journaliste qui ne lâche jamais la piste qu'il a flairée, dit-il pour cela payer les pots cassés. Philippe Noiret le prend tel quel : grand professionnel attaché avant tout à la vérité, ne transigeant jamais avec sa morale et sa conscience. Même si le pouvoir politique veut lui faire plier le genou, même si son pittoresque directeur (Roland Blanche sorti de ses rôles de loubard) a davantage le flair du sensationnel.

Le scénariste de Yvonick Flot et de Serge Leroy, adapté et dialogué par François Truffaut, veut que Catherine Carré et Yves Dorget se soient un moment unis à cause d'un fait divers aux implications politiques — sorte d'affaire Ben Barka sous la gauche — qu'ils veulent tous deux éclaircir. Façon habile de rapprocher les deux têtes du quatrième pouvoir : la presse télévisée et la presse écrite ;

d'étudier et d'opposer deux psychologies, deux comportements.

Chez Catherine, prête à foncer puis à reculer, domine l'ambition et le besoin de gloire. Même si on ne peut pas vraiment lui en vouloir — Nicole Garcia appelle la sympathie, — elle est le produit d'un système, d'une institution. Trop bien élevée pour céder les rôles, François Giroud pique des banderilles sur un ministre porte-parole (Bernard Frey), sur un PDG de télévision (Jean-Claude Brialy), et donne l'avantage à Yves Dorget (le Noiret des grands jours), c'est-à-dire à une presse écrite libre et indépendante là où l'information télévisée se trouve nécessairement soumise aux règles de l'Etat. D'autre part, Michel Subor, en terroriste manipulé, représente bien les conséquences de certaines compromissions.

Serge Leroy a mené avec une simple efficacité dramatique et psychologique un sujet passionnant qui reste un peu en deçà de ce qu'il pouvait apporter. Encore que l'actualité (du côté de la Nouvelle-Zélande) vienne à l'appui de ce qu'il définit. Les journalistes de la presse écrite ne sont certes pas des saints, mais les auteurs du film auraient eu meilleur jeu à s'en prendre au vedettariat excessif des hommes de télévision plaquant leur propre image sur l'information.

J. S.

* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

« Aleph », de Philippe Manoury

Au Festival de Strasbourg, Musica 85, Philippe Manoury (qui fut l'élève de Gérard Corché) s'est affirmé avec éclat dans *Aleph*, une *Orchestre*, soixante-cinq minutes de musique en trois parties (le quatrième, à venir), quatre groupes d'orchestre, quatre chanteurs solistes.

Cette œuvre se déploie sur un parcours constamment captivant, dans un étirement orchestral rare et un climat très poétique, qui devient orageux et dramatique dans la troisième partie. Le flux du discours progresse par vagues, prolongées en points d'orgue contemplatifs, à travers des « régions » centrées tour à tour sur le rythme, l'harmonie et la mélodie, mais toujours baignées par la présence ou la réminiscence des autres régions, avec des transitions harmonieuses du quatuor vocal. — J. L.

PEINTURE

Une toile de Vérame pour la façade d'Orsay

Depuis le 30 septembre et pour trois mois, le musée d'Orsay disparaît derrière une toile de 88 mètres de long sur 17,50 mètres de haut : 1 500 m² confiés à Jean Vérame. Une toile surface, quel est-ce que c'est pour lui ? Il a peint des hectares de roches dans le Sinaï et dans l'Anti-Atlas (Maroc).

La toile d'Orsay, sponsorisée par une société immobilière (SARL SEER), est une commande. Vérame la définit ainsi : « Un devenir de formes, une virtualité, trois continents qui sont une métaphore de ce qui évolue. »

إلى كل من

Pour 450F, je reloge tous Les Misérables.



BIBLIOTHEQUE
BILLY

en chêne naturel.

450F.

On écrit, on écrit et puis un jour on s'aperçoit que les volumes, ça fait du volume... Alors on empile, on désordonne, on fait dans le pagailleux...

Comme on est un peu rat, on hésite à la dépense. Les meubles, c'est pas donné. Jusqu'au moment où, chez IKEA, on trouve une bibliothèque à sa mesure, à ses mesures. A un prix vraiment misérable. Billy Billy se construit élément par élément. On choisit la finition (pin ou

chêne), la couleur (naturel, brun noyer, noir ou laqué blanc) et on l'emporte à plat, en boîtes. Ensuite, il ne reste plus qu'à la monter, en quelques tours de vis. Et si on a vu un peu grand, on peut toujours rapporter les éléments en trop. IKEA reprend les choses avec le sourire.

La solidité de Billy supporte bien les grandes œuvres: on peut y loger des siècles de légende, ses personnages, ses mémoires, ses tragédies sans la faire plier.

Pour un peu, on aurait envie d'écrire encore...
Décidément chez IKEA, avec des prix comme ça, tout s'arrange. Et tout se range.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA ÉVRY: ZI LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIS ÉVRY-LISSES. TÉL. (6) 497.66.66. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20H - JEU: 11-22H - SAM: 10-20H - DIM: 10-19H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA BOBIGNY: CTRÉ CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (7) 882.92.95. LUN. MAR. MER: 11-20H - JEU. VEN: 11-22H - SAM: 9-20H. IKEA LYON: CTRÉ CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 874.23.25. LUN. VEN: 10-20H - SAM: 9-20H.
IKEA VITROLLES: RN 113 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19H - VEN: 11-22H - SAM. DIM: 10-19H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANT

CARNET DU Monde

INFORMATIONS

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 248-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières. * expo le matin de la vente

SAMEDI 5 OCTOBRE

- S. 1. - 16 h, tapis d'Orient, M^e CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 8. - Pts et gds vins alcool, M^e CHAYETTE.

LUNDI 7 OCTOBRE

- S. 2. - Tab., bib., mob., M^e BOISGIRARD.
- S. 3. - App. photo, aff. ciné, M^e CHEVAL.
- S. 4. - Minéralogie et paléontologie, M^e MILLON, JUTHEAU, M. Delorme, experts.
- S. 6. - Art japonais, M^e ADER, PICARD, TAJAN, MM. Portier Le Veil.
- S. 9. - Atlas et cartes géographiques anciennes, M^e RENAUD.
- S. 11. - Tab., bib., bons mbles, bij., arg., M^e LANGLADE.
- S. 13. - Tab., grav., bibelots, meubles, M^e DEURBERGUE.
- S. 14. - Bons mbles, obj. mobilier, M^e ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 15. - Bon mob. de style Louis-XIII et Louis-XIV, mob. 19^e, tab. 19^e et début 20^e, gravures, M^e RIBEYRE.

MARDI 8 OCTOBRE

- S. 1. - Grav., tab., bib., céram., mbles anc. et de style, bons mbles rustiques, M^e AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 6. - Suite de la vente du 7 octobre, M^e ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 12. - Cartes postales, M^e MORAND.

MERCREDI 9 OCTOBRE

- S. 2. - 14 h 30, art de la Chine et du Japon, M^e CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 4. - Armes anc. et modernes, M^e MILLON, JUTHEAU, M. Dey, Bibliol. E.C., éditions originales romanesques, M^e ADER, PICARD, TAJAN, MM. Gerdin et Convoisier experts.
- S. 5. - Expo : mardi 8 octobre de 11 h à 18 h chez les experts : Librairie GIRAUD-BADIN, 22, rue Gaymeier, 75006 PARIS (548-30-58) du 30 septembre au 7 octobre de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h.
- S. 13. - Tab., mbles, bib., M^e LENORMAND, DAYEN.

JEUDI 10 OCTOBRE

- S. 2. - Suite de la vente du 9 octobre, M^e CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 8. - 2 ateliers d'artistes, Nathan Gutman, Maurice Schoppa - M^e HOEBANX.
- S. 12. - Miné. de coll. et fossiles, M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.
- S. 13. - Tab., bib., bons mbles, M^e LANGLADE.

VENREDI 11 OCTOBRE

- S. 1. - Tablx modernes, M^e CHARBONNEAUX.
- S. 4. - Dess., tab. 19^e et atelier Tony-Pichon, M^e DEURBERGUE.
- S. 5. - Collect. Armand Trampisch (2^e vente), obj. d'art d'Extrême-Orient, M^e ADER, PICARD, TAJAN, MM. Bernadette, Rainard experts. Expo : jeudi 10 octobre de 11 h à 18 h chez les experts : les 7, 8, 9 octobre (uniquement sur rendez-vous), 10, rue Berlioz, 75116 PARIS (500-59-74).
- S. 9. - Bons meubles, obj. mob., M^e ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 11. - Mbles, objets d'art, M^e BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 12. - Timbres-poste, M^e LENORMAND, DAYEN.
- S. 15. - Bibelots, meubles, M^e BONDU.
- S. 16. - Bon mobilier et objets d'art, M^e MILLON, JUTHEAU.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 742-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-61-36.
J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 770-36-16.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fbg-Saint-Hippolyte (75008), 359-66-56.
CHAYETTE, 12, rue Rossini (75009), 770-38-89.
CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 770-56-26.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 261-36-50.
HOEBANX, 10, rue Chauchat (75009), 770-82-66.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 227-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 248-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 281-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.
MORAND, 7, rue Ernest-Renan (75015), 734-81-13.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 770-48-95.
RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 770-87-03.

Naissances

- M. Antoine GENDRY et M^e, née Louise ROCHER, Nicolas, ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Lois.

Paris, le 2 octobre 1985.
124, avenue Victor-Hugo.

Fiançailles

- On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M^e Lorraine LEMUT,

filles de M. Lemaire et de M^e, née Thénard, avec le

docteur Alexandre MILLERAND,

fil de M. Philippe Millerand et de M^e, née Claude Lavazzani.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Romain BARON,

agréé de l'Université, ancien professeur

aux lycées de Mulhouse et Charleville à Paris,

ainsi que dans différents établissements militaires et maritimes, ancien combattant de 1914-1918,

survécu à Nevers le 21 septembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu le 24 septembre, à Corvol-d'Embernard.

De la part de sa famille et de ses amis.

7, avenue Marceau, 58000 Nevers.

- Perreux, Aubagne, Cannes, Tassinari.

M. et M^e Yves Beninger, M. et M^e Christian Beninger, M. et M^e Claude Blanc, née Beninger,

Leurs enfants, parents et alliés, ont le plaisir de faire part du décès de

M^e veuve Eugénie BENINGER, née Joséphine Ortolan,

survécue le 27 septembre 1985, à l'âge de soixante-neuf ans, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église d'Aubagne (13), le 30 septembre.

- M^e André Borne, M. et M^e Philippe Borne, M. et M^e Jean-Claude Borne, Anne-Catherine et Jean-Benoît, M^e A. Serravallo, M^e J. Guyon, Et toute la famille,

ont le très grand plaisir de faire part du décès, le 29 septembre 1985, de

M. André BONNE, éditeur.

Les obsèques en la basilique Sainte-Cécile et l'inhumation au cimetière du Montparnasse ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Les-Cases, 75007 Paris.

42, rue de la Pompe, 75116 Paris.

50, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

On nous prie d'annoncer la mort

accidentelle de

Henri FAMILIER,

ingénieur,

survécue dans le massif du Mont-Blanc, le 30 septembre 1985.

Quartier Massabouff, 26220 Digne-les-Bains.

- Frédéric, Stéphanie et Philippe

ont le douleur de faire part du décès de

M. Henri PICOT,

leur père,

survécue le 30 septembre 1985, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, à Paris-8^e.

50, rue Raiffet, 75016 Paris.

17 bis, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Maryvonne Sibide-Uguen, Bernard Uguen, Pierre Uguen, Eliane Uguen,

ses enfants, Jean-Luc Sibide et Claude Chaplain, ses beaux-enfants, Marion, Jeanne, Juliette, ses petits-enfants,

ainsi que Maryvonne Paillet-Perrot, sa belle-mère, font part de la mort de

Olivier UGUEN,

le 25 septembre 1985, à l'âge de soixante-cinq ans,

et rappellent à ceux qui l'ont connu celle de sa femme,

Herveline PAILLET,

le 15 décembre 1971, à l'âge de cinquante-deux ans.

9, rue de l'Éclair, 29290 Saint-Renan.

- Sa famille et ses amis

vous prient d'annoncer le décès brutal de

Jacques WILMANN,

dit Fiacelle,

chanteur et compositeur,

survécue à Strasbourg, le 9 août 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

114, rue des Chardonnières, Saint-Firmin-le-Vieux, 45200 Montargis.

Remerciements

- Yves Montaud

et Catherine Allégret

tiennent à remercier ici toutes les personnes qui leur ont témoigné leur affection et leur amitié, et, bouleversés par leurs témoignages, les prient de leur pardonner de ne pouvoir leur répondre personnellement.

Anniversaires

- Le 3 octobre 1983

Pierre BERTIN (X 55)

vous quitte.

Il est demandé une pensée amicale à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, et demeurent fidèles à son souvenir.

- Les amis de

Boris LEBOVIC,

disparu subitement le 2 octobre 1960, sont priés de lui consacrer une pensée en ce vingt-cinquième anniversaire.

- En mémoire de

Victor LOYER,

porté en terre le 4 octobre 1975.

Messes anniversaires

- Pour le deuxième anniversaire de la mort de

Stanislas FUMET,

une messe sera célébrée le jeudi 24 octobre 1985, à 18 heures, en l'église Saint-Eustache, 2, impasse Saint-Eustache, 75001 Paris.

Communications diverses

- Vendredi 4 octobre, à 15 heures, entretien : « Charles Dullin et les auteurs », Maison internationale de théâtre (Théâtre du Rond-Point) avenue Franklin-Roosevelt.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Bordeaux-III, mardi 8 octobre, à 14 h 30, salle des Actes, M. Roger Touman : « Le discours littéraire afro-antillais d'expression française, thèmes, structures, significations. »

- Université Paris-X Nanterre, mardi 15 octobre, à 14 h 30, salle C 26, M. Claude Jean Bertrand : « Soutenance de doctorat d'Etat sur navires. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4067

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Un moyen pour qui veut la fin. - II. Traité sur le fonctionnement du canon. Possessif. - III. Ses gens s'ont pas les pieds sur terre. - IV. Lieu de rebus pour un froc qui n'est plus de mise. Courte étape d'un voyage en Chine. - V. Pain que l'on prend à jeun. - VI. Plus apprécié que le lapin. Astre idolâtré. - VII. Fourrière fourrée dans le paradis. - VIII. Une main risque de s'y laisser prendre. Brève ou longue, selon la nature du mètre. - IX. Bouton qui se gâte rien au charme. - X. Pied responsable de plus d'un mal de tête. La chute de Galilée.

Négation. - XI. Copulative. N'est pas pour déplaire à un amoureux des brunes.

VERTICALEMENT

I. Une éponge suffit pour y effacer toute trace de doigt. Précède le dessous comme le dessous. - 2. Caractères d'imprimerie. Enfilé parfois ; pièce toujours. - 3. Entre l'oreille et l'oreillette. - 4. Forme d'avoir. Demi-rat. - 5. Minimum vital du voyageur. - 6. Personnel. Florence, en décembre. Qui est plus de souvent que d'avoir. - 7. Celle des canons ignore les états de la nature. - 8. Unir ou provoquer un désordre. Mis à gauche par un « cuisinier » adroit. - 9. Forme un tout avec une moitié. Horizon obscur.

Solution du problème n° 4066

Horizontalement

I. Lampistes. - II. Age. Epi. - III. Budget. Es. - IV. Ceillade. - V. Rumeurs. - VI. Ass. El. Do. - VII. Tina Sur (sûr). - VIII. Ceil. - IX. Ceil. Al. - X. Rennes. Ma. - XI. Eus. Raser.

Verticalement

1. Laboratoire. - 2. Agence. Eu. - 3. Méditations. - 4. Gu. Olen. - 5. Icelle. Lier. - 6. Taël. Eisa. - 7. Te. DS. St. - 8. Epée. Du. Ame. - 9. Sis. Mortier.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement de TAO-TAC se trouve dans tous les LLO de 2808/08

Le numéro **652689** gagne

4 000 000,00 F

les numéros approchant	à la centaine de mille	gagnent
052689	452689	
152689	552689	
252689	752689	50 000,00 F
352689	852689	

Les numéros approchant aux

Décim. de mille	Mille	Centaine	Décim.	Unité	gagnent
802689	650689	652089	652609	652680	
612689	651689	652189	652619	652681	
622689	653689	652289	652629	652682	
632689	654689	652389	652639	652683	
642689	655689	652489	652649	652684	10 000,00 F
662689	656689	652589	652659	652685	
672689	657689	652689	652669	652686	
682689	658689	652789	652679	652687	
692689	659689	652889	652689	652688	

Tous les billets se terminent par	gagnent
2689	5 000,00 F
689	1 000,00 F
89	200,00 F
9	100,00 F

TIRAGE DU MERCREDI 2 OCTOBRE 1985

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER

TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMI-NAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	381 10 361	500 10 000	6	20 285 28 076	10 000 10 000
2	022 072 342	800 500 500	7	67 8 967 66 377	200 500 2 000 10 000
3	53	200			
4	4 94 294 694 934 5 554 39 844 40 854	100 300 600 600 600 2 700 10 700 10 700	8	5 048 115 348 4 808 6 008 7 208 33 278	100 600 600 600 2 100 2 100 2 100 10 700
5	46 006 036 716 91 146 128 156	200 500 500 500 10 200 1 000 000	9	179 199 629 689 3 489 38 689 43 349	500 500 500 500 2 000 10 000 10 000
6	886 2 886 5 886	500 2 000 2 000	0	70 000 7 540 113 680	200 500 2 000 4 000 000

LOTTO N° 40

TIRAGE DU MERCREDI 2 OCTOBRE 1985

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 6 ET DU SAMEDI 12 OCTOBRE 1985

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 8 OCTOBRE 1985

TRANCHE DE L'AUTOMNE

TIRAGE DU MERCREDI 2 OCTOBRE 1985

85

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^e

320-74-52

SÉMINAIRES DE LECTURE RAPIDE

Lectika

12, rue Vauvilliers, 75001 PARIS

POST-IT NOTE
C'EST LE MESSAGE QUI
SE COLLE, SE DECOLLE
ET SE RECOLLE
A VOLONTÉ.

« SERVICES »

SÉCHERESSE : neuf départements sont déclarés « sinistrés »

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a confirmé, le mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'avait pas l'intention de proposer un « impôt sécheresse ». Il a ajouté que, en plus des prêts bonifiés accordés dans les départements déclarés sinistrés, et de la solidarité professionnelle, « la solidarité nationale apportera sa contribution, selon une formule que nous examinerons avec l'ensemble des organisations professionnelles, et qui devra être juste, simple et efficace ». Le détail des dispositions sera annoncé le jeudi 10 octobre.

Après le Lot, samedi dernier, et selon une procédure accélérée réclamée par M. Nallet, les départements de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, du Gers, de l'Hérault, du Puy-de-Dôme et du Tarn-et-Garonne ont été déclarés sinistrés.

Il y a eu pire

Jean-des-villes qui rit; Jean-des-champs qui pleure. La sécheresse, qui a été générale sur la France depuis le 15 septembre, a réjoui les citadins et déçus les agriculteurs. Mais la situation n'a pas été la même sur tout le territoire, en particulier si on prend en compte les mois d'août et de septembre.

● **OUEST** (Bretagne, Basse-Normandie, Vendée, Anjou). Septembre : 19 millimètres de pluie (normale : 66 mm); août : 65 mm (normale : 55 mm).

● **RÉGION PARISIENNE** (Nord, Ile-de-France, Haute-Normandie, Orléanais). Septembre : 27 mm (normale : 55 mm); août : 56 mm (ce qui est la normale : 55 mm).

● **NORD-EST** (Alsace, Lorraine, Champagne). Septembre : 40 mm (normale : 65 mm); août : 60 mm (normale : 85 mm).

● **CENTRE-EST** (Lyonnais, Bourgogne, Franche-Comté, Alpes, Massif Central jusqu'à Clermont-Ferrand). Septembre : 9 mm (normale : 74 mm); août : 40 mm (normale : 84 mm).

● **SUD-OUEST** (des Pyrénées à la Vendée, de l'Atlantique à Toulouse et à Clermont-Ferrand). Septembre : 4 mm (normale : 72 mm); août : 28 mm (normale : 66 mm).

● **RÉGION MÉDITERRANÉENNE** (Septembre : 4 mm (normale : 70 mm); août : 40 mm (normale : 44 mm)).

● **CORSE**. Septembre : 22 mm, tombés en orage les 16 et 17 septembre (normale : 43 mm); août : 4 mm (normale : 16 mm).

Comme on le souligne à la Météorologie nationale, cette sécheresse n'a donc rien de comparable avec

PARIS EN VISITES

SAMEDI 5 OCTOBRE

« De Montfaucon au Panthéon », 14 h 30, métro Montparnasse, sortie place Montparnasse (Lignes 1, 2, 12).

« Le parc des Buttes-Chaumont », 15 heures, (1) 770-02-32, l'après-midi (Les amis de la terre de Paris).

« Monnaie et son quartier », 14 h 30, métro Monnaie, devant rotonde (Arènes).

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« De Jean-Paul Sartre à Guy de Maupassant : tombes célèbres à Montparnasse », 14 h 45, 3, bd Edgar-Quinet.

« Les Carnets et son quartier », 15 heures, métro Saint-Sulpice.

« Les Templiers et le quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (M.C. Lasserre).

« Chartres », inscriptions : (1) 526-26-77 (Paris et son histoire).

« Le Grand-Orient de France, Montparnasse-Saint-Empère », 15 heures, métro Odéon (J. Hénery).

« Une ascension dans la colonne Vendôme et visite des hôtels de la place », 14 h 30, métro Tuileries. Lampes de poche (M. Bannas).

« Les primitifs italiens », 14 h 30, Louvre, Saint-Roch, 14 h 30, devant l'Église (G. Canet).

« Tombes d'artistes au cimetière Montparnasse », 15 h 30, métro Raspail (P.-Y. Jassier).

« Christo emballé le Pont-Neuf », 10 h 30, devant la statue d'Henri IV (1) 549-25-81 (Jidéa).

« L'hôtel de Lassay », 14 h 30, (Arts et curiosités de Paris), 15 h 30, (M. Raguenon), 4, place du Palais-Bourbon (cartes d'identité).

« L'Opéra », 15 heures, entrée, en 14 h 30, devant Lancel.

CONFÉRENCES

6, place des Vosges, 15 h 30 : « Victor Hugo sans masque », maison Victor-Hugo (M. Ruffin).

« L'hôtel de Lassay », 15 heures à 19 heures : « Rudyard, philosophe et astrologue ».

270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « Islam », 16 heures : « Espagne » (Greco, Murillo, Velázquez).

19 heures : « Népal »; 20 h 30 : « Rajasthan et Inde nouvelles ».

17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre, 15 heures : Jacques Chiffol pour son livre « Richard Cœur de Lion »; Jean Denat : « Quo reste-t-il de Vatican II ? ».

2, place Maurice-Quénin, 15 heures : « Comment rompre l'enchâssement karénine ? ».

Palais de la découverte, 15 heures : « La formation des étoiles révélée par l'astronomie infrarouge, depuis l'espace », (J.-L. Puget).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 03-10-85 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 3 octobre à 0 heure et le vendredi 4 octobre à 24 heures.

Le décalage vers l'est des hautes pressions de surface et d'altitude, s'explique par le renforcement de la France un flux porté par le sud-ouest. Pris dans ce courant, des fronts froids successifs conduisent sur la France en se décalant.

Vendredi matin : Un temps plus nuageux et plus capoté se manifeste sur la moitié sud du pays. Toutefois des nuages bas persistent près du littoral méditerranéen. Sur le quart nord-est, le ciel demeure très nuageux en matinée et des orages isolés pourront encore éclater. Par ailleurs, une nouvelle zone de pluie gagnera le matin la Vendée et la Normandie, où le ciel restera couvert; elle traversera la France dans la journée, atteignant au soir les Pyrénées occidentales, le Massif central et les Ardennes en prenant un caractère orageux.

PRÉVISIONS POUR LE 4-10-85 DÉBUT DE MATINÉE



A l'arrière, de belles éclaircies apparaîtront, sauf sur la Bretagne, où quelques averses locales pourront se produire.

Les températures minimales resteront stationnaires : 16 à 20 degrés du nord au sud, 15 à 18 degrés dans les régions du centre. Quant aux températures maximales, elles marqueront une légère baisse sur la moitié nord-ouest : 20 à 22 degrés près des côtes de la Manche et de Bretagne, 23 à 25 degrés dans l'intérieur, 26 degrés dans le Nord-Est, 26 à 28 degrés en Méditerranée, 29 à 32 degrés dans le Sud-Ouest.

Les vents de sud-est en Méditerranée et de sud-ouest sur le reste du pays resteront forts.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 2 octobre, le second, le minimum de la nuit du 2 octobre au 3 octobre) : Ajaccio, 26 et 15 degrés; Biarritz, 32 et 18; Bordeaux, 32 et 17; Brest, 23 et 18; Brest, 20 et 16;

Cannes, 24 et 15; Cherbourg, 21 et 16; Clermont-Ferrand, 28 et 18; Dijon, 27 et 17; Dinard, 24 et 16; Enghien, 24 et 11; Grenoble-St-Martin, 30 et 14; Grenoble-St-Genève, 30 et 12; La Rochelle, 28 et 17; Lille, 24 et 17; Limoges, 27 et 19; Lorient, 19 et 18; Lyon, 27 et 18; Marseille-Marianne, 27 et 18; Nancy, 22 et 16; Nantes, 27 et 15; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17; Nice-Ville, 24 (maxi); Paris-Montsouris, 26 et 18; Paris-Orly, 27 et 18; Pau, 34 et 17; Perpignan, 29 et 16; Rennes, 24 et 17; Rouen, 22 et 16; Saint-Etienne, 27 et 18; Strasbourg, 23 et 12; Toulouse, 29 et 21; Tours, 28 et 16.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 18 degrés; Genève, 27 et 10; Lisbonne, 24 et 19; Londres, 22 et 17; Madrid, 30 et 14; Rome, 26 et 15; Stockholm, 19 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du jeudi 3 octobre :

UN DÉCRET

● Pris pour l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des militaires à des emplois civils.

DES ARRÊTÉS

● Portant institution, auprès du directeur du théâtre et des spectacles d'une Commission nationale consultative d'aide à des projets de spectacles dramatiques.

● Fixant la liste des candidats admis à prendre part au concours sur titres d'entrée à l'École nationale d'administration de 1985.

BREF

VOYANCE

— Organisé par Drans, le Salon des étoiles de la voyance se tient jusqu'au 13 octobre à l'hôtel Minotaur. Quatre vingt voyants ont été sélectionnés à cette occasion et peuvent être consultés par le public tous les soirs de 19 heures à 24 heures (le dimanche de 15 heures à 19 heures). Le prix d'entrée est de 120 francs et donne droit à une consultation de votre choix.

* Hôtel Minotaur, 16 bis, rue de Brest, 75008 Paris.

RETRAITE ACTIVE

— La première Salon du temps choisi et de la

SALONS

retraite active aura lieu, à Paris, du 4 au 8 octobre. Outre les stands de cent vingt exposants, il proposera aux visiteurs des débats sur le logement, le bénévolat et la vie associative, la communication entre les générations, le progrès médical et la préparation à la retraite; des ateliers animés par des associations et des groupements socio-professionnels; des représentations théâtrales (à 74 h 30, le dimanche à 15 heures).

* Porte de Versailles, bâtiment 8, par 2, de 10 heures à 18 heures.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI

INGÉNIEUR

SOCIÉTÉ 8° ARDENT recherche ingénieur expérimenté génie civil, ingénierie en bâtiment. LIBRE IMMÉDIATEMENT. Téléphone : (1) 703-40-76.

PROFESSEUR

Mathématiques 4 ou 5 h. Enseignement supérieur. Tél. 808-11-21.

AGENCE DE PUBLICITÉ

(Double grande communication) rech. chef de groupe et chefs de publicité.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune fille africaine, 19 ans, cherche emploi.

AIDE-COMPTABLE

DACTYLO ou FACTUREUSE DE L'INDUSTRIE. Connaissance des logiciels. Tél. 808-11-21.

ASSISTANTE

Chef de personnel. Gestion et administration du personnel (interne et externe) dans industrie métallurgique et mécanique. Maîtrisant toutes les questions relatives à la fonction.

CHIEF DU PERSONNEL

Contrat 44 ans, longue expérience, gestion et administration du personnel (interne et externe) dans industrie métallurgique et mécanique. Maîtrisant toutes les questions relatives à la fonction.

SECRÉTAIRE DACTYLO

8 ans d'expérience, sans diplôme, recherche emploi fixe banlieue Est (Chelles-Lagny) ou Paris Nord (Chelles-Lagny) ou Paris Nord (Chelles-Lagny) ou Paris Nord (Chelles-Lagny).

REPRÉSENTANTE

55 ans, adresses redressées, cherche place stable. V.P.P. exclusive, région parisienne. Tél. 808-11-21.

FORMATION PROFESSIONNELLE

ENGLISH FOUND THE CLOCK (l'anglais à toute heure) pour ceux qui veulent apprendre l'anglais (anglais parlé seulement) l'anglais à la campagne. Prépare HEC, diplômes universitaires, formation continue. Tél. (1) 580-01-87.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V. Part. vend R 5 Alpine Turbo 1015 cc, 44.000 km. 1er main, bon état général, entretien rigoureux. PRIX ARGENT 33.500 F. Téléphone : 872-63-55.

de 8 à 11 C.V.

A vendre, Lada Nova 4 X 4 couleur vert, atoutage complet, 30.000 km. Part. état. PRIX 38.000 F à débattre. Tél. 304-46-87 après 18 h.

divers

Part. vend camping-car 4 places, occasion, Mercedes-Benz 200, 80.000 km, possibilité véhicule utilitaire. PRIX 42.000 F à débattre. Tél. 808-11-21.

CARAVANE KNAUS

1982, 320 kg, 6,25 m, salon en U, 8 couchages, chaudière, poêle, double vitrage, cas, toilettes, chaudière, poêle, frigo, pompe électrique, coffre à outils, etc. PRIX 28.000 F. Téléphone : soir, 008-18-01.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

MM. 18^e ét. Entre cour et jard. Bâtes pouras. Récept. + 4 ch. serv. 1.350.000 F. 633-29-17 - 677-39-38.

5^e arrdt

JARDIN DES PLANTES le charme provincial, très joli, 40 m² + 2 ch. serv. Poutres et poutres. 1.100.000 F. 708-31-13.

6^e arrdt

PROX. ST-SULPICE. Vende 130 m², caractère. Achète 200 m² rue gauche. Téléphone : 703-32-51.

7^e arrdt

BABYLONE 5 P. sol. 100 m, pièce de 5. Ag. BRANCON. 575-73-84.

8^e arrdt

SUR PARC MONCEAU. 1870, superbe apt. 120 m², 3 ch. serv. 1.350.000 F. 2 ch. serv. 1.350.000 F. Téléphone : 281-84-82.

11^e arrdt

AV. RÉPUBLIQUE, 5 P. bail, état, sol. 130 m², 1.100.000 F. 805-55-70.

12^e arrdt

NATION 5 PIÈCES. Stand 120 m² + chambre. 1.300.000 F. 252-01-82.

13^e arrdt

VUE UNIQUE S/PARC LE GALL et PARIS, CHARMÉ DE LA CAMPAGNE. 2 ch. serv. 1.300.000 F. 808-10-08.

Etranger

SORTIEZ DE L'ORDINAIRE !

Nous louons appartements hors du commun 320 m² habitables 200 m² de terrasse sur la rivière Vandoise. Ecrire sous chiffre 800 285. Publicité CEB-1800 - Vervey.

representation demandes

REPRÉSENTANTE

55 ans, adresses redressées, cherche place stable. V.P.P. exclusive, région parisienne. Tél. 808-11-21.

formation professionnelle

ENGLISH FOUND THE CLOCK (l'anglais à toute heure) pour ceux qui veulent apprendre l'anglais (anglais parlé seulement) l'anglais à la campagne. Prépare HEC, diplômes universitaires, formation continue. Tél. (1) 580-01-87.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V. Part. vend R 5 Alpine Turbo 1015 cc, 44.000 km. 1er main, bon état général, entretien rigoureux. PRIX ARGENT 33.500 F. Téléphone : 872-63-55.

de 8 à 11 C.V.

A vendre, Lada Nova 4 X 4 couleur vert, atoutage complet, 30.000 km. Part. état. PRIX 38.000 F à débattre. Tél. 304-46-87 après 18 h.

divers

Part. vend camping-car 4 places, occasion, Mercedes-Benz 200, 80.000 km, possibilité véhicule utilitaire. PRIX 42.000 F à débattre. Tél. 808-11-21.

CARAVANE KNAUS

1982, 320 kg, 6,25 m, salon en U, 8 couchages, chaudière, poêle, double vitrage, cas, toilettes, chaudière, poêle, frigo, pompe électrique, coffre à outils, etc. PRIX 28.000 F. Téléphone : soir, 008-18-01.

appartements achats

MICHEL BERNARD

URGENT. 502-13-43. RECHERCHE BON QUARTIER D'LE LIVING + 3 CHAMBRES BUDGET 3.800.000 F.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres et employés, gîte socialisé français, information, accès, après tous critères, études, villes, lycées, écoles, etc. Paris et environs. Téléphone : 804-48-21.

Région parisienne

Pour 600 personnes, cherche gîte, pavillon pour C.A.D.I., 7. (1) 885-85-85, 263-57-02.

Province

Couple retraité. CH. 2 PIÈCES TOUT CONFORT 1^{er} étage, en très bon état. Loyer 1.000 F environ. Ag. a/r 8 002. Le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 555-91-82

locations meubles demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appartements de 2 à 4 pièces et plus. Tél. : 285-11-08.

J.F. chercheur d'emploi pour

rech. pour sa direction beaux appartements de 2 à 4 pièces et plus. Tél. : 285-11-08.

hôtels particuliers

VANVES, gara, hôtel part. 120 m² habitables sur terrain 1.230.000 F. 848-90-00.

propriétés

PROPRIÉTÉ 10 HECTARES REGION BONNEVILLE (E-S-L) 1 km bordure rivière « La Loire » 1) Pavillon 7 pièces. 2) Bâtiment, 1.500 m². 3) Bâtiment, 1.500 m². 4) Près de terrain 1.350.000 F. S'adresser : C.B.R.E.T. Agence immobilière 26160 BROU (37) 47-03-02.

1 HEURE PAR A 9

Prix 35.000 m², usage immeuble. PROPRIÉTÉ 9 P. Hect. cuisine, s. de b. w.-c., dépendances, chauffage 650.000 F. C.B.R.E.T. 80 % TIRAILLÉ 18970 ST-FRANÇOIS Tél. 18 (86) 74-08-12 ou après 20 h. (38) 31-48-74.

60 km de Paris, propriété 6

pos. gîte, gîte, garage, stationnement, 5.000 m² terrain (1) 844-03-82 (18-4) 487-23-79.

châteaux

Argon, colline, et petit château, etc. 8 ha. (41) 39-21-51, met.

viagers

ETUDE LODEL

Ville de Paris, Tél. : 365-61-58.

LAPOUS. 554-28-66

SPECIALISTE VIAGER 354, R. Lacroix, Paris-18^e.

F. CRUZ. 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-S. Courriel 48 ans d'expérience. Po. ventes immobilières. Etude gratuite gratuite.

Viager libre, Maritz, dans gîte

villa, beau 3 P., grand grenier, 2 park, 1000 m² terrain, 5.000 F. 200.000 F. CRUZ, 8, r. La Boétie (1) 266-19-00.

LIBRE DANS 7 ANS

Trocadero, superbe 285 m² Sur Seine, 2.500.000 + 9.000 76 ans. LAPOUS 554-28-66.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Ventes

XVII^e WAGRAM. IMM. CATÉGORIE EXCEPT. 300 m², 12 bureaux, gd standing. PARFAIT ETAT. TRÈS CLAIR. DISPONIBLE NOVEMBRE 1985. Bon stand. 8 bureaux. Bon état, cour privative. EXCLUSIVITE. B.E.R.G.I. 222-46-60.

Locations

Votre adresse commerciale ou bureaux, secrétariat, télé. CONSTITUTION STES. PRIX compétitifs. Délais rapides. ASPAC 293-60-50 +

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux neufs dénichés R.C. et R.M. SODICO SERVICE. Champs-Élysées : 723-55-47. Nottion : 341-81-81.

VIOTRE SIÈGE SOCIAL</

économie

Le débat sur les entreprises publiques

LE PLAN « CIRCUITS INTÉGRÉS »

Dans un marché mondial fragile Thomson infléchit sa stratégie

Thomson a en chaud. Et, avec le groupe nationalisé, tous ceux qui ont fait, en 1982, le pari de bâtir une industrie des circuits intégrés en France. Comme à la fin de chaque année, les fonctionnaires du ministère du budget cherchent, en effet, à faire quelques menues économies pour boucler leurs comptes. Comme chaque année, ils regardent vers les dépenses qui leur apparaissent « compressibles » — celles qui ne portent des fruits qu'après-demain, — en l'occurrence les dotations en capital aux groupes nationalisés.

Or Thomson devait, en 1985, recevoir, 1,7 milliard de francs, dont 400 millions au titre de l'aide versée à la Lorraine, où le groupe va construire une usine. « Thomson ne va-t-il pas revenir à l'équilibre cette année ? Ne faut-il pas réduire les interventions de l'Etat ? », entend-on Rue de Rivoli. Bref, « ils » courent, faisant fi de ce qui était déclaré comme impératif absolu au début du septennat : rattraper le retard français dans cette industrie « stratégique ».

Heureusement, les PTT sont là. Après un branle-bas des rares « industrialistes » qui restent dans le gouvernement de M. Fabius, il a été décidé d'honorer les promesses, en faisant appel aux télécommunications : l'abonné du téléphone va prendre le relais. Thomson recevra la somme promise.

La suppression de tout ou partie de la dotation aurait eu pour conséquence inévitable de briser net des efforts engagés depuis trois ans. Sans l'oxygène de l'Etat, les puces françaises ne peuvent pas vivre. Et pour longtemps encore, elles devront rester en couveuse.

Schématiquement, deux conceptions s'opposent depuis deux ans dans le secteur des circuits intégrés. Pour les uns, qui représentent un peu la tradition chez Thomson, il faut avancer à pas comptés et fabriquer des composants originaux, à haute valeur ajoutée. Il faut en particulier éviter absolument les circuits-mémoires dont les japonais cassent les prix, sous peine de perpétuellement « perdre sa chemise ».

Pour M. Jacques Noël, président de Thomson composants, et son équipe, formés à l'école des grands groupes américains, il convient au contraire de développer une stratégie beaucoup plus volontariste afin d'atteindre vite la « taille critique » et le « minimum vital », soit 3 % du marché mondial en 1990. Il faut donc faire des mémoires, et cela pour deux raisons. D'abord parce que ces produits « tirent la technologie », rattrapent son retard et ensuite appliquer le savoir-faire acquis dans la fabrication de puces originales. Ensuite, parce que ces « puces-mémoires », représentent plus d'un tiers du marché global. Se consacrer aux seuls produits spécifiques imposait alors d'obtenir 9 % de ce marché : c'est impossible, Thomson n'ayant pas encore

l'implantation commerciale mondiale suffisante.

Malgré les oppositions et en dépit d'un rapport défavorable du cabinet de conseil Booz-Allen, M. Alain Gomez, le PDG de Thomson, a choisi la thèse défendue par M. Jacques Noël. Le groupe consolide alors ses accords avec l'américain Motorola, décide de fabriquer des mémoires de 64 K avec la technologie du japonais OKI. Un contrat est signé avec IBM, qui promet d'en acheter de grosses quantités pendant trois ans. Mais, pour passer d'un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs en 1984 à 11 milliards en 1990, cette stratégie suppose des investissements de plus de 8 milliards de francs sur la période (1). C'est dire que l'Etat doit impérativement soutenir le groupe, qui ne peut seul financer cet « effort national ».

M. Gomez décide de « mettre le paquet » et de consacrer aux composants 75 % des sommes qu'il recevra sous forme de dotations.

Un reflux surprenant

La crise que traversent les semi-conducteurs depuis l'an dernier va néanmoins le forcer à modifier le cap. Car pour prévisible qu'était détail ce reflux (cette industrie abîmé de cycles de surproduction ou de pénurie tous les quatre ou cinq ans), sa durée et son amplitude surprennent. Le marché mondial va chuter de 17 % cette année (— 29 % aux Etats-Unis, — 4 % en Europe et, heureusement, + 7 % en France). Les prix d'une mémoire de 64 K sont passés de 2,5 dollars en 1983 à 3,20 dollars en 1984 (du fait de la pénurie), puis à... moins de 1 dollar actuellement. Chaque concurrent brade et anticipe la sortie de nouveaux produits. Thomson se sort plutôt bien de cette crise, mais le groupe doit néanmoins réduire de 20 % son rythme de croissance prévu. Les investissements prévus pour 1985 seront ramenés de

1,8 milliard à 1,3 milliard. Même schéma pour les dépenses de recherche. Thomson doit passer plus rapidement à de nouvelles générations de mémoires de 64 K tout... en modérant ses ambitions pour accroître les fabrications de produits originaux.

Autant de décisions qui vont dans le sens des détracteurs. Mais pour autant, M. Jacques Noël affirme « qu'il ne s'agit que d'une adaptation au cycle du marché ». D'ailleurs, « nous gagnons exactement les parts de marché prévues, et si nous perdons encore de l'argent, notre rentabilité s'améliore comme convenu, grâce aux progrès de la productivité. L'équilibre financier est toujours fixé à 1986 ». Bref, « rien ne change sur le fond ».

Prudence ou volontarisme, les deux stratégies sont jouables. Mais, l'autre « pôle » retenu dans le plan circuits intégrés, a choisi la première, peut-être plus raisonnable du point de vue d'une entreprise. Thomson a choisi la seconde, plus risquée, car elle repose sur un pari : que l'Etat paie beaucoup et longtemps, quelles que soient les vicissitudes budgétaires et politiques.

Plus risquée, mais indispensable si la France veut cesser d'être une nation de troisième ordre dans les composants, loin derrière les Etats-Unis et le Japon, et demain dépassée par des pays comme la Corée du Sud. Cela suppose un effort de dix ans et des milliards de francs pour rattraper le dramatique retard accumulé. Cela suppose aussi d'admettre les inflexions stratégiques et de ne pas lâcher prise à la première déconvenue. Déjà, les subventions consacrées à ce secteur sont très insuffisantes. Que des « notaires » du budget, comme dirait M. Rocard, aviennent à vouloir les raboter encore est alarmant.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Il faut investir 1 F pour dégager 1 F de chiffre d'affaires dans l'électronique.

SOCIAL

Le PC propose de modifier le financement de la Sécurité sociale

Le Parti communiste a proposé, mercredi 2 octobre, au cours d'une conférence de presse, une modification du financement du régime général de Sécurité sociale.

Pour « réactiver la solidarité », les communistes demandent que les « gros épargnants » versent une cotisation sur les revenus de leurs produits financiers. D'autre part, la partie « patronale » des cotisations de Sécurité sociale (maladie, famille, retraite), ne devrait plus être calculée seulement sur le montant des salaires, système qui « pénalise les entreprises de main-d'œuvre », alors que « les entreprises à forte valeur ajoutée, telles les compagnies pétrolières ou à fort rendement financiers (le crédit), qui emploient relativement peu de salariés, paient peu », a souligné M. Claude Popere, membre

du bureau politique. Il faut trouver un nouveau mode de calcul « incitatif à l'emploi (productif de préférence), incitatif à la modernisation (qualifier les travailleurs et investir dans des machines modernes) ».

Toutefois, comme « les dépenses pour répondre aux besoins sont incalculables », l'essentiel, selon les communistes, repose sur un changement de politique de l'emploi et de politique économique. En effet, le manque de ressources de la Sécurité sociale « provient essentiellement du taux élevé de chômage, des bas salaires et de la précarisation des emplois ». Le départ en retraite des salariés en fin de carrière, donc « cotisant plus », réduit aussi les ressources. Selon le PCF, ce choix « s'imposera par la lutte ».

Les paradoxes des nationalisations

UN RAPPORT DU SÉNAT

Fidèle à son rythme de travail, la commission des finances du Sénat rend public le 3 octobre son troisième rapport sur les entreprises nationalisées (1), consacré au secteur public industriel élargi en 1982 : la Compagnie générale d'électricité (CGE), Thomson, Pechiney, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Matra, Bull et la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT). Curieusement, le rapport présenté par M. Maurice Blin, sénateur (Union centriste des Ardennes), en rappelle un autre : celui du Haut Conseil du secteur public, présidé par M. Michel Charzat, député socialiste de Paris.

27 milliards pour le dernier exercice, dues largement à la sidérurgie et à Renault. De surcroît, les sénateurs ne se privent pas de faire remarquer que le redressement de la conjoncture économique mondiale — notamment dans la chimie et l'aluminium — est, plus que la nationalisation, responsable des meilleurs résultats de Pechiney et qu'il n'est pas difficile de rendre une entreprise bénéficiaire en transférant à d'autres ses principaux centres de pertes. Les aciers de Pechiney sont ainsi allés creuser un peu plus le gouffre financier de Saurat tandis que les pertes de sa chimie se cachaient derrière les profits du principal repreneur, Elf-Aquitaine.

1982, 1983 et 1984, des banques nationalisées, du Crédit national et de la Caisse des dépôts. A des taux pour le moins privilégiés : Rhône-Poulenc, par exemple, évalué à 4,9 % en 1983, la réévaluation moyenne pondérée de ses emprunts participatifs.

Tout en se gardant d'avoir une quelconque intention polémique, le rapport sénatorial fait ressortir les paradoxes de la nationalisation. Paradoxe juridique, par exemple, qui amène le gouvernement à laisser les nationalisées céder, en toute illégalité, des activités au secteur privé, plutôt que d'avoir fait voter la loi dite de respiration du secteur public. Paradoxe aussi du financement qui pousse les nationalisées à avoir recours massivement aux capitaux privés (par le biais de produits spécifiques comme les titres participatifs ou les certificats d'investissement) sans que soit remise en cause la nature publique de leur capital. Paradoxe enfin de la politique industrielle qui soumet l'Etat à la stratégie choisie par une entreprise, alors que la nationalisation devrait permettre au contraire à l'Etat de mettre de sa poche des « moyens nécessaires à une intervention efficace et à une orientation planifiée du développement du pays ». Sur ce dernier point, les sénateurs pensent bien sûr à la CGE, principal bénéficiaire, à leurs yeux, de la nationalisation.

CLAIRE BLANDIN.

(1) Le premier rapport, en 1983, était consacré à un « bilan d'entrée » des groupes nationalisés, le deuxième en 1984, au secteur public bancaire.

(2) Lors Matra, sous tutelle du ministère de la défense et contrôlé seulement à 51 % par l'Etat.

Ceux qui y croyaient ceux qui n'y croyaient pas

Les sénateurs ont aussi le sens de l'humour. Les rapporteurs de la commission des finances ayant eu de nombreux contacts avec les PDG des entreprises nationalisées, ils ont pu se rendre compte de la plus ou moins grande « foi » des dirigeants vis-à-vis d'une décision — la nationalisation — à laquelle ils doivent leurs postes. Difficile cependant de cerner des noms ou de faire s'exprimer spontanément les intéressés sur ce sujet. Aussi les sénateurs se sont-ils amusés à dresser une typologie succincte et anecdotique des PDG plus ou moins convaincus.

« Il y a ceux qui n'y ont jamais cru et qui ont fini par partir : ceux qui n'y ont jamais cru mais qui se sont efforcés de sauver les meubles ; ceux qui n'y ont jamais cru, qui ont resté parce qu'ils considéraient qu'il y avait une carte à jouer dans le grand bouleversement industriel qui suivait la nationalisation ; ceux qui y ont cru et qui n'y croient plus ou, du moins, de moins en moins ; ceux enfin qui, de toute façon, le problème a toujours indifféré ».

En cherchant bien, concluent les sénateurs on doit « pouvoir en trouver un qui y croyait et qui y était encore ».

Un « spectaculaire détournement... »

Autre élément d'amélioration : le soutien apporté par l'Etat à ses nouvelles pupilles. Mais ce qui, chez les dirigeants socialistes, est présenté comme un titre de gloire pour le nouvel actionnaire devient sous la plume des sénateurs « un spectaculaire détournement des ressources financières nationales ».

Plus nouveau que les dotations en capital officiellement annoncées (près de 50 milliards de francs en quatre ans, pour les groupes industriels publics), les sénateurs font apparaître l'apport financier effectué sous forme de prêts participatifs. Une donnée que, seul, M. Chevènement, en son temps, avait rendue publique, ses successeurs considérant qu'une telle information n'était ni indispensable, ni obligatoire. Ce sont ainsi 5 814 millions de francs que Rhône-Poulenc, Pechiney, Thomson, CGE, Bull et Matra ont reçu en

Les 44 actionnaires de la CGE

Dans leur travail minutieux, les sénateurs qui ont étudié les entreprises nationalisées ont fait quelques trouvailles, détaillées en annexe de leur rapport. On découvre que la CGE, par la magie de quelques montages financiers, ne compte pas moins de 44 actionnaires, et non un seul, l'Etat.

En juillet 1982, les pouvoirs publics décident que les banques et les compagnies financières apportant une contribution exceptionnelle de 6 milliards de francs au secteur public industriel, dont 3 milliards sous forme de fonds propres et 3 milliards en prêts participatifs. L'apport en fonds propres donne lieu à la création de la Société française de participations industrielles (SFPI), détenue à 49,99 % par la Caisse des dépôts et consignations et les établissements financiers, et à 50,01 % par l'Etat, dont

l'apport a été fait sous forme de titres de cinq sociétés industrielles nationalisées. La SFPI détient aujourd'hui entre 22 % et 30 % de chacune d'entre elles. Etant donné les résultats de ses participations, la SFPI ne pouvait attendre de dividendes que chez la CGE et Saint-Gobain, soit 51,34 millions de francs au titre de 1982-1983 et 31,33 millions de francs pour 1983-1984. Or la CGE, tout comme elle l'avait fait vis-à-vis de l'Etat, s'est arrangée pour payer son dividende à la SFPI en actions. Du coup, la SFPI, qui devait rémunérer ses propres actionnaires, s'est retrouvée dans l'incapacité de les payer autrement... qu'en actions de la CGE. Et voilà comment le capital de la CGE est partagé entre l'Etat, la SFPI, la Caisse des dépôts et consignations et quarante et une banques et compagnies financières.

FAITS ET CHIFFRES

● Cinq banques françaises venant s'installer en Suède. — Parmi les treize banques étrangères ayant déposé récemment des demandes de licences d'exploitation en Suède, figurent cinq établissements français : les « trois vieilles » (Crédit Lyonnais, Société générale, BNP) et les banques Paribas et Indosuez. Cette dernière précise que sa filiale suédoise, Banque Indosuez Sverige, sera détenue à 80 % par une banque mère française et à 20 % par une banque finlandaise, la Postipankki.

● RFA : baisse de la production industrielle en août. — La production industrielle de la République

fédérale d'Allemagne a baissé de 3 % en août par rapport à juillet, en données corrigées des variations saisonnières, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques. Au contraire, l'indice de juillet a été révisé à la hausse, passant de 2 % à 2,5 %. La situation du bâtiment a été particulièrement mauvaise en août (— 10 %), alors qu'elle s'était améliorée en juillet après des mois de marasme. Dans l'industrie manufacturière, la production a baissé de 2,5 %. Sur une période de deux mois, la production de juillet-août est supérieure de 2 % par rapport à mai-juin, et de 4,5 % par rapport à juillet-août 1984. — (AFP).

NOTE DE PARIS.

LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

PRIX DU 1^{er} AU 14 OCTOBRE EXCEPTIONNELS
DANS TOUS LES RAYONS

17, BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

AUX TROIS QUARTIERS

مكتبة الأمل

البحر الأحمر

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'Evry (Seine-et-Marne), rue des Mairies, le mardi 15 octobre 1985, à 14 heures

UN PAVILLON

à
LONGJumeau (Essonne)
15, rue Pierre et Marie-Curie
(Lot n° 8) : JARDIN
MISE A PRIX : 60 000 F
Consignation préalable indispensable pour assister à la vente
SCP ABOURN TRUXILLA, avocats
4, boulevard de l'Europe à Evry (91)
Tél. : 079-39-45

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris, le jeudi 17 octobre 1985, à 14 heures

UN APPARTEMENT

comp. de : entrée, déb., w.c., cuis., 3 pièces au 4^e ét. Cave au s-sol.
PARIS (20^e)
Mise à prix : 60 000 F
Pr. renseignements : M. G. BLIAH, avocat à Paris, 1^{er} 43, r. de Richelieu, tél. : 296-29-32 et 296-03-74.
Au greffe des criées du T.G.J. de Paris et s/leux pour vis. en demandant préalablement l'accord de M. BLIAH.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 17 octobre 1985, à 14 h. UN LOT

UN STUDIO

au 1^{er} étage, CAVE au s-sol, à PARIS (2^e)
67, RUE GRENETA
MISE A PRIX : 80.000 F
S'adr. à M^{rs} Georges Marguier, avocat à la Cour, 345, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}).
Tél. : 260-42-72. Au Greffe des criées du trib. gde inst. Paris, s/leux pr vis.

Vente Palais de Justice PARIS, le jeudi 14 octobre 1985, à 14 heures

LOGEMENT PARIS-6^e

S'adr. : 1^{er} 102, rue de Valenciennes, w.c. comm. LIBRE DE LOCATION
42, rue MONSIEUR-LE-PRINCE
Mise à prix 60 000 F
S'adr. M^{rs} COPPER-ROYER
avocat PARIS (17^e), 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03. DOMAINE (DNID), bureau 218, 11, rue Tranchet, PARIS 8^e, tél. 266-91-40, porte 1815. Greffe criées Trib. grande inst. de PARIS où le cahier des charges est déposé s/pl. pr vis. 9 oct. entre 14 et 15 heures.

Vente sur saisie immobilière Palais de Justice de Paris, le jeudi 17 octobre 1985, à 14 h

APPART PARIS-11^e, 62-64, rue A.-DUMAS

PASSAGE DU BUREAU
M. à P. 110 000 francs - S'adr. M^{rs} NICOLAS
avocat à Paris (9^e), 9, rue Moncey - A la vente pr. Trib. grande instance PARIS.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Paris, le jeudi 17 octobre 1985, à 14 heures

APPART PARIS (10^e), 201, r. LAFAYETTE

bât. A, 3^e ét. gche : 3 pièces, cuis., CAVE au s-sol.
M. à P. 200 000 francs - S'adr. M^{rs} NICOLAS
avocat à Paris (9^e), 9, rue Moncey - A la vente pr. Trib. grande instance PARIS.

Vente s/le Palais de Justice d'Evry (91), le mardi 8 octobre 1985, à 14 heures

BIENS ET DROITS d'UN IMMEUBLE à MASSY (91), 1h 33 à 62 ca

IMMOBILIERS d'un IMMEUBLE à MASSY (91), 1h 33 à 62 ca
24, résidentiel de Moulins-des-Grès, comprenant sous-sol divisé en cave, buanderie, garage, salle de sport - Bâtiment commercial divisé en bureaux, cuisine, s. de bain, séjour, salon, 3 chambres, wc
M. à P. 450 000 F
Consign. pour ench. : 50 000 F - S'adr. pour vis. à Evry (91)
immeuble le Mairies, r. des Mairies
M^{rs} Y. DU CHALARD, avocat - Tél. : 077-15-57

Vente sur saisie au Palais de Justice de VERSAILLES (Yvelines), le mercredi 16 octobre 1985, à 9 h 30

BATIMENT à usage INDUSTRIEL

et adjointement de 2 pièces principales, s. de bain, 1 583 m²
à l'usage de la Fosse-aux-Dames, centre de Trappes
LES CLAYES-SOUS-BOIS (78)
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à M^{rs} RAVIAT, avocats à Versailles, 13, rue de Saint-Cloud - Tél. : 950-03-12.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE, le jeudi 17 octobre 1985, à 14 heures

APPARTEMENT à COURBEVOIE

de 3 pièces principales, au 1^{er} étage, et cave
2, 2, 4, place des Reflets - 3 et 5, rue des Reflets
MISE A PRIX : 386 100 francs.
S'adresser à M^{rs} BLIAH, avocats, 43, rue de Richelieu, à PARIS (1^{er}) - Tél. : 296-29-32 - 296-03-74 - 2^e M^{rs} A. ARJAN, avocat, 9, rue Cassini, à COLOMBES (92) - Au greffe des criées du TGI de NANTERRE - Et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 10 OCTOBRE 1985, à 9 h 30

UN PAVILLON d'HABIT à PÉRIGNY-SUR-YERRES

(Val-de-M.), entre la rue de Mandres à PÉRIGNY et la CD 53 de Mandres à Combs-la-Ville, lot pavillon domus 97, RUE DE MANDRES, place Basse-Linde, av. Juvénat. JARDIN privatif.
M. à P. 200 000 F S'adr. SCP CASTINEAU, MALANGEAU, BOTTET-LECOULEUR, avocats associés à PARIS (1^{er}), 28, rue des Pyrénées - Tél. : 260-46-79 - T. évry pr. Trib. grande instance CRÉTEIL - Sur les lieux pour visiter.

Vente Palais Justice Paris, le jeudi 14 octobre 1985, à 14 h - 2 LOTS

VILLE-D'AVRAY (92), 30, rue de SAINT-CLOUD

1) BOUTIQUE (77 m²)
av. arrière-boutique, débarras, W.C. (45 m²)
Bail commercial 17-6-1982. Loyer annuel 8 700 F
1^{er} ét. : 150 m² comp. : entr., cuis., 3 pces, s. d'entr.
2) APPART. Av. W.C. 2 CAVES (loté est. III A, loté de 1-9-48, 595 F par mois)
M. à P. : 1) 70 000 F - 2) 80 000 F
S'adr. M^{rs} COPPER ROYER, T. 766-21-03. DOMAINE (DNID) Bureau 218, 11, rue Tranchet, Paris (8^e). Tél. 266-91-40, porte 1815. Greffe criées du Tribunal de grande instance de Paris où le cahier des charges est déposé. S. place pr visiter : le 7 octobre 1985 entre 14 h et 15 h

Vente sur publication judiciaire, au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, place André-Mignot, le mercredi 16 octobre 1985, à 9 h 30

IMMEUBLE en COURS de CONSTRUCTION

cadastre section AD, n° 403 pour 8 a 19 ca, et 405 pour 1 ca
loté ensemble 8 a 20 ca
47, 49 et 51, rue Aristide-Briand, commune de
FONTAINEBLEAU (Seine-et-Marne)
MISE A PRIX : 1 150 000 francs
S'adr. au C. de M^{rs} Xavier SALON, avocat, 19, rue Saint-Sophie, 78000 VERSAILLES - Tél. : 950-01-69.

Vente Palais Justice PARIS, le jeudi 14 octobre 1985, à 14 heures. UN LOT

ENS. IMMOB. VENEUX-LES-SABLONS

4, rue ROSA-BONHEUR. A usage d'habitation (975 m²) comprenant MAISON (40 m² au sol) sur cave et rue de ch. : entr., cuisine, w.c., chambre. Un étage avec 2 chambres, cabinet de toilette. Autre MAISON (42 m² au sol) sur rue de ch. : 2 pièces, cuisine. GRENIER-TERRAIN. LOCATION : la première MAISON est louée (432 F par mois) à l'exception de la chambre au rez-de-ch. de la moitié du grenier du deuxième bât. et de la moitié du terrain en façade sur route de Bourgogne.
La superficie est LIBRE.
Mise à prix 100 000 F. S'adr. M^{rs} J. COPPER-ROYER
avocat PARIS (17^e), 1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03. DOMAINE (DNID), bureau 218, 11, rue Tranchet, Paris (8^e), tél. 266-91-40, porte 1815. Greffe criées Tribunaux de grande instance de Paris où le cahier des charges est déposé. Sur place pour visiter le 8 octobre 1985 entre 15 heures et 16 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le jeudi 17 octobre 1985, à 14 heures - En un lot

BATIMENT à us. d'HABITATION et COMMERCIAL

comportant
LOCAL COMMERCIAL, APPARTEMENT 4/5 PIÈCES - GARAGE
boulevard Garibaldi, numéro 31
à ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
MISE A PRIX : 300 000 francs
S'adr. pr. rev. à la SCP SCHMIDT & DAVID, av. au bureau de PARIS, 76, av. de Wagram, Paris (17^e), tél. 766-16-69, du lundi au vendredi - Au C. de M^{rs} DENNERY RALPHEN, à BOULOGNE-SUR-SEINE (92), 12, rue de Paris - Sur les lieux pour visiter. Pour connaître les jours et heures de visite, tél. au 766-16-69 du lundi au jeudi, de 10 h à 12 h.

REPÈRES

Dollar : légère reprise à 8,08 F

Très secoué vingt-quatre heures auparavant, le dollar s'est légèrement redressé, jeudi 3 octobre, sur toutes les grandes places financières internationales. A Paris, il valait 8,0775 F (contre 8,0540 F la veille) et, à Francfort, 2,6450 DM (contre 2,6410 DM). Mais d'une façon générale, les affaires ont été assez calmes, et le sentiment restait baissier. Les cambistes attribuaient cette très modeste reprise au facteur technique. Selon eux, la spéculation se méfie toujours des interventions possibles des banques centrales, qui pourraient se poursuivre jusqu'à la réunion du FMI à Séoul. D'autre part, après la publication des derniers indicateurs économiques américains, plutôt décevants, des rumeurs circulent selon lesquelles le Fed pourrait être amené à réduire son taux d'escompte.

Café : quotas à géométrie variable

L'Organisation internationale du café (OIC) a fixé à la fin de ses travaux, le 2 octobre à Londres, les règles qui s'appliqueront sur le marché du café pendant la saison 1985-1986. La quota global d'exportation a été fixé à 59 millions de sacs (de 60 kg), contre l'année précédente, un quota initial de 60,2 millions de sacs, réduit en cours d'année à 59,2 millions. La fourchette des prix demeure inchangée par rapport à la saison précédente : 120-140 cents américains par livre-poids. Par trimestre, si le prix indicatif moyen est inférieur au prix-plancher au bout de vingt jours de marché, le quota global sera réduit d'un million de sacs. En cas de baisse continue du marché jusqu'à 115 cents, le quota sera réduit deux fois d'un million et demi de sacs. Si les cours remontent, un million de sacs seront remis progressivement sur le marché. En cas de hausse des cours au-delà du prix-plancher, un système identique s'appliquerait, mais en sens inverse. Les stocks des vingt-cinq pays membres importateurs membres de l'OIC (90 % de la consommation mondiale) sont au plus haut, ayant augmenté de près de 6 millions de sacs au cours des deux dernières campagnes. Ils s'ajoutent à la surproduction des cinquante pays exportateurs (99 % de la production).

Pays en développement : les Etats-Unis demandent aux banques d'augmenter leurs prêts.

Lors d'une réunion exceptionnelle avec le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, les banques américaines se sont vu suggérer d'augmenter leurs crédits d'environ 2 % chaque année, en faveur des pays endettés d'Amérique latine. M. James Baker présentera officiellement la stratégie américaine mardi 8 octobre, à Séoul, lors de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Un haut responsable du Trésor américain a déjà indiqué que les Etats-Unis proposent la création d'un fonds, d'un montant pouvant atteindre 6 milliards de dollars, géré conjointement par la Banque mondiale et le FMI, alimenté par les remboursements du Fonds fiduciaire du FMI (2,7 milliards de dollars sur cinq ans) et une dotation équivalente de la Banque mondiale.

AFFAIRES

APRÈS LES GRAVES INCIDENTS DE SAINT-FLORINE

Le groupe Valeo menace de fermer tous ses établissements d'Auvergne

Un millier de personnes ont manifesté, mercredi 2 octobre, en fin d'après-midi, dans les rues de Sainte-Florine (Haute-Loire) et d'Issoire (Puy-de-Dôme) pour protester contre les 744 licenciements annoncés par le groupe Valeo dans les usines de sa filiale Duocellier du Val d'Ailier. La manifestation était organisée par la CGT et soutenue par le Parti communiste. Devant l'usine d'Issoire, placée sous la surveillance de la CGT, M. Bruno Cassan, responsable syndical, a déclaré que « Valeo veut faire marche arrière. Il est encore possible de modifier les choix industriels faits par ce groupe soutenu par le gouvernement ». De graves incidents avaient eu lieu le 29 septembre.

La direction du groupe Valeo, troisième fabricant européen d'équipement automobile (12 milliards de francs de chiffre d'affaires), menace de fermer tous les établissements d'Auvergne de sa filiale Duocellier (près de 2 300 personnes employées sur les sites de Sainte-Florine, Groussin et Issoire) si « une vie démocratique normale » n'est pas rapidement restaurée et si des incalculables ne sont pas proposées contre les fautes de troubles graves qui se sont produits dans la soirée du 29 septembre dans l'usine de Sainte-Florine (Haute-Loire).

A cette occasion, un commando de quarante personnes armées de barres de fer avait investi les locaux vers 18 heures et s'en était pris à vingt-cinq personnes encore présentes, en blessant sérieusement dix-huit, dont une dizaine de femmes, et grièvement M. Steenmetzer, directeur de la division allumage électronique. L'usine de Sainte-Florine reste occupée, de même que les unités de Groussin (Haute-Loire) et d'Issoire (Puy-de-Dôme).

« Nous savons faire de l'industrie, mais pas gérer une guerre civile », a déclaré, mercredi 2 octobre, M. Alain Tribout, responsable des affaires sociales de la division machines tournantes (alternateurs-démarrateurs), en pleine reconstruction, dont les trois usines en question sont au cœur du conflit. M. Tribout a ouvertement accusé les pouvoirs publics d'incertitude - les gendarmes ne sont pas intervenus -, et le Parti communiste et la CGT d'avoir organisé cette opération. Jusqu'à présent, la centrale syndicale n'a pas réagi. Selon M. Tribout, la situation est devenue « insurrectionnelle » dans la région de Brioude (Haute-Loire) - « la terreur règne en dehors des usines, sur les routes et jusqu'au domicile des cadres », rendant ainsi « ingérables » les unités.

La décision de poursuivre l'activité pourrait être prise la semaine prochaine à l'occasion du déménagement vers Lyon des machines de l'unité d'Issoire, appelée à d'autres activités. Un transfert sans problème initierait la direction de Valeo à temporiser. Mais celle-ci exige de toute façon le rétablissement de l'ordre et l'annonce de sanctions. « L'Etat a été bafoué et nous ne pouvons nous substituer à lui pour ramener le calme ».

Pourquoi cette agression ? Tous jours selon M. Tribout, pour faire échouer la restructuration de la division machines tournantes (2 milliards de francs de chiffre d'affaires). Les transferts d'activités commencent, le délai réglementaire de quatre mois, suite aux propositions faites aux partenaires sociaux (suppression de 1 800 emplois en Auvergne avec réajustement des cas de 1 060 personnes), étant écoulé. Restent 744 personnes, qui seront licenciées pour raisons économiques, mais qui bénéficient d'une convention de conversion du Fonds national de l'emploi, avec, dans un premier temps, 150 postes à pourvoir dans la région plus 150 dans un deuxième temps.

S'ajoute à cela le reclassement de 400 personnes à Issoire, où l'usine Valeo, rachetée par la municipalité, doit être réhabilitée pour abriter les fabrications d'assurances d'États-Membres et d'électromécanique de Berek (Pas-de-Calais). Donc, globalement, la restructuration ne devrait pas avoir d'effet sur l'emploi, a indiqué M. Tribout, mais la CGT, a-t-il ajouté, est « furieuse de ne plus contrôler le comité central d'entreprise », passé aux mains de la CGT.

L'arrêt des unités de Sainte-Florine et de Groussin, où ont été greffées les activités électroniques reprises par Duocellier, n'affecterait pas Valeo, qui se reconvertit dans ce type de fabrication pour maintenir l'emploi. En revanche, si les matériels d'Issoire destinés à la production de démarreurs ne pouvaient être acheminés vers Lyon, un très grave préjudice serait causé au groupe. Le regroupement dans la région rhodanienne vise à renforcer sa compétitivité sur un marché où la lutte avec les firmes étrangères comme Bosch (RFA) et Nippon Denso (Japon) est sévère.

En s'abaissant, il poserait de sérieux problèmes d'approvisionnement aux constructeurs automobiles et ferait le lit de la concurrence étrangère.

A. D.

AGRICULTURE

L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE SERA ABABSE DES 1986

précise M. Nallet

« Les agriculteurs vont pouvoir commencer à prendre leur retraite plus tôt dès 1986 », a annoncé, mercredi 2 octobre, M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, devant l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Pierre Métais, député socialiste de Vendée.

Pour « des raisons financières », l'abaissement de l'âge de départ à la retraite « sera étalé sur cinq ans », a précisé M. Nallet (départ à soixante-quatre ans en 1986, à soixante-trois ans en 1987, à soixante-deux ans en 1988, etc.). En effet, « s'il y a trois ans pour un retraité dans le régime général, deux chez les commerçants et artisans (qui peuvent prendre leur retraite à soixante ans, les premiers depuis 1983, les autres depuis 1984), il n'y en qu'un dans le régime agricole ». La subvention de l'Etat au budget annexe des prestations sociales agricoles (BASP) sera revalorisée, tandis que les cotisations des agriculteurs seront augmentées de 1 % en 1986, à aussi indiqué le ministre. « Au terme du processus, a-t-il ajouté, la contribution de la profession sera identique à celle des autres catégories de Français ».

ERRATUM

Vente Palais Justice Paris, le jeudi 17 octobre, 14 heures
STUDIO PARIS 1^{er} 60, rue des Lombards
Mise à prix 97 000 F
S'adr. M^{rs} J.-A. LEDAN, avocats, 30, rue du Bac - Tél. 261-22-08. A tous les avocats près le Tribunal de grande instance de PARIS.

PUISSANCE PLUS



Le système TANDY 2000 : un ensemble parfaitement homogène pour exploiter au maximum la puissance de l'ordinateur TANDY 2000 et les ressources du MS-DOS. Tout en multipliant vos possibilités opérationnelles.

Outre le TANDY 2000 (version 256 Ko MEV, 2 unités de disque), le système comprend :
- un support monochrome vert et son socle ;
- un support permettant d'installer latéralement l'ordinateur pour dégager la surface de votre bureau ;
- un logiciel d'application très performant à choisir entre Lotus 1-2-3SM, dBase IISM, SuperCalcSM ou la série des 4 FFSSM (File/Report/Graph/Write).

Système TANDY 2000 : 25.000 F. Une sub-station économique à l'achat.

LOTUS[®] dBASE II[®]
SuperCalc[®] pfs

* Par tout Tandy MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation.

TANDY

COMPUTERS

Je désire plus d'informations sur le système TANDY 2000.

Prénom : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Tél. : _____ (ou joindre votre carte de visite)

A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs
Immeuble Les 3 Fontaines - BP 147 - 92022 CERGY-PONTOISE

...L'évidence même

Disponible dans les Centres Grand-public, les magasins TANDY spécialisés et chez les distributeurs agréés.

Renouvelez-vous le coupon-réponse ou téléphonez au (0) 70 70 70 70

alternatives ECONOMIQUES

Nouvelle formule mensuelle

DÉCHIFFREZ L'ÉCONOMIE AVEC UN REGARD CRITIQUE

EN KIOSQUE
LE
7 OCTOBRE
et à Alter ECO :
21000 Dijon
(80) 73.22.28

AU SOMMAIRE D'OCTOBRE

- P. Bérégovoy « Mon libéralisme »
- L'intervention économique des salariés dans les entreprises en difficulté
- RFA : des banquiers pas comme les autres
- Bilan des TUC
- Le Système monétaire international

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPES CGE

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Les deux tranches de titres participatifs émis par la CGE en septembre 1983 et janvier 1985 et totalement assimilées à leur émission bénéficieront en 1985 d'une rémunération annuelle au taux de 9,537 % contre 9,471 % en 1984.

- Ce taux de 9,537 % résulte de l'addition :
 - d'une partie fixe, proportionnelle à la moyenne annuelle, de septembre 1984 à août 1985, des taux de rendement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés (TMO) ; cette partie est égale à 4,134 % (0,34 x 12,158 %) ; elle avait été de 4,762 % l'année dernière ;
 - d'une partie variable, proportionnelle au rapport entre la marge brute d'autofinancement consolidée du dernier exercice clos (1984) et une valeur de référence (la marge brute d'autofinancement consolidée de l'exercice 1983) ; cette partie, connue du public depuis juin dernier, est égale à 5,403 % (3,4 % x 1,589) contre 4,79 % au titre de l'exercice 1983.

Le coupon représente 95,37 F par titre de 1 000 F et est payable, à partir du 10 octobre 1985, aux guichets des établissements suivants :

- Crédit Commercial de France ;
- Société Générale ;
- Banque Nationale de Paris ;
- Crédit Lyonnais ;
- Électricité de France ;
- Banque Indosuez ;
- Banque Paribas ;
- Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Crédit Industriel et Commercial ;
- Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet ;
- Banque Vernet et Commerciale de Paris ;
- Société Générale Alsacienne de Banque.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les Etats-Unis marquent un point dans la préparation des négociations multilatérales

De notre envoyé spécial

Genève. — Le compromis, finalement trouvé le 2 octobre entre la position des Etats-Unis et celles des pays en voie de développement (PVD) les plus durs, marque un nouveau pas vers le lancement, tant souhaité par Washington d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM). Les conclusions de la « session extraordinaire des parties contractantes du GATT » devraient ainsi être accueillies comme un signe de détente dans la capitale américaine.

Cependant, sur le fond, c'est-à-dire ce qu'il convient de faire pour maintenir le libre-échange et éviter l'écroulement du commerce international, rien n'est réglé si bien que l'avenir des futures NCM, y compris la date

de leur lancement, demeure incertain. Les PVD les plus opposés aux thèses américaines, en tête desquels figurent le Brésil et l'Inde, ont dû partiellement s'incliner devant la pression de la majorité.

La méfiance subsiste. Dans le climat nerveux qui a caractérisé les pourparlers, la Communauté européenne a joué jusqu'au bout un rôle de conciliateur efficace (le Monde du 3 octobre).

Le texte adopté constate qu'« un processus de préparation de la nouvelle série de NCM qui a été proposée est maintenant engagé ». C'est la première reconnaissance officielle de l'événement. A cette fin, les quatre-vingt-dix pays membres — parties contractantes — du GATT ont décidé de créer un « groupe de hauts fonctionnaires », qui tiendra sa première réunion le 14 octobre et sera chargé d'examiner les thèmes et les modalités du futur cycle de négociations. Lors de la session des parties contractantes, en novembre, un rapport sera présenté et « une décision sera prise au sujet de l'établissement d'un comité préparatoire qui aura pour tâche d'élaborer les bases du lancement d'une nouvelle série de négociations ».

Il pourrait s'agir de l'amorce d'une négociation distincte à deux niveaux : celui des problèmes concernant le commerce des produits et celui ayant trait à la libéralisation des échanges de services. On sait que plusieurs PVD rejettent la perspective d'une extension des disciplines du GATT au domaine des services. Cette affaire centrale des services va être abordée par le groupe de hauts fonctionnaires.

Ainsi, la session des parties contractantes se présente déjà comme une étape plus difficile que celle qui vient de s'achever. Les mêmes clivages vont réapparaître, accentués par la prise de conscience de l'étendue des divergences qui existent sur le fond. Pour ces raisons, bon nombre de participants paraissent, mercredi soir, que les Etats-Unis ne parviendront pas à imposer la création du comité préparatoire qui devient maintenant leur souci prioritaire.

TRANSPORTS

SNCF : retour à la normale

La situation du trafic était redevenue normale, le 3 octobre, sur tout le réseau de la SNCF à l'exception du Sud-Ouest où les conducteurs du dépôt de Toulouse avaient repoussé leur vote sur la reprise du travail à la fin de la matinée.

Ce retour au calme, qui a suivi le report par la direction de la SNCF d'un contrôle des connaissances des règlements de sécurité, ne s'est pas

fait sans mal. En effet, certains des mécaniciens qui s'étaient spontanément mis en grève, le 29 septembre, auraient souhaité profiter de l'excédente mobilisation pour contraindre la direction à négocier sur leurs conditions de travail. La discussion a été rude dans de nombreux dépôts, les syndicats n'ayant donné aucune consigne de vote pour ne pas s'aliéner des suffrages aux prochaines élections du comité central d'entreprise du 10 octobre. La modération l'a, en définitive, emporté.

M. Philippe Esig, président du conseil d'administration de la SNCF, a déclaré à Asnières 2 qu'il « grave maintenant » entre la direction et les cheministes était résulté de la création de ce comité composé de représentants des connaissances et qu'il convenait de « répartir sur des bases saines ».

LE PORT DE BREST PARALYSÉ

(De notre correspondant.)

Brest. — Le port de Brest tourne au ralenti depuis une semaine. Lundi 30 septembre et mardi 1^{er} octobre, c'était même la panne. Les employés, c'est-à-dire les transitaires et les consignataires, ont fermé leurs portes pour protester contre les grèves à répétition de la CGT. Après un mouvement local des dockers, faisant suite à une action nationale, les grutiers, mécaniciens, électriciens et manœuvres CGT de la chambre de commerce ont cessé le travail mercredi 25 octobre, rejoint le 30 par la CFDT.

A l'origine du conflit : l'avancement. La chambre de commerce a décidé d'en faire bénéficier 16 % de son personnel du port (au lieu de 32 % dans le passé). C'est une mesure dictée par le plan de redressement auquel elle doit se soumettre, en contrepartie d'une aide de l'Etat, pour éponger un lourd déficit occasionné par le marasme de la réparation navale et la baisse du trafic portuaire. La CGT estime, elle, qu'elle a fait des concessions sur les salaires.

Faute de grutiers, l'activité a été paralysée. L'union locale CGT a obtenu l'appui de la fédération CGT des ports et docks pour boycotter les navires démontés de Brest. 1 500 tonnes de pommes de terre devaient partir ce jeudi pour Cuba. La FDSEA du Finistère a menacé d'intervenir pour assurer le chargement de deux bateaux.

G. S.

● Boeig repète trente-sept commandes pour son court-courrier 737. — Agacée par le bruit fait autour des commandes d'Airbus, la firme Boeig vient de contre-attaquer en rendant publics deux contrats qui lui valent la commande de trente-sept 737, court-courrier d'une capacité de 121 à 149 passagers. Texas Air s'est vu verser de 4,8 milliards de francs, et Western Airlines pour douze appareils d'une valeur de 2,3 milliards de francs. Avec ces nouveaux contrats, Boeig a vendu 1 418 appareils de type 737, qui sont fabriqués au rythme de onze par mois.

● Télécommunications : Bull et Jeumont-Schneider créent une filiale commune. — L'association attendue du constructeur informatique Bull et de Jeumont-Schneider (JS), fabricant de centraux téléphoniques d'entreprises (le Monde du 24 septembre), prendra la forme d'une filiale commune. JS détient 51 % du capital et Bull 49 % de cette société d'études chargée d'élaborer des produits permettant aux centraux de commander des données d'ordinateurs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	100 MON	200 MON	500 MON
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-UL	8,0630	8,0600	+ 90	+ 185
S. can.	5,9000	5,9044	+ 27	+ 47
Yen (100)	3,7766	3,7806	+ 95	+ 106
DM	3,0495	3,0524	+ 120	+ 131
Mark	2,7066	2,7085	+ 79	+ 87
FR (100)	15,0261	15,0373	+ 49	+ 50
ES	3,7337	3,7377	+ 160	+ 177
L (1 000)	4,5127	4,5169	+ 214	+ 216
E (1 000)	11,4051	11,4174	+ 252	+ 255

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/8	8 1/8	9 1/8	10 1/8	11 1/8	12 1/8	13 1/8	14 1/8	15 1/8
SE-UL	4 1/2	4 3/4	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8
DM	5 3/4	6	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
FR (100)	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
ES	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
L (1 000)	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8	11 5/8
E (1 000)	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises vous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

EXPOLANGUES 1986

4^e salon des langues, des cultures et de la communication internationale

18 AU 23 FÉVRIER 86 - GRAND PALAIS - PARIS

OUVREZ-VOUS

TOUT UN MONDE D'AFFAIRES

Claque des réservations le 20 octobre 1985 (session 86 limitée à 3 200 m² de stand).

Événement exceptionnel reconnu comme le 1^{er} salon au monde dans son domaine. Expolangues rassemble de plus en plus d'exposants (+ 25 % en 1985) et attire de plus en plus de visiteurs (+ 40 % en 1985). Ne manquez pas ce rendez-vous et propice à vos affaires.

Expolangues 86, c'est pendant 6 jours :

Tous ceux que vous souhaitez rencontrer : Français et étrangers ; responsables d'entreprises exportatrices, enseignants, élèves des grandes écoles et des universités, interprètes, traducteurs, chercheurs, parents d'élèves, utilisateurs de séjours linguistiques, etc.

Une organisation qui met en valeur votre activité : une implantation par secteurs d'activités, un catalogue précis et clair, un service d'accueil, d'information et de relations presse efficace, l'enregistrement informatisé des entrées quotidiennes sur les plans qualitatifs et quantitatifs.

Une animation qui favorise les rencontres et les affaires : soirée d'inauguration, conférences et tables rondes spécialisées "Concours E.A.O." et "Sésame de l'Exportation".

Expolangues 86, ce sera plus de 300 exposants et plus de 50 000 visiteurs.

Alors, ne manquez pas ce rendez-vous, réservez dès maintenant votre place dans ce salon qui vous ouvrira tout un monde d'affaires.

MATÉRIELS AUDIOVISUELS ET INFORMATIQUES - RECHERCHE - ENSEIGNEMENT/FORMATION - TRADUCTION/INTERPRÉTATION - ÉDITION - SÉJOURS ET STAGES LINGUISTIQUES - LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES - RELATIONS INTERNATIONALES.

Pour tous renseignements, contactez : COMITÉ DES EXPOSITIONS DE PARIS, Madame Marie-Josée TAILLEUR, COMMISSAIRE GÉNÉRALE, 7, rue Copernic - 75782 PARIS CEDEX 16 - Tél. (1) 48 05 14 32 - Téléc. 815 40 07



Vivez, jouez, gagnez!

Vivez! LE GRAND JEU RENAULT

Les vendredis 4, samedi 5, dimanche 6 et lundi 7 octobre 1985, c'est la fête chez RENAULT. Partout en France dans le réseau RENAULT venez découvrir les nouveautés de la gamme 86, avec en vedette des Portes Ouvertes : les RENAULT 9 et 11 Broadway. VENEZ JOUER : 12 RENAULT 11 Broadway à gagner au grand jeu de la clé, et d'élégants plaids, pour l'agrément de votre "intérieur". Pendant 4 jours, venez tous nombreux chez RENAULT !

12 RENAULT 11 BROADWAY ET DE MAGNIFIQUES PLAIDS A GAGNER

Vivez! LA GAMME RENAULT 86

Vivez les nouveautés RENAULT : la RENAULT STS, 3 portes, volant et sièges sport, boîte 5 vitesses ; la RENAULT 9 TURBO, de l'allure, du mordant, du dynamisme ; les RENAULT 9 et 11 Broadway bien sûr, avec leurs équipements supplémentaires et leurs prix séduisants ; la RENAULT 18 Gala, fière de sa nouvelle robe ; la RENAULT Espace 2000, 1 voiture-salon, voiture-bureau, voiture-détente, et la fabuleuse RENAULT 25 V6 TURBO, la nouvelle dimension du plaisir. Vivez aussi la gamme la plus jeune, le choix le plus large, et profitez pendant ces 4 jours des financements spéciaux offerts par RENAULT Bail S.A. (Dioc) sur toute la gamme RENAULT.

GRAND JEU NATIONAL GRATUIT

RENAULT

PORTES OUVERTES

DANS LE RESEAU RENAULT

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الأصل"

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 octobre

Stable

Un léger mieux était observé mercredi sur le marché obligataire où les investisseurs ont continué à acheter avec satisfaction les titres proposés par la Rue de Rivoli à l'occasion de la liquidation aux Sicaux, en fonds communs de placement, de 22,15 % au moins de liquidités par rapport à l'ensemble de leur portefeuille. Jusqu'à présent, on ne savait pas trop ce que cette disposition - annoncée en août dernier - engendrerait exactement.

On sait, à présent, que dans ces 10 % pourront figurer des actions Sicaux reposant sur des « rétrocessions » à moins de six mois, des obligations de même nature, et, surtout, des bons du Trésor à moins de six mois. Les investisseurs pourront s'ajouter des effets négociables de même durée sous forme de certificats de dépôt ou de fameux papier commercial qui, même encore la zizanie entre banques et entreprises.

De côté des actions, un peu rassuré par la hausse de Wall Street, le ton est à la stabilité. L'approche de la clôture, l'indicateur instantané est en baisse de 0,04 % environ, et quelques titres avaient fait preuve de résistances. Parmi ceux-ci, on remarque l'actif de la Sicaux (+ 6 %), l'immobilier Montreuil (+ 4 %), à son plus haut niveau de l'année, l'actif de la Sicaux (+ 3 %), l'actif de la Sicaux (+ 3 %).

A l'inverse, aux côtés de Signaux (réaffectée à la Bourse de Paris, Roussel, Lachère, perdent du terrain.

Sur le marché de l'or, le lingot cède 8,50 F à 854,250 F. Le napoleon gagnait 4 F, à 548 F. A Londres, le métal jaune s'est établi à 324,75 dollars l'once contre 323,15 la veille. Dollar-titre : 8,12/17 F, en retrait à l'image du billet vert.

Introduite le 2 octobre sur le second marché de Paris, l'action de la société de signalisation Gregory a été cotée à 270 F face à un prix d'offre minimal de 200 F.

NEW-YORK

La baisse reprend

Les séances se suivent, mais ne se ressemblent pas. A la précédente reprise à succès, mercredi, à Wall Street, un repli des cours. D'abord bien attendu, le marché s'est ensuite progressivement alourdi et, à la clôture, l'indice des industriels accusait une perte de 7,28 points à 1 333,66. Le bilan de la journée a été cependant très mitigé. Sur 1 999 valeurs traitées, 765 ont monté, 756 ont baissé et 478 n'ont pas varié.

C'est essentiellement le recul assez brutal des actions de sociétés de gestion hospitalière qui a pesé sur le marché. Dans la matinée, Hospital Corp. of America avait annoncé une assez sensible baisse du taux d'utilisation de ses lits. L'action a baissé de 25 à 15 %, et 3,43 millions de titres ont été échangés. Mais les investisseurs ont, semble-t-il, été aussi déçus par la révision en baisse des bénéfices de biens durables au 3e trimestre (2,5 % au lieu de 3,4 %), l'augmentation modeste de la même mois des commandes à l'industrie, enfin la baisse des ventes de maisons individuelles.

Des professionnels faisaient toutefois remarquer que les situations d'OPA pouvaient à tout moment relancer la spéculation à court terme, maintenant ainsi le marché dans des conditions de volatilité susceptible de déclencher un nouveau mouvement de hausse. Mais pour beaucoup, ce pourrait être le dernier avant le retour au pessimisme prévu pour novembre.

L'activité a porté sur 148,79 millions de titres, contre 130,20 millions la veille.

VALEURS	Cours de 1er oct.	Cours de 2 oct.
Alcoa	29 1/8	29 1/8
A.T.T.	40 1/2	40 1/2
Boeing	40 1/2	40 1/2
Chemical Bank	40 1/2	40 1/2
Deere & Co.	40 1/2	40 1/2
Du Pont de Nemours	40 1/2	40 1/2
Eastman Kodak	40 1/2	40 1/2
General Motors	40 1/2	40 1/2
IBM	40 1/2	40 1/2
ITT	40 1/2	40 1/2
Johnson & Johnson	40 1/2	40 1/2
Kimberly-Clark	40 1/2	40 1/2
Lincoln	40 1/2	40 1/2
Lockheed	40 1/2	40 1/2
McDonald's	40 1/2	40 1/2
Merck & Co.	40 1/2	40 1/2
Motorola	40 1/2	40 1/2
Procter & Gamble	40 1/2	40 1/2
Rockwell International	40 1/2	40 1/2
Spacelabs	40 1/2	40 1/2
Union Carbide	40 1/2	40 1/2
US Steel	40 1/2	40 1/2
Verizon	40 1/2	40 1/2
Wendover	40 1/2	40 1/2
Xerox Corp.	40 1/2	40 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DE MAUVAIS RÉSULTATS POUR EUROMARCHE. - Pour le premier semestre, les comptes consolidés font ressortir un déficit de 26,1 millions de francs avant impôts et participations, contre un bénéfice de 11,2 millions de francs en 1984 à pareille époque. Le communiqué, publié par le groupe, fait remarquer que l'écart correspond à la réévaluation des stocks de matières premières et de l'année et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent ont été essentiellement dû aux pertes courues par les unités nouvelles, ainsi qu'à l'augmentation des frais de distribution.

Vu l'importance de la contribution du second semestre au résultat de l'année et dans la mesure où la tendance à l'augmentation du chiffre d'affaires (+ 14,4 % pour la période sous revue, suite ouverte).

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 1984)

Valeurs françaises : 112,2 112,1
Valeurs étrangères : 96,7 92,2
C. DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 1984)

Indice général : 216,2 216,1
Indice des actions : 216,2 216,1
Indice des obligations : 216,2 216,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 3 octobre : 9,7/16 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 235,10 235,60

BOURSE DE PARIS Comptant

2 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% de capital	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271		Spa Bagatelle	237		Dracur Bank	884	903
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271		Suez (Fin. del. C.L.P.)	641		Financière	245	240
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271		Stam	440		Gen. Belgique	238	285
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	580	580
20 %	125 50	0 026	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	140 50	145 10
25 %	150 06	0 030	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	230	230
30 %	175 12	0 034	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	330	328
35 %	200 18	0 038	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	430	406
40 %	225 24	0 042	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	530	506
45 %	250 30	0 046	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	630	606
50 %	275 36	0 050	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	730	706
55 %	300 42	0 054	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	830	806
60 %	325 48	0 058	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	930	906
65 %	350 54	0 062	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 030	1 006
70 %	375 60	0 066	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 130	1 106
75 %	400 66	0 070	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 230	1 206
80 %	425 72	0 074	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 330	1 306
85 %	450 78	0 078	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 430	1 406
90 %	475 84	0 082	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 530	1 506
95 %	500 90	0 086	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 630	1 606
100 %	525 96	0 090	Paris Agence W.	271		Toutou	1841		Gen. Belgique	1 730	1 706

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271	
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271	
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271	
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	271	
20 %	125 50	0 026	Paris Agence W.	271	
25 %	150 06	0 030	Paris Agence W.	271	
30 %	175 12	0 034	Paris Agence W.	271	
35 %	200 18	0 038	Paris Agence W.	271	
40 %	225 24	0 042	Paris Agence W.	271	
45 %	250 30	0 046	Paris Agence W.	271	
50 %	275 36	0 050	Paris Agence W.	271	
55 %	300 42	0 054	Paris Agence W.	271	
60 %	325 48	0 058	Paris Agence W.	271	
65 %	350 54	0 062	Paris Agence W.	271	
70 %	375 60	0 066	Paris Agence W.	271	
75 %	400 66	0 070	Paris Agence W.	271	
80 %	425 72	0 074	Paris Agence W.	271	
85 %	450 78	0 078	Paris Agence W.	271	
90 %	475 84	0 082	Paris Agence W.	271	
95 %	500 90	0 086	Paris Agence W.	271	
100 %	525 96	0 090	Paris Agence W.	271	

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271	
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271	
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271	
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	271	
20 %	125 50	0 026	Paris Agence W.	271	
25 %	150 06	0 030	Paris Agence W.	271	
30 %	175 12	0 034	Paris Agence W.	271	
35 %	200 18	0 038	Paris Agence W.	271	
40 %	225 24	0 042	Paris Agence W.	271	
45 %	250 30	0 046	Paris Agence W.	271	
50 %	275 36	0 050	Paris Agence W.	271	
55 %	300 42	0 054	Paris Agence W.	271	
60 %	325 48	0 058	Paris Agence W.	271	
65 %	350 54	0 062	Paris Agence W.	271	
70 %	375 60	0 066	Paris Agence W.	271	
75 %	400 66	0 070	Paris Agence W.	271	
80 %	425 72	0 074	Paris Agence W.	271	
85 %	450 78	0 078	Paris Agence W.	271	
90 %	475 84	0 082	Paris Agence W.	271	
95 %	500 90	0 086	Paris Agence W.	271	
100 %	525 96	0 090	Paris Agence W.	271	

SICAV 2/10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271	
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271	
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271	
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	271	
20 %	125 50	0 026	Paris Agence W.	271	
25 %	150 06	0 030	Paris Agence W.	271	
30 %	175 12	0 034	Paris Agence W.	271	
35 %	200 18	0 038	Paris Agence W.	271	
40 %	225 24	0 042	Paris Agence W.	271	
45 %	250 30	0 046	Paris Agence W.	271	
50 %	275 36	0 050	Paris Agence W.	271	
55 %	300 42	0 054	Paris Agence W.	271	
60 %	325 48	0 058	Paris Agence W.	271	
65 %	350 54	0 062	Paris Agence W.	271	
70 %	375 60	0 066	Paris Agence W.	271	
75 %	400 66	0 070	Paris Agence W.	271	
80 %	425 72	0 074	Paris Agence W.	271	
85 %	450 78	0 078	Paris Agence W.	271	
90 %	475 84	0 082	Paris Agence W.	271	
95 %	500 90	0 086	Paris Agence W.	271	
100 %	525 96	0 090	Paris Agence W.	271	

Règlement mensuel

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271	
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271	
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271	
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	271	
20 %	125 50	0 026	Paris Agence W.	271	
25 %	150 06	0 030	Paris Agence W.	271	
30 %	175 12	0 034	Paris Agence W.	271	
35 %	200 18	0 038	Paris Agence W.	271	
40 %	225 24	0 042	Paris Agence W.	271	
45 %	250 30	0 046	Paris Agence W.	271	
50 %	275 36	0 050	Paris Agence W.	271	
55 %	300 42	0 054	Paris Agence W.	271	
60 %	325 48	0 058	Paris Agence W.	271	
65 %	350 54	0 062	Paris Agence W.	271	
70 %	375 60	0 066	Paris Agence W.	271	
75 %	400 66	0 070	Paris Agence W.	271	
80 %	425 72	0 074	Paris Agence W.	271	
85 %	450 78	0 078	Paris Agence W.	271	
90 %	475 84	0 082	Paris Agence W.	271	
95 %	500 90	0 086	Paris Agence W.	271	
100 %	525 96	0 090	Paris Agence W.	271	

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271	
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271	
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271	
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	271	
20 %	125 50	0 026	Paris Agence W.	271	
25 %	150 06	0 030	Paris Agence W.	271	
30 %	175 12	0 034	Paris Agence W.	271	
35 %	200 18	0 038	Paris Agence W.	271	
40 %	225 24	0 042	Paris Agence W.	271	
45 %	250 30	0 046	Paris Agence W.	271	
50 %	275 36	0 050	Paris Agence W.	271	
55 %	300 42	0 054	Paris Agence W.	271	
60 %	325 48	0 058	Paris Agence W.	271	
65 %	350 54	0 062	Paris Agence W.	271	
70 %	375 60	0 066	Paris Agence W.	271	
75 %	400 66	0 070	Paris Agence W.	271	
80 %	425 72	0 074	Paris Agence W.	271	
85 %	450 78	0 078	Paris Agence W.	271	
90 %	475 84	0 082	Paris Agence W.	271	
95 %	500 90	0 086	Paris Agence W.	271	
100 %	525 96	0 090	Paris Agence W.	271	

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	29 55	0 015	Paris Agence W.	271	
5 %	49 20	3 342	Paris Agence W.	271	
10 %	71	0 018	Paris Agence W.	271	
15 %	100 06	0 022	Paris Agence W.	27	

Le Monde

RECEVANT M. GORBATCHEV

M. Chirac reproche à l'URSS de ne pas respecter les accords d'Helsinki

Recevant ce jeudi matin 3 octobre M. Gorbatchev à l'Hôtel de Ville, M. Chirac a reproché à l'Union soviétique de ne pas avoir tenu ses engagements découlant des Accords d'Helsinki dans le domaine des droits de l'homme.

« Plus noble était l'espérance, plus amère est la déception, a notamment déclaré le maire de Paris. Tous les engagements n'ont pas été tenus, en particulier ceux qui concernent les droits de l'homme et les libertés. Je pense avec émotion au sort de tous ceux qui sont privés de liberté en raison de leurs convictions. Je pense aussi aux juifs d'URSS qui ne sont pas autorisés à quitter le territoire. Il va de soi qu'il ne saurait être question pour nous de contester les droits souverains de chaque Etat, mais je suis sûr que l'opinion publique française serait très sensible à ce qu'un geste soit fait en leur faveur ».

Se référant à la conception des relations franco-soviétiques qu'avaient le général de Gaulle et Georges Pompidou (M. Giscard d'Estaing n'a pas été cité), M. Chirac a aussi affirmé que « certaines des initiatives prises par l'Union soviétique en différents points du monde, au cours des der-

nières années, n'ont pas eu notre approbation ».

Après avoir fait l'éloge de la réconciliation franco-allemande, M. Chirac a poursuivi : « Nous nous interrogeons sur les raisons pour lesquelles l'Union soviétique a cru devoir édifier, face à l'Europe occidentale, un arsenal conventionnel, chimique et nucléaire qui nous paraît dépasser largement les moyens nécessaires à sa propre sécurité et à celle de ses alliés. Après votre visite en France, vous allez rencontrer le président des Etats-Unis, et nous espérons que cette entrevue ouvrira la voie à de réels progrès en matière de réduction des tensions dans le monde. Ces conversations sont nécessaires. Celles que les pays de l'Europe de l'Ouest doivent avoir entre eux ainsi qu'avec leurs alliés dans le monde, notamment les Etats-Unis, ne le sont pas moins. La réduction des tensions ne peut résulter que d'un accord général. Nous pensons que les deux grandes puissances disposent d'armes dangereusement surabondantes et qu'elles doivent être les premières à montrer l'exemple, la France, pour sa part, ne pouvant que garder sa liberté, gage de son indépendance nationale, tant que n'aura pas été menée à bien cette phase préalable ».

Au nom des dissidents

Le sort d'Anatoli Chicharsky et les déclarations de M. Gorbatchev. — A la suite des propos tenus mardi soir sur TF 1 par M. Gorbatchev concernant la condamnation d'Anatoli Chicharsky, le comité des mathématiciens rappelle que « le seul crime de Chicharsky est d'être un militant pour le droit des juifs à l'émigration, et l'un des fondateurs du Comité de surveillance des accords d'Helsinki ». Selon le comité des mathématiciens, Chicharsky « a été condamné en 1978 à treize ans de prison et de camp, au cours d'un procès à huis clos, et sans avoir eu la possibilité de se défendre, en violation non seulement des normes juridiques internationales mais également du droit soviétique ».

Une conférence de presse de la belle-fille de M. Sakharov. — Venue à Paris à l'occasion de la visite de M. Gorbatchev, Mme Tatiana Yankelevitch, la belle-fille du professeur André Sakharov et la fille d'Elena Bonner, a tenu une conférence de presse, mercredi 2 octobre, aux éditions du Seuil. Mme Yankelevitch a notamment déclaré que le secrétaire du président Mitterrand lui avait fait comprendre que celui-ci « pourrait envisager de parier sur le sort d'André Sakharov et de son épouse à M. Gorbatchev », et qu'il la tiendrait au courant du développement de cette affaire. Mme Yankelevitch a indiqué également qu'elle avait téléphoné à l'ambassade d'URSS pour demander une entrevue avec M. Gorbatchev.

Le comité de défense d'Igor Ogourov a demandé lundi au président Mitterrand d'intervenir auprès de M. Mikhaïl Gorbatchev en faveur de l'historien russe, condamné en 1967 à quinze années de prison et cinq ans de réclusion. Igor Ogourov a été condamné pour avoir participé à la création de l'Union sociale chrétienne parus pour la libération du peuple, organisation clandestine d'inspiration chrétienne, dont les membres avaient été arrêtés en 1967 à Leningrad. Il est en très mauvaise santé.

Le numéro du « Monde » daté 3 octobre 1985 a été tiré à 477 524 exemplaires (Publicité)

8 Répondeurs
dep. 990 F.
chez Duriez

GREES PTT. • Répondre sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vous gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1600 F. tic.
• Consultable à distance par boîtier codé : 2390 F. tic. + Enreg. conversation téléphonique : 2890 F. tic. • Consultable à distance par boîtier codé : 2740 F. tic., etc. • Téléphones tous modèles, toutes couleurs, 390 à 1850 F. tic. agréés PTT. • Duriez, 132, bd St-Germain, M^o Odéon.

A B C D F G H

RENAULT SIGNE UN CONTRAT DE PRÈS DE 500 MILLIONS DE FRANCS AVEC L'URSS

Renault vient de parapher, avec le ministère soviétique du commerce extérieur et la centrale d'achat Autopromimport, un protocole d'accord pour la fourniture de matériels de soudure (y compris des robots et des machines-outils) pour l'usine Moskvich. Cet accord devrait être finalisé dans les prochaines heures et porterait sur près de 500 millions de francs. Il fait partie d'un accord plus large signé en novembre 1983 par lequel Renault avait fourni à Moskvich l'ingénierie pour le lancement d'un nouveau véhicule, tandis que les Soviétiques s'engageaient à acheter des biens d'équipement français pour 1 milliard de francs.

C'est parce qu'il jouait l'insuffisant le montant des commandes soviétiques, au début de 1985, dans le cadre de ce contrat, que M. Besse, à son arrivée chez Renault, avait renoncé à réaliser pour les Soviétiques l'ingénierie d'une usine de moteurs. Ce nouveau contrat, dit-on à la Régie, ne remettrait pas en cause cette décision.

SELON UN SONDAGE DE BVA

En 1986, des listes Rocard séparées renforceraient la gauche

Si M. Michel Rocard présentait ses propres listes aux élections législatives, elles devanceraient les listes socialistes officielles. Tel est l'enseignement spectaculaire d'un sondage de BVA réalisé du 1^{er} au 5 septembre auprès de 1 779 personnes et publié par l'*Evenement du Jeudi* daté 3-9 octobre. Selon cette enquête, la présence de listes rocardiennes permettrait à la gauche de recueillir au total 43 % des intentions de vote, alors que celle-ci, sans le renfort de l'ancien ministre de l'Agriculture, n'en obtient que 37 %.

Elle ramène l'écart gauche-droite de 20 % à 8 %. Grâce à ces listes rocardiennes — assurées, selon les projections effectuées par l'hebdomadaire, de compter 105 députés, — la gauche pourrait disposer, au total, de 238 sièges sur les 555 sièges métropolitains au sein de la future Assemblée (105 socialistes rocardiens, 87 PS et MRG, 46 PC. Sans la présence des listes rocardiennes, la gauche compterait 44 députés de moins).

Après les congrès fédéraux du PS, qui ont accordé à la motion de M. Rocard près du tiers des votes des militants socialistes, voilà un nouveau motif de satisfaction et d'encouragement pour l'ancien ministre.

Le débat interne aux rocardiens sur l'avenir de leur chef de file — à l'intérieur ou en dehors du PS ? — est — provisoirement ? — clos. Tirailé depuis toujours entre un parti et une opinion qui n'attendent pas la même chose du « phénomène » Rocard, les rocardiens demeurent toutefois partagés. D'un côté, les « maximalistes », ne s'effraient pas à l'idée de constituer des « listes Rocard », parce qu'ils pensent que leur chef de file peut très bien se passer du PS et qu'il y a même, peut-être intérêt. De l'autre, les « loyalistes », ne conçoivent pas le rocardisme en dehors du parti. Schématiquement, les premiers se recrutent surtout dans l'entourage de M. Rocard, au 266, boulevard Saint-Germain. Les seconds se trouvent plutôt parmi les « politiques », anciens ministres, membres du bureau exécutif du PS, parlementaires.

La victoire des « loyalistes »

Ce sont ces « loyalistes » qui ont obtenu de M. Rocard qu'il fasse, le 6 septembre aux ARS, une mise au point (ce serait, a-t-il dit, ce jour-là une « folie » que de quitter le PS) qui a constitué le point de départ d'un recentrage du discours rocardien. Ils ont vu leur position renforcée par les résultats des congrès fédéraux qui ont rendu plus crédible une investiture de M. Rocard comme candidat du parti à l'élection présidentielle de 1988.

Encore M. Rocard doit-il faire, jusqu'à là, un parcours sans faute. Cela suppose probablement une synthèse au congrès de Toulouse. Cela suppose aussi que M. Rocard résiste à la tentation de « petites phrases qui plaisent au public, mais qui demandent, ensuite, six mois de reconquête de l'opinion dans le parti », comme le dit l'un de ces « loyalistes ». A en juger par ses propres commentaires de l'enquête publiée par l'*Evenement du Jeudi*, M. Rocard a compris le message. Pour l'ancien ministre, la probabilité de listes rocardiennes séparées, et donc d'« éclatement du parti socialiste », est « à peu près nulle ». « Vous conviendrez », ajoute M. Rocard, « que ce n'est guère d'actualité au moment où le PS prend de plus en plus en compte les idées dont je suis porteur ». Quant à sa candidature pour l'élysée, il note : « Je ne connais pas à gauche de candidature à la présidence qui se soit faite sans l'investiture d'un parti ».

parti. » Il reste que les chiffres de ce sondage vont probablement révéler bien des tentations. Chez les non-rocardiens du parti, la bataille est très loin d'être gagnée, et M. Fabius loin d'avoir dit son dernier mot.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Sur le vif

Rois de France

Je suis très embêtée. J'ai une mauvaise nouvelle pour Barre et je ne sais pas comment la lui annoncer. Au service politique, ils n'ont pas pu y toucher tellement elle est explosive. Alors Barre m'ont fourgué en me disant : Essaye d'avoir un peu de tact, pour changer, de doigté... » Pour le pépère, il prétend qu'il s'en fout, mais ça va lui faire un coup.

Alors, voilà : Monsieur le candidat Barre... Ca n'est pas vous qui présideriez les fêtes du millénaire de la naissance de la France en Picardie. Mitterrand a déjà répondu oui à l'invitation du comte de Paris et il l'a aussitôt inscrite dans son agenda. A quelle date ? Ben, justement : fin 86 et 87, puisque la France est née deux fois, d'abord avec Clovis en 486 à Soissons, ensuite en 987 à Sens avec Hugues Capet. N'espérez donc pas le voir débarrasser le plancher de l'Elysée avant 1988.

Au plus tôt. Parce que après ça va être 89. Le bicentenaire de la Révolution. Et ça, on a beau sortir un livre toutes les dix minutes pour dire qu'on n'aurait pas dû le faire, Mitterrand, lui, ne le regrette pas trop, les Français

non plus d'ailleurs, et il aimerait bien être de la fête. L'honneur de France, faut dire, à l'a beaucoup possédé. C'est dur d'y entrer, c'est un concours. Il s'est présenté je ne sais combien de fois, et bon, il a fini par être reçu. C'est pour ça qu'il a couru dès le lendemain des résultats se réserver une place au Panthéon. Depuis le temps qu'il la gagnait ! Non, il est très calé. Vous avez vu l'autre jour, Barre, ah bien j'ai tenu le jour où il s'est agrippé au fauteuil de la présidence en faisant « la Mitterrand » ça qu'il est passé à l'au-delà, son exposé sur Vercoqtorix ? Ben tant !

Barre, a-t-il voulu prendre la succession, va falloir qu'il bêche ! D'accord, il ne peut pas tout éduier, il n'a pas le temps. Jeanne d'Arc, par exemple, c'est pas la peine. Elle est sortie si souvent sous de Gaulle qu'il ne risque pas de l'avoir au programme. Philippe le Bel, en revanche, le soutien du franc, les emprunts, l'attaque des peurs égarées, les impôts, la confiscation des biens, tout ça... Et puis, à y a Louis le Gros.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

● **Scission dans la plus belle des radios.** — NRJ, le réseau de radios privées locales qui dirigent Jean-Paul Bauderoux et Max Guazzini, connaît la contestation : plusieurs stations « franchisées » de province viennent de quitter le réseau et de fonder un autre groupement, FUN, à l'origine, des désaccords entre les patrons de NRJ et Pierre Lattès, ancien gérant de la régie publicitaire de « la plus belle des radios », « 15-34 ». Des procès sont en cours. On évoque, parmi les contestataires, la volonté de conserver aux radios leur identité locale. Jean-Paul Bauderoux a contre-attaqué en annonçant que d'autres radios allaient remplacer les stations révoquées dans les villes touchées par la mutinerie.

D'autre part, la cour d'appel de Colmar a confirmé, mardi 1^{er} octobre, le jugement qui interdisait à NRJ-Strasbourg de poursuivre ses émissions. Le 26 août dernier, la radio strasbourgeoise était condamnée à se taire, sous astreinte de 50 000 F par jour. Elle ne l'a fait que quinze jours plus tard, après avoir réuni une manifestation de quelque trois mille personnes dans les rues de Strasbourg, le 7 septembre. NRJ, qui émettait sans autorisation de la Haute Autorité, espérait toujours obtenir une fréquence ; M. Alain Bauer, son directeur, explique qu'il a « arrêté ses émissions pour négocier, et la demande des pouvoirs publics et d'élus locaux ». Le 8 octobre, il devra répondre de 750 000 F d'astreinte devant le tribunal de Strasbourg ; un recours a été introduit devant le Conseil d'Etat après le refus de la Haute Autorité de l'autoriser à émettre. — (Corresp.)

● **Mort de Herbert Bayer.** — Herbert Bayer était le dernier acteur de quatre-vingt-cinq ans, dans sa maison de Santa-Barbara aux Etats-Unis.

(Né à Harg, en Autriche, en 1900, Herbert Bayer était le dernier acteur de l'une des entreprises de création les plus fructueuses et décisives du vingtième siècle : le Bauhaus. Il en fut l'un des professeurs — après en avoir été un élève — de 1925 à 1928 à Dessau. Peintre, graphiste, typographe, il ouvrit son propre atelier à Berlin en 1928. Contraint par les nazis, qui avaient fermé le Bauhaus en 1933, il choisit l'exil : avec quelques dollars en poche, il débarqua aux Etats-Unis. Après y avoir obtenu la citoyenneté américaine, il ne cessa d'y travailler comme architecte, peintre, sculpteur, ou conseiller artistique de sociétés et de magazines. A Denver, en juin dernier encore, était inaugurée une de ses œuvres maîtresses, *Mur arctique*. En 1971 furent exposées quelques-unes de ses rigoureuses œuvres mortes au Centre Pompidou. — G. B.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
AUJOURD'HUI

VALEURS
ACTUELLES
L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE
en kiosque ou par abonnement
SPECIMEN SUR DEMANDE
écrite 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cedex 02

RAYMONDE LESCUR
présente
Femmes **Burberry's** Hommes
Centre Maine-Montparnasse - Paris 15^{ème}

Meyrowitz
OPTICIEN

CLASSE PRÉPARATOIRE
MEDICINE ou PHARMACIE
Le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR
enseignement supérieur privé
57, rue Charles-Lafitte, 92 Nouty - Tél. : 745.09.19

E-TON-NANT !
LES PRIX DE

STEPHANE MEN'S
DISCOUNT DE LUXE
SUR LES GRANDES MARQUES
SIGNÉES DU PRÊT-A-PORTER
OUVERT T.J.L. DE MIDI A 18 H 30
5, RUE DE WASHINGTON, M^o GEORGES-Y
130, Bd SAINT-GERMAIN, M^o ODÉON
RECOMMANDÉ PAR GAULT ET MILLAU
ET À PARIS PAS CHER

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.91.77 + I S L M

(Publicité)

Une manifestation

Minitel régionale ou nationale, syndicale ou patronale, culturelle, sportive ou écologique, et bien sûr politique : nous vous proposons un service continu avec nos badges (en casquette) gratuits, à faible coût, à la demande dans des délais très rapides et respectueux, même en très grande quantité. AVIS : Badge International, S.P. 22, 78770 Thoiry. Tél. : (3) 451-41-44.

CHEZ MEYROWITZ, LE VERRE VARILUX
C'EST TOUJOURS UN SUCCÈS !
MEYROWITZ OPTICIEN, LA MAÎTRISE DE LA VISION INTÉGRALE
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 26.40.67

مكتبة